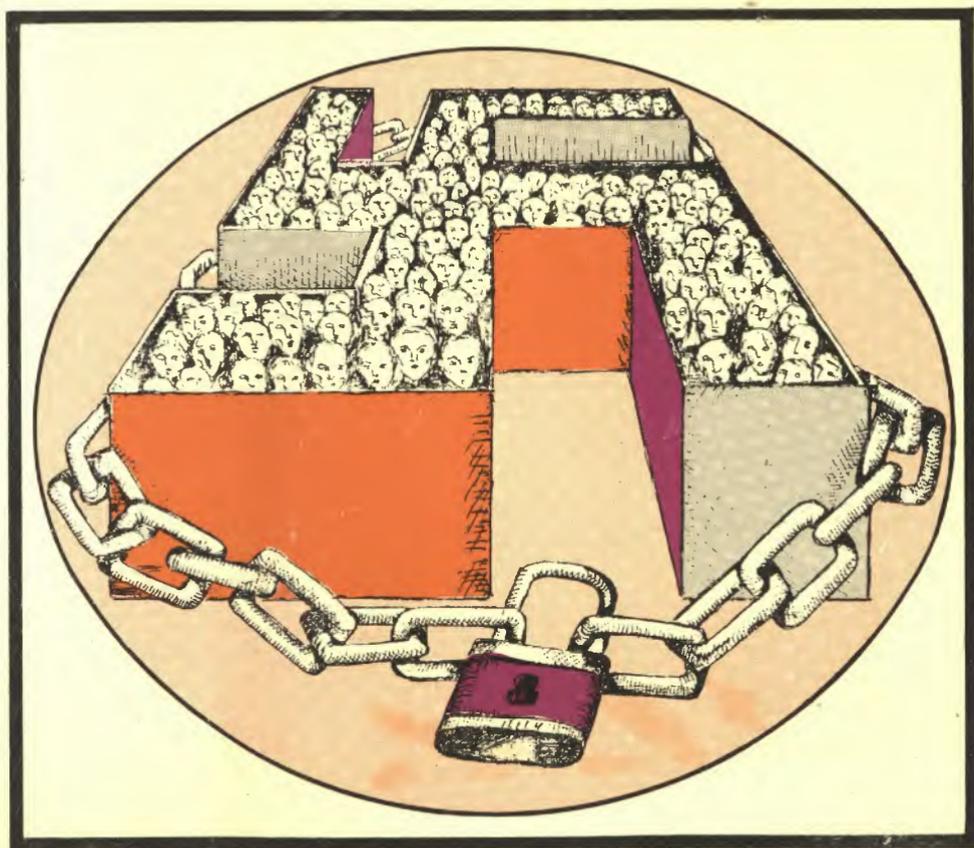


contre vents et marées

les révolutionnaires
pendant la deuxième
guerre mondiale

yvan craipeau



SAVELLI

yvan craipeau

I

les révolutionnaires
pendant la seconde guerre mondiale

contre vents et marées

(1938 - 1945)

SAVELLI

DU MÊME AUTEUR

Le mouvement trotskiste en France, Editions Syros, 1971.
Le pouvoir à prendre, Editions Syros, 1976.
La révolution qui vient, Editions de Minuit, 1957 (épuisé).

A paraître chez le même éditeur en 77.

II - La libération confisquée

© 1977

Éditions Savelli

33, Bd Saint-Martin - 75003 - Paris

Tous droits réservés

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE I. — Avant la guerre.....	9
CHAPITRE II. — La drôle de guerre.....	39
CHAPITRE III. — Le temps de la confusion.....	65
CHAPITRE IV. — Hitler attaque l'U.R.S.S.....	99
CHAPITRE V. — 1943 : le tournant.....	159
CHAPITRE VI. — Lutttes ouvrières et lutte armée.....	187
CHAPITRE VII. — Premiers craquements en Europe.....	219
CHAPITRE VIII. — Vers la « libération ».....	245
QUELLE LIBÉRATION?.....	278
Notes bibliographiques.....	280

INTRODUCTION

Selon l'idéologie bourgeoise, la société nationale est celle de l'intérêt général : par temps calme, les divergences politiques, les conflits de classes ou de groupes sociaux tendent à faire prévaloir les intérêts particuliers. Mais quand le danger menace la nation, les citoyens serrent les rangs, oublient leurs querelles secondaires, reconstituent l'unité nationale autour de l'État. En cas de guerre, surtout, face à l'ennemi extérieur, tous les Français, à part quelques traîtres, se trouvent au coude à coude pour la défense de la patrie et pour sa grandeur. Comme on disait en 1914, ils réalisent « l'Union sacrée ».

Qu'en est-il en réalité ? : L'union sacrée est le fait des organisations réformistes qui reprennent à leur compte le mythe de la nation. Elles vont alors dans le sens du courant. Plongées brutalement dans la situation de guerre, les masses adhèrent à l'idéologie nationaliste, non seulement en raison du matraquage de la propagande, de la censure et de la répression qui réduisent les opposants au silence, mais surtout par un réflexe primaire de défense contre le danger que présentent les armées ennemies.

C'est ainsi qu'au cours de la Première Guerre mondiale dans tous les pays belligérants, le courant nationaliste avait entraîné les socialistes, les syndicalistes et jusqu'aux anarchistes aux côtés de leur bourgeoisie respective. Alfred Rosmer a décrit comment, en France, une infime minorité s'opposait à l'idéologie chauvine. Encore était-ce le plus souvent au nom du pacifisme.

A la conférence socialiste internationale de Zimmerwald — et même encore à celle de Kienthal — seule une minorité de cette minorité suivit Lénine « contre le courant » dans une critique radicale de l'Union sacrée : la guerre porte à son paroxysme les contradictions du capitalisme à l'époque impérialiste ; le social-patriotisme est la trahison du socialisme ; les révolutionnaires doivent profiter de l'affaiblissement de leur bourgeoisie nationale pour préparer la révolution sociale, appeler les travailleurs mobilisés à retourner contre elle leurs

armes. Telle est la thèse du « défaitisme révolutionnaire », que Lénine a maintenue en Russie après la chute du tsarisme et la proclamation d'une « république démocratique ». C'est en opposition à la trahison des social-patriotes que les révolutionnaires ont rompu avec les réformistes et constitué l'Internationale communiste.

Un État puissant, né de la révolution d'Octobre, des partis communistes dans tous les pays : on pouvait imaginer que si l'impérialisme s'engageait dans l'aventure d'une deuxième guerre mondiale, cette fois les rapports de forces seraient profondément modifiés en faveur de la révolution socialiste. Or c'est le contraire qui se produit. Seul le vocabulaire change. On parle d'union nationale, de front national ou de front des Français. Mais le mouvement ouvrier s'engage à nouveau dans la voie de l'union sacrée.

Rien d'étonnant en ce qui concerne la social-démocratie, elle reste fidèle à elle-même. Mais les partis communistes ? En fait, ils n'identifient pas leurs objectifs à ceux de leur bourgeoisie nationale. On le voit bien en septembre 1939 quand Staline conclut une alliance avec Hitler : au nom du défaitisme révolutionnaire le P.C.F. agit en soutien au pacte germano-soviétique. L'internationalisme consiste pour lui à appuyer la stratégie mondiale de l'U.R.S.S. Or l'U.R.S.S. de 1939 n'est plus celle de Lénine. Sa stratégie n'est nullement au service de la révolution mondiale. Elle utilise pour ses propres intérêts étatiques l'appareil des partis communistes et les forces populaires. Cela reste vrai après la rupture avec l'Allemagne. Le mouvement communiste est mis au service des Alliés et joue partout la carte de l'unité nationale avec la bourgeoisie anti-allemande.

Même alors, il poursuit son propre objectif, l'arrivée au pouvoir du parti. Mais comment le P.C.F. peut-il penser l'atteindre en inscrivant sa stratégie dans celle de sa bourgeoisie nationale, en épousant son idéologie, en exaltant le chauvinisme et toutes les valeurs bourgeoises ? C'est que, pour lui, le socialisme ne vise pas à briser l'appareil d'État bourgeois, à bouleverser les structures sociales et à favoriser l'initiative des masses pour leur permettre de prendre elles-mêmes le pouvoir. Comme l'expliquent clairement en 1945, les textes de Fajon, le socialisme, c'est la nationalisation de l'appareil de production et l'avènement au pouvoir du « parti de la classe ouvrière ». Dans cette optique, où le socialisme d'État s'identifie avec un capitalisme d'État, il s'agit de mettre la main sur la machine économique telle qu'elle est, sur l'appareil tel qu'il est, sur la société telle qu'elle est. C'est le parti qui assumera plus tard la responsabilité des transformations nécessaires.

Les masses populaires ont seulement pour rôle de l'aider à prendre le pouvoir. Le parti se contente de capter leur mécontentement, d'attiser leur colère, leur haine. Peu importe si elles discernent

mal l'ennemi réel, pourvu qu'elles fassent confiance au parti. Il les utilise comme un voilier les courants et la force du vent. Rarement il se trouve à contre courant, comme en 39/40 : il compte alors sur les alliés du pacte pour arriver à ses fins. Il arrive aussi, comme en 1947, que les ouvriers, supportant mal les conséquences de l'union sacrée, commencent à ne plus porter le parti : la voile faceille, comme disent les marins. Mais le parti change de cap pour retrouver vent arrière.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le Parti communiste garde plus ou moins le vent en poupe. Pas étonnant non plus que ses diverses manœuvres ne rapprochent pas d'une encablure le socialisme. Le seul bénéficiaire en est finalement l'ordre bourgeois, restauré avec l'aide de cet inquiétant allié.

Les historiens peuvent dès lors raconter les années de guerre selon le mythe de l'unité nationale. Dans cette histoire, la lutte des classes disparaît. La population française se divise en deux camps : la minorité qui collabore avec les autorités allemandes ; la majorité qui combat avec les Alliés ou met en eux ses espoirs. Encore s'efforce-t-on souvent de démontrer que la plupart des collaborateurs travaillaient en réalité à préserver l'État dans l'attente de la revanche.

A la différence de la Première Guerre mondiale, il n'aurait existé aucune opposition révolutionnaire, hostile à l'union sacrée et visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

C'est là une simplification abusive. La politique d'union sacrée a été combattue sous des formes diverses, au sein même du P.C.F. de manière épisodique, et par plusieurs groupes militants, des socialistes de gauche aux « ultra-gauches », en passant par ceux qui se réclamaient de la IV^e Internationale et qui ont mené l'opposition la plus cohérente. Les internationalistes ont diffusé une presse relativement importante sur laquelle il est fait silence dans l'histoire officielle. Au cours de la lutte qu'ils ont menée, beaucoup d'entre eux ont perdu la liberté et la vie. A ce titre déjà, leur histoire devait être écrite.

Mais il y a plus. Il faut comprendre pourquoi ils sont restés isolés en de petits groupes qui, à de rares exceptions près, n'ont pas réussi à intervenir vraiment pour modifier le cours des événements, pourquoi, après avoir engendré le fascisme et la guerre, le capitalisme a pu éviter la révolution sociale en Europe occidentale. Nous voulons essayer d'y voir plus clair en retraçant l'histoire de mouvement ouvrier français pendant la guerre, et avant tout celle des groupes internationalistes.

Aussi cet ouvrage diffère-t-il entièrement des diverses histoires de la Résistance. Les historiens de la Résistance, y compris ceux du P.C.F., relatent avant tout des faits d'armes, les sabotages, les exploits des espions, les aventures spectaculaires de la guerre souterraine. Ils réduisent à rien, ou à presque rien, les motivations politiques de ceux qui y participent. Pour eux en effet l'objectif de tous les combattants

semble évident : collaborer avec les Alliés pour restaurer l'État français indépendant. Pour nous, au contraire, nous négligeons tout ce qui est spectaculaire, tout ce qui touche à l'anecdote. Nous n'avons pas voulu ajouter une suite aux romans d'aventures de la Résistance.

Ce qui nous importe c'est de comprendre : quels étaient les objectifs et les motivations ? Quelle analyse les uns et les autres faisaient-ils de la situation ? Quelles étaient leur stratégie et leur tactique ? Quels en étaient les résultats ?

Il nous a semblé que les meilleures réponses étaient fournies par les textes eux-mêmes. Nous avons largement cité la presse ouvrière, particulièrement les textes des internationalistes jusqu'ici trop largement ignorés, penseront certains. Les événements de la guerre, notamment les conflits sociaux, sont ainsi le plus souvent relatés selon l'optique des internationalistes. Le lecteur jugera de leur objectivité et de leur lucidité, comme de leurs faiblesses, de leurs erreurs et peut-être des causes de leur impuissance. On apprend des échecs aussi bien que des succès.

Le premier volume « Contre vents et marées », relate l'histoire des internationalistes pendant la « drôle de guerre » et l'occupation allemande : nous avons consacré un premier chapitre à la période qui précède immédiatement la guerre, sans quoi il serait impossible de comprendre l'évolution des partis et des groupes.

Le second volume, « La libération confisquée », retrace les événements de la Libération et du mouvement ouvrier jusqu'à la fin de la guerre mondiale. Un dernier chapitre est consacré à la période qui suit immédiatement la guerre : l'union sacrée se maintient en effet jusqu'au début de 1947, et c'est dans cette dernière période qu'en apparaissent les fruits.

Un mot enfin sur les difficultés que nous avons rencontrées pour réunir les éléments de cette histoire. A part quelques articles superficiels et quelques brochures qui se soucient davantage de propagande que d'exactitude historique, nous ne disposons d'aucune étude préalable. Nombre d'archives sont encore inaccessibles. Des quelques dizaines de publications internationalistes, la plupart ont été perdues. Ce qui en reste a été rassemblé à grand peine, grâce au Centre d'Études Socialistes et au dévouement de Jean Risacher. De toute façon, la presse illégale ne peut pas révéler l'action des internationalistes. Il fallait compter sur les témoins. Or, la plupart de ceux qui ont participé à l'action sont morts. S'ils ne sont pas dispersés, les survivants sont répartis en groupes rivaux qui se méfient les uns des autres. Beaucoup ont montré peu d'empressement à participer à une histoire dont ils ne contrôlaient pas les conclusions. Nous n'avons guère disposé que d'une cinquantaine de témoignages réellement exploitables dont nous remercions les auteurs.

C'est dire les limites de cette histoire. Telle quelle, nous espérons qu'elle aidera à faire comprendre la lutte des militants révolutionnaires pendant la guerre. C'est à eux que nous dédions cet ouvrage, notamment à ceux qui ont perdu la vie pour la révolution socialiste, comme : Bodenez, Marc Bourhis, Bucholtz, Cruchandeau, Pierre Gueguen, Marcel Hic, Henri Kunstlinger, Henri Molinier, Sadek, Pierre Souzin et Pietro Tresso.

CHAPITRE I

Avant la guerre

Le parti communiste contre la guerre impérialiste

Dès 1929, l'Internationale communiste, à la tête de laquelle Boukharine a été remplacé par Molotov, l'homme de Staline, annonce l'imminence de la guerre. Selon ses thèses, la société capitaliste est entrée dans la « troisième période » de son existence : celle de son effondrement définitif. Elle ne peut plus compter que sur la terreur pour continuer à survivre. Aussi, tous les partis bourgeois deviennent-ils fascistes, y compris les partis sociaux-démocrates. A l'autre pôle, les masses se radicalisent rapidement dans le monde entier et s'engagent dans la voie de la révolution. Il ne peut plus y avoir de luttes économiques ou réformistes. Toute lutte partielle devient une lutte pour le pouvoir soviétique. L'impérialisme ne peut tenter de faire front qu'en frappant le prolétariat au cœur, par une guerre générale contre l'Union soviétique. Entre la révolution montante et la guerre contre l'U.R.S.S. s'est engagée une course de vitesse. L'Internationale appelle les masses radicalisées à prouver leur puissance contre la guerre le même jour : le 1^{er} août.

En fait, les manifestations du 1^{er} août 1929 font fiasco. La théorie de la « troisième période » et celle du « social-fascisme », qui en découle, conduisent à l'échec et à l'isolement des communistes. Elles assureront bientôt la victoire de Hitler. Ainsi leur objectif n'est-il pas de rendre compte de la réalité, mais bien de justifier la violence de la guerre civile (« la troisième révolution ») que la bureaucratie soviétique a déclenchée contre la paysannerie, les mesures d'exception auxquelles elle soumet la classe ouvrière et la répression violente qu'elle exerce, y compris contre des dizaines de milliers de communistes.

L'Internationale communiste, pourtant, n'avait pas tort de prévoir l'inévitabilité de la guerre. La crise économique de 1929 allait aggraver les contradictions inter-impérialistes. Mais contrairement au schéma simpliste de la « troisième période », elle exacerbait avant tout

les oppositions entre les impérialismes nantis et les impérialismes tard venus, avides de débouchés pour leur industrie asphyxiée. Inévitablement se retrouvait mis en cause le partage du monde imposé par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale.

Le traité de Versailles avait découpé l'Europe à leur gré. Il avait écrasé l'Allemagne sous le poids des réparations, coupé le pays en deux par le corridor de Dantzig, attribué à la Tchécoslovaquie des régions de population allemande. Il avait réduit les débouchés de l'industrie allemande et l'avait mise sous la tutelle de la finance américaine. Ce pacte des « brigands impérialistes » vainqueurs, imposé par la force aux brigands vaincus, portait en lui une revanche inéluctable.

La crise économique qui secoue l'Amérique en 1929 se répercute sur l'Allemagne de manière dramatique. Faute d'une issue révolutionnaire, les masses portent au pouvoir les nazis qui promettent de déchirer le traité de Versailles et d'ouvrir par la force un « espace vital » à l'économie allemande.

Au début de 1933, la guerre est à l'ordre du jour. Pendant les six années suivantes, toutes les puissances s'y préparent fébrilement : chacune intensifie la production d'armements, met au point de nouvelles armes, cherche à s'assurer des alliances, s'efforce d'entraîner son peuple à faire sienne la cause de ses dirigeants et à consentir les sacrifices qu'on lui impose.

Bien entendu, alternent les propositions de paix et les menaces de guerre. Entre deux coups de poing sur la table ou deux interventions militaires, Hitler n'est pas le dernier à faire des propositions de paix. Dès 1933 il propose le désarmement. Le gouvernement français de Daladier lui répond qu'on verra, dans quatre ans, si l'on peut compter sur la bonne foi des Allemands. L'Allemagne reprend sa liberté et se retire de la Société des nations. *L'Humanité* du 16 octobre 1933 commente :

C'est la politique de Versailles, c'est la politique de la sécurité impérialiste qui produisent aujourd'hui leurs fruits amers. Voilà ce que les prolétaires français ne devront jamais oublier.

La diplomatie de l'Union soviétique

Il est alors évident pour les communistes que l'U.R.S.S., « premier État ouvrier » du monde ne peut s'acoquiner à aucun des camps impérialistes. Lorsqu'en 1933 les sociaux-démocrates autrichiens (austro-marxistes) suggèrent que l'Union soviétique devrait s'allier aux « démocraties » pour combattre les puissances fascistes, l'organe de la III^e Internationale, *l'Internationale communiste* du 1^{er} juin 1933, leur répond vertement :

[...] *La tâche du premier État prolétarien du monde n'est pas de veiller au maintien et à l'affermissement du partage du monde opéré à Versailles.*

En fait, l'orientation de la diplomatie soviétique était tout autre. Négligeant les avertissements de Trotski, qui expliquait dès 1928 que Hitler serait le super-Wrangel de l'Europe capitaliste et chercherait à détruire l'Union soviétique par la guerre, elle avait d'abord cherché à s'entendre avec l'Allemagne nazie. Le jour de l'accession au pouvoir de Hitler, *la Pravda*, relatant l'événement en quelques lignes, avait affirmé la volonté de l'U.R.S.S. de poursuivre avec « le nouveau gouvernement » allemand les bonnes relations qu'elle entretenait avec l'Allemagne depuis Rapallo. Mais, bien vite, il faut se rendre à l'évidence : la croisade contre l'U.R.S.S. constitue bien l'objectif principal de Hitler et le ciment des alliances qu'il cherche à nouer.

Dès lors, Staline se rapproche des puissances « démocratiques ». L'U.R.S.S. entre dans la Société des nations — devenue un organisme anglo-français. Sa diplomatie s'efforce de mettre sur pied, au nom de la « sécurité collective », l'alliance de tous les adversaires de l'Allemagne, y compris la Pologne de Pilsudski. Elle négocie cette alliance en termes de garanties militaires et territoriales. Comme toutes les autres puissances, elle couvre ces tractations d'un manteau idéologique : la solidarité des démocraties contre le fascisme.

En même temps que l'U.R.S.S. adopte « la constitution la plus démocratique de monde », Staline déclenche la terreur. Pour avoir les mains libres, il extermine les anciens dirigeants de la révolution, puis les cadres du parti et de l'armée (même staliniens) dont il pense qu'ils pourraient constituer éventuellement un pôle de résistance. En même temps, il multiplie les gages donnés aux puissances impérialistes pour prouver que l'alliance russe est une garantie contre la révolution. Tel est, par exemple, le caractère de sa déclaration à Laval, approuvant la politique d'armement du gouvernement français (mai 1935). Dans le monde entier, les communistes doivent remettre la révolution au magasin des accessoires, se muer en « démocrates » et en « patriotes ». En Espagne, ils auront mission de faire rentrer le torrent révolutionnaire dans le lit de la légalité républicaine. De la pression diplomatique à l'action du Guépéou, tous les moyens seront utilisés pour maintenir l'ordre social.

Le compromis de Munich représente pour Staline une grave défaite. Dès le 7 octobre 1938, Trotski prédit :

Nous devons maintenant nous attendre avec certitude à une tentative de la diplomatie soviétique de se rapprocher de Hitler au prix de nouvelles retraites et de nouvelles capitulations ^{1} ».*

* Note de l'éditeur : Les astérisques renvoient aux notes en bas de page, et les numéros renvoient aux notes bibliographiques en fin de volume.

C'est ce nouveau tournant qu'annonce le discours de Staline au congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. tandis que se poursuivent les pourparlers militaires avec les « démocraties ». Alors que l'opinion internationale se laisse aveugler par ces pourparlers et verra dans le pacte germano-russe, six mois plus tard, un coup de théâtre, Trotski annonce, dès le mois de mars, les pourparlers de Staline avec Hitler : *L'abandon de la politique de l'alliance des démocraties se complète immédiatement d'un humiliant rampement devant Hitler, et d'un nettoyage empressé de ses bottes : tel est Staline.*

Quelle leçon ! Durant les trois dernières années, Staline proclama tous les compagnons de Lénine des agents de Hitler et de ses alliés. Il extermina la fleur de l'état-major, fusilla, destitua, déporta environ 30 000 officiers, tous sous la même accusation : celle d'être des agents de Hitler et de ses alliés. Après avoir démantelé le parti et décapité l'armée, maintenant Staline pose ouvertement sa candidature au rôle... de principal agent de Hitler² ».

Les négociations se déroulent plus cyniquement que jamais sur la base d'un partage territorial. Elles seront couvertes d'un nouveau manteau idéologique emprunté cette fois à la garde-robe fasciste : « la solidarité des pays prolétaires contre les impérialistes nantis ».

Trotski prévoit que les dangers de guerre culmineront en 1939 : *Le seul obstacle dans la voie de la guerre est l'effroi des classes possédantes devant la révolution... Staline a définitivement délié les mains à Hitler, ainsi qu'à ses adversaires, et a poussé l'Europe à la guerre.*

Le tournant du Parti communiste vers l'Union sacrée

En 1934, le Parti communiste semble enfin avoir tiré les leçons de la tragique impasse où mène la théorie du social-fascisme. Certes, plusieurs mois de tergiversations suivent la manifestation unitaire du 12 février³. Mais à la fin de juillet, un pacte d'unité d'action lie le Parti communiste et le Parti socialiste. Pour le P.C., ce n'est que le début du « tournant ». Dès octobre, il tend la main aux radicaux. Il leur propose une large alliance de « tous les démocrates ». Il met sur pied un mouvement qui n'a plus pour objectif le socialisme mais la victoire électorale d'une coalition « de gauche ». C'est le Front populaire.

En fait, le parti exécute là le tournant décidé par l'Internationale, c'est-à-dire par le gouvernement soviétique : il s'agit de favoriser la formation d'un gouvernement décidé à l'alliance soviétique. A peine connue la déclaration de Staline, le Parti communiste couvre les murs d'une affiche : « *Staline a raison* ». Le Parti communiste devient le

Parti communiste français. Il se réclame désormais du drapeau tricolore, de *la Marseillaise*, de tous les thèmes exaltant le chauvinisme. En décembre 1935, il tient un grand meeting pour la «*reconciliation française*» qui annonce déjà les efforts ultérieurs pour transformer le Front populaire en «*Front des Français*» avec la droite nationaliste. De fait, au cours des pourparlers pour le programme du Front populaire en janvier 1936, le P.C. se fait remarquer par son extrême modération : il rejette tout ce qui peut inquiéter la bourgeoisie.

Telles sont bien les consignes de Moscou. Parlant aux jeunes socialistes qui s'orientent vers l'Internationale communiste, les dirigeants de l'Internationale communiste des jeunes leur disent sans ambages — en 1935 — que préparer la révolution dans un pays allié à l'U.R.S.S. constituerait une trahison⁴. Le coup d'arrêt donné aux grèves de juin 36 par Maurice Thorez procède de la même orientation. Il ne s'agit pas de l'appréciation d'un rapport de forces, mais bien d'une stratégie internationale délibérée.

L'essentiel, c'est l'orientation de la politique étrangère. Le Parti communiste mène désormais campagne pour la «*sécurité collective*», ce que *l'Humanité* de 1933 appelait la «*sécurité impérialiste*». S'il mène campagne pour l'intervention en Espagne, ce n'est pas pour soutenir la Révolution espagnole (le P.C.F. ne connaît que les «*républicains*» espagnols) mais pour sceller dans la péninsule ibérique l'alliance des puissances démocratiques et leur conserver un bastion contre les puissances de l'Axe.

Devant la force du sentiment pacifiste des masses, il camoufle encore le sens de cette alliance : les adversaires de l'Allemagne constituent le «*Front de la paix*». Mais de plus en plus ouvertement, la presse communiste pousse à la guerre. En septembre 1938 *l'Humanité* et *Ce soir* intoxiqueront l'opinion en faisant croire à l'intervention américaine et appelleront à la «*fermeté*» :

Le front de la paix s'est constitué dans le monde. Un groupement élémentaire de sécurité collective s'est dressé... Le Front de la paix a prononcé son veto. Ce veto doit être appliqué dans le sens le plus large, écrit Gabriel Péri dans l'Humanité du 13 septembre.

Le Parti communiste est alors engagé à fond dans l'Union sacrée. Jean Carasso, secrétaire des syndicats de la région parisienne, déclare à *Ce soir* :

Nous voulons mettre nos bras et nos cerveaux au service du pays. Henri Raynaud, autre secrétaire des syndicats, précise : L'Union des syndicats a tenu à dégager la classe ouvrière de la honte infligée à notre pays par une politique de démission.

Un bon exemple de la pratique de l'Union sacrée est donné par Arrachard, secrétaire fédéral du Bâtiment. Le gouvernement lui a donné, avant Munich, la consigne de liquider la grève du Bâtiment.

*Syndicats** résume ainsi son intervention auprès des délégués du Bâtiment, dont la majorité mettra, en effet, fin à la grève : *Arrachard dit ensuite que le mot « guerre » ne doit pas effrayer et qu'il faudra la faire parce que c'est une guerre contre le fascisme : il insiste sur le fait que la guerre a pour but les États-Unis d'Europe sous le signe du régime soviétique. Quant à la grève du Bâtiment, peut-être faudra-t-il dire aux ouvriers de l'arrêter pour prendre les armes contre le fascisme.*

Comme on le voit, la pratique de l'Union sacrée recourt à toutes les couvertures idéologiques.

S.F.I.O. et pacifistes

En 1932, le Parti socialiste S.F.I.O. compte 137 000 membres, contre moins de 30 000 au Parti communiste, et obtient près de deux millions de suffrages, contre à peine 800 000 au P.C.

Politiquement, c'est une mosaïque. A son XXX^e congrès, en 1933, son extrême droite « néo-socialiste » a fait entendre des accents nettement fascistes : « La naissance du fascisme, déclare le socialiste Montagnon, la force du fascisme vient de la nécessité qui semble évidente partout, d'un État fort, d'un État puissant, d'un État neuf ». Les nouveaux mots d'ordre de Marquet sont : « Ordre, autorité, nation ». Léon Blum l'interrompt : « Je suis épouvanté ». Condamnés par le congrès, les « néos » se séparent de la S.F.I.O. pour constituer le Parti socialiste de France (avec Déat, Ramadier et Renaudel) qui sera du reste partie prenante du Front populaire, avant de donner naissance sous l'occupation allemande, à un parti pro-nazi : le Rassemblement national populaire (R.N.P.). En attendant, ils sont partisans d'un compromis avec Hitler. *L'Œuvre* de Déat prône cette politique sous couvert de pacifisme.

Au sein de la S.F.I.O., où sont restés bon nombre de députés favorables aux « néos », toute une aile de la majorité soutient une orientation voisine. Leur chef de file est le secrétaire du parti, Paul Faure. violemment anti-communiste, hostile à l'alliance soviétique, il cherche la voie du compromis, de l'« apaisement ». Il pèse de tout son poids pour empêcher toute intervention française au profit de la république espagnole, attaquée par les franquistes avec l'appui de Mussolini et de Hitler. Il accueille avec enthousiasme les accords de Munich. En 1940, les députés fauristes voteront les pleins pouvoirs à Pétain.

Quant à la gauche, unie jusqu'en 1935 pour réclamer l'unité d'action et une politique offensive contre le fascisme, elle se divise sur

* *Syndicats* : organe des syndicalistes réformistes (tendance Jouhaux) avant la guerre.

la question de la défense nationale. Le leader de *la Bataille socialiste*, Jean Zyromski, emboîte le pas au Parti communiste : il faut opposer la force à la force. Or, aux armées hitlériennes on ne peut opposer que les armées « démocratiques ». Contre l'Axe, il faut dresser la « sécurité collective » des puissances démocratiques. L'alliance soviétique en sera le ciment et la garantie. Si cette sécurité collective n'assure pas la paix en faisant reculer l'agresseur, du moins doit-elle permettre de gagner la guerre.

Au centre, Léon Blum louvoie. Quand Staline a signé la déclaration de 1935 avec Laval, redorant ainsi son blason, Blum a été choqué du procédé, mais il s'est réjoui de voir le Parti communiste français réintégrer le camp patriotique. Toutefois, ces néophytes du patriotisme l'inquiètent bientôt par leur chauvinisme et leur bellicisme. Quoique partisan de la sécurité collective, il craint que la France ne soit entraînée malgré elle dans la guerre. Président du conseil, il proclame sa solidarité avec ses amis les républicains espagnols, mais il met sur pied la politique de non-intervention qui les livre à Hitler. Il s'efforce de surmonter les réticences anglaises à l'alliance soviétique, mais à l'annonce des accords de Munich, il se déclare « lâchement soulagé » : « *L'annonce de l'entrevue [...] a suscité un immense mouvement de foi et d'espoir. On commettrait une grave erreur si l'on contrariait en quoi que ce soit cet espoir et cette foi, parce qu'ils sont en eux-mêmes une puissance de paix et un gage de paix* ».

Au congrès de Royan, en juin 1938, il vote une motion avec Paul Faure, contre Zyromski : « Le socialisme veut la paix, même avec les impérialismes totalitaires, mais il n'est pas disposé à s'incliner devant toutes leurs entreprises ». Mais en décembre, le congrès extraordinaire voit s'opposer violemment Blum et Faure. « Si la Nation était contrainte de choisir entre la servitude et la guerre [le parti] ne lui conseillerait pas la servitude », déclare la motion du député de l'Aude ⁵.

En fait, toutes ces positions présentent un trait commun : elles s'en remettent aux forces armées impérialistes et aux combinaisons diplomatiques, soit pour coexister avec le fascisme, soit pour lui barrer la route. Toutes supposent une Union sacrée derrière la bourgeoisie, sa diplomatie et son armée. Le pacifiste Paul Faure prend en charge la nationalisation des industries d'armement dont le rendement s'avère insuffisant. Le plan de réarmement du ministère Blum ouvre quatorze milliards de crédit pour la défense nationale. La droite constate elle-même qu'il a fait voter « tous les crédits que les militaires lui demandaient » ⁵.

Le courant du pacifisme intégral semble se placer sur un autre terrain. Le titre même de son hebdomadaire *la Patrie humaine* indique qu'il refuse de s'enfermer dans le cadre des frontières nationales. Au

nom de l'humanisme, il fait appel à la conscience universelle « contre toutes les guerres », contre tout recours à la violence pour régler les conflits.

Ce courant jouit d'une audience certaine dans une fraction importante de la petite bourgeoisie. Il domine dans plusieurs organisations syndicales, comme celles de l'enseignement, des postiers, du livre.

Mais ses frontières sont indécises. Il va des bourgeois et petits-bourgeois lecteurs de *l'Oeuvre*, qui sont prêts à accepter le fascisme pour éviter la guerre, jusqu'aux anarchistes qui comptent sur un sursaut pacifiste pour amener la révolution sociale.

A mesure que les menaces de guerre se préciseront, le pacifisme intégral descendra des nues humanistes. Les plans de paix se succéderont, aussi fumeux les uns que les autres, proposant à la diplomatie française des moyens supposés faire l'économie de la guerre pour arriver à ses fins. Les pacifistes font confiance au jeu diplomatique pour trouver des conditions acceptables pour leur propre impérialisme. Avec la bourgeoisie belliciste, ils divergent sur les moyens, non sur les objectifs. Rien ne distingue leurs discussions de celles qui se mènent au sein du parti réformiste : de fait c'est la même clientèle.

Du jour où la guerre éclatera, ils n'auront plus rien à dire. Les uns renonceront à leur pacifisme pour rallier l'Union sacrée. Les autres, par pacifisme, s'engageront dans la voie de l'entente avec l'impérialisme hitlérien, puis, comme Giono, collaboreront avec l'occupant nazi.

Les adversaires de l'Union sacrée

Dans le mouvement ouvrier, les adversaires de l'Union sacrée représentent une infime minorité.

Les anarchistes, surtout ceux groupés autour de l'hebdomadaire *Le Libertaire*, ont encore une certaine influence. Mais ils s'identifient avec le courant pacifiste auquel ils s'efforcent de donner une résonance révolutionnaire.

Quelques petits groupes de l'extrême gauche se déclarent fidèles à l'internationalisme prolétarien, tel qu'il était défini par la III^e Internationale à ses débuts. Tels sont les « Communistes des conseils » regroupés autour des Communistes révolutionnaires d'Allemagne (R.K.D.), débris de l'éphémère Parti communiste ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.)* ou l'Union communiste, issue en 1933 d'une scission du

* Le K.A.P.D. s'était constitué sur des positions « ultra-gauches » notamment l'hostilité aux syndicats. Il avait éclaté un an plus tard. Sur ce sujet : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne* (éd. de Minuit). Bordiga, fondateur du P.C. italien, était hostile à la tactique du front unique. C'est surtout contre le K.A.P.D. (et son théoricien le Hollandais Gorter) et contre Bordiga, que Lénine polémiqua dans *la Maladie infantile du communisme*.

mouvement trotskiste. Ce dernier groupe s'est rallié aux positions de Bordiga. Son journal *l'Internationale* cesse de paraître en 1938 et le bulletin ronéoté qui lui succède ne subsiste que quelques mois. Il n'aura aucune activité pendant la guerre.

En 1935, lorsque le Parti communiste opère son « tournant », la grande majorité des adversaires de l'Union sacrée se retrouve au Parti socialiste. Depuis 1933 l'ancienne tendance d'extrême gauche, l'Action socialiste et son journal *l'Étincelle* ont pratiquement disparu : ses dirigeants ont été exclus pour avoir adhéré au Mouvement d'Amsterdam contre la guerre, organisé sous le patronage d'Henri Barbusse par le Parti communiste. Le Comité d'action socialiste révolutionnaire (C.A.S.R.) qui lui fait suite sous la direction d'un illuminé, Claude Just, n'a pratiquement aucun écho⁶.

Par contre, deux tendances s'affirment au sein de la S.F.I.O. contre l'Union sacrée. La première, autour de Marceau Pivert, rompt avec la *Bataille socialiste* de Zyromski et se réclame de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Elle constituera la Gauche révolutionnaire (qui, en 1938, obtiendra 16 p. cent des mandats). La seconde est celle des partisans de Trotski qui constituent la tendance bolchevique-léniniste.

Après l'effondrement sans combat du Parti communiste allemand devant Hitler, ces derniers ont cessé de croire au redressement de l'Internationale communiste. Mais ils ont constaté que de nouveaux partis révolutionnaires ne pourraient pas se construire à partir de leurs petits groupes propagandistes, qu'en France, par exemple, ils ne pourraient naître que d'une prise de conscience de l'aile gauche du Parti socialiste. Aussi ont-ils décidé en 1934 d'adhérer à la S.F.I.O.

Pour eux, le dilemme n'est pas entre États fascistes et États démocratiques, mais entre fascisme et révolution. Brisée sans combat en Allemagne, la classe ouvrière s'est battue en Autriche dans une situation désespérée contre la réaction de Dollfuss. En octobre 1934, les ouvriers des Asturies se sont soulevés sous le signe de l'alliance ouvrière. Ces leçons doivent servir. En France et en Espagne, il est possible de prendre de vitesse les fascistes par la révolution prolétarienne. Il faut pour cela l'union des partis ouvriers et la rupture avec les partis bourgeois.

Si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir, la guerre est inévitable. Elle mettra aux prises des rivaux impérialistes. Les impérialismes français et anglais la mèneront, non pour défendre les libertés, mais pour sauvegarder leurs marchés et leurs colonies. En cas de conflit, les travailleurs devront donc, comme le préconisait Lénine, se donner pour objectif de renverser le pouvoir de la bourgeoisie en profitant de son affaiblissement, selon la thèse du défaitisme révolutionnaire. Cette orientation rencontre un écho certain. En juin 1935 aux congrès fédé-

raux préparant le congrès de Mulhouse, les bolcheviks-léninistes obtiennent 20 p. cent des mandats dans la Seine, 15 p. cent dans le Rhône. *Le temps* s'inquiète de leur relatif succès. A ce congrès, du reste, Marceau Pivert reprend à sa manière leurs thèmes essentiels : *Le meilleur moyen de combattre le fascisme hitlérien, c'est de mener la lutte contre notre propre impérialisme et d'inciter le prolétariat allemand à en faire autant.*

En août, Marceau Pivert constate :

Un nombre croissant d'ouvriers socialistes se trouve d'accord avec les bolcheviks-léninistes : milices ouvrières, défaitisme révolutionnaire, grève générale insurrectionnelle, conquête du pouvoir et dictature de la classe du prolétariat.

Mais, au moment où se constitue le Front populaire avec les radicaux, les dirigeants réformistes ne peuvent plus tolérer dans leurs rangs une extrême gauche turbulente qui s'oppose à l'alliance bourgeoise et à la défense nationale.

Dès le 10 juin 1935, dans une lettre dont les responsables bolcheviques-léninistes n'auront connaissance que plus tard, Trotski écrit :

La lutte des différentes tendances contre nous, coïncide presque entièrement avec la préparation idéologique... de la nouvelle guerre impérialiste. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV^e Internationale. La condition du succès, c'est la lutte implacable contre la moindre concession à la théorie de la défense nationale. Le regroupement inévitable dans les différentes organisations ouvrières (parti communiste, syndicats, etc.) doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut s'orienter dans cette direction avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir, dans un délai assez rapproché, à la création d'un parti révolutionnaire¹.

Au moment où Trotski écrit, l'offensive de la majorité nationale de la S.F.I.O. contre la Jeunesse socialiste de la région parisienne a déjà commencé. Sans doute trouve-t-elle des prétextes dans l'absence de diplomatie des jeunes et la verueur de leur journal *Révolution*. Ce ne sont là que des prétextes. Au cours des pourparlers avec les dirigeants exclus des Jeunesses socialistes, Léon Blum leur met du reste en mains ce marché : *Renoncez à la propagande en faveur du défaitisme révolutionnaire et vous serez réintégrés dans vos postes.*

Mais les dirigeants des J.S. s'y refusent et leurs organisations se solidarisent avec eux.

La vague des exclusions déferle ensuite dans le parti et frappe tous les responsables bolcheviques-léninistes. Trotski commente : *L'expulsion des internationalistes révolutionnaires équivaut à une*

*action de la police patriotique dans le but de préparer l'unité nationale en cas de guerre*⁸.

Dans une lettre ouverte aux Jeunes socialistes, Marceau Pivert semble exprimer la même idée :

*Nous comprenons qu'il faudra lutter autrement qu'à fleuret moucheté contre les adversaires de tendances qui voudraient nous chasser en dehors de la communauté socialiste, avant peut-être d'entraîner le prolétariat dans un nouveau 1914*⁹.

Toutefois il emploie le futur et le conditionnel. Pour le moment il appuie les demandes de réintégration des bolcheviks-léninistes et des jeunes ; mais en même temps, il les morigène : eux aussi portent une part de responsabilité en raison de leur manque de souplesse et de diplomatie. Avec plus de diplomatie, on peut continuer à mener dans le parti la même politique. Soucieuse d'éviter une scission importante à la veille des élections, la direction de la S.F.I.O. laisse en effet s'exprimer la Gauche révolutionnaire.

Nombre de responsables bolcheviques-léninistes partagent au fond le jugement de Marceau Pivert. Raymond Molinier et Pierre Frank cherchent un compromis, puis s'efforcent de trouver une voie moyenne : rassembler sur un programme minimum des « groupes d'action révolutionnaire » auxquels pourront participer les militants des partis traditionnels. Sur cette base, rompant la discipline du groupe bolchevique-léniniste, ils lancent un hebdomadaire « de masse », *la Commune* ; puis, devant l'échec de leur entreprise, ils constituent leur propre parti : le Parti communiste internationaliste (P.C.I.)^{*}.

Un ultime effort de conciliation permet de constituer ensemble, le 2 juin 1936, le Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.), et les Jeunesses socialistes révolutionnaires (J.S.R.). Mais le comité exécutif international refusant de réintégrer Molinier, ses quatre partisans font à nouveau scission. Le P.O.I. conserve la majorité des militants et la presque totalité des Jeunes socialistes. Il groupe un millier d'adhérents avec les jeunes ; ses militants ont maintenant une certaine pratique de l'action de masse. Mais il n'est guère implanté dans les entreprises et les syndicats. Les résultats électoraux (autour de 0,2 p. cent) soulignent son isolement.

^{*} *La Vérité* avait été l'organe de la Ligue communiste, puis du groupe bolchevique-léniniste dans la S.F.I.O. Lors de la constitution du Parti ouvrier internationaliste, en 1936, le titre en avait été abandonné pour celui de *la Lutte ouvrière*, l'organe théorique du P.O.I. prenant pour titre *Quatrième Internationale*. Il ne faut pas confondre *la Vérité*, organe théorique du groupe Molinier avant la guerre, et *La Vérité* qui deviendra l'organe de la section française de la IV^e Internationale en 1940. ni le P.C.I. constitué par Molinier-Frank avant-guerre, avec le P.C.I. constitué en 1944, comme section française de la IV^e Internationale.

Au journal *la Commune*, le mouvement de la IV^e Internationale reproche l'outrance et le verbalisme de sa propagande, ainsi que l'aventurisme de son orientation. Il fait grief à Raymond Molinier d'utiliser les moyens financiers dont il dispose pour imposer sa politique, « procédés incompatibles avec l'appartenance à une organisation prolétarienne ».

Pourtant, il naît au milieu d'un mouvement révolutionnaire qui confirme ses perspectives. Cherchant l'invisible « chef d'orchestre » d'une action révolutionnaire qui monte des profondeurs de la classe ouvrière, le gouvernement Blum dénonce le trotskisme et fait saisir les deux premiers numéros de *la Lutte ouvrière*. En fait, les trotskistes jouent un rôle ici ou là mais ne dirigent nulle part l'avant-garde ouvrière. Celle-ci se laisse convaincre de rentrer dans la « légalité républicaine » et renforce les rangs du Parti communiste. Les trotskistes restent isolés.

Or, en 1938, la situation se fait de plus en plus menaçante. Après avoir, l'année précédente, écrasé les révolutionnaires de Barcelone * les gouvernementaux espagnols reculent sur tous les fronts. En mars, Hitler annexe l'Autriche. Après le court intermède du deuxième ministère Blum, Daladier a pris la tête du gouvernement. Pour les besoins de la défense nationale, il exige de la classe ouvrière tous les sacrifices, supprime les quarante heures dans l'industrie de guerre, gouverne par décrets-lois et s'engage dans une politique classique de réaction.

Le P.C.F. ne mobilise la classe ouvrière contre cette politique qu'au moment où Daladier conclut avec Hitler et Chamberlain l'accord de Munich. La grève générale du 30 novembre 1938 à laquelle appelle la C.G.T. est sabotée par les syndicats réformistes au nom du pacifisme. Durement réprimée par la police de Daladier, elle connaît un échec. Les radicaux dénoncent le Front populaire. Désormais, la Chambre élue sous le signe du Front populaire s'engage dans la voie de la pire répression policière.

Ainsi se trouve justifiée la critique du mouvement trotskiste à l'égard de l'alliance contre nature avec les partis bourgeois. Mais, dans le reflux général, il n'en tire aucun bénéfice. Ses militants supportent difficilement leur impuissance.

Au milieu de 1938, survient un fait nouveau : la Gauche révolutionnaire rompt avec la S.F.I.O. et constitue un parti qui se veut révolutionnaire.

La fondation du Parti socialiste, ouvrier et paysan (P.S.O.P.)

Depuis sa constitution, la Gauche révolutionnaire s'était débattue dans d'inextricables contradictions. En juin 1936, Marceau Pivert avait écrit dans *le Populaire* un article retentissant : « Tout est

* Les 3 et 4 mai 1937, pour empêcher les gardes civils de les désarmer et de disloquer leurs organes de double pouvoir, les ouvriers de Barcelone se soulèvent et se rendent maîtres de la capitale catalane. Ils sont appuyés par le P.O.U.M., les Jeunesses libertaires et les Amis de Durutti. Le mouvement cesse le 6 mai. Cf. P. Broué et E. Temine : *la Révolution et la guerre d'Espagne*. (éd. de Minuit).

possible ». Il y affirmait la nécessité de développer l'action jusqu'à la victoire de la révolution. Il était violemment attaqué comme aventurier trotskiste par Maurice Thorez qui répondait : « Il faut savoir terminer une grève ».

Mais, dans le même temps, Marceau Pivert acceptait, dans le gouvernement Blum, un strapontin de secrétaire à l'Information (au comité directeur de la Gauche révolutionnaire, seul Daniel Guérin s'y était opposé). Liée ainsi au pouvoir, la Gauche révolutionnaire n'avait pu jouer dans les événements aucun rôle autonome. Bien plus, promu directeur en chef de la propagande officielle, Marceau Pivert s'était appliqué à mettre en œuvre la théorie du « viol des foules » en popularisant le mythe Léon Blum.

Pourtant toutes ces compromissions ne permettaient pas à la Gauche révolutionnaire de se maintenir dans la S.F.I.O. Son opposition à la politique de non-intervention en Espagne lui avait déjà valu, en avril 1937, d'être dissoute en tant que tendance. A mesure que la direction du Parti socialiste accentuait sa politique contre-révolutionnaire, les pivertistes continuaient à progresser. Comme dirigeants de la fédération de la Seine, ils s'efforcèrent, en avril 1938, de mobiliser les travailleurs contre le Sénat réactionnaire qui provoquait la chute du deuxième gouvernement Blum. Ils organisèrent une manifestation, à laquelle participèrent les trotskistes, et qui groupa 25000 participants — tandis qu'un tract du P.C.F. la dénonçait comme une « provocation trotskiste ». Mais le Parti socialiste n'avait pas la moindre intention d'enfreindre la légalité républicaine. Le ministre socialiste de l'Intérieur, Marx Dormoy, protégeait le Sénat avec sa police, contre ceux qui manifestaient aux cris de « Vive Blum ! »

C'est contre la gauche de son propre parti que Léon Blum se décide à l'action. L'invasion de l'Autriche a déterminé la S.F.I.O. à un nouveau pas en avant dans la voie de l'union nationale : « La gravité exceptionnelle des événements extérieurs, déclare Blum au conseil national, exige un rassemblement national autour du Front populaire ». Au même conseil national, Marceau Pivert se prononce contre l'Union sacrée. On censure sa déclaration. La fédération de la Seine adresse alors un appel à tout le parti : « Oui ou non le parti va-t-il s'intégrer dans l'Union nationale ? » La réplique est immédiate : le 13 avril, la direction de la S.F.I.O. dissout la fédération de la Seine, comme, trois ans plus tôt, elle avait dissous la fédération des Jeunes. Comme les trotskistes, en 1935, les pivertistes vont multiplier les efforts de conciliation. En vain. Daniel Guérin, alors un des dirigeants de la Gauche révolutionnaire, explique pourquoi :

Notre opposition irréductible à l'Union nationale rendit finalement impossible la survie d'une Gauche révolutionnaire dans la S.F.I.O., mais une incompatibilité politique était devenue irréductible entre

*nos conceptions révolutionnaires et la dégringolade du parti dans le social-patriotisme...*¹⁰

Trois ans plus tard, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les choses apparaissent toutefois plus clairement en 1938. La politique réactionnaire de Daladier bénéficie du soutien socialiste. La politique sociale-démocrate a donné ses fruits amers, aussi bien en France, où l'offensive patronale bat son plein, qu'en Espagne, où les troupes de l'Axe et les franchistes épuisent la résistance des républicains privés d'armes. Les militants de la gauche, déçus, redoublent leurs critiques. La majorité engage contre eux, à leur tour, la procédure des exclusions et des dissolutions.

En juin 1938, le congrès de la S.F.I.O. à Royan ratifie leur exclusion. Parallèlement, se tient le congrès de constitution d'un nouveau parti : le Parti socialiste ouvrier et paysan. A en croire les votes, la tendance exclue représente 30000 partisans dans la S.F.I.O. En fait, le nouveau parti ne compte pas plus de 5000 à 6000 membres. Mais il dispose d'une sérieuse base ouvrière, notamment dans la Seine¹⁰.

Les trotskistes ne peuvent rester indifférents aux efforts de ces milliers de militants qui ont rompu avec la S.F.I.O. par hostilité au social-patriotisme et qui veulent construire un parti révolutionnaire. Ils ne peuvent pas continuer leur travail de routine en les ignorant.

Réduit à une centaine de membres, le groupe « dissident » qui publie *la Commune* sent le plus profondément son isolement. Avant la fin de 1938, il décide de rallier le nouveau parti. La direction du P.S.O.P. fait pourtant obstacle à l'adhésion de ses deux dirigeants, Molinier et Frank, en reprenant contre eux les griefs du mouvement trotskiste international qui les a exclus.

Au Parti ouvrier internationaliste, une minorité du comité central, dirigée par J. Rous et Y. Craipeau, propose le regroupement avec le P.S.O.P. Elle est résolument appuyée par Trotski et la direction internationale.

En septembre 1938, devant l'urgence de la menace de guerre, onze organisations réunies en conférence ont proclamé la IV^e Internationale. Mais celle-ci ne pourra prendre corps que si elle est constituée de sections représentatives. Trotski presse les militants français de tout mettre en œuvre pour essayer de transformer le P.S.O.P. en parti révolutionnaire avant l'échéance de la guerre. Ni lui, ni la minorité du P.O.I. ne se font d'illusions sur les effectifs du P.S.O.P., ni sur sa maturité politique. Mais ils n'idéalisent pas non plus le P.O.I. : si l'organisation n'est pas capable d'amener sur des positions révolutionnaires les quelques milliers de militants qui ont appris de l'expérience du Front populaire, quel travail de masse pourra-t-elle engager dans la période de guerre ? *Il faut décider*, écrit Trotski, *que notre section doit entrer dans le P.S.O.P. Il compte plusieurs milliers de membres.*

Pour une révolution, la différence n'est pas énorme, mais pour le travail de préparation de l'avant-garde, il est considérable.

La majorité du Parti ouvrier internationaliste est réticente, l'organisation adulte compte à peine quelques centaines d'adhérents, mais la plupart d'entre eux se satisfont d'un travail de routine, notamment dans leur syndicat. Quant aux jeunes, les J.S.R., ils ont conservé un certain dynamisme activiste. Ils ont entrepris une courageuse action anti-militariste, qui vaut à plusieurs de leurs dirigeants de lourdes peines de prison (en 1939, Stève, Rigaudias et Schmidt sont condamnés à dix ans de forteresse). Ils ont commencé, faute d'un terrain plus large, à s'implanter dans les Auberges de jeunesse. Sur le plan de la jeunesse, le P.S.O.P. n'a pas grand chose à leur apporter. La majorité des J.S.R. tient à son indépendance. Au P.S.O.P. les préventions anti-trotskistes sont vivaces. La direction (C.A.P.) déclare la fusion « inopportune ». Le conseil national de décembre ratifie cette position et propose aux militants du P.O.I. de rejoindre le P.S.O.P. individuellement.

En janvier 1939, le congrès du P.O.I. se prononce contre l'entrée dans le P.S.O.P.*. En accord avec le secrétariat international et Trotski, la minorité décide de passer outre : son adhésion est effectuée en février. En juin 1939, le comité exécutif de la IV^e Internationale invitera les militants français à la rejoindre :

« La IV^e Internationale ne porte pas la responsabilité pour le P.O.I. et ne le reconnaît plus comme section ».

Mais la plupart des militants qui suivront ces directives viendront trop tard au P.S.O.P. pour participer à son action.

Une fraction du comité central du P.O.I. (autour des frères Bardin et de Lhuillier) décidera de maintenir une organisation indépendante. *La Lutte ouvrière* paraît encore, en juillet, comme organe du P.O.I. Elle publie une « déclaration du comité central », datée du 20 juin, protestant contre la décision du comité exécutif. En fait, le groupe ne vas pas tarder à se disperser**.

Le test de septembre 1938

Serait-il possible de faire du P.S.O.P. une organisation révo-

* Les « syndicalistes » comme L. Bardin, responsable de la fédération des techniciens et son frère « Boitel », des P.T.T., sont hostiles à l'adhésion au P.S.O.P. De même P. Naville et la majorité des J.S.R. La minorité compte bon nombre de militants ouvriers, comme ceux de la banlieue ouest, avec Eggens, comme R. Filiâtre, ou comme les militants de la région mantaise avec Yvan Craipeau, où les trotskistes ont conquis la majorité des syndicats. Politiquement (à l'exception de quelques responsables comme Rous, Claire ou Barta), elle se recoupe avec la tendance qui, l'année précédente, s'était refusée à considérer l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier.

** René Lhuillier militera pendant la guerre dans le groupe socialiste de gauche « Libertés ». Léon Bardin sera directeur des usines Berliet, à Lyon, après leur mise sous séquestre en 1944.

lutionnaire suffisamment trempée pour affronter les dures réalités de la période de guerre ? Pour Marceau Pivert et les dirigeants du P.S.O.P. la question ne se pose même pas.

« Né dans la lutte contre l'Union sacrée », le P.S.O.P. met sa fierté dans l'intransigeance de son internationalisme. Une brochure de novembre 1938 rappelle qu'il se trouve « à l'avant-garde de la lutte contre la guerre ». L'unanimité s'y réalise pour dénoncer le caractère impérialiste de la guerre qui vient :

Le fascisme ne fait qu'exaspérer le danger de guerre, il ne le crée pas [...] Il ne saurait y avoir pour nous de défense nationale qu'identifiée à la défense révolutionnaire, ce qui suppose que la direction politique et économique du pays est passée entre les mains des classes laborieuses [...]

Si néanmoins la guerre éclatait avant la révolution, le devoir des travailleurs serait d'utiliser les circonstances pour, à échéance plus ou moins proche, conquérir le pouvoir [...]

Nous croyons à la valeur de la contagion révolutionnaire. C'est seulement en poursuivant la lutte des classes, la lutte vers le pouvoir, dans notre propre pays, que nous rendrons confiance en eux-mêmes aux travailleurs des pays fascistes, que nous les inciterons à se soulever contre leurs dictateurs...

Mais la théorie trouvera-t-elle une application pratique dans l'action quotidienne ? Aux dirigeants du P.S.O.P., l'épreuve de septembre 1938 semble concluante. Au moment où la mobilisation avait commencé et où la guerre semblait inévitable, le parti n'avait pas reculé.

« Le P.S.O.P. a passé avec succès son examen de passage », déclare Marceau Pivert. Effectivement, ses militants ont fait preuve de courage contre le déferlement du chauvinisme. Mais peut-on en conclure qu'il pourra faire face à une situation réelle de guerre ? Trotski écrit à Daniel Guérin :

Je souhaiterais de tout mon cœur que cette prophétie fût exacte. Mais aujourd'hui elle me semble trop rapide. Il n'y a pas eu la guerre. Les masses ne se sont pas trouvées devant le fait accompli. La peur de la guerre dominait dans la classe ouvrière et parmi les petits-bourgeois. C'est à ces idées d'avant-guerre que votre parti a donné une expression dans les mots d'ordre abstraits de l'internationalisme. Mais n'oubliez pas qu'en 1914 la social-démocratie allemande et le Parti socialiste français se maintinrent très internationalistes, très « intransigeants », jusqu'au moment où éclata le premier coup de canon... Bien entendu, on doit saluer le fait que votre parti, en septembre, n'est pas entré dans la voie du chauvinisme. Mais ce n'est qu'un mérite négatif. Affirmer que votre parti a passé un examen d'internationalisme, c'est se contenter de trop peu, c'est

ne pas prévoir l'offensive enragée qui surviendra en cas de guerre, y compris son agence social-patriote et communo-chauvine. Pour préparer le parti à une telle épreuve, il faut dès maintenant polir et repolir sa conscience, tremper son intransigeance, aller jusqu'au bout de toutes les idées, ne pas faire grâce aux amis perfides. En premier lieu, il faut rompre avec les francs-maçons (qui sont tous des patriotes) et les pacifistes du genre Maxton et se tourner vers la IV^e Internationale.*

Contre les illusions pacifistes

Cette lettre de Trotski résume assez bien le sens que les trotskistes vont donner à leur intervention dans le P.S.O.P. Ils n'ont aucun projet ténébreux visant à désagréger ce parti, à y récupérer un groupe de partisans ou à conduire à la scission une fraction de l'organisation. Il s'agit de tremper le parti en vue des épreuves prochaines.

Remarquons que Trotski propose essentiellement des prises de positions politiques. Or, une tare essentielle du P.S.O.P. tient à ce qu'il n'a pas rompu, dans la pratique, avec les habitudes d'organisation social-démocrate : d'où un décalage permanent entre les paroles et les actes, l'absence d'un travail cohérent dans les entreprises, les syndicats, les organisations de masse. La « trempe » du parti exige aussi une transformation de ces habitudes d'organisation. Les trotskistes considèrent qu'aider le P.S.O.P. à se transformer en parti révolutionnaire, c'est l'aider à s'organiser efficacement, à s'enraciner dans les syndicats et les usines. Ils s'y efforceront, y parvenant parfois, par exemple dans la région mantaise**. Mais dans l'ensemble, ils n'ont guère eu eux-mêmes l'occasion de faire leurs armes dans l'action de masse. C'est pourquoi ils se préoccupent essentiellement d'obtenir une majorité « parlementaire » au sein du parti. C'est d'abord contre le pacifisme bourgeois qu'il est urgent de diriger l'effort de clarification politique.

* Lettre publiée dans *le Mouvement communiste en France*. D. Guérin décrit ainsi l'attitude de Maxton dans *Front populaire révolution manquée* :

« *Cependant l'équivoque pacifiste continuait à nous compromettre. L'I.L.P. britannique était affligé d'un fléau : son président et député James Maxton. Le vieil écossais était fort de son siège aux Communes et de son fief prolétarien de Glasgow. Au lendemain de Munich, il avait prononcé un discours, dans lequel, à la manière de Glono, il avait adressé ses félicitations enthousiastes à Neville Chamberlain, sauveur de la paix.* »

« *Cette malheureuse harangue avait, non sans raison, fait traiter l'I.L.P. par Trotski de « misérable clique pacifiste », et, de surcroît, elle avait rendu notre parti frère vulnérable aux attaques des staliniens.* »

En avril 1939, Fenner Broakway et Maxton avaient proposé la réunion d'un congrès avec la participation des Internationales d'Amsterdam et de Moscou.

**D. Guérin : *Front populaire*. Au premier congrès du P.S.O.P., André Cerf (Carton) proposera, sur l'action syndicale, une motion qui recueillera 32 p. cent des mandats.

Le problème n'est pas simple. Les révolutionnaires s'appuient nécessairement sur le pacifisme des masses, sur leur horreur de la guerre. C'est un levier de la lutte contre le capitalisme. C'est pourquoi ils cherchent à coordonner leur action avec les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires dans le Centre d'action syndicale contre la guerre (C.A.S.C.G.)*.

Mais le pacifisme des masses n'est pas révolutionnaire par lui-même. Il ne peut le devenir que si la haine contre la guerre se mobilise contre la bourgeoisie. Or les pacifistes sont prêts, dans leur espoir de sauver la paix, à pactiser avec les camps bourgeois les plus réactionnaires.

C'est ce qu'on a vu lors de la crise de Munich. Dans *Front populaire, révolution manquée*, Daniel Guérin rappelle le télégramme de l'écrivain pacifiste Giono à Daladier et Chamberlain, les engageant à : [...] *une union étroite des gouvernements anglais et français pour sauver la paix par tout arrangement équitable.*

Les syndicalistes pacifistes, comme Emery de l'enseignement et Chazof, militant anarchiste des correcteurs, n'hésitent pas à rencontrer des chefs réactionnaires comme Flandin dont le pacifisme tient à leur complicité avec le régime hitlérien. Mathé, des PTT, déclare sans ambages : « Plutôt la servitude que la guerre ! »

Le 25 septembre 1938, le C.A.S.C.G. a signé avec eux une affiche qui appelait à des « négociations pacifiques ». Le P.O.I. a refusé de signer. Le P.S.O.P. a signé l'affiche. Au conseil national du P.S.O.P., en décembre 1938, cette signature a été approuvée par 229 mandats contre 43. C'est dire l'influence dont jouissent dans le parti les « pacifistes intégraux ». Avec des mouvements petits-bourgeois comme ceux de Valois et de Bergery**, ils entraînent le P.S.O.P. dans une Union sacrée de capitulation qui est la réplique de celle qui se constitue pour la guerre.

Dès sa parution, en avril 1939, la revue des trotskistes du P.S.O.P., *la Voie de Lénine* commence à tirer à boulets rouges sur le pacifisme bourgeois et ses prolongements dans le mouvement révolutionnaire¹¹.

Au congrès national du P.S.O.P., les « pacifistes intégraux » se

* On y trouve d'abord les militants du groupe *la Commune*, comme R. Favrier et Grimblat (dit Privas), puis, après leur éviction (en raison de leurs rapports avec R. Molinier) les militants de l'ancien P.O.I., comme Kunstlinger.

** G. Valois, d'abord théoricien monarchiste, avait parcouru à peu près tout l'arc-en-ciel politique. Dans la période d'avant-guerre, il dirigeait un petit quotidien à parution irrégulière, *Nouvel âge*, d'inspiration proudhonienne, influencé par l'abondancisme, toujours prêt à proposer des « plans » pour résoudre toutes les questions Bergery, militant de l'extrême gauche du Parti radical et compagnon de route du P.C., avait fondé un groupe confus (Front commun). Il devait appartenir au « brain trust » de Pétain après l'armistice.

compteront sur une motion de Modiano qui a pour thème : « Seule la paix est révolutionnaire ». Le P.S.O.P. doit affirmer : [...] *son opposition irréductible à la guerre [qui constitue] le seul moyen pour les capitalistes, tant démocratiques que fascistes, de résoudre provisoirement les difficultés dans lesquelles ils se débattent.*

De là la nécessité de collaborer « avec tous les groupements pacifistes et économiques qui refusent l'Union sacrée et la préparation de la guerre ». Si la guerre éclate, la défaite de la révolution est telle qu'il est inutile de prévoir quoi que ce soit. Pourtant, contraints de s'exprimer sur ce qu'il convient de faire dans cette éventualité, Krestler et Modiano rédigent un additif à leur motion :

*Si malgré tous ses efforts la guerre éclate, le P.S.O.P. doit développer en toutes circonstances le mot d'ordre : Paix immédiate et sans condition, seul moyen d'orienter le mécontentement populaire vers la conquête révolutionnaire du pouvoir*¹².

Le débat sur le défaitisme révolutionnaire

Les autres motions proposées aux militants du P.S.O.P. cherchent à définir l'action du parti pendant la guerre qui vient. En apparence elles ne se distinguent que par des nuances. Celle d'Hérard et Blaise : [...] *dénonce comme mensongère la prétention de faire sortir la révolution d'une victoire militaire des démocraties sur les pays fascistes.*

Le parti considérant que « l'ennemi principal est dans notre pays », ne se laissera pas détourner de ce but par la considération que l'action révolutionnaire des masses en temps de guerre contribue à la défaite militaire. Accepter l'éventualité de la défaite du militarisme capitaliste ne signifie pas vouloir la victoire du fascisme. La motion donne pour objectif au parti d'aider à transformer « la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire ». Mais Hérard et ses amis ne sont pas prêts à en accepter toutes les conséquences, notamment celle d'un parti révolutionnaire illégal très discipliné. En fait, les militants qui votent cette motion manifestent leur fidélité verbale aux thèses léninistes, mais refusent de s'engager. Lucien Hérard lui-même quittera le P.S.O.P. — et la vie politique — quelques semaines plus tard.

En commun avec la gauche (Lucien Weitz et Daniel Guérin) Jean Rous propose une motion qui prend position sans équivoque pour le défaitisme révolutionnaire :

Devant les dangers de guerre toujours plus menaçants, le P.S.O.P., fidèle à la tradition révolutionnaire de la gauche de la II^e Internationale avant 1914 (motion de Stuttgart) et de la III^e Internationale à sa fondation, déclare :

Si, malgré tous les moyens mis en œuvre par l'action de classe des

travailleurs pour empêcher le déclenchement de la guerre, celle-ci éclatait néanmoins, le devoir du parti serait de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, ayant pour but la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, par la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Le parti, considérant que l'ennemi principal est dans notre pays, ne se laissera pas détourner de ce but par l'éventualité que l'agitation révolutionnaire des masses en temps de guerre contribue à la défaite militaire de notre pays. Accepter cette éventualité ne signifie nullement concourir et vouloir la victoire de Hitler, mais au contraire concourir à l'anéantissement total de Hitler et du fascisme dans le monde. En effet :

1. L'agitation révolutionnaire menée par les travailleurs de notre pays exercerait un puissant effet de contagion sur les travailleurs des pays fascistes, provoquerait la désagrégation des armées capitalistes adverses, la fraternisation des soldats des deux camps, l'effondrement des dictatures, et propagerait à travers le monde entier l'incendie de la révolution mondiale, seul moyen d'en finir avec la guerre et le fascisme.

2. D'autre part, la conquête révolutionnaire du pouvoir par les travailleurs de notre pays, en transformant la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, créerait les conditions d'une véritable défense nationale ; seul un prolétaire maître de ses destinées et défendant les bases du régime socialiste serait en mesure d'opposer une résistance invincible au fascisme extérieur...

La motion est sans ambiguïté. Mais elle reste générale. Elle s'appuie sur l'hypothèse que les différences de situations entre les pays belligérants ne sont pas plus considérables qu'au cours de la Première Guerre mondiale et que l'équilibre des fronts, comme en 1914-18, permettra une lente maturation de la crise sociale à l'arrière. C'est ce qu'explique un article de discussion dans *Juin-36*. Mais, que se passera-t-il si l'Europe est rapidement occupée par les troupes de l'Axe ? La Tchécoslovaquie donne l'exemple d'une telle occupation, mais personne n'essaye de l'analyser.

La quatrième motion, celle de Marceau Pivert et de Collinet, semble ne se distinguer de la précédente que par l'art des demi-teintes, mais elle ne fait pas explicitement référence à la formule du défaitisme révolutionnaire. C'est au cours de la discussion que Collinet engage le vrai débat. Il avance contre le défaitisme révolutionnaire des objections qui méritent réflexion*.

* *Cahiers rouges*, revue théorique du P.S.O.P., n° 3 (juin-juillet 1939). Michel Collinet, qui avait participé à l'action de la Ligue communiste à ses débuts, avait rompu avec elle en 1930 et constitué la Gauche communiste. Ensuite, il avait adhéré au Parti socialiste. Après la guerre, il sera pendant un temps le théoricien de la S.F.I.O.

L'attitude des marxistes à l'égard de la guerre, écrit-il, a toujours dépendu d'une analyse spécifique du conflit et du caractère des antagonistes. Ils ne se sont pas contentés de les renvoyer dos à dos, même s'ils étaient les uns et les autres capitalistes ou impérialistes. Lénine lui-même a approuvé le soutien de Jules Guesde et Huysmans au Japon, lors de la guerre nippo-russe. C'est seulement au cours de la Première Guerre mondiale qu'il a préconisé une attitude défaitiste identique dans tous les pays. Mais pendant cette guerre, il a attaqué comme opportunistes des internationalistes comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Trotski qui mettaient en avant le mot d'ordre de Ni victoire, ni défaite ! C'est que, pour lui, il fallait non seulement souhaiter la défaite militaire de sa propre bourgeoisie, mais encore y concourir.

Pour Lénine, le défaitisme s'appuie sur trois constatations : 1. La guerre est réactionnaire ; 2. La révolution est possible partout ; 3. Dans tous les pays existent des mouvements révolutionnaires qui mènent la même action et peuvent s'entraider.

C'est ici que Collinet voit la preuve que le défaitisme révolutionnaire ne peut plus être appliqué dans la guerre qui vient. En effet, si cette guerre est bien impérialiste, comme celle de 1914, elle présente avec la dernière guerre une différence fondamentale : si les deux camps sont impérialistes, Hitler et Mussolini sont, par dessus le marché, « les champions de la contre-révolution contre le socialisme ». Qu'il y ait une différence entre impérialistes démocratiques et impérialistes fascistes, « les travailleurs espagnols en ont fait l'expérience ».

Le prolétariat a donc aujourd'hui un double ennemi : un ennemi intérieur, la bourgeoisie de son pays, et un ennemi extérieur, le fascisme hitléro-mussolinien.

Ajoutons qu'il y a, jusque dans ses rangs, un troisième ennemi qui n'en est pas moins dangereux, le stalinisme, agent de démoralisation et de destruction des forces ouvrières sous un faux mythe révolutionnaire. Ce sont là des conditions qui n'ont rien à avoir avec celles de 1914.

Dans ces conditions, il faut éviter deux erreurs : ne voir que l'ennemi extérieur comme les partisans de l'Union sacrée, les Blum, Zyromski, Jouhaux, auxquels il faut ajouter les staliniens ; ne voir que l'ennemi intérieur, comme les défaitistes révolutionnaires.

Si réactionnaire qu'il soit, le régime de Daladier ne peut être assimilé au fascisme. D'autre part, en Allemagne et en Italie, la destruction de toute organisation révolutionnaire rend improbable tout soulèvement révolutionnaire.

Personne ne peut d'avance affirmer que, de la défaite militaire, surgira inévitablement une révolution. La défaite peut, au contraire susciter l'exaspération des courants nationalistes chez les vaincus..

[...] Loin d'unifier le continent et de préparer ainsi la voie de la fraternité internationale, l'annexion provoque presque inévitablement une résistance nationaliste réactionnaire du peuple vaincu [...] L'unification, à la méthode hitlérienne, c'est un retour de l'Europe à cent ans en arrière, et là où se posent des problèmes nationaux vitaux, la lutte des classes s'en trouve atténuée, et les forces réactionnaires exacerbées.

On ne peut confondre le patriotisme des masses avec celui de la bourgeoisie. Collinet cite Rosa Luxemburg :

Pour les classes qui s'affranchissent, la lutte de classe la plus aiguë s'est toujours avérée la meilleure arme contre l'invasion [...] C'est la lutte de classe sans merci, en réveillant en sursaut la conscience de soi, le courage pour le sacrifice et la force des masses du peuple, qui constitue la meilleure protection et la meilleure sauvegarde du pays contre les ennemis de l'extérieur.

Il en découle que le prolétariat ne peut avoir, à l'égard de la guerre, la même tactique dans chaque camp. Trotski lui-même, fait une différence entre l'attitude des travailleurs allemands qui doivent travailler à la défaite militaire de leur État et ceux des autres pays qui doivent continuer l'action révolutionnaire, *même* si cela doit gêner la défense nationale.

Enfin, dit Collinet, la contagion révolutionnaire suppose des rythmes longs et ne peut se développer que quand les belligérants sont également épuisés. Une révolution qui éclaterait d'abord dans les démocraties se trouverait placée devant un danger mortel et on ne peut guère compter sur la fraternisation.

Ce sont là de vrais problèmes. Mais la motion Collinet-Pivert n'y apporte aucune solution.

Le congrès du P.S.O.P. à Saint-Ouen

Au congrès de Saint-Ouen, en juin 1939, les pacifistes obtiennent que la discussion sur l'action présente, contre la guerre, soit distinguée du débat sur ce qu'il conviendrait de faire « si la guerre éclatait néanmoins ». La minorité, condamnant le pacifisme et la signature de l'affiche du C.A.S.C.G., ne regroupe que 53 mandats contre 120 (les « pacifistes révolutionnaires », avec Jean Roger, en recueillant 15).

Sur le second point, la motion des pacifistes recueille 20 mandats, celle de Hérard, 45. Les deux autres motions (Collinet-Pivert et Rous-Weitz) obtiennent 59 mandats chacune.

Aucune majorité, même relative, ne se dégage du congrès. Cette constatation sème le désarroi dans la direction. Dans l'éditorial de

Juin-36, Marceau Pivert s'en console en constatant la parenté des positions, qui s'opposent toutes au social-chauvinisme et au national-communisme, par l'affirmation de leur internationalisme et de la lutte des classes.

Mais, dans ce cadre, écrit-il, elles traduisent le reflet des hésitations et des contradictions que l'avant-garde révolutionnaire ne pourrait dissimuler qu'au prix d'un dogme autoritaire que nous répudions absolument.

Le congrès a essayé de masquer cette fâcheuse impuissance par l'adoption unanime d'un appel dont la vigueur cherche à compenser l'imprécision :

Si, malgré tout, nos efforts restaient vains, si du choc des impérialismes devait sortir la guerre, nous resterions des adversaires irréductibles de l'ennemi qui est dans notre propre pays. Quels que soient les difficultés et les risques de cette attitude, nous ne cessons, en temps de guerre comme en temps de paix, de lutter pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par les ouvriers et les paysans...

Sur le problème des relations internationales, la gauche du P.S.O.P. essuie, au congrès, une défaite. Devant l'imminence de la guerre, elle considère la construction d'une organisation révolutionnaire internationale comme « le devoir historique absolu ¹³ ». C'est pourquoi la IV^e Internationale s'est constituée malgré la très faible représentation des participants à sa conférence de fondation.

Presqu'en même temps se réunissaient les organisations qui n'appartenaient à aucune internationale. Certaines d'entre elles avaient une relative importance, comme l'Indépendant labour party (I.L.P.) en Angleterre, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Sneevliet en Hollande (R.S.A.P.), ou le P.S.O.P. en France. D'autres n'existaient plus pratiquement que dans l'émigration, comme le Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.) d'Espagne et le Parti ouvrier socialiste (S.A.P.) d'Allemagne.

Ces partis étaient hétérogènes : le R.S.A.P. avait une vieille tradition révolutionnaire, mais s'enlisait dans la routine syndicale avec sa centrale « rouge » ; le P.O.U.M. s'orientait à droite sous la direction de Gorkin ; le S.A.P. glissait vers les staliniens ; l'I.L.P. s'était sclérosé en un vague mouvement pacifiste.

Le reste des organisations représentées était constitué de petits groupes propagandistes, dissidents du trotskisme (belges, grecs) ou issus de l'aile droite de l'Internationale communiste (« brandlériens » allemands, le groupe de Lovestone aux U.S.A.).

Désirant laisser en suspens le problème de l'Internationale, le P.S.O.P. avait proposé de constituer un Front ouvrier international (F.O.I.) qui se donnerait seulement pour tâche de maintenir la solidarité internationale : le F.O.I. s'était, du reste, dans son manifeste,

référé à la stratégie du défaitisme révolutionnaire. La gauche du P.S.O.P. s'intéressait au regroupement d'une aile révolutionnaire dans le F.O.I. (avec le R.S.A.P. et la gauche du P.O.U.M.).

Mais l'aile anti-trotskiste du F.O.I. était désireuse de mettre sur pied une organisation concurrente de la IV^e Internationale : le Centre marxiste international. Daniel Guérin montre qu'à l'origine de l'opération on trouve May Lovestone qui a été depuis démasqué comme étant devenu le distributeur de la manne confiée par le C.I.A. au « Labor » américain pour corrompre le mouvement ouvrier international. Il s'agissait en fait de faciliter le passage des organisations révolutionnaires d'Europe dans le camp de l'Union sacrée avec les démocraties*.

Le congrès de Saint-Ouen vote l'adhésion au Centre marxiste international.

Enfin, un dernier débat va porter à son paroxysme la psychose anti-trotskiste au sein du P.S.O.P. Il porte sur la franc-maçonnerie. Fort puissante au temps de la III^e République, elle établit une complicité permanente entre dirigeants bourgeois et socialistes. Le Parti communiste n'avait pu se désenliser du réformisme qu'en prononçant l'incompatibilité de l'appartenance au parti et à la franc-maçonnerie. Trotski, qui avait conseillé la gauche du parti du P.C. dans cette lutte, avait pu constater lors de son séjour en France qu'elle restait d'actualité.

Or, la plupart des dirigeants du P.S.O.P., Marceau Pivert en tête appartenait à la franc-maçonnerie. Comment le P.S.O.P. pourrait-il réellement rompre avec l'Union, si ses dirigeants continuaient de rester des responsables maçons ? Ils expliquaient que la franc-maçonnerie se bornait à des études philosophiques. En fait, dès l'année suivante, leur porte-parole au congrès, Suzanne Nicolitch, allait administrer la preuve du contraire.

Certaines fédérations en sentent le danger. Notamment celle du Maroc : dans le protectorat, les francs-maçons se trouvent être les agents du colonialisme et de la réaction. Mais, dans la plupart des fédérations, l'attaque contre la franc-maçonnerie déchaîne une violente hostilité. Elle heurte les traditions de libéralisme héritées de la social-démocratie. Les trotskistes ne cherchent-ils pas à discréditer les dirigeants les plus populaires ?

La gauche obtient sur cette question son plus fort pourcentage, elle se trouve isolée par la haine qu'elle déclenche. Dès le début du congrès, une « motion préalable » est présentée inopinément menaçant

* Daniel Guérin : *Front populaire et révolution manquée*. Deux ans plus tard, Marceau Pivert sera amené à rompre lui-même avec Lovestone et son agence de corruption impérialiste.

d'exclusion tous ceux qui feraient preuve « d'activité fractionnelle trotskiste », et votée à l'esbrouffe sans discussions, « à l'unanimité moins trois voix ». Des sanctions sont prises contre plusieurs responsables des I.S.O.P. appartenant au groupe Molinier. Marceau Pivert écrit dans *Juin-36* un éditorial comminatoire. Encore joue-t-il un rôle conciliateur. Son départ, au début de la guerre, coupera le dernier lien entre trotskistes et anti-trotskistes. Non seulement le P.S.O.P. n'est pas prêt politiquement à affronter l'épreuve de la guerre, mais la suspicion qui y règne rend pratiquement impossible la lutte en commun dans une situation d'illégalité.

Le réveil syndicaliste

On connaît le rôle qu'on joué certains syndicats, dont le syndicat des Métaux dirigé par Merrheim, contre la première guerre impérialiste. Se trouvera-t-il des organisations syndicales pour jouer le même rôle au cours de la Seconde Guerre Mondiale ?

Cette fois, la situation paraît plus claire par certains côtés et plus confuse par d'autres. Plus claire : en 1914, le ralliement de la C.G.T. à l'Union sacrée s'était opérée brutalement, en contradiction avec la doctrine maintes fois affirmée par ses congrès qui proclamaient son antimilitarisme et déclaraient que les travailleurs opposeraient à la guerre la grève générale. En 1938-1939, la direction de la C.G.T. a pris position, au contraire, nettement pour la défense nationale contre le fascisme. Suivant en cela le Parti communiste et la majorité du Parti socialiste, elle s'est engagée ouvertement dans la voie de l'Union sacrée. Plus confuse aussi, l'opposition à cette orientation « belliciste » est prise en charge, avant tout, par la tendance réformiste groupée autour de *Syndicats* ; or cette tendance, avant tout anti-communiste, ne se place nullement sur le terrain de la lutte des classes. Elle considère que les concessions à Hitler sont préférables à la guerre. Elle a hautement approuvé les accords de Munich. En novembre 1938, dénonçant la grève générale comme une manœuvre des communistes contre la politique de Munich, elle invite à briser la grève.

Quant à la majorité de la direction confédérale, les attermoissements du gouvernement sur le plan international l'amènent à s'opposer à la politique réactionnaire de Daladier dans le domaine social. Mais elle ne s'en réclame pas moins de l'Union sacrée. Comme le pouvoir justifie ses mesures réactionnaires par les nécessités de la défense nationale, la direction de la C.G.T. qui accepte la logique de ces sacrifices s'engage dans des contradictions insolubles. Les travailleurs désertent les syndicats impuissants et déchirés.

Une seule tendance syndicale refuse cette logique : les Cercles

syndicalistes lutte de classe qui publient depuis 1938 un bimensuel : *Le Réveil syndicaliste*. Ils regroupent les trotskistes, les anarcho-syndicalistes, la majorité des militants du P.S.O.P. Dans la C.G.T., ils sont majoritaires dans une seule fédération : celle des techniciens ; ils regroupent une forte minorité dans une autre fédération, celle de l'enseignement, l'ancienne majorité de la fédération unitaire, regroupée autour de *l'École émancipée*, ayant adhéré aux Cercles à la fin de 1938. Partout ailleurs, ils ne représentent qu'une infime minorité.

A la conférence nationale qu'ils tiennent en décembre 1938, sont représentés 53 cercles* : 28 de la région parisienne, 10 de province, 15 de *l'École émancipée*. Ils se refusent au bloc avec la minorité pacifiste et définissent leur tactique comme « la lutte contre les stalinien et les réformistes ».

Lors de l'alerte autrichienne en mars, les cercles appelèrent à l'action de classe contre la guerre, se différenciant à la fois des courants ouvriers bellicistes et des pacifistes sentimentaux.

Cette propagande s'affirma et se précisa plus fortement encore au moment des menaces de guerre soulevées par le problème tchécoslovaque — une première fois en mai et la seconde fois en septembre — en liant la lutte anticapitaliste et la lutte anti-guerre¹⁴.

Les Cercles ont participé à la grève générale de novembre, tout en dénonçant « sa mauvaise préparation, les tractations qui la précédèrent ». Ils désavouèrent le syndicat de l'enseignement du Rhône, dirigé par *l'École émancipée*, qui s'en était désolidarisé. Le rapporteur souligne que l'échec de la grève, en désorganisant les syndicats, a désorganisé aussi les cercles industriels « lutte de classe ». La conférence renonce, du reste, à constituer des cercles d'entreprises, de crainte que la direction de la C.G.T. n'y trouve un prétexte pour exclure les militants.

Malgré la répression qui les frappe (deux de leurs responsables, Jourdain et Duvernet, sont condamnés à dix-huit mois de prison, pour « provocation de militaires à la désobéissance »), les Cercles intensifient leur action en 1939.

En avril 1939, le conseil central des Cercles fait le point sur les débats qui ont lieu au sommet de la C.G.T. Sous le titre « Patrie contre classe ouvrière », *le Réveil syndicaliste* commente¹⁶ :

* La liste des militants qui interviennent à la conférence donne une idée de leur représentativité : Raux (alimentation, Lille), Tissot (Lille), Valfiz (Maroc), Craipeau (Mantes), Carrez (E.E. Doubs), Montegudet (E.E. Marseille), Boirard et Gris (E.E. Seine), Braguinsky (employés), Tavernier (plombiers), Dichamp (terrassiers), Pinot (cimentiers), Guyard et Roche (entreprise Gnome et Rhône), Cailloux (entreprise Bloch), Dolon (entreprise Lorraine), Glassman (A.O.I.P.) Galopin (précision mécanique), Chazé (techniciens), Bernier et Zahn (livre), Hersay (correcteurs), Kerdoudou (indirectes, Seine), Bardin (PTT), Guilloré (comité de rédaction). A part les techniciens, tous sont minoritaires dans leur fédération. La plupart d'entre eux sont minoritaires dans leur syndicat ou leur union locale. Pour les deux tiers, ils appartiennent à différentes nuances du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme.

Les sommets syndicaux bougent. Le C.C.N. est réuni au moment-même où nous écrivons, et de nombreux conseils nationaux de fédérations l'ont précédé.

Une énorme contradiction domine toutes ces délibérations officielles : on affirme vouloir défendre la classe ouvrière contre la « mise au pas » des décrets-lois et des pleins pouvoirs, mais avant tout, on assure les gouvernants de son ardent désir de renforcer la sécurité du pays et d'augmenter la production pour les nécessités de la défense nationale.

On veut le bien-être et la liberté à l'ombre des canons, l'idylle dans un blokhaus, le baiser d'amour sous le masque, la motte de beurre dans l'âme d'un obusier ; on veut être des soldats et rester des hommes. On veut la fin, non les moyens.

Le conseil national des Métaux s'est débattu en plein dans cette contradiction et elle a éclaté dans les résolutions qu'elle a adoptées. Le camarade Marcel Roy, le même qui écrit dans Syndicats, « la guerre ne doit pas passer ! » discute dans Le Peuple du 5 avril avec M. Pomaret, et cherche à le convaincre avec beaucoup de technicité qu'on peut augmenter la production dans les usines de guerre par d'autres moyens que les grèves [...] Roy sera bien fâché, mais il tient le même langage que Timbaud qui, dans Le Peuple du 1^{er} avril prétend aussi augmenter le rendement des ouvriers en épargnant la peine des ouvriers (poisson d'avril !), il veut assurer au pays une production accrue en faisant tourner les usines 24 heures sur 24 et il mène grand tapage parce que des entreprises, comme les Compteurs de Montrouge par exemple, ne travaillent pas encore pour la défense nationale [...]

Le conseil central des Cercles syndicalistes n'a pas tenté de résoudre la quadrature du cercle en essayant de concilier les intérêts de la patrie bourgeoise, réactionnaire et guerrière, avec ceux de la classe ouvrière. Il a mis en évidence, au contraire, le passé, le gouffre qui les sépare ; il connaît les brutales contradictions qui les opposent.

Défendre les uns, c'est saboter les autres. Organiser la résistance sourde ou ouverte aux décrets-lois de servitude et de guerre, c'est lutter pour que les travailleurs ne s'épuisent pas sur une tâche surhumaine, pour que leurs salaires ne s'abaissent pas, pour qu'ils ne meurent pas demain comme des bêtes dans leur usine envahie par les gaz ; c'est gêner la préparation de la guerre impérialiste, c'est refuser l'Union sacrée dans les actes et non seulement dans les phrases.

Soucieuse de ne pas ralentir la production, la C.G.T. a décidé de ne pas appeler à la grève le 1^{er} mai. Le Réveil syndicaliste appelle à faire grève, malgré les consignes confédérales « contre les 60 heures et les pleins pouvoirs de guerre » :

La France forte de 1939 a triomphé du prolétariat fort de 1936, et il

ne peut pas en être autrement, car la force de la France bourgeoise est faite essentiellement de la faiblesse de son prolétariat [...] A l'exemple de la fédération des Métaux qui, en pleine guerre le 1^{er} mai 1915, sauvait l'honneur au nez et à la barbe des bonzes parmi lesquels trônait déjà Jouhaux, nous saurons faire entendre à nos maîtres qu'une fraction de la classe ouvrière, rebelle à l'Union sacrée, ne se résigne ni à la servitude capitaliste ni à la mort pour l'impérialisme.

En fait ce mot d'ordre n'est guère suivi. *Le Réveil* ne citera que la grève unanime de 350 ouvriers d'un chantier du bâtiment à Poissy. Le syndicat des traminois de Lille, pour avoir appelé à la grève, est exclu de la C.G.T.

Le 31 juillet 1939, *le Réveil syndicaliste* souligne l'imminence du danger de guerre « dans les semaines qui viennent »¹⁶.

Mais en France, les vacances sont sacrées, même pour les révolutionnaires. Après avoir prophétisé l'imminence de la guerre, les rédacteurs du *Réveil* annoncent sa suspension jusqu'à septembre. En septembre ce sera la guerre. *Le Réveil* ne paraîtra plus.

L'opposition des syndicats à l'Union sacrée

On peut s'étonner que la seule fédération où les positions des Cercles lutte de classe l'emportent, soit celle des techniciens. La raison en est sans doute le caractère récent de la syndicalisation dans ce milieu. Jusqu'aux grèves de 1936, c'est une faible minorité qui ralliait le syndicat et elle le faisait pour des raisons idéologiques. A leur direction, on trouvait des militants de tous les groupes d'extrême gauche (trotskistes, membres de l'Union communiste, opposants au Parti communiste). Cette direction s'était maintenue quand, en 1936, la fédération s'était subitement grossie jusqu'à 75 000 adhérents.

Là encore, l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 s'était fait lourdement sentir. Quatre cents techniciens avaient été licenciés. Au début de 1939, Léon Bardin estime qu'il ne reste plus que 25 000 syndiqués.

Mais le congrès des 21 et 22 janvier 1939 confirme l'orientation du syndicat. Le rapport moral est voté par 2 611 mandats contre 233 et 246 abstentions, en grande majorité des mandats staliniens. Les réformistes font des concessions et entretiennent l'équivoque. Malgré cela, l'orientation fédérale Lutte de classe obtient 1 991 mandats contre 741 aux Amis des syndicats et 338 aux staliniens. Dans les autres fédérations les adversaires de l'Union sacrée sont minoritaires. *Le Réveil syndicaliste* cite seulement quelques prises de position comme celle des agents des PTT des Bouches du Rhône, dans leur

assemblée générale du 23 mars ; où l'intersyndicale de l'Alimentation de Lille, le 7 mai. La seule minorité forte est celle des instituteurs. Au congrès de juillet 1939, la tendance Ecole émancipée propose sa motion :

[...] En présence de cette course à la guerre, le congrès déclare nettement que les idées nationales, religieuses, politiques et raciales qui sont mises en avant ne sont que les mensonges colorés au nom desquels on pense galvaniser les masses et les entraîner dans une lutte qui n'est pas la leur ; qu'en réalité les groupes impérialistes rivaux se disputent âprement les matières premières et les marchés mondiaux ; et que, par conséquent, les travailleurs n'ont pas à prendre parti, si ce n'est contre l'impérialisme lui-même, dans cette bataille inhérente aux lois de l'évolution capitaliste [...] Parallèlement le congrès dénonce le fascisme qui s'installe en France comme ailleurs : cette vague réactionnaire qui secoue le monde sous l'effet de la crise économique étant encore précipitée par la préparation de la guerre.

*[...] Fascisme et guerre sont le produit d'un même régime. On ne se sauve pas de l'un en acceptant l'autre. On ne se défendra contre l'un et l'autre qu'en attaquant le régime qui les crée tous les deux*¹⁶.

La tendance est divisée. Les groupes du Rhône se sont ralliés à la majorité pacifiste, dirigée par Haguener. La motion obtient seulement 194 mandats contre 763 aux réformistes et 148 à la motion présentée par les instituteurs stalinien.

Le syndicat du Livre, dirigé par les anarcho-syndicalistes tient également son XV^e congrès à la fin de juillet (le précédent s'était tenu... cinq ans plus tôt, en 1934 !). *Le Libertaire* en rend compte avec chaleur :

*Liochon (dirigeant fédéral) a fort bien traduit le sentiment de tous lorsqu'il a prononcé ces paroles : « Ce n'est pas par la guerre que la liberté sera rendue à ceux qui l'ont perdue. Nous devons être pacifistes, car nous ne croyons pas aux vertus de la guerre. Mais si la guerre survenait l'action syndicale serait terminée. Nous ne voudrions pas qu'on puisse s'appuyer d'une manière quelconque sur l'organisation syndicale pour prendre des décisions de guerre, assurer la conduite des hostilités, préparer les conditions de paix. Je me refuse à entraîner dans la guerre une partie quelconque de l'organisation syndicale*¹⁷.

Ainsi l'audace des dirigeants anarcho-syndicalistes s'arrête à la déclaration de guerre, ils n'envisagent nullement de poursuivre même leur propagande pacifiste.

Charbit, de Paris-typos, a présenté sur la guerre une résolution qui a été votée par l'unanimité du congrès, résolution qui affirme l'hostilité des ouvriers du Livre à toute guerre, même sous des prétextes

idéologiques. Tout de même je ne peux m'empêcher de faire une petite réserve quant au passage qui a trait à « cette politique de paix devant satisfaire dans un souci d'égalité, les revendications légitimes de tous les peuples ». Non, vraiment, c'est trop beau et si généreux... généreux comme toutes les utopies. Et cela nous fait d'autant plus regretter que pas une voie ne se soit levée au congrès pour préconiser la seule tactique qui offre quelque chance d'éviter la catastrophe : la violence prolétarienne. La guerre impérialiste ? On ne l'évitera que par une autre guerre : la guerre à l'État et au capital...¹⁷

Après avoir voté une motion unanime qui n'engage à rien « comme il est d'usage dans la confraternité typographique, le congrès s'est terminé par des agapes à l'issue desquelles on a beaucoup chanté. Et *le Libertaire* conclut :

Soyons larges, ne chicanons pas et considérons le XV^e congrès de la fédération du Livre comme un bon congrès d'unité.

C'est se réjouir à peu de frais.

CHAPITRE II

La drôle de guerre

Les derniers jours de la paix

Depuis l'annexion de la Tchécoslovaquie, en mars 1939, l'imminence de la guerre ne fait plus de doute. La victoire définitive de Franco en Espagne renforce les positions de l'Axe Rome-Berlin. Hitler menace maintenant la Pologne. Il exige Dantzig et le corridor qui coupe en deux l'Allemagne. De leur côté la Grande-Bretagne et la France ont conclu une alliance étroite avec la Pologne du colonel Beck et solennellement garanti son territoire. Mais leurs pourparlers avec l'U.R.S.S. piétinent et s'enlisent.

En France, la réaction exerce désormais un pouvoir sans contrôle. En août 1939, le gouvernement fait saisir *La Jeune garde*, organe des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes. Dans *Ce soir*, Aragon applaudit à cette mesure, le lendemain, il est lui-même inculpé pour avoir soulevé l'affaire des rapports de deux journalistes avec le représentant de l'Allemagne : le gouvernement interdit de parler de l'argent que les grands quotidiens touchent des nazis. Aragon prononce, devant le tribunal, un touchant plaidoyer en faveur de la liberté de la presse.

La presse communiste se distingue toujours par son chauvinisme et pousse énergiquement l'intervention aux côtés de la Pologne. *L'Humanité* titre :

La Pologne sera-t-elle trahie ? Alerte ! On veut encore trahir la France en sacrifiant la Pologne.

Et quand Magnien intitule son éditorial : « Il faut faire échouer le plan infâme ! », il s'agit de faire échec aux efforts de ceux qui veulent abandonner la Pologne des colonels.

Mais, le 23 août, coup de théâtre : on annonce la signature d'un pacte entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Les stipulations secrètes organisent le partage de la Pologne. Désormais Hitler a les mains libres. Il sait que les garanties franco-anglaises au gouvernement des colonels polonais seront inefficaces sur le terrain. Le 1^{er} septembre à la date

prévue depuis longtemps par son état-major, il envahit la Pologne. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre lui déclarent officiellement la guerre.

Dès l'annonce du pacte germano-russe, la presse communiste a tourné casaque. *L'Humanité* le salue comme « une importante contribution à la paix ». Le gouvernement fait immédiatement suspendre les deux quotidiens communistes de Paris. *L'Humanité* du 26 août, saisie, titre pourtant sur huit colonnes : « Union de la nation française contre l'agression hitlérienne ».

Le P.C.F. riposte par un tract :

Sauvons le pays et la paix ! Le pacte de non-agression germano-soviétique est une victoire de l'Union soviétique et une victoire de la paix. Que l'ambassadeur d'Hitler ait été contraint d'aller à Moscou n'est pas une preuve de force pour le fascisme. Il porte un coup au pacte anti-Komintern. Il a affaibli le fascisme international et servi ainsi la cause de la paix. Les fascistes sont furieux.

Le tract continue en amalgamant son approbation du pacte Hitler-Staline avec la poursuite de l'Union sacrée :

Pourquoi a-t-on suspendu l'Humanité et Ce soir ? Est-ce parce que le parti communiste a déclaré qu'il accomplirait son devoir dans la défense de la patrie, de la démocratie et de la paix ? [...] Si la guerre surgit malgré notre volonté, les communistes sauront remplir leur devoir pour la défense du pays et de la démocratie contre la barbarie fasciste.

Contre la « trahison » de l'U.R.S.S. et du P.C.F., toute la presse est déchaînée. Dès le 24, la Fédération S.F.I.O. de la Seine lance un manifeste patriotique : « Face à la trahison ! » Le P.C.F. lui-même est profondément ébranlé. Le 25 août, Gitton, secrétaire national du P.C.F., et 22 parlementaires sur 74 déclarent rompre avec le P.C.F. pour rester fidèles à l'orientation nationale. La confusion est à son comble. Les dirigeants qui demeurent au P.C.F. n'entendent pas eux-mêmes rompre avec l'Union sacrée. Le 27 août, Marcel Cachin écrit à Blum :

Camarade Blum, nous ne nous renierons pas. A cette heure grave, le Parti communiste affirme sa position clairement et loyalement ; il affirme que si Hitler déclare la guerre, il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays. Rien ne fera abandonner cette attitude aux centaines de milliers d'ouvriers français qui demeurent à notre côté.

Ces déclarations d'allégeance n'empêche pas la répression de se poursuivre. Le 28 août, tous les journaux communistes sont suspendus, sans que se manifeste dans les masses le moindre mouvement de protestation. Mais le groupe parlementaire du P.C.F. n'en reste pas

moins fidèle à l'Union sacrée. Cogniot informe la commission des Finances que :

Il voterait les crédits [militaires] dans le même esprit dans lequel il avait applaudi le discours du président du Conseil et en souhaitant l'union de toute la nation, y compris ses forces vives et loyales, ainsi que le rétablissement d'un régime égal pour toute la presse.

Le 2 septembre, en effet, le groupe communiste vote les crédits militaires. L'historien de la S.F.I.O., Daniel Lizou, raconte cette journée mémorable :

Le Parlement fut convoqué le 2 septembre, non pour déclarer la guerre, mais pour voter un crédit spécial de 75 milliards destiné à faire face aux obligations de la France, après que Daladier, dans un discours de belle tenue, eût affirmé que le pays tiendrait ses engagements vis-à-vis de la Pologne. Tous les groupes, comme en 1914, renoncèrent à la parole pour donner au monde l'impression que la France était unanime. Puis la Chambre se remit en congé jusqu'au 30 novembre.

Il ajoute ce commentaire :

Dans cette affaire donc, la S.F.I.O. n'a joué aucun rôle particulier. On fait la guerre sans remords, mais sans enthousiasme. On a confiance dans la décision finale ; le général Weygand n'a-t-il pas affirmé que l'armée française était invincible ? Le Parti est à peu près unanime¹⁸.

Ultimes prises de position des anarchistes

Les seules fausses notes dans le concert d'Union sacrée sont celles du *Libertaire* et de *Juin-36*. Encore l'attitude des anarchistes ne manque-t-elle pas d'équivoque. Le 3 août, l'hebdomadaire anarchiste constate la passivité des masses et dénonce le chauvinisme du P.C.F. Il annonce la future révolution qui sera l'œuvre des travailleurs les plus exploités :

Vingt-cinq ans après, voilà où nous en sommes. Et, contre le nouveau crime qui s'organise, il n'y a pas, cette année, de manifestations. Les chefs n'ont pas attendu la trahison des masses pour trahir ; ils leur ont donné l'exemple. Les communistes, sur l'ordre de Moscou, ont repris le clairon de Déroulède. Ils sont les plus grands responsables de la défaite actuelle de la classe ouvrière. Le bolchevisme a parachevé l'œuvre de la guerre.

Nos maîtres auraient tort de croire pourtant qu'ils sont définitivement victorieux. Les réactions saines s'annoncent déjà dans le prolétariat qui se présentera demain comme une force jeune montant à l'assaut du vieux régime capitaliste. Dans son ascension, il

balaiera d'abord ces partis politiques qui prétendent faire son bonheur, qui représentent la classe aristocratique prolétarienne, aussi pourrie que la bourgeoisie elle-même. Ce sera la première réaction saine du prolétariat qui lui ouvrira la route de l'émancipation.

Mais le 24 août, à l'annonce du pacte germano-soviétique, il fait chorus avec toute la presse :

Hitler et Staline la main dans la main pour la ronde de la trahison ! Le prolétariat doit ouvrir les yeux devant le mensonge russe enfin dévoilé.

Il conclut :

Après le coup de jarnac stalinien, il faut en finir avec la duplicité bolcheviste et chasser les agents de Staline-Hitler des rangs ouvriers.

Comme les réformistes et la presse bourgeoise, il appelle à la scission syndicale. Il est vrai qu'il maintient ses positions contre la guerre : *Mais ce serait de sa part [au prolétariat] le comble de l'aveuglement que d'accepter maintenant de se faire massacrer pour des intérêts capitalistes et impérialistes alors qu'il n'a pas su lever le petit doigt pour défendre les siens.*

Le 31 août, l'hebdomadaire anarchiste paraît, largement blanchi par la censure. Celle-ci a laissé bien entendu paraître un article dont le titre est significatif : « le moment est venu de redresser le mouvement syndical par l'éviction totale des bolchevistes ». Les anarchistes comptent « redresser » le mouvement syndical pendant la guerre avec les réformistes d'union sacrée !

Le Libertaire envisage de continuer sa parution légale. Sous le titre *le Libertaire* continue, il déclare :

En raison des circonstances dramatiques que nous vivons et le rétablissement de la censure, notre journal va rencontrer des difficultés encore plus grandes pour maintenir son existence déjà précaire. Nous avons le choix entre suspendre la parution sans mot dire et attendre des jours meilleurs, ou tenter de continuer à paraître quand même [...] La censure sera là pour nous empêcher de dire tout ce que nous pensons. En tout cas on peut être sûr que nous ne dirons jamais le contraire de ce que nous pensons. Le Libertaire va donc s'efforcer de continuer sa parution. Il demeurera le lien entre les camarades en attendant que ça se tasse.

Comme on voit, ses ambitions révolutionnaires sont modestes. Il ajoute : « De toute façon, nous paraîtrons, qu'on se le dise ! » Ce qui laisse supposer une parution illégale. Pourtant ce numéro est le dernier. Pendant la guerre ou plutôt, pendant l'occupation les anarchistes se borneront à publier quelques numéros d'un bulletin intérieur, *Lien*,

dont le seul objet sera en effet de maintenir un lien entre les militants anarchistes.

Le Libertaire ne reparaitra que le 24 décembre 1944, cinq ans et demi plus tard, quand les choses commenceront « à se tasser ».

La fin du P.S.O.P.

Le 23 août, paraît le dernier numéro de *Juin-36* avant le déclenchement de la guerre. Il affiche hautement ses positions internationalistes : le pacte germano-russe démontre le mensonge des arguments « patriotiques » mis en avant par la P.C.F. ; la seule cause qui mérite que les travailleurs affrontent la mort, c'est la révolution prolétarienne.

Mais le P.S.O.P. saura-t-il forger une organisation capable de lutter pour cette révolution dans l'illégalité imposée par la guerre ? Saura-t-il sauvegarder son unité avec la gauche ? Entre le 23 août et le 3 septembre, le P.S.O.P. joue son existence, et la perd.

Le 2 août, Marceau Pivert part pour les États-Unis où il doit donner une série de conférences à l'appel du groupe de Lovestone.

Avant son départ s'est tenue une réunion improvisée du Bureau national à laquelle n'assistait personne de la gauche. Selon Maurice Jaquier, secrétaire administratif, Pivert y a donné mandat de constituer un organisme clandestin dont la boîte à lettres serait Poiraudeau, en Vendée, et qui serait constitué de Marceau Pivert, Daniel Guérin, Maurice Jaquier et Lucien Weitz. Étrange direction : Pivert est aux U.S.A., Lucien Weitz est emprisonné à la Santé. Quant à Daniel Guérin, il a reçu mandat d'établir un secrétariat international du F.O.I. à Oslo, dès que la guerre serait déclarée ; il part effectivement le 25 en Norvège, et, pas plus que Weitz, il ne connaît son rôle dans la direction « illégale ».

En fait la Commission administrative permanente (C.A.P.) entend bien rester le seul organisme dirigeant. Le 31 août, elle tient une réunion dramatique. Jean Rous et Yvan Craipeau y représentent la minorité. Ils réclament le passage immédiat dans la clandestinité du parti et de sa presse, la constitution de cellules restreintes pour faire face à la répression, la constitution d'une direction clandestine avec la représentation d'un trotskiste.

Une partie des responsables majoritaires (Jaquier, Rouaix, Barré, Chapelain, Lefeuvre) sentent aussi la nécessité d'une organisation clandestine. Mais ils veulent qu'elle double l'organisation légale et qu'elle utilise le siège du parti « où passent de nombreux camarades de Paris et de province, sans parler des camarades mobilisés ».

Hostiles aux trotskistes, ils votent contre leurs propositions. La majorité de la C.A.P. (D. et S. Nicolitch, L. Vaillant, Gold Schild,

Spinetta, D. Haas) oppose un refus total à toute orientation vers la clandestinité : le parti et sa presse resteront légaux ; les structures du temps de paix seront maintenues ; la direction sera composée uniquement de majoritaires.

Les conséquences en sont évidentes : la propagande d'un parti légal ne pourra que s'inscrire dans les limites fixées par le pouvoir ; s'il outrepassé ces limites, les structures légales se transformeront en pièges policiers. Le 1^{er} septembre, la C.A.P. se réunit sans la gauche et sans la majorité des J.S.O.P. La gauche doit prendre ses responsabilités. En l'absence de D. Guérin et L. Weitz, les responsables de la revue *la voie de Lénine* se réunissent dans le jardin du Luxembourg. Ils décident la constitution d'un mouvement clandestin autonome, sur la base du programme de la IV^e Internationale. Pour respecter le point de vue des camarades qui ne reconnaissent pas sa constitution, il prendra le nom de Comités pour la IV^e Internationale. Le triangle de direction est constitué de trois camarades non-mobilisables : Y. Craipeau, H. Kunstlinger, Marcoux*. Les « comités » n'ont pas rompu formellement avec la P.S.O.P., mais les rapports qu'ils entretiennent avec lui sont de plus en plus épisodiques. Le P.S.O.P., en effet, se désagrège rapidement et son orientation n'a plus grand chose à voir avec celle d'avant-guerre. *Juin-36* reparait le 8 octobre, sur petit format, largement censuré. « Le Parti continue, nous resterons fidèles au socialisme », déclare l'éditorial. En fait, sous la direction de S. Nicolitch, le journal n'exprime plus qu'un vague pacifisme. Encore la réprobation contre le bellicisme est-elle surtout dirigée contre l'U.R.S.S., la censure supprimant le reste. Staline y est représenté comme un Lénine machiavélique, qui précipite le monde dans la guerre pour hâter la révolution.

Le numéro suivant, qui paraît sur quatre pages le 11 novembre, est plus confus encore. Cette fois la censure n'a guère eu à sévir que pour caviarder une déclaration pacifiste de l'I.L.P. anglais. L'article essentiel, « un meilleur monde » met surtout en garde contre l'illusion que la guerre peut déboucher sur la révolution.

Un article intitulé « Notre Marx et notre Rosa » donne bien un extrait de Rosa Luxemburg... mais il s'agit d'une polémique contre le mot d'ordre bolchevique du partage des terres.

Le numéro de *Juin-36**, daté du 20 décembre 1939, est plus

* Considérant l'inexécution des tâches importantes, selon la tradition, la direction de *la Voie de Lénine* cherche un bouc émissaire et exclut Barta : cela n'ira pas sans conséquences politiques.

***Juin-36* (11.XI.1939) avait consacré deux colonnes à mettre en garde contre les « trotskistes ». Sous le titre « La J.S.O.P. poursuit sa route », Chapelain attaque la majorité de la J.S.O.P. qui s'est constituée en Comités pour la IV^e Internationale. Il « flétrit énergiquement et dénonce comme saboteurs ceux qui ont cru bon de diviser les forces révolutionnaires de la jeunesse en

largement censuré. A part une page sur la crise du mouvement syndical, il ne reste pratiquement rien, sinon un article historique sur l'avènement de Napoléon III et une page de mise en garde contre les « agissements trotskistes ».

La direction du P.S.O.P., réunie le 1^{er} septembre, n'a pris qu'une décision : intégrer les jeunesses gangrénées par les trotskistes . Jaquier, découragé, a quitté Paris. Pourtant Rouaix, Barré et Chapelain le rappellent pour organiser la lutte clandestine, malgré le désaveu de la direction. Eux aussi, en marge de l'organisation officielle, s'efforcent de créer une organisation clandestine :

*Quelques cellules clandestines regroupant volontairement de deux à cinq militants, avaient été constituées à Aubervilliers, Bondy, Bagneux, au Plessis-Robinson, dans le XVIII^e. Faute de matériel et d'argent, on collait les derniers papillons édités par le parti avant la guerre . Des contacts épisodiques étaient pris avec quelques militants des départements (Yonne, Cher, Vendée, Ain, Gard, Pyrénées orientales, Somme, Loire, etc.)**

Le 20 novembre se tient la dernière réunion de la direction à laquelle participent les représentants trotskistes. Ils dénoncent la nouvelle orientation du P.S.O.P. et revendiquent l'autonomie d'action pour les Comités de la IV^e. La majorité exige d'eux qu'ils acceptent une résolution déclarant notamment :

*Aucun tract, aucune circulaire, aucun journal ne pourra être diffusé s'il n'a pas été préalablement communiqué au bureau du parti et s'il n'a pas reçu l'accord de celui-ci ou de la C.A.P....*¹⁹.

Les représentants de la minorité refusent. La C.A.P. prend alors la décision de l'exclure.

Pourtant, Jaquier, Rouaix et leurs amis décident à leur tour de constituer leur propre centre. Rouaix loue à cet effet un local clandestin, constatant que le « local de la rue Rochechouard était devenu une souricière ». Des tracts sont envoyés par petits paquets à des militants mobilisés sur la ligne Maginot, notamment à Longwy. Cette tentative d'organisation clandestine débouche vite sur une catastrophe. Les militants ne peuvent s'abstenir de venir chercher des contacts dans la souricière. Ils y sont cueillis dans la première quinzaine de décembre. Jaquier, Rouaix, Chapelain, Preiss du XVIII^e, Haas et quatre militants J.S.O.P. seront inculpés de reconstitution du P.C. dissous (!), et d'édition de tracts d'origine ou d'inspiration étrangère de nature à miner le moral de l'armée et de la population. Ils seront condamnés le

s'organisant en dehors du Parti, tout en conservant le titre de J.S.O.P. ». Arrêté en décembre 1939, il sera plus tard envoyé en camp de concentration ; il adhéra au P.C.F.

* Maurice Jaquier : rapport sur l'activité du P.S.O.P. (manuscrit). Jaquier était alors secrétaire administratif du P.S.O.P. Nous suivrons son évolution pendant la guerre.

1^{er} mars 1940 ; les quatre premiers à cinq ans de prison, un des jeunes à trois ans ; les autres à un an avec sursis*. De lourdes condamnations frapperont encore plus tard Jaquier et Rouaix, pour leur activité d'avant-guerre. Au moment où paraît le troisième numéro qui annonce l'exclusion des « trotskistes », le P.S.O.P. a cessé d'exister comme parti.

Pourtant un quatrième numéro est édité légalement en janvier-février par ce qui reste de l'aile droite. En mai 1940, paraît encore un numéro, cette fois illégal. Il publie un « Appel du P.S.O.P. » dont le ton est profondément différent :

Cent fois nous avons répété aux prolétaires : si vous ne marchez pas hardiment vers le socialisme, vous succomberez sous la dictature fasciste ; si vous ne hâtez pas l'heure de la révolution prolétarienne, vous serez jetés dans la guerre impérialiste. Et maintenant ? Qui oserait soutenir que notre perspective était fautive ? Nous devons subir à la fois la guerre impérialiste et la dictature fasciste. Qui avait vu clair ?

Staline d'un côté, Léon Blum de l'autre, ont brisé le mouvement des masses françaises de Juin-36. [...] Quelques individualités ont cédé lamentablement à la formidable pression de la classe ennemie. Tant pis pour elles ! Les démoralisés ou les esthètes, les neurasthéniques et les dégonflés n'ont pas de place dans nos rangs. Ceux qui doutent de la classe ouvrière, parce qu'ils la voient divisée ou désorientée par les trahisons, ne méritent pas le nom de socialistes. Une telle situation exige, au contraire, que l'avant-garde se multiplie pour lever les fronts, ranimer l'espérance, rassembler les forces de classe et les ramener au combat.

Malheureusement cet appel n'a pu être écrit que d'Amérique par un Marceau Pivert ignorant tout de la situation réelle. Ce ne sont pas « quelques individualités » qui ont cédé, c'est le parti lui-même.

Est-ce là une situation particulière propre à la France ? L'expérience du Bureau d'Oslo montre qu'il n'en est rien. Daniel Guérin a raconté en détail comment, au dernier moment, la droite du P.S.O.P. avait multiplié les intrigues pour l'empêcher de rejoindre Oslo, le poste qui lui avait été confié par le Front ouvrier international²⁰.

Avec Modiano qui l'a rejoint, il s'efforce de maintenir les contacts et réussit à publier, en français, quelques numéros du *Bulletin de liaison* prévu. Mais les difficultés sont considérables. Les jeunes socialistes norvégiennes hésitent à l'aider, à la fois pour des raisons politiques (elles-mêmes ne sont pas homogènes) et par crainte d'être exclues. Les anarcho-syndicalistes suédois suivent « une voie détes-

* E. Rouaix dénonce le « mouchard D. Haas, venant de Metz où il avait adhéré au P.S.O.P. après avoir été rédacteur à l'*Humanité* d'Alsace-Lorraine » (lettre à Daniel Guérin).

table »²¹. L'indépendant Labour anglais reste en liaison, mais se cantonne dans un vague pacifisme.

Du P.S.O.P. le Bureau ne reçoit que quelques lettres insignifiantes. Seuls maintiennent le contact la Fédération « gauchiste » du Maroc et les Comités pour la IV^e. La rupture en France entraîne, entre Marceau Pivert et Daniel Guérin, un échange de lettres aigres-douces : Daniel Guérin se défend de jouer double jeu entre le F.O.I. et la IV^e Internationale. Il considère que la gauche a rompu prématurément. Mais il avertit Marceau Pivert que si la passion anti-trotskiste l'emportait, il romprait à son tour. Une dernière lettre de Daniel Guérin à Marceau Pivert, en décembre 1940, se réjouit de sa rupture avec le groupe de Lovestone. Le Front ouvrier international éclate en diverses directions et les groupes qui survivent n'ont plus de liens entre eux. Le F.O.I. n'a pas plus d'existence réelle que le P.S.O.P.

Il peut paraître étonnant pourtant que le mouvement trotskiste organisé dans les Comités n'ait pas cherché à coordonner ses efforts avec les groupes du P.S.O.P. qui entrent à leur tour dans l'action illégale. En fait, il répugne à s'engager dans les canaux légaux que conservent ces militants et qu'il estime dangereux.

De son côté, la nouvelle « gauche » ne tient pas aux contacts. Trente ans plus tard, Maurice Jaquier explique pourquoi : *Pourquoi aucun contact n'a-t-il été maintenu entre vous et nous ? C'est de votre côté pour des raisons de sécurité... et vous aviez raison. Du nôtre ? C'est plus complexe : votre départ nous apportait une espèce de soulagement. Certes, tactiquement, vos positions n'étaient pas loin des nôtres, mais tu connais l'histoire qui se disait de vous, tant dans la S.F.I.O. que dans le P.S.O.P., vous comparant à l'éléphant dans un magasin de porcelaines. Alors que nous aurions dû rompre avec l'aile droitière, alors que nous aurions dû être plus fermes, nous avons peur de nous retrouver en tête à tête avec vous*²² !

Les révolutionnaires sont-ils prêts à affronter la guerre

L'effondrement du P.S.O.P. n'est évidemment pas accidentel. Maurice Jaquier écrit :

Le P.S.O.P. n'était pas prêt à la lutte dans l'ombre. Les premiers préparatifs remontaient à juillet. Ils étaient peu consistants, avaient eu pour objet de nous affubler de sobriquets et de désigner un camarade moins marqué comme boîte clandestine.

Ni l'organisation, ni les militants ne pouvaient affronter la clandestinité volontaire, à fortiori les combats à venir. L'hétérogénéité de leurs anciennes appartenances ne les disposait pas aux formes d'action imposées par la situation.

*Le P.S.O.P. était venu trop tard, n'avait pas eu l'occasion de s'aguerir, n'avait ni le temps ni les moyens de se transformer. Il n'était pas un parti révolutionnaire*²².

Plusieurs semaines avant la guerre, les militants trotskistes avaient senti qu'ils ne pourraient pas compter sur le dispositif clandestin du P.S.O.P. Ils avaient décidé de prendre leurs propres dispositions pour faire face à l'illégalité. Mais leurs préparatifs ne sont guère supérieurs à ceux du P.S.O.P.

Les militants du groupe de *la Commune* se sont pourtant organisés avec soin. Selon les règles classiques de l'illégalité (russe) d'avant 1914, ils ont décidé d'envoyer hors de France, Raymond Molinier et Pierre Frank pour continuer la direction à l'étranger. Mais les conditions de guerre rendront précaires les relations internationales. Quant au groupe lui-même, il est muni d'un matériel clandestin pour la propagande dans l'armée : c'est une brochure antimilitariste publiée sous une couverture anodine : « Petites histoires de studio ». Mais un tel matériel publié avant la guerre, restera d'une telle généralité qu'il ne sera guère utile.

Les militants du groupe *la Voie de Lénine* n'ont pas à se soucier d'une « direction à l'étranger ». Ils sont prêts à reconnaître celle de l'Internationale. De plus, ils comptent sur le secrétariat d'Oslo. Mais là encore, les liaisons apparaîtront d'une telle difficulté qu'ils seront en fait livrés à eux-mêmes.

Au moment où la guerre éclate, le mouvement « trotskiste » se trouve dans les pires conditions. Non seulement il n'a pas pu transformer le P.S.O.P., mais lui-même est plus dispersé et plus impuissant que jamais. Ce qui reste du groupe de *la Commune* est réduit à un petit groupe isolé. Parmi les militants qui ont refusé d'adhérer au P.S.O.P. les uns ont cessé provisoirement toute activité, les autres, après avoir publié un numéro de *la Lutte ouvrière*, se sont dispersés ou ont fusionné avec le groupe de l'Union communiste qui ne se manifesterait pas pendant la guerre. D'autres sont emprisonnés (comme Rigal, Stève et Schmidt). Parmi ceux qui ont adhéré au P.S.O.P. sur l'injonction de l'Internationale, seuls quelques-uns (comme Beaufrère) ont rejoint le groupe de *la Voie de Lénine* ; la plupart d'entre eux reste sans liaison avec lui (comme Hic et Rousset).

Faut-il pour autant incriminer la stratégie de l'adhésion au P.S.O.P. ? Ce serait prendre l'effet pour la cause. Si cette orientation s'était imposée, c'est précisément parce que l'expérience des masses, au cours de la période du Front populaire, s'était faite en dehors du mouvement trotskiste. Ce dernier, replié sur lui-même dans la discussion ou l'activisme, s'était avéré incapable de s'enraciner dans la classe ouvrière. Il s'était montré impuissant à se regrouper lui-même en une

avant-garde. Son impuissance avait continué à se manifester pendant les quelques mois de son activité au sein du P.S.O.P.

Certains ont vu, dans la décapitation du mouvement à la veille de la guerre, l'effet des efforts du Guépéou de Staline²³. Incontestablement ce dernier faisait ce qu'il pouvait : il avait assassiné en France, Sedov, le fils de Trotski, un militant allemand du secrétariat international Rudolph Klement, en Espagne Held, un des principaux dirigeants du mouvement international, et le dirigeant du P.O.U.M. Andrès Nin²⁴, comme il devait bientôt assassiner à Mexico, Trotski lui-même. Mais le rouleau compresseur des défaites ouvrières était plus efficace encore.

En avril 1939, à l'interview faite par un militant noir américain, C.L.R. James, sur la faiblesse du mouvement français, Trotski répond que l'impuissance du mouvement tient d'abord à ce qu'il se développe en pleine phase de recul ouvrier, de dégénérescence de l'Internationale communiste et de l'U.R.S.S., après la terrible défaite de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., suivie de son extermination. Ceux qui vont contre le courant sont : [...] *toujours plus ou moins des outsiders, à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. Aussi la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est-elle pas à prédominance ouvrière.*

Pour la France, par exemple, il existe en outre une vieille tradition du mouvement ouvrier qui n'est pas sans rapport avec la composition sociale du pays, surtout dans le passé : d'un côté une mentalité petite-bourgeoise — l'individualisme — et de l'autre, un élan, une extraordinaire capacité d'improvisation.

[...] Notre organisation française souffre de la même maladie, le mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation et, bien entendu, en même temps, de l'absence des conditions qui permettraient l'improvisation. En outre, dans la mesure où la France a connu une montée ouvrière, elle s'est produite en liaison avec le Front populaire. Dans ce contexte, la défaite du Front populaire a constitué la preuve que nous avons raison, comme auparavant l'extermination des ouvriers chinois. Mais une défaite est une défaite, et elle se retourne directement contre les tendances révolutionnaires, au moins jusqu'à ce que se produise une nouvelle montée, à un niveau supérieur.

Trotski conclut :

[...] L'histoire a ses lois propres, très puissantes, plus puissantes même que nos propres conceptions de l'histoire. Aujourd'hui, en Europe, c'est la catastrophe, le déclin, l'extermination de tous les pays. Cela pèse lourdement sur les ouvriers. Ils voient d'un côté

toutes ces combinaisons diplomatiques, ces mouvements d'armées, et de l'autre un groupe minuscule avec un petit journal qui donne les explications. Or, le problème pour eux, c'est qu'ils vont être mobilisés demain, que leurs enfants peuvent être tués. Il y a une terrible disproportion entre la tâche et les moyens... Si la guerre éclate maintenant, et il semble qu'elle doive éclater, dans le premier mois nous perdrons les deux tiers des militants que nous avons en France aujourd'hui. Ils seront dispersés d'abord : jeunes, ils seront mobilisés ; mais subjectivement ils seront fidèles au mouvement. Quant à ceux qui ne seront ni arrêtés, ni mobilisés et qui resteront fidèles, peut-être trois ou quatre, je ne peux dire combien au juste, ils seront complètement isolés ²⁵.

Le Parti communiste français dans la guerre

Pendant les premières semaines de la guerre, le Parti communiste français se trouve dans une situation paradoxale. Affirmant sa solidarité avec le pacte Hitler-Staline, et la politique de l'U.R.S.S., il est en butte à une violente répression. Sa presse officielle est interdite. En même temps, le P.C.F. continue à proclamer sa volonté d'union sacrée. Ce qui reste de sa presse fait chorus avec la presse nationaliste. La première réserve apparaît dans *l'Humanité* du 7 septembre (publiée sous forme de tract) :

Mais le peuple français ne confond pas et ne confondra jamais le peuple allemand avec ses bourreaux qui, incapables de donner du pain aux ouvriers et aux paysans, veulent les faire tuer sur les champs de bataille. La France du Front populaire ne confond pas l'Allemagne de Beethoven, de Goethe, de Kant et de Schiller [le tract omet étrangement Marx et Engels] qu'elle admire et qu'elle aime, avec l'Allemagne des camps de concentration de l'hitlérisme.

L'équivoque ne peut pas être maintenue longtemps. Les alliés s'avèrent incapables d'aider l'armée polonaise. Hitler l'écrase en 26 jours. Conformément aux accords germano-soviétiques, l'Armée rouge est entrée à son tour en Pologne le 17 septembre et a « libéré » l'est du pays. Le 28 septembre, von Ribbentrop et Molotov signent une déclaration commune :

Le gouvernement du Reich et le gouvernement de l'Union soviétique, ayant réglé, par l'arrangement signé aujourd'hui, définitivement les questions qui découlent de la dissolution de l'État polonais, et ayant ainsi créé une base pour une paix durable en Europe orientale, expriment en commun l'opinion qu'il correspondrait aux véritables intérêts de toutes les nations de mettre fin à l'état de guerre qui existe entre l'Allemagne d'une part, la France et l'Angleterre d'autre part.

Les deux gouvernements entreprendront donc des efforts communs, le cas échéant, d'accord avec d'autres puissances amies, pour parvenir, le plus rapidement possible, à ce but.

Si toutefois les efforts des deux gouvernements restaient sans succès, le fait serait alors constaté que l'Angleterre et la France sont responsables de la continuation de la guerre.

Le Parti communiste, dissout le 26 septembre, amorce un nouveau tournant. Le 1^{er} octobre 1939, au nom du groupe parlementaire très déchiré, Florimond Bonte appuie dans une lettre à Herriot cette « offensive de paix » germano-soviétique (qui ne sera du reste connue que le 6 octobre par le discours de Hitler au Reichstag).

La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix. A la seule pensée que la paix prochaine pourrait être possible, une immense espérance soulève le peuple de notre pays, qu'angoisse la perspective d'une guerre longue et cruelle ... A peine a-t-on parlé de ces propositions de paix dues aux initiatives de l'U.R.S.S., qu'une presse dirigée a répondu avec ensemble : Non !

Est-il possible que des propositions de paix puissent être rejetées avant même que d'être connues et sans que la représentation nationale ait été consultée ?

Le 4 octobre, André Marty publie dans un hebdomadaire belge, *le Monde*, une lettre à Léon Blum, « Monsieur le conseiller d'État », dans laquelle il dénonce violemment la trahison des social-patriotes et le mensonge de l'Union sacrée :

L'actuelle guerre européenne est une guerre provoquée par deux groupes impérialistes dont chacun veut dépouiller l'autre ; par conséquent les ouvriers, les paysans, n'ont rien à voir dans cette affaire.

Dès lors, le Parti communiste s'engage délibérément dans la voie de défaitisme. Un tract de la première quinzaine d'octobre déclare : *Pas d'union sacrée !*

Les communistes ont toujours combattu et ils combattront sans relâche les hommes du grand capital, les de Wendel, les Schneider et autres marchands de canons pour qui la guerre est immanquablement une excellente affaire. L'union sacrée avec ces gens-là, l'union sacrée avec leurs agents, avec les La Roque, avec les Maurras et autres fascistes ?

Jamais ! jamais ! répond le peuple de France, laissant aux socialistes, à Léon Blum et à Paul Faure, le triste privilège de mériter les encouragements de tout ce joli monde pour leur campagne anti-communiste en attendant de connaître le sort des laquais, remerciés à coups de trique...

Les *Cahier du bolchévisme*, du deuxième trimestre 1939 (parus en janvier 1940) procèdent au réarmement politique du parti. On y re-

trouve une analyse des positions de Lénine dans la Première Guerre mondiale et une critique de l'orientation du P.C.F., jusqu'en octobre : *Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste.*

Cela voulait dire que l'on devait voter contre les crédits de guerre, créer des organisations révolutionnaires dans l'armée, encourager la fraternisation des soldats sur le front et organiser l'action des ouvriers et des paysans contre la guerre en transformant cette action en insurrection contre son gouvernement impérialiste.

Les Cahiers publient la lettre d'A. Marty et un appel du comité exécutif de l'Internationale communiste en octobre 1939. En fait, contrairement à Marty, cet appel établit bien une hiérarchie des responsabilités entre les deux camps et ne dit pas un mot du fascisme et de l'hitlérisme. Dimitrov précise :

A la première étape, l'Italie, l'Allemagne et le Japon ont directement fait figure d'agresseurs... Aujourd'hui les impérialistes de l'Angleterre et de la France ont engagé l'offensive ; ils ont jeté leurs peuples dans une guerre contre l'Allemagne [...] Cette différence entre agresseurs et agressés a disparu. Mieux, ce sont justement les impérialistes français et anglais qui font figure de partisans les plus zélés pour continuer à propager l'incendie de la guerre.

Le camp de la paix... c'est aujourd'hui celui de Hitler ! C'est ce que confirme sans ambages Molotov à la cinquième session du Soviet-suprême de l'U.R.S.S., le 31 octobre 1939 :

Si l'on parle aujourd'hui des grandes puissances européennes, l'Allemagne se trouve aujourd'hui dans la situation d'un État qui aspire à voir la cessation la plus rapide de la guerre, et à la paix, tandis que l'Angleterre et la France sont pour la continuation de la guerre et contre la conclusion de la paix.

Il s'ensuit qu'en Angleterre, de même qu'en France, les partisans de la guerre ont déclaré à l'Allemagne quelque chose comme une guerre idéologique qui rappelle les vieilles guerres de religions... Il est insensé, voire criminel, de mener une semblable guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en la couvrant du faux drapeau de la démocratie. Aujourd'hui nos relations avec l'État allemand ont pour base des rapports d'amitié, notre volonté de soutenir les aspirations de paix de l'Allemagne, et en même temps, notre désir de contribuer par tous les moyens au développement des relations économiques soviéto-allemandes à l'avantage des deux pays.

Tels sont les textes qui, comme le confirmera plus tard A. Lecœur²⁶, servent de bible aux communistes français. Peu à peu, dans la propagande communiste, disparaissent toutes les attaques contre Hitler. Par exemple, en février 1940, un tract du P.C.F. de la

région parisienne a pour titre : « Daladier-Chamberlain-Mussolini-Franco et Pie XII ». Comme on voit, Hitler n'est plus au nombre des ennemis. Le tract donne des consignes de sabotage :

Ouvriers, ne soyez pas complices de vos pires ennemis qui combattent, dans l'Union soviétique, le triomphe du socialisme sur un sixième du globe. Par tous les moyens appropriés, en mettant en œuvre toutes vos ressources d'intelligence et vos connaissances techniques, empêchez, retardez, rendez inutilisables les fabrications de guerre.

Effectivement, des sabotages ont lieu. Aux usines Farman, un jeune communiste, Roger Rambaud, et cinq ouvriers, provoquent l'explosion en vol des appareils : quatre d'entre eux sont condamnés à mort et trois exécutés à Bordeaux. Le défaitisme révolutionnaire se transforme en défaitisme tout court.

Pourtant les militants du P.C.F. ont le sentiment de renouer avec l'internationalisme de Lénine et de se battre pour la révolution. Au début de juin 1940, Léon Trotski rend hommage à leur courage : *En France, les staliniens font preuve de courage contre leur gouvernement. Ils sont toujours inspirés par Octobre. Ils constituent une sélection d'éléments révolutionnaires trompés par Moscou, mais honnêtes.*

La propagande du P.C.F. est relativement importante dans l'armée, où circulent *l'Humanité du soldat*, *la Liaison* (223^e R.I.), *Soldats de France* (Mayenne), *Ceux du 31^e* (Le Havre), *l'Étoile rouge* (Metz), *Cherbourg naval*. Elle appelle les soldats à se soulever et à fraterniser.

Les ouvriers et les ouvrières... les soldats promis au massacre pour le fer suédois, ou le pétrole roumain ne craignent pas la mort ! Ils préfèrent risquer la mort en luttant pour la fin du régime capitaliste de guerre et de misère que de mourir pour les industries ²⁷.

En fait, cette propagande a peu de portée. La presse a largement diffusé le télégramme de Staline à Ribbentrop en décembre 1939 : *L'amitié des peuples d'Allemagne et de l'Union soviétique, cimentée dans le sang, a toute raison d'être durable et solide.*

Quand Hitler occupe le Danemark et débarque en Norvège, Molotov déclare :

Le gouvernement soviétique comprend bien les mesures auxquelles l'Allemagne a été forcée. Nous souhaitons pour l'Allemagne un succès complet dans ses mesures de défense.

Dès lors, les masses populaires ne voient pas dans le P.C.F. l'avant-garde de la révolution, mais bien l'auxiliaire du camp hitlérien. C'est pourquoi le Parti communiste est coupé des milieux populaires qui lui faisaient confiance.

Le P.C.F. même est considérablement affaibli. Frappé jusque

dans son appareil par la scission de ses 22 parlementaires et par la répression, il a été abandonné par la plupart de ses adhérents. Il ne compte plus que quelques milliers de militants. Ses moyens matériels sont très réduits. Il ne peut plus se servir des moyens techniques des municipalités, des syndicats et des organisations légales.

Pourtant il n'a pas disparu « comme organisation de la classe ouvrière » ainsi que le pensent les trotskistes. Ses structures se sont maintenues. Pour ses militants, l'U.R.S.S. demeure le *deus ex machina* qui interviendra à coup sûr au service de la révolution. Ils restent à l'écoute de Radio-Moscou (et aussi sans doute du poste clandestin « radio-Humanité », qui sera dénoncé plus tard comme un poste hitlérien). Ils espèrent un prochain retournement de la situation ²⁸.

Les socialistes d'union nationale

A la S.F.I.O., personne ne remet en cause la « défense nationale ». Qu'ils soient pacifistes de gauche comme Zoretti, ou de droite comme P. Faure, partisans résolus de la guerre comme Zyromski ou hésitants comme Léon Blum, tous admettent le principe de l'union nationale. Dans cette union sacrée, les socialistes S.F.I.O. ne jouent que les seconds rôles. Ils ont laissé le Parlement muet se dessaisir de son privilège de déclarer la guerre. Le gouvernement Daladier exerce sa dictature réactionnaire et policière. La S.F.I.O. se contente de se plaindre de son refus de tout contrôle parlementaire.

Le 5 octobre, le groupe parlementaire prend une position publique pour la première fois. Son ordre du jour, voté par 115 voix contre 10 et 7 abstentions, vise à appuyer les propositions que fait Chamberlain de chercher la voie d'un compromis avec Hitler, en étudiant sérieusement les propositions de paix germano-russes. Une motion de synthèse commence par rappeler :

La France n'est entrée en guerre que pour remplir, vis-à-vis d'un peuple libre victime d'une abominable agression, le plus impérieux devoir de solidarité humaine.

Dès lors comment discuter sur la base des propositions germano-russes dont le premier point est la reconnaissance du partage de la Pologne ? C'est pourquoi l'ordre du jour : *réclame du gouvernement qu'il fasse connaître au monde les conditions économiques et politiques qui sont, pour les Français, les conditions de la paix* ¹⁸.

La marge de manœuvre est étroite.

Les socialistes ne disposent d'aucune initiative politique. Ils se bornent à assurer au gouvernement la docilité de la classe ouvrière et à fournir des procureurs contre les communistes. La S.F.I.O. approuve

pourtant avec gêne la répression anti-communiste. Après la dissolution du Parti communiste, Léon Blum écrit, le 27 septembre : *Sans applaudir, la majorité du Parti la trouvera naturelle, légitime.* Mais, il ajoute : *Je tiens la dissolution pour une faute. Alors que le P.C.F. restait accablé sous le poids de ses erreurs insensées, il va pouvoir porter le débat sur un tout autre terrain. La décomposition n'en sera pas précipitée, mais enrayée*¹⁸.

La Ligue des Droits de l'Homme émet des réserves sur la répression, le *Populaire* censure son communiqué. Après l'invasion de la Finlande par l'U.R.S.S., fin novembre, la S.F.I.O. durcit ses positions. Le groupe parlementaire vote en décembre la levée de l'immunité des parlementaires communistes, puis, en janvier, leur déchéance. Au Sénat, le S.F.I.O. Bachelet veut faire une exception pour Marcel Cachin en raison de ses mérites patriotiques ; mais Marx Dormoy intervient violemment en faveur de la déchéance.

A la chambre, le socialiste Barthélemy, rapporteur, déclarera le 20 février 1940 : *Thorez, Catelas et tant d'autres devraient, non pas subir les feux du peloton d'exécution, ce serait leur faire trop d'honneur, mais être passés sous le couperet de M. de Paris.* Le socialiste Sérol, devenu ministre de la justice, fera étendre la peine de mort aux « propagandistes des mots d'ordre de la III^e Internationale » (10 avril 1940).

La répression menace pourtant les socialistes eux-mêmes. Le *Populaire* se plaint de son interdiction de fait aux armées et de la partialité de la censure. En janvier 1940, les militants S.F.I.O. sont arrêtés pour « menées anti-nationales ». La conférence des secrétaires fédéraux qui se tient en février, se plaint « des abus de l'administration et de la police qui trouvent pratique de mettre dans le même sac socialistes et communistes ». Elle décide de « saisir le gouvernement des difficultés rencontrées par nos sections et nos fédérations pour se réunir »¹⁸.

Ces fédérations poussent souvent la logique de l'union sacrée jusqu'à son terme : leur propre disparition. L'historien de la S.F.I.O. écrit sans humour : *Certaines fédérations, dans un louable désir d'union nationale, décident d'interrompre complètement leurs activités. Au contraire l'administration de la S.F.I.O. tente de rester en contact avec les militants*¹⁸.

La S.F.I.O., comme le P.C.F., n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Dans les syndicats, les réformistes ont aussitôt sauté sur l'occa-

sion qui leur était offerte d'exclure les communistes, d'évincer leurs responsables et de s'emparer des leviers de commande.

Ils en profitent pour exclure tous leurs adversaires. La Fédération nationale des techniciens ne pouvait pas être taxée de complicité avec Moscou : elle avait condamné le pacte germano-russe, comme l'alliance anglo-franco-polonaise. Mais sa direction proclamait sa volonté de rester fidèle à son orientation de lutte de classe. La direction confédérale dissout la fédération sous le prétexte hypocrite de retard dans le paiement des cotisations.

Les syndicats ne se réunissent plus. Leurs effectifs se sont effondrés. La Fédération des métaux qui comptait près de 800 000 adhérents en 1937, n'en regroupe plus guère que 30 000 ²⁹.

Lorsque le décret du 10 novembre 1939 supprime l'élection des délégués et les remplace par des délégués « désignés par les organisations ouvrières légales les plus représentatives », la C.G.T. ne peut désigner de délégués que dans 200 établissements travaillant pour la défense nationale sur 10 000 entreprises.

En janvier 1940, un des nouveaux dirigeants de la C.G.T., Belin, est contraint à un constat d'échec, qu'il renouvelle deux mois plus tard : *L'action syndicale est réduite à peu de chose : elle ne produit pas de résultat ; elle est privée de son support, qui est la continuité de l'expression des sentiments ouvriers.*

C'est-à-dire que les ouvriers, s'ils ne croient plus au Parti communiste, ne se sentent pas représentés le moins du monde par les réformistes. Cela n'empêche pas ces derniers, restés officiellement les seuls porte-paroles de la classe ouvrière, de s'engager sans vergogne en son nom, dans une étroite collaboration avec le gouvernement et le patronat. Comme au cours de la Première Guerre mondiale, ils mènent cette politique au nom de la défense nationale mais, cette fois, ils soulignent à juste titre la continuité de leur action dans ce sens depuis 1936.

Une bonne illustration de cette politique est donnée par les accords de l'hôtel Majestic, signés au début d'octobre, par les représentants de la C.G.T. et du patronat, sous les auspices du ministre de l'Armement. Toute la presse exulte. *Le Temps* (la bourgeoisie faite journal) donne le ton :

Nous avons eu ce matin une bonne nouvelle, qui d'ailleurs ne nous a pas surpris. Sous les auspices du ministre des Armements, patrons et ouvriers se sont mis d'accord pour fournir aux armées de la République les moyens matériels d'une victoire acquise aux moindres souffrances pour tous. Ils viennent de signer ensemble une déclaration riche de sens et pleine d'un sentiment humain et patriotique. Charles Maurras, le leader de la royaliste Action française félicite ensemble les représentants syndicalistes et patronaux pour leur « excellente déclaration ».

L'enthousiasme n'est pas moins vif au *Populaire*. Léon Blum y va de sa larme émue : l'accord du Majestic lui rappelle celui de Matignon en 1936. Quant au « socialiste de gauche » Zyromski, sous le titre « la classe ouvrière dans la vie nationale », il écrit :

Il convient de souligner la déclaration faite par MM. Lambert, Ribot et Lente, et nos camarades Jouhaux et Chevalme, agissant en leur nom personnel, mais conscients d'exprimer les sentiments des milieux auxquels ils appartiennent. Nous avons formulé à plusieurs reprises, le souhait de voir s'établir entre les organisations syndicales et les pouvoirs publics, une collaboration confiante pour tout ce qui concerne la production de guerre et la vie économique du pays [...] Nous enregistrons avec satisfaction aujourd'hui cette déclaration [...] Nous le faisons d'autant plus volontiers que cette déclaration marque étroitement la liaison qui existe entre la défense nationale et le progrès social et humain.

L'opposition à cette politique d'union sacrée reste faible. *Le Réveil syndicaliste* des cercles Luttés de classe a interrompu sa parution en juillet. Seule la minorité de l'Enseignement s'exprime par la voix de *l'École émancipée* (n° 3 de 1939) qui ne publie pas d'autres numéros. La Fédération des techniciens publie une protestation contre l'union nationale : le bureau confédéral réformiste, comme nous l'avons vu, dissout cette fédération en décembre 1939.

Une nouvelle opposition se dessine. En novembre, paraît *Notre Syndicalisme*, une feuille éditée par des syndicalistes comme Guéneq, Tidone, Galli, Gourdin. Elle porte en manchette : « Ce n'est pas parce que *l'Humanité* a tort que *Syndicats* a raison ». Son manifeste se termine ainsi :

Le syndicalisme tel que nous le concevons [...] sera sans doute moins abstrait, moins théorique et moins pédant que celui de nos ronds de cuir, mais il entend poser vigoureusement le problème que les États vainqueurs de 1918 n'ont pas su résoudre : celui du prolétariat. Le régime russe, qui a édifié le prolétariat pour mieux l'asservir, lui répugne tout autant que la démagogie prolétaire des régimes de dictature. Il ne veut ni du bolchevisme ni du corporatisme. Il proclame que l'Europe de demain ne sera vraiment équitable et humaine que si les pays qui la composent prennent ensemble des mesures dont la première doit être... la suppression du salariat.

Tout cela reste bien flou. Les syndicalistes n'ont guère l'occasion de manifester leur opposition dans les actes. La classe ouvrière est démoralisée et paralysée. Cette démoralisation est due au comportement des deux grands partis qui la représentaient. La situation politique explique aussi la paralysie de toute action. La guerre est là, mais Hitler n'a pas renoncé à trouver un arrangement avec l'Angleterre. Aussi n'a-t-il pas gêné la mobilisation française. Quant à l'armée fran-

çaise, après une brève incursion en Sarre, elle reste sur ses positions. Les Alliés comptent sur la guerre d'usure et le blocus naval pour obliger l'Allemagne à céder.

Pendant des mois, la guerre à l'Ouest se borne à des patrouilles, à quelques coups de main entre le Rhin et la Moselle. Cette « drôle de guerre » ressemble à la drôle de paix qui la précédait. Les masques à gaz servent à transporter le casse-croûte.

La population n'est animée d'aucune ferveur patriotique. Rassurée, elle s'installe dans un régime de répression policière, à tout prendre plus confortable que ce qu'elle craignait. Les ouvriers voient allonger leur journée de travail, diminuer leur niveau de vie, supprimer leurs garanties ; mais ils ne protestent guère, de peur d'être mobilisés.

La presse communiste et trotskiste ne peut faire état que de rares mouvements : aux « Petites voitures d'Aubervilliers » les ouvriers quittent à 18 heures au lieu de 19 heures qu'on veut leur imposer. Dans une usine d'aviation, ils refusent de récupérer. Aux Compteurs de Montrouge, ils débrayent vingt minutes contre une retenue de 15 p. cent.

Les comités pour la IV^e Internationale

Plus que la répression, ce climat social paralyse l'action des internationalistes. Devant la puissance des appareils militaires en présence, toute lutte paraît dérisoire. Au moment de la déclaration de guerre, rares ont été les manifestations révolutionnaires. Nous n'avons connaissance que de deux interventions en province : 30 000 tracts à Marseille (où le P.S.O.P. est trotskiste) et quelques centaines d'affiches collées à Nantes par les J.S.O.P.³⁰.

Trotski avait été pessimiste en estimant qu'il ne resterait peut-être que trois ou quatre fidèles. Cependant la situation n'est pas brillante. Nombre de militants ont été mobilisés. Quelques-uns peuvent encore participer à l'action, comme J. Rous à Paris ou R. Filiâtre à Nantes. La plupart se trouve pratiquement coupés de l'organisation : l'orientation du reste est de ne pas les compromettre dans des actions mineures. A l'égard des emprisonnés, des règles strictes interdisent le contact direct. L'organisation compte peu d'ouvriers travaillant dans les entreprises de défense nationale : elle repose essentiellement sur les jeunes non-mobilisables et les femmes. Dans la région nantaise, par exemple, le P.S.O.P. a suivi les Comités, mais il est désormais réduit à un noyau restreint.

La répression contribue à cette désorganisation. Elle frappe parfois en raison de l'activité des Comités, par exemple dans la région parisienne. Souvent elle vise l'activité antérieure : à Paris, Marcel

Beaufrère est arrêté à l'assemblée d'information que le P.S.O.P. a eu la légèreté de convoquer le jour de la mobilisation générale ; en Bretagne, le responsable de Concarneau, Marc Bourrhis, est interné au camp de Châteaubriand, avec le maire communiste Pierre Gueguen qui rallie la IV^e Internationale. Les étrangers sont envoyés dans des camps d'internement : parmi eux les militants du P.O.U.M. et un membre du triangle de direction des Comités (Marcoux), remplacé par Marcel Gibelin.

Le mouvement souffre surtout de son caractère d'improvisation. Les relations clandestines ne sont sérieusement organisées qu'avec l'Ouest. Il faudra plusieurs mois pour les établir avec Bordeaux, Lyon et Marseille. L'appareil technique fonctionne mal. Le *Bulletin de la IV^e Internationale*, portant la date du 20 septembre, ne paraît qu'avec retard. La feuille d'agitation, *l'Étincelle*, n'est publiée, ronéotée sur quatre pages, que trois fois : en novembre, décembre, et sans doute janvier. En province, les militants doivent parfois la recopier à la main*. Quelques tracts nationaux seulement seront publiés dans les premiers mois de 1940.

Divisée en trois secteurs, la région parisienne fonctionne tant bien que mal**. A partir d'octobre, elle perd le contact avec le secteur est-parisien : la responsable décide de rompre***, en expliquant aux militants que l'organisation nationale a disparu ; elle publiera trois numéros d'un journal clandestin, *l'Ouvrier*, avant d'être arrêtée au début de 1940 ; la plupart des militants du secteur retrouveront le contact avec les Comités après l'arrivée des troupes allemandes.

Au début, les liaisons internationales sont maintenues. D'Oslo parvient le *Bulletin mensuel d'informations internationales*. Les Américains conservent le contact. Le *Bulletin de la IV^e Internationale* publie la déclaration de Trotski sur le pacte germano-russe et l'interview donné par Marceau Pivert au *Workers age* sur le même sujet, un appel des trotskistes d'Afrique du Sud, une dépêche du journal danois *Politiken* sur l'apparition des tracts « A bas Hitler et Staline ! Vive Trotski ! » dans les faubourgs communistes de Berlin. La liaison avec New York se fait à Paris, par l'intermédiaire du journaliste et poète américain Mangan. Bientôt les relations avec Oslo et New York se réduisent à un échange de lettres sous couvert du courrier familial : méthode primitive qui aboutit à un dialogue indéchiffrable. Les informations internationales données par *l'Étincelle* deviennent sujettes à caution : par exemple l'annonce d'une grève sur la ligne Siegfried.

* C'est ce que rapporte un militant ouvrier niçois, Ciabucci.

** Elle est dirigée par Maria Craipeau, P. Souzin et M. Gibelin.

*** « Rapport d'organisation » du groupe Lutte de classe.

En France, la poignée de militants des Comités est isolée. Pourtant *l'Étincelle* donne des informations assez nombreuses sur les usines parisiennes (Chausson, S.I.F.A., la Lorraine, les Mureaux, Gnome et Rhône) et sur le front (Daladier sifflé, refus d'obéissance au 31^e R.I., en Tunisie, à Kairouan). *L'Étincelle* fait état des résolutions contre l'Union sacrée de la minorité de l'Enseignement et de la Fédération des techniciens³⁰. Avec le *Bulletin de la IV^e Internationale*, elle attaque les scissionnistes des syndicats. Le second numéro dénonce la loi des suspects et l'internement des révolutionnaires et des communistes dans les camps, le chômage, la politique réformiste des syndicats et la dissolution de la Fédération des techniciens. Faute d'une insertion dans les masses populaires, la propagande s'en tient, dans l'ensemble à des généralités.

Pourtant, le *Bulletin de la IV^e Internationale* dépasse le rappel des principes. Dès le 18 septembre Gilbert (Yvon Craipeau) s'efforce de répondre aux arguments de la presse et aux inquiétudes des travailleurs :

La Deuxième Guerre mondiale n'était pas encore commencée que déjà ses protagonistes déclenchaient, par radio et bombardements de tracts, une gigantesque campagne de bourrage de crânes pour rejeter sur l'ennemi la responsabilité de la guerre. Hitler, à l'entendre, se préoccupe seulement de défendre la paix contre les provocations des militaristes polonais et l'encercllement britannique. Quant aux alliés anglo-franco-polonais, ils font la guerre seulement pour « consolider » la paix, menacée par un seul homme, Hitler.

L'article fait justice de ces « manœuvres de chancelleries » et montre que la guerre, impérialiste, vise au partage des débouchés, Hitler ayant été mis au pouvoir par le capitalisme international. Il explique qu'en fait, la guerre est commencée depuis l'invasion de l'Éthiopie.

L'article analyse « l'erreur des pacifistes » qui ont cru que la guerre était un phénomène particulier, causé par les interventions des « bellicistes ». En régime capitaliste, toute paix ne saurait être qu'une « permission de détente ». Si Hitler l'emportait, ce qui est hautement improbable, les problèmes nationaux, loin d'être réglés, seraient portés à leur paroxysme d'acuité, comme on le voit déjà par l'exemple tchèque.

Après avoir brossé le tableau de l'Union sacrée en 1939 — à laquelle le P.C.F. s'efforce encore de participer, l'article montre que la guerre n'est ni une lutte contre l'agresseur, ni une guerre pour la liberté et la démocratie contre le fascisme.

Les phrases sur le refus d'obéissance, le sabotage ou l'insurrection contre la guerre n'ont pas tenu un seul instant devant la réalité de la guerre. Comme nous l'avions prévu, la vague chauvine a déferlé.

Mais la situation n'est pas celle de 1914. Les nationalistes sont contraints à la réserve.

Il ne faut pas compter sur de grandes luttes ouvrières avant des mois. La ranceur sera d'abord mobilisée contre les mercantis et les profiteurs de guerre. La propagande doit faire mûrir dans les masses cette idée : nous faisons la guerre pour les dividendes capitalistes.

Il ne fait pas de doute que « la marée montante de la classe ouvrière, au milieu des privations, des bombardements et des massacres gigantesques » conduit vers une révolution prolétarienne.

Typique est cette apostrophe que Match, cet intelligent hebdomadaire bourgeois, met dans la bouche de Coulondre, ambassadeur de France à Berlin : Coulondre aurait lancé à Hitler, pour conclure : le véritable vainqueur ne sera pas Staline, mais Trotski.

Encore faut-il que se construise un parti révolutionnaire. Le P.S.O.P. s'est montré carent. S'il persiste à se maintenir dans la « survivance de l'idéologie et des méthodes social-démocrates d'organisation [...] il disparaîtra de la scène ».

L'impotent bureau de Londres n'est pas capable de diriger la révolution. Il faut construire la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. L'article se termine par une citation optimiste de Trotski :

*Malgré son extrême faiblesse, la situation de l'avant-garde révolutionnaire est incomparablement plus favorable qu'il y a 25 ans*³¹.

Pour le moment les révolutionnaires n'ont pas d'écho. Ils s'y attendaient. L'article a pour titre « Contre le courant ». Ils comptent sur une longue guerre d'usure pour faire mûrir la situation révolutionnaire de part et d'autre de la ligne de feu.

Le front de l'Ouest enfoncé

Effectivement, au début de 1940, la situation semble devoir s'éterniser. Le délégué du gouvernement américain, Summer Wells, parcourt les capitales européennes pour trouver les bases d'un compromis. C'est un échec. Pourtant la bourgeoisie française n'est pas pressée d'engager les hostilités contre Hitler. En mars, elle s'oriente plutôt vers une guerre contre l'U.R.S.S. qui vient de forcer la Finlande à des concessions territoriales ; elle cherche à utiliser la Turquie comme base d'attaque. Ce sont de tels projets que l'on discute au cours des débats parlementaires en comité secret. Le procès des députés communistes s'inscrit dans cette perspective.

Pour la première fois, les socialistes ont pu prendre une initiative politique, en s'unissant à la droite pour renverser Daladier, qui n'a pas

tenu sa promesse d'aider la Finlande. La Chambre étant réunie en comité secret, il n'obtient que 256 voix : 283 députés socialistes et réactionnaires s'abstiennent. Il doit démissionner. Le nationaliste Paul Reynaud prend la tête d'un gouvernement qui compte six S.F.I.O. Il n'eut, avoue-t-il lui-même, pas de collaborateurs plus dévoués¹⁸.

En avril, Hitler occupe le Danemark et entre en Norvège. Le gouvernement français riposte en envoyant un corps expéditionnaire à Narvik. « La route du fer est coupée », déclare Paul Reynaud qui recueille un vote d'unanimité au Parlement. Mais l'expédition fait long feu. Hitler occupe toute la Norvège et y installe le gouvernement fantoche de Quisling. Les Anglais n'ont pu se maintenir qu'en Islande. Le 9 mai, Paul Reynaud élargit son cabinet à l'extrême droite.

Brusquement le 10 mai, Hitler déclenche la guerre-éclair à l'Ouest. C'est la fin de la « drôle de guerre ». Il occupe les Pays-Bas en cinq jours, la Belgique en dix jours. Les armées anglaises réussissent difficilement à se rembarquer à Dunkerque avec une partie des troupes françaises.

L'impuissance de l'état-major est patente. Paris est menacé. La désorganisation du commandement éclate à tous les échelons. Cette fois, la défaite ne fait plus de doute.

Le 12 mai, le conseil national de la S.F.I.O. proclame :
*La volonté du parti de participer tout entier à l'exaltation des forces françaises assemblées pour briser l'agression, pour protéger le territoire national, pour assurer l'indépendance des peuples, pour réaliser les justes desseins de la France éternelle*¹⁸.

Le 19 et le 20 mai, Paul Reynaud remanie complètement son cabinet. Le 20, Pétain devient ministre d'État et vice-président du Conseil, Blum écrit que ce remaniement « ne peut que porter au plus haut le potentiel du pays en guerre ».

La débâcle se précipite. Du 5 au 9 juin, le nouveau front s'effondre. Le flot des réfugiés se répand vers le sud. Le 10, G. Mandel décide l'évacuation des prisons : certains militants, comme Jaquier, en profiteront pour s'évader.

Un tract des Comités pour la IV^e Internationale appelle les soldats à prendre en mains la direction de leurs unités et à s'efforcer d'assurer eux-mêmes la défense de la capitale contre Hitler. En s'emparant du pouvoir à l'armée, ils inciteraient les travailleurs à renverser le pouvoir chancelant de la bourgeoisie : la guerre changerait de nature. Mais la poignée de trotskistes ne dispose d'aucun moyen pour se faire entendre des régiments. Les soldats remplacent çà et là dans le commandement les officiers incapables ; la grande masse ne pense qu'à tirer son épingle du jeu. On n'écoute pas davantage les communistes.

Paris est déclarée ville ouverte et le gouvernement se réfugie à

Bordeaux. Radio-Komintern donne comme consigne aux communistes :

Ne pas quitter Paris quoi qu'il arrive ; faire paraître l'Humanité légalement aussitôt l'entrée des troupes allemandes, qui se trouveraient ainsi devant le fait accompli.

Pourtant, le centre clandestin du P.C.F. se transfère à Bordeaux comme le Parlement. Il s'agit d'être prêt du pouvoir pour assurer éventuellement sa succession. Un tract du P.C.F. appelle à remplacer le gouvernement Reynaud par un gouvernement qui, reprenant les thèmes de la lettre à Herriot, ait qualité pour faire la paix en s'appuyant sur l'Union Soviétique. Les communistes espèrent imposer un gouvernement Maurice Thorez à la faveur de la défaite, grâce à la pression de l'U.R.S.S. Le mot d'ordre en a été lancé dès avril par le chef du parti.

Notre pays mérite un autre sort que celui d'être cité comme exemple de la réaction et comme dominion de l'Angleterre.

Le gouvernement que veut le pays n'est pas celui des Pitt et Cobourg. C'est un gouvernement de paix, s'appuyant sur les masses populaires donnant des garanties contre la réaction, assurant la collaboration avec l'Union soviétique pour le rétablissement de la paix générale. Seul un tel gouvernement assurera l'indépendance de notre pays, en le libérant de la tutelle des agents du capital français et anglais ³².

On remarque qu'il n'est pas fait allusion à la tutelle du capitalisme allemand ni à Hitler. Mais au moment de l'offensive hitlérienne, *l'Humanité* change de ton. On ne peut compter sur un soulèvement de l'armée et de la population qu'en utilisant la rancœur contre l'impuissance du gouvernement et la puissance du sentiment anti-fasciste. Le 17 mai 1940, *l'Humanité* titre : « Pour sauver notre pays et notre peuple de la misère, de la ruine et de la mort ». Dénonçant les capitalistes aidés par la trahison des chefs sociaux-démocrates et des traîtres de la C.G.T., elle poursuit :

Par égoïsme de classe, ils ont renforcé le fascisme international. Pour écraser le front populaire en Espagne, ils ont aidé Hitler et Mussolini à écraser la république espagnole. A Munich, ils ont sacrifié la Tchécoslovaquie, livrant à l'Allemagne hitlérienne 1 500 avions, [...]

Pendant plusieurs années, des hommes politiques qui sont aujourd'hui dans les rouages gouvernementaux n'ont cessé de flirter avec Hitler, le considérant comme le gendarme défendant le capitalisme contre le mouvement ouvrier [...]

Tous ces gens préparaient la guerre, mais ils espéraient qu'elle commencerait entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. C'est pourquoi ils ont tout fait pour empêcher l'entente avec l'Union soviétique qui eût empêché pour un moment au moins, la guerre [...]

La V^e colonne des agents du capitalisme et du fascisme est intacte dans notre pays.

Certains comptent sur un soulèvement populaire. Un tract de Bordeaux déclare :

Ouvriers, ouvrières, organisez les milices du peuple et désarmez les ligues réactionnaires.

L'Humanité du 20 juin proclame : « Vive la paix pour la révolution ! » En fait, aucun mouvement populaire ne répond à ces proclamations.

A Paris, vers le 18 juin, on s'imagine encore que le front pourra se stabiliser sur la Loire. Le sud du pays risquerait alors de devenir un bouillon de culture révolutionnaire.

Dans Paris désert, une rencontre a lieu entre représentants des Comités et l'ancien groupe de *la Commune* : ces derniers* proposent de profiter du désordre pour s'emparer d'un poste de radio et proclamer symboliquement un gouvernement révolutionnaire. C'est nager dans l'irréalité. Les militants des Comités s'emparent plus prosaïquement d'une ronéo et d'une machine à écrire qu'ils évacuent sur Nantes, nouvelle base de repli. Là, ils trouvent une situation étrange. L'organisation nantaise est galvanisée, persuadée que la révolution va suivre de peu la défaite**. Une machine à écrire et une ronéo, curieusement cachées dans des arbres, servent à éditer des tracts appelant les soldats allemands à se retourner contre Hitler. Les responsables s'emploient à doucher les espoirs fallacieux et à mettre fin à une agitation aussi inutile que dangereuse.

Il n'est pas étonnant que les militants aient été déconcertés par les événements. Les gouvernants alliés le sont aussi. Les Anglais s'efforcent en vain de maintenir les Français dans la guerre. Churchill fait au gouvernement français une proposition extraordinaire de la part de la Grande-Bretagne : unifier les deux pays avec un Parlement et un gouvernement commun. Le 18 juin, un général à peu près inconnu lance à la radio de Londres, un appel à continuer la guerre, que peu d'auditeurs entendront.

Mais les jeux sont faits. Le 16 juin, Pétain a remplacé Reynaud. Il « embarque » deux ministres S.F.I.O. dans son gouvernement. Sous la pression du général Weygand, la majorité des socialistes abandonnent toute idée de résistance. Le 22 juin, le gouvernement Pétain signe l'armistice. Une nouvelle période commence : l'Occupation.

* La rencontre a eu lieu entre Gailledrat et Prager (*la Commune*), Gibelin et Craipeau (*l'Étincelle*).

** Fred Zeller, venu de Paris, avait galvanisé l'organisation nantaise sur cette perspective. Il n'allait pas tarder à passer à un autre extrême.

CHAPITRE III

Le temps de la confusion

L'attitude des socialistes et des communistes après la victoire de Hitler

La classe ouvrière n'a pas profité de la défaite pour prendre le pouvoir, elle est atomisée, démoralisée, et, qui plus est, son avant-garde a perdu toute boussole. C'est le temps de la grande confusion.

La majorité des députés socialistes S.F.I.O. a voté pour Pétain. Le 10 juillet 1940, avec la majorité de ce qui fut la Chambre du Front populaire, ils lui ont délégué tous les pouvoirs pour instaurer l'État français, mettant ainsi fin, eux-mêmes, au régime républicain. Une fraction importante des réformistes de la C.G.T. après avoir baillonné la classe ouvrière, sous prétexte des nécessités de l'union sacrée pour la guerre, s'engage au service du nouveau régime de collaboration avec Hitler. Belin à leur tête, elle s'emploiera à remplacer les syndicats par le corporatisme.

Il faudra attendre octobre (après l'échec des projets allemands d'invasion de la Grande-Bretagne) pour qu'apparaisse la première feuille des socialistes S.F.I.O. « résistants », *l'Homme libre* de Lebas et Augustin Laurent, dans le Nord, en même temps que les premières publications gaullistes (*Pantagruel*, *Notre droit*, *En captivité*), dont elle ne se distingue en rien³³.

Quant au Parti communiste, il rêve toujours d'un gouvernement Maurice Thorez. Le 17 juin, Molotov a adressé à von Schulenburg, ambassadeur d'Allemagne, « les plus vives félicitations du gouvernement soviétique pour le magnifique succès de l'armée allemande ».

Le même jour *l'Humanité* clandestine paraît, avec en exergue, « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » en français et en allemand. C'est pour exiger la rupture avec l'Angleterre et un gouvernement populaire imposant la paix³⁴.

Est-ce que la Cité de Londres obtiendra la continuation du massacre de nos frères et de nos fils ?... Ou la volonté du peuple de France

obtiendra-t-elle gain de cause ? C'est du peuple lui-même que dépend la réponse. Par notre action nous devons imposer une paix dans la sécurité, en exigeant par tous les moyens qu'un gouvernement s'appuyant sur les masses populaires, s'entende avec l'U.R.S.S. pour le rétablissement de la paix générale dans le monde.

La formule est la même qu'avant la débâcle, sauf qu'ont disparu « les dispositions contre la réaction » et la revendication de l'indépendance. Le même jour, deux responsables du parti, Denise Ginollin et Maurice Tréand, engagent avec les autorités allemandes des pourparlers pour la publication légale de *l'Humanité*.

Les émissaires du parti sont arrêtés par la police française ; la Gestapo les fait libérer et les tractations reprennent le 25 juin. La lettre du P.C.F. à la Propaganda-Staffel — dont Auguste Lecœur affirme qu'elle était rédigée par Jacques Duclos³⁵ — présente ainsi la politique que poursuivait *l'Humanité* devenue légale :

L'Humanité publiée par nous se fixerait pour tâche de dénoncer les agissements des agents de l'impérialisme britannique, qui veulent entrainer les colonies françaises dans la guerre, et d'appeler les peuples coloniaux à la lutte pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes.

L'Humanité publiée par nous se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique, qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable³⁶.

« L'appel au peuple de Paris » du 25 juin en reprend les termes : *C'est en vain que les agents de l'impérialisme britannique essayent maintenant de persuader le peuple de France qu'il doit poursuivre la guerre pour le compte des financiers de la Cité [...]*

Le gouvernement que le pays attend et que les événements imposent c'est un gouvernement populaire, démocratique, s'appuyant sur le peuple, lui inspirant confiance, lui donnant les raisons de travailler et d'espérer, un gouvernement de lutte contre la ploutocratie³⁷.

Au cours des discussions sur la parution légale de la presse communiste, des difficultés s'élèvent sur le titre et l'emblème du parti. Le P.C.F. espère les tourner en publiant *Ce soir* au lieu de *L'Humanité*. En attendant, il adapte son langage et donne des gages de bonne volonté.

Pendant le mois de juillet, il appelle les Parisiens à envoyer au conseil restreint qui remplace le conseil municipal « pétitions et lettres individuelles ». *L'Humanité* attaque Pétain et Laval, en leur reprochant de ne pas savoir remettre « La France au travail », comme le réclame l'occupant qui veut utiliser les ressources du pays pour la guerre.

Ainsi le 7 juillet sous le titre :

A bas le gouvernement des pourris !

Les ploutocrates après avoir conduit la France à la guerre et à la défaite se préparent à la réduire en esclavage... On parle beaucoup de remettre la France au travail, mais ça n'avance pas ; ce n'est pas l'attitude du gouvernement de Vichy qui va donner le coup de volant nécessaire [...] Il faut à la France, non un gouvernement de « pourris », mais... un gouvernement qui fera rendre gorge aux ploutocrates et donnera à tous du travail et du pain.

Dans le même temps, elle encourage les travailleurs à fraterniser avec les soldats allemands :

Il est particulièrement réconfortant, en ces temps de malheur, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistro du coin. Bravo camarades, continuez, même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. La fraternité des peuples ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité vivante³⁸.

Comme on voit, il ne s'agit nullement d'appeler les soldats allemands à s'opposer à Hitler, mais bien d'affirmer la « fraternité des peuples » avec l'armée de Hitler.

En effet, *l'Humanité* attaque le gouvernement de Vichy, mais elle n'écrit pas un mot, pendant plusieurs mois contre les Hitlériens. Le 4 janvier 1941 seulement elle se risquera à écrire « les bavardages de Messieurs les Occupants servent tout simplement à cacher la triste réalité capitaliste ».

Dans un pays occupé et écrasé par l'armée hitlérienne, *l'Humanité* réussit ce tour de force de ne pas mentionner une fois des mots comme Hitler, nazis ou hitlérisme. Elle ne rompra avec cette consigne que le 18 mai 1941 pour relater une manifestation « contre Brinon et Hitler ».

Le P.C.F. s'efforce de devenir légal. Il donne à ses élus la consigne de tenir légalement leurs permanences. Résultats : ils sont arrêtés. *L'Humanité* du 2 août 1940 se plaint :

On a arrêté Grandel, conseiller général de la Seine qui recevait ses électeurs, le camarade Dumont, cinq conseillers de Montreuil ...

Cela n'empêche pas, le même jour de se réjouir de voir appliquer ses consignes de délégations auprès du représentant de Vichy.

En janvier 1941, encore, on verra les communistes de Villejuif se renseigner auprès de la Gestapo pour savoir si les communistes poursuivis par la police française peuvent se réfugier à la Kommandantur. Après la Libération, le dirigeant communiste Tillon fera ainsi la critique de cette tactique :

Concrètement, ce fut une erreur dans la région parisienne, de laisser

de nombreux militants communistes sortir de l'illégalité, s'offrir au repérage policier, comme s'il pouvait exister une légalité pour les communistes sous une occupation fasciste.*

Les historiens du P.C.F., après la Libération, font état d'un manifeste de Maurice Thorez et de Jacques Duclos, daté du 10 juillet 1940, et qui comprend la fière formule : « Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves ». Cet appel aurait « joué un rôle décisif dans la naissance et l'organisation de la Résistance »³⁹. Certains ont constaté qu'il y est fait référence à des faits ultérieurs au 10 juillet. En tout cas la collection de *l'Humanité* ne mentionne nulle part l'existence d'un tel appel. Et l'orientation de l'organe central est très différente, au moins jusqu'en février-mars 1941.

Marceau Pivert offre à De Gaulle sa « dynamite révolutionnaire »

Il ne subsiste pratiquement plus du P.S.O.P. que sa « délégation à l'étranger », c'est-à-dire Daniel Guérin isolé à Oslo, qui bientôt regagnera la France et Marceau Pivert aux U.S.A. Or, Marceau Pivert se distingue par une démarche significative. Le 25 juin, répondant à l'appel du général De Gaulle, il lui propose sa collaboration : *Sans doute vos méthodes de lutte sont nécessairement très différentes de celles que nous préconisons : la force militaire est votre spécialité ; vous disposez de moyens matériels puissants ; mais vous venez de vous rendre compte vous-mêmes que la force se brise si elle n'est pas au service d'une cause clairement définie.*

Précisément Marceau Pivert dispose des moyens qui manquent à De Gaulle. Il met à son service : « quelques parcelles d'une dynamite politique qu'il croit être efficace »⁴⁰. Concrètement il s'agit de faire jeter en Allemagne, par les avions alliés, le texte (en allemand et en français) de « l'appel du Front ouvrier international contre la guerre ». *Ainsi pourrait se développer le mouvement de fraternisation révolutionnaire que nous croyons encore possible à travers les atrocités*

* Charles Tillon : *Les F.T.P.* (éd. 10/18). Le terme de « laisser » est évidemment un euphémisme. Plus tard, Tillon s'exprime plus explicitement :

Les hésitations qui avaient suivi le pacte germano-soviétique, l'imprécision des directives de l'Internationale qui ne poussaient pas à la lutte contre les nazis mais prescrivaient de s'en accommoder et de ne pas « exciter l'animal », de ne pas faire d'histoires, tout cela ajoutait au désarroi d'un parti contraint à la clandestinité depuis septembre 1939, persécuté et désorganisé. D'où les erreurs qui furent commises, comme en juillet 1940, les démarches des dirigeants du Parti communiste auprès des Allemands, pour obtenir de faire reparaitre l'Humanité ; d'où aussi la « décision de faire sortir » les militants communistes de la clandestinité, comme s'il pouvait y avoir une légalité pour les communistes sous une occupation fasciste.

Interview à *Que faire ?*, n° 4, juillet 1970.

souffrances que la guerre impose à tous les travailleurs vaincus et vainqueurs.*

Marceau Pivert avoue ne pas être certain que sa proposition sera acceptée :

Je n'ignore pas le risque d'incompréhension que comporte cette communication... Je sais que les formidables intérêts qui sont en jeu peuvent rendre vaine la présente lettre.

Mais il fait appel « au sens des réalités » de son interlocuteur. La réponse de De Gaulle est intéressante :

Bien que nous ne suivions pas évidemment la même voie et que les moyens que vous et moi voulons utiliser pour combattre l'ennemi ne soient pas les mêmes, je note avec attention votre volonté de combattre Hitler et Mussolini momentanément triomphants.

Le chef de « La France libre » entend bien que la collaboration des socialistes « révolutionnaires » s'établisse par leur ralliement pur et simple aux objectifs et aux méthodes de la bourgeoisie française qu'il représente.

Le 18 août 1940, Marceau Pivert répond à De Gaulle :

J'ai eu le grand plaisir de recevoir l'accusé de réception de ma précédente lettre mais je suis navré de n'y trouver aucune réponse précise relativement à la suggestion que je vous ai faite ... ⁴⁰.

Il donne un cours de politique socialiste à De Gaulle, pour lui montrer qu'il a tort de négliger sa proposition. Puis il ajoute :
La direction de mon parti m'assure que rien n'est perdu définitive-*

* Cet appel avait été composé à l'avance, dès 1838. Mais il n'était pas connu en France. Il proclamait notamment :

Nous sommes vos frères de classe et nous vous adressons à votre conscience de travailleurs. Nos militants groupés dans le Front Ouvrier International contre la guerre, luttent, depuis le début de cette guerre, contre leur propre impérialisme.

C'est pour cela que, dans les métropoles comme aux colonies, ils se voient persécutés, condamnés, incarcérés et même exécutés par les gouvernements qui se disputent l'hégémonie mondiale.

Camarades ! Nous voulons vous parler comme l'auraient fait vos grands disparus : Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, symboles universellement admirés par le prolétariat révolutionnaire international. A aucun moment notre voix ne s'est confondue avec celle des bandits impérialistes qui ont provoqué la guerre actuelle. Depuis le premier instant, nous nous sommes levés contre les impérialistes de Londres et de Paris, de même que contre les dictatures sanglantes de Berlin et de Moscou.

Nous sommes le troisième camp, le camp des opprimés de tous les pays, le camp de ceux qui meurent pour rien, le camp des veuves et des orphelins, le camp des esclaves coloniaux qui se disputent les négriers modernes, le camp des affamés et des miséreux. Le camp de la révolution socialiste mondiale.

Votre Führer vous conduit à la plus stérile des victoires... Mais pour combien de temps ?... Arrêtez le massacre ! Débarrassez-vous de vos maîtres ! Tendez aux ouvriers et aux paysans des autres pays une main fraternelle...

(Texte in extenso dans le *Mémorial de l'Insurgé et Front Populaire* de Daniel Guérin).

* En fait il n'y a plus à cette époque de « direction » du P.S.O.P. Suzanne Nicolitch est complètement isolée. Elle ne retrouvera que plus tard des contacts dans la région lyonnaise, comme le

ment. Les hommes qui possèdent l'idée politique salvatrice (sic) ne sont faibles et impuissants que dans la mesure où leur font défaut les moyens matériels et les armes dont vous pouvez disposer. Préférez-vous abandonner ces masses ouvrières et paysannes, trahies, mais non vaincues, à la propagande des staliniens, des doriotistes ou de M. Déat qui, eux, disposent de puissants moyens de propagande ?

Il suggère une entrevue avec F. Broakway, leader de l'Indépendant Labour Party.

Marceau Pivert affirme que De Gaulle s'est effectivement entretenu avec Mac Lair, secrétaire de l'I.L.P., mais n'a pas été favorable à la diffusion de l'appel. Cependant la B.B.C. en aurait diffusé des extraits⁴⁰.

En France, où le P.S.O.P. a disparu, l'influence directe de cette correspondance reste nulle. Elle n'alimentera de polémiques qu'aux U.S.A. Mais elle est significative de la confusion qui règne même chez ceux qui disposent d'un certain recul. Chez les anciens militants du P.S.O.P., la pression gaulliste se fera tout de suite très forte. Bon nombre d'entre eux se rallieront purement et simplement au gaullisme, comme Weill-Curiel, dès août 1940.

En 1941, nous verrons Suzanne Nicolitch et la franc-maçonnerie lyonnaise envoyer un message au « frère » Franklin Roosevelt, pour l'adjurer d'intervenir dans la guerre.

Le Mouvement national révolutionnaire

La confusion n'épargne pas la petite avant-garde socialiste-révolutionnaire et trotskiste. Elle se manifeste d'abord par un curieux regroupement qui s'opère, dès la fin du mois de juin, entre des militants du P.S.O.P. (M. Jaquier, L. Weitz, H. Barré, M. Lissansky, L'Admiral) des militants ouvriers comme Miasnikov, de l'opposition ouvrière russe, et Consani, des maximalistes italiens, des bergerystes (Rebeyrolles, Pouderoux, Hytte, Pérez) et quelques trotskistes (Claire, F. Zeller). L'inspirateur en est J. Rous. Pour lui, la victoire de Hitler est désormais un fait acquis. Elle n'est pas fortuite, mais représente la forme réelle, par bien des côtés barbares, que revêt la transformation de la société capitaliste. Cela conduit à une révision totale des perspectives et du programme socialiste. On peut tenter de résumer ces thèses comme suit, en s'aidant de « l'esquisse d'une théorie de la révolution nationale française » publiée dans le premier numéro de *La Révolution française* :

montre le *Mémorial*. Mais Marceau Pivert l'ignore sans doute. De même les trotskistes immigrés aux U.S.A. qui consacreront au fantôme du « centrisme pivertiste » plusieurs numéros de *la Vérité* qu'ils éditent à New York.

La défaite de la révolution prolétarienne classique ne signifie pas [...] que nous assistions a contrario à la victoire de l'antagoniste naturel du prolétariat, le capitalisme financier international. En effet, la fin du capitalisme n'était pas seulement inscrite dans les perspectives marxistes ou léninistes. Elle est inscrite dans la dure réalité. A défaut du socialisme universel, authentique, c'est une autre société, dépassant le capitalisme classique qui exprimera à son tour et à sa manière les exigences de l'évolution économique et sociale. Elle est la seule explication sérieuse de la forme anti-capitaliste qui frappe dans l'existence des phénomènes européens dits totalitaires. Ces derniers furent bien, à l'origine, soutenus par les capitalistes qui croyaient ainsi sauver leur dictature classique de la société. Mais ils ne tardèrent pas eux-mêmes à dépasser le capitalisme, sous la forme d'un régime où l'État, le parti se substituant aux fonctions du capitalisme financier classique, tout en laissant subsister et même en favorisant certaines formes du capitalisme ainsi que le favoritisme et l'exploitation à un degré incomparablement plus élevé que le socialisme naissant adoptent une forme progressive de gestion économique, empruntée à l'arsenal du socialisme, dans le cadre d'une économie en recul par rapport au capitalisme florissant.

Dans cette société nouvelle subsistent des traits du capitalisme essayant de survivre à sa décomposition, ainsi que des traits du socialisme en devenir. Enfin, dans le cadre d'intérêts nationaux, cette économie engendre inévitablement l'oppression nationale d'autres peuples. Il faut faire vivre cette société au travers de cette évolution sociale, sans quoi elle ne produira rien d'autre que la barbarie pure et simple. En conclusion, cette réalité, cette exigence de la société d'aujourd'hui impose impérieusement comme tâche première et capitale, l'existence d'un groupe conscient ou parti national de révolutionnaires, issus du peuple, en particulier de sa jeunesse, qui prenne en mains non pas seulement les destinées d'une seule classe, mais de la société et de la nation tout entière...

L'axe de marche d'un tel mouvement, étant donné le dépassement de la bourgeoisie et malgré l'impuissance relativement accrue du prolétariat, ne peut être que « socialiste » et prolétarien en définitive, car tel est le besoin essentiel de la société. Mais cette évolution résume et comporte l'intérêt de toute la société qui continue à se composer de classes... Le redressement national et social de la France doit être conçu comme l'entreprise de toute une génération en vue de féconder d'une grande nation une Europe qui ne sera nouvelle que si elle est débarrassée de l'oppression nationale ⁴¹.

Telles sont les bases essentielles du Mouvement national révolutionnaire. Il adopte comme devise : « Collaborer ? Oui, mais pas

sous la botte ». « Ni Vichy, ni Londres, ni Berlin, ni Moscou ! ». Là dessus, il cherche des alliés et des partisans : il a gagné un groupe de bergerystes qui condamnent le ralliement de Bergery à Pétain, mais escomptent (en vain) qu'il leur fournira des subsides. Des contacts sont pris avec Marcel Giton, Paul Faure, même Loustanaou-Lacau et un groupe de colonels. Selon le *Mémorial de l'Insurgé* des contacts ont même été pris « au nom du P.S.O.P. » avec Vichy. Maurice Jaquier le conteste. En tout cas, s'ils ont eu lieu, ils se sont avérés aussi vains que ceux de Pivert auprès de De Gaulle.

Le groupe établit le contact avec des socialistes S.F.I.O. (Tanguy-Prigent, H. Sellier, maire de Suresnes), les Auberges de jeunesse, le Haut Commissariat de lutte contre le chômage (R. Guillou, Jarry), des militaires (colonel Lhermitte, et plus tard des officiers de l'Armée secrète), des syndicalistes (Le Bourre, Poulet). Il poursuit des activités clandestines sous le couvert d'« Amis de la musique »⁴².

Le bulletin du M.N.R., *la Révolution française*, paraît clandestinement en juillet, août et septembre 1940. En mars 1941 est publié un nouveau bulletin « à faire circuler sous le manteau », *le Combat national révolutionnaire* qui vivra trois mois. Son dernier numéro est daté de juin 1941.

Comment des socialistes et communistes révolutionnaires évidemment honnêtes et intègres, ont-ils pu échaffauder une pareille théorie ? En fait, ils ne sont pas seuls dans le mouvement ouvrier à considérer comme définitive la victoire de Hitler. C'est l'opinion de la majorité des Européens. C'est aussi sur cette certitude que le Parti communiste établit sa stratégie. Quant à la solidarité du système soviétique et de la dictature hitlérienne, nous avons vu que les dirigeants soviétiques l'ont eux-mêmes proclamée*, même s'il ne faut pas prendre ces proclamations à la lettre, pas plus que celles de leur solidarité avec les démocraties, jusqu'en 1939 et après 1941. Avant la guerre, l'Italien Bruno Rizzi avait déjà établi toute une théorie sur cette parenté des sociétés bureaucratiques qui menaçaient de devenir l'évolution de la société humaine⁴³. A l'époque où se forme le M.N.R., l'Américain Burnham plagie Rizzi en précisant que cette évolution est non seulement inévitable mais souhaitable : Léon Blum préfacera élogieusement la traduction française de son livre *the Managerial Revolution*, quand il sera publié après la guerre⁴⁴. Des hommes comme Rous, Claire ou Zeller avaient toujours défendu l'orthodoxie trotskiste sur « l'État ouvrier », contre les thèses du « collectivisme bureaucratique »** : Mais

* Voir les déclarations von Ribbentrop-Molotov, en septembre 1939, et l'appel de Dimitrov, en octobre 1939.

** Ces thèses étaient défendues par la minorité du P.O.I. en 1937. Le contre-rapport d'Yvan Craipeau est publié sous forme d'extraits dans la *Quatrième Internationale* (juin 1938) ainsi que

en 1940, les faits leur semblent démontrer que le stalinisme n'est pas un accident de l'histoire, que le fascisme est une variante de la même évolution rendue inéluctable, par l'impuissance du capitalisme à se survivre et par l'impuissance de la révolution socialiste à le dépasser.

Ils cherchent donc à faire face à cette nouvelle situation, comme le P.C.F., sans théoriser, cherche à l'utiliser pour parvenir au pouvoir.

L'attaque de Hitler contre l'U.R.S.S. jettera par terre leur théorie. Ils passeront à la résistance gaulliste où certains d'entre eux se distingueront par leur courage*.

Les trotskistes essayent de s'y retrouver

Les trotskistes dénoncent immédiatement ceux des leurs qui se sont engagés dans l'aventure du M.N.R. Pour eux, la victoire de Hitler n'est qu'un épisode d'une guerre qui sera longue et doit déboucher sur la révolution socialiste. Il faut construire l'organisation révolutionnaire en adaptant sa stratégie aux conditions nouvelles. La première étape consiste à surmonter les clivages dépassés sur l'adhésion au P.S.O.P.

Les adversaires de cette adhésion se sont retrouvés à Paris dès la fin du mois de juin**. Ils restent méfiants vis-à-vis du groupe de *l'Étincelle*, auquel ils reprochent d'avoir « liquidé » le parti et dont ils suspectent l'orientation. Ils ont adopté comme plate-forme une *lettre aux ouvriers anglais****, rédigée par Marcel Hic. On peut en reconstituer ainsi les grandes lignes : Les nazis, provisoirement victorieux en Europe, ne se contentent pas de balayer les libertés démocratiques et ouvrières et de plonger les peuples dans la misère ; pour atteindre leurs objectifs, ils asservissent ou suppriment les nations ; les tâches de la libération nationale et démocratique deviennent indissociables de la lutte pour la révolution socialiste ; le prolétariat de France et d'Europe doit les prendre en charge ; il trouvera des alliés dans la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la fraction de la bourgeoisie qui sera contrainte d'accepter son alliance.

Dès le début de juillet, une discussion s'engage entre ces militants

la réponse de Trotski. On en trouvera une analyse dans *Défense du marxisme* (Études et documentation internationales).

* Maurice Jaquier est arrêté en mars 1941. Henri Barré, condamné à mort par un tribunal militaire allemand voit sa peine commuée en prison à perpétuité sur l'intervention de Cyrille Spinetta. Jean Rous réintègre le Parti socialiste qu'il quittera en 1947, pour y revenir quinze ans plus tard. Fred Zeller aide le P.C.I. puis, après la guerre, adhère à la Franc-Maçonnerie et devient, en 1971, grand maître du grand orient de France.

** Le groupe ne compte que des jeunes qui avaient tardivement adhéré au P.S.O.P. (comme Beaufrère), n'avaient jamais pu donner suite à leur décision d'accepter les injonctions de la IV^e Internationale (comme Hic, Parisot, Rousset) ou étaient alors en prison (comme Rigaudias et Schmidt).

*** Cette lettre est perdue, mais les thèmes essentiels en ont été rappelés par M. Beaufrère. On les retrouve d'ailleurs dans les écrits ultérieurs de M. Hic.

(Hic, Beaufrère, Parisot) et les responsables des Comités pour la IV^e (Craipeau, Gibelin, Souzin). Ces derniers expriment de graves réserves sur ces thèses, qui leur sont proposées comme base d'un éventuel regroupement. Sur l'essentiel, ils tombent d'accord : le pillage de l'industrie et des produits agricoles, qui menace de famine les petites gens, les deux millions de prisonniers enfermés dans les stalags, l'annexion des territoires par Hitler et leur découpage, la désindustrialisation de l'Europe non-allemande et sa réduction au rôle de pays agricole, le diktat nazi qui impose ses propres lois et sa monnaie, le rôle de fantoche auquel il réduit le gouvernement français (jusqu'à le contraindre bientôt à reprendre la guerre contre ses propres alliés), tout cela redonne une valeur nouvelle aux revendications démocratiques et nationales, inséparables dans cette situation des revendications sociales et de la lutte révolutionnaire.

Tel était déjà le point de vue de l'Internationale communiste pour l'Allemagne écrasée par le diktat de Versailles. Mais précisément les dangers d'une telle orientation étaient apparus dans le Parti communiste quand il avait mené cette politique « nationale », en 1923, sous la direction de Radek ⁴⁵. Elle risque de glisser vers le nationalisme et d'estomper les oppositions de classe. Les militants de *l'Étincelle* sont radicalement hostiles à toute proposition d'alliance à une fraction de la bourgeoisie baptisée nationale.

Malgré l'importance des divergences, le regroupement a lieu dès le mois d'août 1940. Il est imposé par les nécessités de l'action : dès le mois de juillet, les militants trotskistes sont aux prises avec les fascistes à Paris dans les Auberges de la jeunesse. Un nombre relativement important de jeunes engagés dans cette lutte les ont rejoints et renouvellent l'organisation. Dans ces conditions, les divergences seront réglées dans l'action.

Les ajistes contre les fascistes*

Le Centre laïque des auberges de la jeunesse (C.L.A.J.) s'était développé pendant la période du Front populaire comme organisation de loisirs. Cherchant un terrain d'action, les Jeunesses socialistes révolutionnaires s'y étaient implantées, pour les transformer en organisation révolutionnaire à partir des problèmes que posent les loisirs aux jeunes travailleurs. Ils y avaient acquis une influence certaine, contre les dirigeants adultes paternalistes qui voulaient établir un simple réseau d'hôtels à bon marché pour les jeunes, et qui soutenaient les « ajistes purs », c'est-à-dire apolitiques dont le dirigeant Marc Augier,

* Chapitre rédigé d'après plusieurs rapports et interviews, notamment Guikovaty et Beaufrère. Le texte citera par la suite Guikovaty indifféremment par son nom ou son pseudonyme (Swann)..

était en fait grand ami de von Schirach, chef des jeunesses hitlériennes.

Dès le début de juillet, les militants trotskistes issus des J.S.R. décident que les Auberges de jeunesse — réputées apolitiques — serviront de couverture à leur propagande. M. Beaufrère, qui vient de sortir de prison, est désigné comme responsable. Les militants des Auberges de jeunesse éliminent les anciens dirigeants sociaux-démocrates et décident que les usagers dirigeront désormais le mouvement. Ils élisent à leur direction des militants qui ne sont pas connus comme trotskistes : Lucienne Abraham et Maurice Laval. Mais, ils ont à faire à forte partie. Marc Augier essaye en vain de se débarrasser de Beaufrère en lui offrant un poste de journaliste à *la France au travail**. Puis il cherche un soutien auprès de divers groupes fascistes. Ceux-ci veulent s'emparer du mouvement. Les ajistes refusent leur adhésion et repoussent par la force leurs assauts contre le local de la rue de Valois... en plein Paris occupé par les forces allemandes.

Ce local, ils le transforment en arsenal ; sous la conduite d'un technicien des PTT, ils plombent des câbles. Ils passent à la contre-offensive contre les vendeurs du journal antisémite *le Piloni*. Des commandos bien organisés de trois garçons et deux filles les repèrent et les envoient à l'hôpital.

Fin juillet pourtant, Marc Augier profite de l'absence des usagers pour occuper le siège. Les ajistes le reprennent de force. Ils veulent enlever les archives et détruire les listes d'adresses où figurent de nombreux juifs. Détail cocasse, le préfet de police qui admire le courage de ces jeunes « patriotes » leur envoie une nuit des policiers pour protéger l'enlèvement des archives et leur permettre de brûler les fichiers.

Les bagarres contre les fascistes continuent. La presse trotskiste n'en parle pas : il ne faut pas attirer l'attention des nazis sur les liens du C.L.A.J. avec l'organisation. En revanche *l'Humanité* du 18 juillet, sous le titre *Les décerveleurs contre les A.J.*, relate un nouvel assaut des bandes doriotistes contre le local de la rue de Valois. Assaut une fois de plus repoussé.

Curieux spectacle que celui de ce local, îlot provisoire au milieu de Paris occupé, qui grouille de troupes allemandes. Les jeunes s'y affairant à leur défense. Ils engagent des discussions ouvertes et passionnées entre communistes, anarchistes et trotskistes. Les camarades rapportent notamment une violente altercation qu'ils ont eue

* Un des premiers journaux publiés à Paris sous le contrôle des forces d'occupation : celles-ci s'efforçaient d'y récupérer des journalistes du mouvement ouvrier ; plusieurs communistes ou anciens communistes y travaillèrent.

avec Pierre Daix, du P.C.F. « Votre lutte contre les Allemands, dit ce dernier est un coup d'épée dans l'eau ; il faut concentrer nos efforts contre Vichy ». Mais les jeunes suivent les trotskistes. Ces derniers recrutent et forment des cadres remarquables comme : Lubra, Pouly, de Sède, Guikovaty et un jeune métallo surnommé Pierre. Bien peu d'entre eux survivront à la guerre.

En zone Sud, les trotskistes s'efforcent de regrouper les ajistes et font exclure, en décembre 1940, ceux des dirigeants qui sont passés à la collaboration*. Les Auberges de jeunesse se reconstitueront en une organisation autonome « les Compagnons de la route », qui joueront plus tard un rôle important dans l'organisation des maquis.

Les Comités de la IV^e Internationale

Les nouveaux militants issus des auberges de jeunesse ont besoin d'être appuyés par un mouvement unifié et sont impatients d'organiser l'action sur un terrain plus large. C'est pourquoi les responsables de *l'Étincelle* et du groupe Hic décident de s'en remettre à une conférence de l'ensemble des groupes de la région parisienne. Ils convoquent cette conférence vers la mi-août dans une grotte près d'Aubergenville ; elle restera connue dans le mouvement sous le nom de conférence des aoûtats, en raison des démangeaisons causées par ces insectes. Elle réunit avec les responsables nationaux des deux groupes, les représentants d'une trentaine de groupes clandestins de la région parisienne. C'est une entorse aux règles de l'illégalité. Divers incidents au cours de l'acheminement des délégués en montrent les dangers. Mais c'est la seule voie pour trancher le différend politique et permettre à l'organisation d'exister.

Le principal débat porte sur l'orientation politique et les thèses proposées par Marcel Hic. Celles-ci sont critiquées par Yvan Craipeau et plus violemment encore par M. Gibelin. Il est décidé que le comité central en mettra au point le texte définitif. Outre l'orientation de l'action dans les auberges, la conférence adopte les nouvelles structures d'organisation : le mouvement garde son nom : Comités pour la IV^e Internationale. L'organe théorique reste le *Bulletin de la IV^e Internationale*. L'organe de propagande reprend l'ancien titre de *la Vérité*.

Le bureau politique est élu — il désignera lui-même le comité central — il comprend trois membres du groupe de *l'Étincelle* (Craipeau, Gibelin, Souzin), trois membres du groupe Hic (Beaufrère, Hic, Rigaudias) et un jeune responsable ajiste : Guikovaty. C'est dire que les nouvelles recrues ajistes emportent la décision. Hic est désigné comme responsable de *la Vérité*.

* L'initiative venait notamment de M. Bleibtreu, A. Essel et Georgette Gabey.

Le premier numéro de *la Vérité*, paraît, ronéoté, le 30 août 1940. A cette époque, si on excepte l'équivoque *Révolution française*, il n'existe comme organe clandestin que *l'Humanité*. Contrairement à ces deux journaux, *la Vérité* ne sollicite bien entendu aucune légalisation des autorités occupantes. Elle porte en exergue « Prolétaires de tous les pays unissez-vous », et en manchette « Ni Pétain, ni Hitler : gouvernement ouvrier ». Face à la gabegie et aux crimes des bourgeoisies française et allemande, il s'agit d'un mot d'ordre de propagande générale. Mais un plan d'action s'efforce d'offrir une prise plus directe sur la situation. En même temps, le journal appelle à la constitution de groupes de défense contre les fascistes et antisémites. Il attaque la littérature stalinienne qui ne formule aucune critique contre les occupants nazis.

Les inquiétudes politiques restent vives de la part des anciens militants de *l'Étincelle* : *la Vérité* ne se réfère pas officiellement aux Comités ; cela leur paraît signifier que la rédaction entend développer sa propre orientation. C'est pourquoi certains militants publient le 15 septembre un quatrième et dernier numéro de *l'Étincelle* comme « organe des Comités de la IV^e Internationale »*. En fait, l'orientation de ce numéro ne se différencie pas de *la Vérité*. Il porte en manchette : « Nous voulons une France libre dans une Europe libérée du capitalisme ». Comme *la Vérité* qui paraît le même jour, il met l'accent sur les « comités de ménagères », soulignant que soixante pour cent de la récolte de céréales sont partis pour l'Allemagne ; il appelle à résister aux réquisitions de lait.

La question nationale

Les critiques contre l'orientation de *la Vérité* émanent le plus souvent — pendant la guerre et trente ans plus tard — de militants qui, au nom de l'Internationalisme, nient l'existence même des problèmes nationaux et la nécessité pour les révolutionnaires de les prendre en charge.

Or, pour la IV^e Internationale, cette nécessité est une évidence. Dès juin 1940, Trotski écrit :

*Dans le sillage de nombre d'autres nations européennes plus petites, la France est en train de devenir une nation opprimée... Dans les pays vaincus, la situation des masses va empirer à l'extrême. A l'oppression sociale s'ajoute l'oppression nationale, dont la plus grande part de la charge est portée par les travailleurs. De toutes les formes de la dictature, la dictature totalitaire exercée par un conquérant est la plus intolérable*⁴⁶.

* Le titre de *l'Étincelle* sera repris par les militants de la zone libre pour leur organe régional, puis par un groupe de dissidents opposés à la défense de l'U.R.S.S.

En Novembre 1940, le comité exécutif de la IV^e Internationale, réuni à New York déclarera :

Hitler a réduit l'Europe à un vaste camp de concentration de nations. A la lutte pour l'unité des Allemands a succédé celle pour l'unité des non-Allemands sous la botte nazie. Mais l'histoire est la plus sûre garantie qu'il n'y a jamais eu d'oppression nationale sans luttes nationales.

La grande bourgeoisie a déjà réussi à s'entendre avec Hitler. La résistance nationale se concentre dans les couches les plus pauvres de la population : la petite bourgeoisie des villes, les paysans, les ouvriers. Mais ce sont ces derniers qui donneront à la lutte son caractère le plus résolu et sauront la lier à la lutte contre le capitalisme français et le gouvernement de Pétain...

En face de l'oppression et de la dictature, les ouvriers n'abandonneront jamais la lutte pour les libertés démocratiques (liberté de presse, de réunions, etc.), mais ils comprendront que cette lutte ne peut faire revivre la démocratie bourgeoise décadente qui a engendré l'oppression et la dictature... Pour sortir de la servitude de l'oppression et de la misère, il n'y a qu'une voie : établir un gouvernement ouvrier et paysan...

Dans une Europe en proie à l'oppression sociale et nationale, des révoltes sont inévitables. Mais la condition essentielle de leur succès, c'est l'existence d'une direction révolutionnaire.

Les auteurs de cette résolution ignorent, semble-t-il, les discussions qui ont eu lieu en Europe. Leur texte n'y parviendra et ne sera publié que plus tard. Pourtant à Paris et à New York, l'orientation fondamentale est la même, de même que l'esquisse du programme d'action.

En septembre 1940, en effet, la discussion sur la question nationale aboutit au vote par le comité central de « Thèses sur la question nationale ». On peut résumer ainsi ce document : l'organisation de l'Europe par Hitler souligne la nécessité d'un dépassement des frontières nationales. Mais elle s'effectue dans des conditions barbares qui constituent une régression formidable non seulement des libertés ouvrières et démocratiques mais de l'économie du continent. Les peuples d'Europe (ceux des pays dominés, mais aussi ceux d'Allemagne et d'Italie) doivent engager la lutte pour se libérer, par la révolution prolétarienne, du fascisme et du capitalisme qui l'engendre. Les révolutionnaires doivent s'efforcer d'unir les masses populaires, en partant des objectifs immédiats, contre l'oppression dont elles sont victimes : des objectifs sociaux (contre la surexploitation capitaliste), démocratiques (pour la reconquête des libertés) et nationaux (pour le droit à la

libre détermination des peuples, contre la domination politique et économique de l'impérialisme hitlérien). Dans cette lutte, la classe ouvrière doit trouver l'alliance des masses petites-bourgeoises et même, d'une fraction de la bourgeoisie. La première phase de la lutte vise à organiser la résistance passive contre le fascisme. Cette lutte doit s'organiser dans toute l'Europe et lier l'insurrection des peuples opprimés à celle des peuples allemand et italien contre le fascisme⁴⁸.

Au sein des Comités pour la IV^e Internationale, la divergence essentielle porte sur l'alliance avec une fraction de la bourgeoisie, qui refuserait de se mettre à la remorque de Londres et de Berlin et serait décidée à « se jeter dans les bras de la révolution », que ce soit ou non « de gaieté de cœur ». Les militants de *l'Étincelle* considèrent que cette révision des principes ouvre la voie à la collaboration de classes. Mais ils estiment en même temps qu'elle pose un faux problème. La grande bourgeoisie se trouve derrière Pétain et collabore avec l'occupant. La petite minorité qui cherche à sauvegarder son indépendance nationale se range derrière De Gaulle. Il n'existe aucune fraction bourgeoise hostile à la fois à la collaboration et à l'impérialisme anglo-saxon, à plus forte raison aucune fraction bourgeoise susceptible de rallier tactiquement le camp révolutionnaire.

Du moment où les thèses éliminent toute union sacrée avec la bourgeoisie, aussi bien gaulliste que collaboratrice, cette prise de position semble plus irréaliste que dangereuse.

Il en va de même de son application pratique. Les thèses prévoient la constitution de Comités de vigilance nationale, *formés chaque fois qu'une tâche concrète l'exige, par des représentants de toutes les organisations décidées à appeler les masses pour un objectif précis.*

La minorité considère que de tels comités seraient foncièrement dangereux s'ils devaient se constituer avec les représentants d'organisations nationalistes et bourgeoises. Celles-ci utiliseraient en fait la classe ouvrière pour leurs objectifs propres. Mais avec les limites que leur fixe le document, ces comités sont voués à ne jamais exister. Effectivement, on trouve une seule fois trace de ce mot d'ordre dans la collection de *la Vérité* : à l'occasion des manifestations du 11 novembre 1940 dont elle critique les mots d'ordre comme bourgeois. On n'y trouve pas davantage de propositions d'alliance avec une fraction de la bourgeoisie.

Ces considérations amènent la minorité à voter finalement le texte de compromis malgré ses « tonalités trop nationales », parce qu'il lui semble donner suffisamment de garanties sur l'orientation internationaliste du mouvement. Mais les discussions resteront très âpres.

La critique de Koner dit Barta

La critique des « Thèses du Comité pour la IV^e Internationale » n'est formulée publiquement que par Barta et Louise, qui se retrouvent, pour des raisons fortuites, en dehors de l'organisation, et soulignent qu'à l'époque leurs divergences portent sur les méthodes d'organisation beaucoup plus que sur l'orientation politique*.

C'est un groupe minuscule qui publie une brochure ronéotée, *La Lutte contre la Deuxième Guerre mondiale*, qui restera pratiquement ignorée, même des trotskistes. Sa qualité mérite qu'on s'y arrête. Sur le plan des principes, l'auteur se garde bien de mettre en cause la nécessité de lutter contre l'oppression nationale :

*La IV^e Internationale s'élève contre la violence de classe et nationale, que subit l'Europe, violence dont le bastion est constitué par l'impérialisme allemand et italien. La défaite de Hitler et Mussolini, c'est-à-dire la victoire sur eux des exploités, voilà le but que la IV^e Internationale assigne aux ouvriers d'Europe. Ce but ne peut être atteint que par la lutte de classe. La lutte des ouvriers et des paysans pauvres contre le pillage du pays par l'impérialisme allemand et contre la bourgeoisie française si elle se heurte — et elle se heurtera — au militarisme allemand provoquera inévitablement des remous dans l'armée de Hitler*⁴⁹.

Barta s'attaque aux mots d'ordre « tactiques » de Comités de vigilance avec une fraction « nationale » de la bourgeoisie, disant lui aussi : « Autant faire appel aux habitants de la planète Mars ». La confusion des rapports de classe entraîne les déviations nationalistes de *la Vérité* à cette époque. En voici quelques exemples. Le 1^{er} janvier 1941, par exemple, elle écrit :

Tous ceux qui luttent contre l'opresseur et qui ne sont pas ouvriers doivent comprendre que l'appui des forces ouvrières est vitalemment nécessaire au succès de la lutte pour la libération nationale, qu'on doit donc leur assurer un statut de travail qui les intéresse à la renaissance et à la défense de la nation dont ils constituent la force.

La classe ouvrière apparaît comme une force d'appoint nécessaire que les patrons « nationaux » doivent savoir se ménager ! Dans le même journal, relatant les grèves de 500 000 métallurgistes en Angleterre, le rédacteur écrit dans le même sens :

C'est en satisfaisant cette juste revendication que le gouvernement

* Lettre de Koner (Barta) à Y. Craipeau (1969). En 1940, Barta et Louise sont presque seuls, ayant perdu le contact avec le secteur est des J.S.O.P. Leur groupe donnera naissance beaucoup plus tard au groupe *Voie ouvrière*, dissous par le gouvernement en mai 1968, et qui publie ensuite *Lutte ouvrière*. L'essentiel de la lettre de Koner est publiée dans le chapitre IV. Koner, qui avait rompu avec le groupe *lutte ouvrière* est mort en 1976.

anglais commencera à réaliser une véritable solidarité nationale contre l'impérialisme allemand.

On peut en effet trouver çà et là des formulations de ce genre dans les publications de l'époque. Mais elles ne correspondent pas à l'orientation générale. Voici par exemple comment *la Vérité* relate les luttes ouvrières aux États-Unis :

*La National Maritime Union, le plus actif syndicat des dockers des États-Unis, dont la direction est sous l'influence des militants communistes révolutionnaires, prend la tête de l'action ouvrière contre la politique impérialiste de Roosevelt. Il a décidé d'organiser une marche monstre d'ouvriers et de chômeurs sur Washington pour s'opposer à la participation directe ou indirecte des États-Unis à la guerre, et faire écho au projet Smith contre le droit de grève. Les ouvriers de France qui mènent la lutte contre l'impérialisme français et allemand saluent avec joie la lutte de leurs frères américains contre l'impérialisme yankee*⁵⁰.

L'application des mots d'ordre nationaux

Par delà les formules équivoques ou anti-marxistes de quelques articles, l'orientation des trotskistes est de mobiliser les masses contre l'oppression dont elles sont victimes de la part de l'impérialisme occupant, qui les écrase avec l'aide de la bourgeoisie nationale et de son gouvernement fantoche.

Par exemple, les nazis — avec la complicité de Vichy — enlèvent les céréales pour constituer leurs stocks de guerre et menacent de famine les travailleurs de France. *La Vérité* du 15 septembre 1940 écrit :

A bas les pillards et les affameurs ! L'office du blé prévoit que soixante pour cent de la récolte française en céréales partirait pour l'Allemagne. Et le gouvernement français ne dit rien. Est-il d'accord avec Hitler pour affamer les Français ? Paysan, mon frère, oppose la résistance passive aux réquisitions ; ne vends ton blé que pour faire du pain aux femmes et aux enfants de France.

Au début de l'occupation, les nazis enlèvent les machines des usines appliquant brutalement leur politique de désindustrialisation des pays non-allemands (les nécessités de la guerre les conduisent ensuite à utiliser provisoirement sur place ces machines et leur main-d'œuvre). Les Thèses cherchent à mobiliser les travailleurs pour la défense de leurs outils de travail⁵¹.

Les nazis payent avec un mark d'occupation qui n'est que de la « monnaie de singe », puisqu'il ne permet aucun achat réciproque de denrées allemandes. *La Vérité* reprend le mot d'ordre :

Retrait de la monnaie allemande ! Le peuple français veut créer par son travail de vraies richesses et non être précipité dans la misère et l'inflation ⁵¹.

La préoccupation essentielle des masses est celle du ravitaillement. Les trotskistes s'efforcent d'amener les ménagères à prendre le contrôle des denrées :

Que les ménagères désignent, par maison, leurs déléguées à un comité de quartier qui désigneront les denrées à rationner, procéderont, en liaison avec les petits commerçants, à la répartition exacte de la population entre les commerçants [...] procéderont au dépistage des stocks, feront la police des queues et la chasse aux resquilleurs. L'union et l'action des ménagères seules peuvent permettre de mettre un peu d'ordre dans le gâchis actuel et permettre que l'hiver soit moins rude aux pauvres gens, aux familles nombreuses, aux mères et gosses de France ⁵⁰.

Ce mot d'ordre reste toujours propagandiste. L'organisation ne réussira que de rares expériences embryonnaires.

Les chantiers de jeunesse

Par contre, grâce à leur influence dans les Auberges de Jeunesse, les trotskistes s'engagent dans une expérience intéressante parmi les jeunes. Ils mettent à profit pour cela les conditions particulières dans lesquelles le gouvernement de Vichy se trouve placé, en zone libre, pour réaliser sa politique d'encadrement de la jeunesse, dont il a chargé, dès le mois de juillet le général de la Porte du Theil. Ne pouvant plus mobiliser la classe 40, il a fondé les Chantiers de jeunesse, pour l'enrégimenter, lui insuffler l'idéologie nationaliste et les principes de l'État français. En « zone libre », cette tâche incombe surtout aux officiers et sous-officiers : les Chantiers de jeunesse constitueront une des bases du nouveau régime. En zone occupée, en revanche, ce type d'organisation para-militaire est impossible. Vichy propose aux deux organisations de jeunesse encore légales sans être soumises aux Allemands, de prendre en charge l'organisation des Chantiers de jeunesse. Il s'agit de la J.O.C. et des C.L.A.J.

Dès le début, *la Vérité* a pris violemment à partie les Chantiers de jeunesse :

Alors que le problème essentiel est la formation d'une jeunesse spécialisée (qualifiée), on va initier la jeunesse française aux joies du jardinage ⁵².

Le comité central consacre une de ses résolutions à l'analyse théorique des Chantiers de jeunesse dont il dénonce l'entreprise réactionnaire et auxquels il oppose un plan de reconstruction de l'économie

française (échelle mobile des heures de travail, financement des grands travaux par la confiscation des bénéfices de guerre, nationalisation des industries clés, contrôle ouvrier sur la production, etc.). Il met au point les revendications des jeunes dans les chantiers.

En même temps, il décide que le C.L.A.J. acceptera les propositions de Vichy et utilisera, pour l'organisation de la jeunesse, les possibilités que lui offre la gabegie gouvernementale. Lucien Schmidt est désigné comme responsable de cette action. Les chantiers serviront de couverture à la propagande révolutionnaire. Dans les châteaux désaffectés mis à la disposition du C.L.A.J., se poursuit une active propagande et un travail de formation des jeunes travailleurs. Dans les gares, les départs eux-mêmes se font aux chants d'hymnes révolutionnaires. Seuls les chants les plus connus, comme l'Internationale, sont exclus du répertoire : on les retrouvera dans les chantiers eux-mêmes.

S'opposant aux doctrines du « retour à la terre », les militants s'efforcent de mettre sur pieds de véritables centres de formation professionnelle (sans oublier pour autant la formation politique). Certains de ces centres survivront jusqu'en 1944.

Cette situation paradoxale ne peut évidemment pas s'éterniser. En janvier 1941, les nazis arrêtent les dirigeants du C.L.A.J. (L. Abraham) et de la J.O.C. Qu'ils les arrêtent ensemble montre qu'ils n'ont pas connu la véritable activité des Chantiers du C.L.A.J. Ils comprennent seulement qu'il s'agit d'une propagande hostile. Les trotskistes s'étaient déjà retirés de tous les chantiers, sauf les centres de formation professionnelle où ils jouaient un rôle technique d'enseignants. Mais ils avaient renforcé leur implantation dans la jeunesse ouvrière. C'est seulement en octobre 1942, que *la Vérité* donnera l'épilogue :

La débâcle du secrétariat de la jeunesse : On liquide les centres de jeunesse. Depuis longtemps les centres urbains devenaient des centres d'apprentissage patronaux. Maintenant le Comité des forges s'empare de la plupart de ceux qui restent. Devant la faillite, Pellorson compte constituer des « équipes nationales » qui partiraient de la solidarité et de l'utilisation des loisirs... pour devenir des S.A. fascistes. Mais sur qui s'appuyer pour ce travail ? Pas sur les centres, en tout cas !

Il les a réunis au grand complet, salle Pleyel. Hélas ! Il a réalisé l'unanimité : mais contre lui, contre Vichy et contre la collaboration et la « révolution nationale ». A peine s'il a pu continuer son discours, en se plaignant amèrement que la « révolution nationale » n'habite pas les cœurs... Et les démissions pleuvent au secrétariat.

L'action dans les usines et les syndicats

En juillet 1940, un grand nombre d'entreprises sont fermées. Alors que deux millions de prisonniers moisissent dans les stalags, on compte, déclare *la Vérité* du 15 octobre, 700 000 chômeurs dans la région parisienne. Les trotskistes s'efforcent, sans succès, de les amener à s'organiser pour exiger la réouverture des usines sous forme de coopératives ouvrières. Ils proposent un plan de réorganisation de l'industrie sous contrôle ouvrier⁵¹. Mais, alors que les quatre cinquièmes des ouvriers sont en dehors de la production, la survie individuelle est le seul problème des travailleurs.

Les travailleurs ne disposent plus d'organisations autonomes. Le premier numéro de *la Vérité* attaque Belin, l'ancien dirigeant « pacifiste » de la C.G.T., passé au service de l'ordre nouveau : *Il s'acharne à détruire ce qui reste de la C.G.T. [...] il prétend maintenant, après s'être débarrassé de son maître et complice Léon Jouhaux, faire des cadres syndicaux restant la pierre d'angle de corporations fascistes.*

Mais Monsieur Belin ne peut réussir cette manœuvre que si les ouvriers lui abandonnent le terrain ; sans les syndicats de la C.G.T., sa tentative des corporations est vouée à l'échec. C'est pourquoi, en se regroupant dans la C.G.T. sur une propagande de lutte de classe, les ouvriers peuvent empêcher la création d'un « syndicalisme à cotisations obligatoires ». En même temps, les ouvriers doivent prendre l'initiative de créer dans toutes les usines des comités qui réunissent syndiqués et non-syndiqués et qui prennent la défense des revendications ouvrières⁵².

Tels sont les deux volets de l'action proposée : empêcher la constitution des corporations fascistes, réunir dans les entreprises *des groupes* ouvriers travaillant les uns avec les autres par-delà les divergences d'opinion.

Le comité central charge Henri Souzin de diriger ce travail. C'est un jeune ouvrier du bâtiment, membre de la direction des peintres de la région parisienne, très lié avec Louis Saillant avec qui il travaille sur le plan syndical. Jusqu'à son arrestation, à la fin de 1942, la « commission syndicale » comprend trois responsables : Jean Aubré (électricité), Louis Bonnel (métaux), Pierre Pradalès (employés).

Elle édite un bulletin ronéoté : *Bulletin ouvrier* (en 1941), *Informations ouvrières* (en 1942) dont six numéros paraîtront. Ignorant sans doute ses auteurs, *la Vie ouvrière*⁵³ en commente favorablement le contenu en formulant des critiques fraternelles...

Les militants s'efforcent de lier l'opposition syndicale à l'organisation des luttes revendicatrices dans les entreprises. Mais les

luttres qui commencent à reprendre sont toutes des luttres sauvages, sans rapport avec ce qui reste des syndicats.

L'internationalisme

La Vérité s'efforce de lier la lutte des travailleurs français à celle des travailleurs des autres pays. Cela signifie d'abord les informer. Or ses rédacteurs ne disposent que de rares informations.

La Vérité affirme sa solidarité avec les peuples colonisés. Le 3 novembre, les Vietnamiens se soulèvent en Cochinchine, sous la direction du groupe trotskiste de La Lutte (dont le leader est Ta-Thu-Tau) et du parti communiste local. Dès le 1^{er} décembre, *la Vérité* exalte la lutte des révolutionnaires indochinois. La radio annonce un soulèvement communiste à Saïgon et fait état de 6 000 tués. Le 15 décembre *la Vérité* reprend ces informations et conclut :

Les ouvriers français doivent savoir que le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans est très puissant en Indochine et qu'il lutte consciemment pour la révolution socialiste en union étroite avec le mouvement français. A sa tête, nos camarades du groupe la Lutte organisent la résistance contre la double oppression japonaise et française. En union étroite avec les masses d'Indochine, les travailleurs français conduiront victorieusement leur combat à son terme, libération de tous les peuples par l'instauration des États-Unis socialistes du monde.*

La Vérité popularise la résistance des ouvriers belges aux nazis et la grève générale d'Amsterdam comme les grèves anglaises et américaines. Elle interprète les revers italiens en Albanie, non comme la preuve des médiocres qualités militaires ou de la lâcheté des soldats italiens, mais comme le signe de l'opposition des travailleurs italiens aux guerres de Mussolini. Elle publie les informations d'origine anglaise sur les émeutes écrasées par les Stukas qui auraient lieu en

* C'est seulement après la guerre qu'il sera possible de savoir ce qui s'est réellement passé en 1940.

Dès septembre 1939, les groupes révolutionnaires sont entrés dans la clandestinité. A l'époque, stalinistes et trotskistes se partagent géographiquement l'influence. Alors que le Parti communiste (Ho Chiminh) domine largement au Tonkin, en Cochinchine c'est le groupe trotskiste de *la Lutte* qui a l'influence dominante (son dirigeant Tthu-Thau a été élu contre les staliens et gouvernementaux, avec les quatre cinquièmes des voix à Saïgon). Il possède les meilleurs cadres et influence également le P.C. de Cochinchine : dans chaque situation illégale, le front unique des stalinistes et des trotskistes se ressoude.

En Juin 1940, les troupes japonaises entrent en Cochinchine tandis que l'administration française reste en fonction. Le 6^e congrès du P.C. indochinois, réuni en Cochinchine, décide de constituer un front antiimpérialiste contre Français et Japonais. Le relâchement et le discrédit de l'autorité française favorise le développement d'un courant révolutionnaire de base. Le 23 septembre 1940, les soldats autochtones des garnisons de Bac Son et Binh Gia s'insurgent et donnent au P.C. indochinois son premier groupement armé. Le 23 novembre des régions entières

Italie du Nord. Elle s'efforce de mettre en valeur les exemples de fraternisation entre soldats allemands et travailleurs français. Elle rapporte par exemple l'incident suivant, transmis par un camarade :

*Un soldat échappé du camp d'Abbeville raconte : « Informés de notre départ imminent pour l'Allemagne, une quarantaine d'entre nous ont réussi à s'évader ainsi que quatre sentinelles allemandes qui ont pu se procurer des effets civils. Et le journal conclut : La voilà la collaboration contre l'opresseur commun »*⁵⁴.

La fraternisation ne consiste pas, comme pour le P.C.F., à montrer aux soldats allemands que leur armée et la classe ouvrière française poursuivent la même lutte contre la ploutocratie. Elle consiste au contraire à les rallier à une lutte commune contre l'hitlérisme :

*Nous sommes les amis du peuple allemand, c'est pourquoi nous combattons l'hitlérisme*⁵⁵.

La manchette du 15 septembre 1941 souligne la crainte qu'a la police allemande de cette fraternisation :

Gestapo contre fraternisation : une ordonnance de police allemande, datant de février, punit de 500 marks d'amende ou de prison allant jusqu'à six semaines, tous ceux qui essaient d'établir des rapports avec les prisonniers de guerre, par paroles, par signes ou par tout autre moyen. Mais la police allemande n'arrivera pas à empêcher la fraternisation entre travailleurs allemands et prisonniers français.

« la vérité » et les communistes

La propagande de *la Vérité* n'a rien de commun avec celle de *l'Humanité*. Jamais l'opposition avec les staliniens n'a été aussi violente. Le premier numéro de *la Vérité* le constate en rendant hommage à Léon Trotski assassiné :

Il faut que la lumière, toute la lumière soit faite sur le crime, sur les responsabilités proches et lointaines. Dès maintenant nous affirmons ceci : le grand responsable, c'est Staline. Staline qui, trente-huit fois déjà, tenta d'assassiner Trotski. Staline qui a fait exécuter ses deux

se soulèvent en Cochinchine, Tan An, Mytho, So Trang, encadrés de militaires déserteurs. La décision d'insurrection a été prise (contre l'avis du comité central du P.C., parvenu trop tard, et probablement sous la pression de la base paysanne) par l'organisation trotskiste de *la Lutte* et l'instance cochinchinoise du P.C., influencée par elle.

L'insurrection est noyée dans le sang. L'intervention de l'armée française dans la plaine des Jones, au Nord-Ouest de Saïgon, permet sa liquidation en quinze jours. Les révolutionnaires ont eu cent morts. Six mille arrestations sont opérées. La plupart des cadres trotskistes sont emprisonnés. Cet échec sera lourd de conséquences : de novembre 1940 à juin 1941, le mouvement révolutionnaire est brisé ; il ne connaîtra que quelques tentatives sans grande portée.

Au moment de la révolution d'août 1944, l'élimination des cadres se fera durement sentir en Cochinchine, surtout dans le mouvement trotskiste. C'est de l'analyse critique de cet échec que le P.C. indochinois tirera les conceptions stratégiques du Viet-Minh.

*filis Serge et Léon Sédov, qui a fait mourir ses deux filles Nathalie et Zéla Bronstein ; qui a fait assassiner deux de ses secrétaires Rudolf Klément et Erwin Wolf ; qui a fait fusiller, après une sinistre farce judiciaire, toute la vieille garde bolchevique : Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov*⁵⁴.

Pour le moment, nous l'avons vu, Staline ordonne aux militants communistes de s'accommoder du régime nazi et de s'en prendre seulement aux hommes de Vichy. Trente ans plus tard, un de ceux qui dirigeaient le P.C.F., Charles Tillon, rappelle les directives de l'Internationale « qui ne poussaient pas à la lutte contre les nazis, mais prescrivait de s'en accommoder, de ne pas faire d'histoires ».

Dans une *Lettre à un camarade communiste*⁵⁶, *la Vérité* commente cette orientation :

Le Parti communiste aide Hitler. Relis, camarade communiste, la littérature que tu distribues ; y vois-tu une attaque contre Hitler ? Une seule ligne contre l'occupation allemande ? Crois-tu que tes chefs, à force de rencontrer M. Abetz, l'ont oublié ? Oui, je sais, tu vas me dire que c'est une tactique, qu'on ne dit rien, qu'on attend le bon moment où l'Allemagne et l'Angleterre seront l'une et l'autre épuisées.

Mais alors explique-moi pourquoi Staline, en huit mois, a livré plus de dix milliards de marchandises (en francs) à l'Allemagne, et en particulier des tonnes et des tonnes de ce précieux pétrole sans lequel Hitler aurait dû mettre bas les armes.

Cela n'empêche pas *la Vérité* de protester contre la répression qui s'abat sur les militants communistes.

La Vérité n'ignore pas non plus les oppositions que la politique de la direction du P.C.F. suscite dans les diverses régions*. Dans une deuxième *Lettre à un communiste*, elle écrit le 1^{er} janvier 1941 : *Des régions entières coupées de la direction s'inquiètent et cherchent une orientation. De nombreux communistes, responsables ou simples militants sont totalement déconcertés par la politique de l'U.R.S.S. Dans la région toulousaine, depuis des mois, les militants discutent l'orientation du parti, critiquant le contenu de « l'Huma » et impriment des tracts dont le contenu répond aux aspirations réelles des ouvriers communistes. En Bretagne, même effervescence...*

En effet, à Toulouse, une cellule dont le secrétaire est André Barjonnet, se réunit avec la cellule trotskiste pour faire le point et agir en commun. Des relations fraternelles se nouent également dans

* « Il est naturel que des interprétations différentes fussent données aux événements et aux problèmes politiques, par des dirigeants séparés, isolés, sans direction collective en état de définir une ligne après discussion. C'est dans ces conditions qu'il faut comprendre les différences d'attitudes prises par les membres du P.C.F. au même moment, dans des régions différentes ». Ch. Tillon : *les F.T.P.* (livre de Poche).

certaines localités bretonnes. Cette situation est éclairée par le témoignage, trente ans plus tard, d'un ancien dirigeant du P.C.F., Roger Pannequin :

L'attitude des premiers communistes résistant contre l'occupant, alors que la direction appelait à la fraternisation, n'était pas une attitude patriotarde, nationaliste, anti-allemande. [...] En réalité, les premiers résistants communistes étaient avant tout des anti-nazis, des anti-fascistes. Pour la plupart, c'étaient des hommes des Jeunesses communistes, recrutés et encadrés par des combattants revenus des Brigades internationales. Les anciens des Brigades internationales, fin 1940, sont les véritables instructeurs des J.C. Mais ces jeunes sont eux-mêmes, ou bien des prisonniers évadés, ou bien des combattants du front disloqué, ou bien des hommes trop jeunes pour avoir été mobilisés. Pour les hommes des Brigades internationales, aucune question d'opportunité ne se pose : les fascistes doivent être attaqués. Les J.C. entrés dans les premiers groupes de sabotage agissaient pour la révolution. Quand ils sont arrêtés, que chantent-ils dans les prisons ? La Jeune Garde et le Chant du Komintern⁵⁷.

Si la volonté révolutionnaire de ces militants communistes est hors de doute, nous verrons bientôt les limites de leur internationalisme. Mais en avril 1941, l'orientation du P.C.F. semble refléter leurs préoccupations et amorcer un changement. Comme c'est le cas le plus souvent, pour le P.C.F., ce changement d'orientation correspond à deux ordres de considérations entièrement différentes. D'une part, la pression des militants qui exprime elle-même la pression des masses : la présence nazie est ressentie comme de plus en plus intolérable et il n'est plus possible de se taire. D'autre part, les rapports entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne hitlérienne se détériorent. Dès le mois de novembre 1940, la visite de Molotov à Berlin a montré l'existence de litiges insurmontables sur le partage du butin. Malgré le traité germano-russe sur le tracé des frontières, en décembre, la situation est de plus en plus tendue entre les deux puissances. Le gouvernement soviétique n'a pas changé d'orientation : en février 1941, Litvinov, qui a représenté l'U.R.S.S. dans les négociations avec les « démocraties occidentales », est exclu du comité central. En mars, l'entrevue de Staline avec Matsuoka, Premier ministre japonais, prépare une alliance soviéto-japonaise. Mais l'invasion de la Bulgarie, puis surtout en avril celle de la Yougoslavie par l'armée allemande et la dislocation de ce pays constituent de sérieux coups contre l'U.R.S.S. Le partage des zones d'influence dans les Balkans est sans cesse remis en question par les forces allemandes. En mai, Staline remplace lui-même Molotov à la présidence du Conseil.

La détérioration des rapports germano-soviétiques se reflète peu à

peu dans le contenu de *l'Humanité*. Le 8 février 1941, l'organe du P.C.F. se risque à écrire que l' U.R.S.S. est le seul pays sans ploutocrates, ce qui laisse supposer qu'ils n'ont pas disparu en Allemagne. Le 12 avril, elle parle plus ouvertement des « crimes de Pétain et des occupants ». A la même époque, le P.C.F. organise des manifestations de femmes pour exiger le retour des prisonniers, non seulement auprès de « l'ambassadeur français », Scapini, mais auprès de l'ambassade d'Allemagne de Paris.

L'Humanité du 1^{er} mai 1941 met dans le même sac les impérialistes alliés et ceux de l'Axe :

Les impérialistes rivaux sont animés du même souci d'assassiner la liberté et quand les propagandistes anglais présentent le mouvement gaulliste comme un mouvement démocratique, ils mentent effrontément. Ce général à particule veut, non pas la liberté de notre pays, il veut le triomphe des intérêts impérialistes auxquels il a lié son sort.

C'est à peu près ce qu'écrit *la Vérité*. Mais presque aussitôt le P.C.F. renoue avec les traditions nationalistes. Le 11 mai, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Valmy, il organise à Paris une manifestation commémorative de Jeanne d'Arc. Il s'engage vers la création d'un « Front national ».

La grève des mineurs

Ce sont surtout les grèves du 26 mai 1941 dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais qui sont significatives. Elles montrent la combativité des travailleurs, leur opposition à l'oppression nazie et les déformations nationalistes que donnent à leur volonté de lutte des dizaines d'années de propagande réformiste et stalinienne.

Auguste Lecœur, alors à la tête de la région communiste du Nord et du Pas-de-Calais, relate ainsi l'action du P.C.F. dans le bassin minier :

*La lutte y fut menée conjointement et sans concession contre les compagnies minières, les collaborateurs et l'occupant. Il fut donc possible d'y créer une forte organisation illégale et d'éduquer les militants dans le travail clandestin*³⁵.

Les communistes du Nord font du 1^{er} mai « une journée de lutte contre le double joug de la domination capitaliste et étrangère », (*l'Enchaîné*). Lecœur précise :

Les mineurs avaient été appelés à une journée d'union et d'action contre les exploités capitalistes, les collaborateurs et les boches.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, l'occupant n'avait jamais été désigné autrement que par ce terme.*

Ce vocable chauvin « anti-boche », n'était pas fait pour permettre aux mineurs de distinguer le caractère de classe et le caractère fasciste de l'oppression allemande, ni du même coup le caractère de classe du gaullisme. De fait, le manifeste national du P.C.F. pour le 1^{er} mai n'est pas distribué, nous dit Lecœur, parce qu'il contient des attaques contre De Gaulle.

Le 26 avril, la grève générale est déclenchée dans les mines. Il est intéressant de voir comment la communiste Madeleine Riffaud raconte la genèse de ce mouvement — sans oublier qu'elle écrit après la Libération, en un temps où le P.C.F. veut souligner le caractère patriotique de son action pendant la guerre :

La grève prit le départ sur de petites revendications : un peu plus de savon, un peu plus de pain et d'argent. L'initiative en revient à la direction clandestine du Parti communiste et en particulier à Auguste Lecœur. Elle éclata d'abord à la fosse 7 de Dourges-Dahomey. Le peuple reprenait contre l'occupant, lié depuis toujours au patronat, sa vieille arme de classe : la grève ! Dès le premier instant, la grève était patriotique et revendicative. Sur le carreau d'une fosse de Bruay, alors qu'aux ouvriers rassemblés un ingénieur disait : Vous avez demandé du savon ? Vous en avez ! Vous avez demandé du pain ? Vous en avez !... Que vous faut-il encore ? Un mineur cria : « Des fusils » !...⁵⁸.

L'Enchaîné du Nord commente ainsi la grève, dans un article de Julien Hapiot :

L'occupant a pu se rendre compte de ce que pensent les jeunes travailleurs et les masses travailleuses de la « Kollaboration ». Qu'il se le tienne pour dit : Notre jeunesse n'admettra jamais l'oppression nationale, et sur la question de l'indépendance de notre pays, il n'y a qu'un seul sentiment, c'est d'être débarrassé au plus vite de la domination étrangère.

C'est réduire la lutte des mineurs à ses dimensions de lutte « nationale ». A l'époque, l'Humanité craint de voir le mouvement s'embourber dans le gaullisme. Le 20 Juin 1941, dans une *adresse aux mineurs*, elle écrit :

Vous tous, mineurs, qui avez combattu côte à côte, restez unis et dites-vous bien que ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun.

Quant à la Vérité, elle ne retient qu'un aspect essentiel de la lutte des mineurs : pour la première fois la classe ouvrière est apparue

* A. Lecœur : *Le P.C.F. et la Résistance*. Ce n'est pas un hasard si A. Lecœur est devenu par la suite le dirigeant d'un petit « parti social-démocrate », nationaliste et violemment anti-communiste.

massivement dans l'action, avec son arme : la grève. Rigaudias écrit une brochure de vingt pages : *Seule la classe ouvrière peut libérer la France des nazis*, pour populariser les grèves du Nord. Pour les trotskistes, le réveil ne peut déboucher sur une lutte d'envergure qu'à deux conditions : que le prolétariat trouve la voie de l'unité d'action ; qu'il se forge une nouvelle direction révolutionnaire.

La Vérité du 1^{er} mai 1941 s'efforce de lier ces deux exigences : *Un peu partout se constituent des groupes ouvriers. Ici, ouvriers communistes, trotskistes, socialistes forment des groupes communs. Ailleurs, leur regroupement se fait séparément sous les anciennes étiquettes. Comment grouper les efforts ? Dans l'immédiat, par des « groupes ouvriers ». Informations rares, liaisons difficiles, presse illégale irrégulière : le groupe ouvrier doit y remédier ; il doit partout réaliser le front unique même pour des objectifs limités. C'est de l'action commune de ces groupes, qui doit naître partout, que doit surgir le nouveau parti révolutionnaire.*

En réalité, bien rares sont les exemples de tels groupes d'unité d'action, surtout de ceux qui sont supposés préparer le nouveau parti révolutionnaire.

L'organisation des Comités pour la IV^e Internationale

Les groupes trotskistes sont le plus souvent isolés. La discussion politique y est vive. Cependant l'organisation est surtout orientée vers l'action : la distribution des journaux, des tracts, tentatives de constitution de groupes ouvriers ou de comités de ménagères. A partir d'octobre les militants organisent (ils ne sont du reste pas les seuls à le faire) des manifestations dans les cinémas populaires contre les actualités. Ces manifestations deviendront si nombreuses que les autorités allemandes menaceront de fermer les salles de spectacle.

L'organisation de base est la cellule de trois à cinq membres, cloisonnée, sans rapport horizontal avec les autres. Regroupées en secteurs et en régions, elles ont pour la plupart des tâches de propagande dans l'entreprise et surtout dans la localité.

Dès le début, fonctionnent des cellules techniques : ronéotage de *la Vérité* (elle sera ronéotée jusqu'en septembre 1941, soit dix-neuf numéros de quatre pages), de la revue théorique, des bulletins, des tracts, fabrication de faux papiers et de titres de transport.

Au début de 1941, une imprimerie est mise sur pied. Entreprise difficile. L'imprimerie, qui appartenait à un militant, est sous scellés. On fracture la porte ; on charge les machines sur un camion. Des policiers surveillent les issues de la rue ? On les appelle pour aider au chargement ! Traversée de Paris. Partout des barrages de police,

français et allemands, contrôlent tout déménagement pour empêcher les Juifs de mettre leurs meubles en sécurité. Il faut avoir, bien sûr, loué une villa en grande banlieue ; l'avoir meublée élégamment : un camarade y déménage tout son mobilier ; avoir procuré aux imprimeurs de solides identités ; leur avoir donné l'allure de confortables bourgeois (il s'agit de deux jeunes imprimeurs nantais, les frères Tixier, et de la compagne de l'aîné, à qui on confie une petite fille pour faire plus respectable). Puis on installe le matériel dans une cave qu'il a fallu insonoriser. Reste à trouver l'encre et le papier : pas si simple ! Enfin on organise les relais de distribution. L'entreprise exigera plusieurs mois. Le premier numéro imprimé de *la Vérité* paraîtra le 15 septembre 1941. La Gestapo ne découvrira jamais cette imprimerie, ni celle montée, en 1942, à Rueil, pour l'Internationale. Les imprimeurs y feront obstinément leur travail. Avec la tension nerveuse permanente, l'isolement sera leur principal drame.

Une des réalisations techniques les mieux réussies sera l'information. David Rousset met sur pied, en 1941, un remarquable réseau. Il dispose de toutes les écoutes du gouvernement de Vichy, d'un service spécial d'écoutes, des documents des partis fascistes de Déat (R.N.P.) et de Doriot (P.P.F.), des informations de la résistance gaulliste et des journaux étrangers, passés en contrebande. Une faiblesse de l'organisation, c'est l'absence de groupes militaires spécialisés, qui n'apparaîtront que plus tard et dont l'organisation restera embryonnaire.

Les militants sont admis dans l'organisation après un stage de trois mois. Ce stage n'a pas pour but de catéchiser les sympathisants. Il s'agit de dépister l'amateurisme, de tester le respect des règles de sécurité. L'organisation est régie par la règle du centralisme démocratique tel qu'il fonctionne pendant l'illégalité : le centralisme prévaut sur la démocratie, les responsables sont désignés de haut en bas, sauf dans les organismes de base. Le bureau politique verra sa composition se modifier au cours de la guerre, par cooptation, à plusieurs reprises aussi par élimination et élection*.

L'orientation fixée par le bureau politique et appliquée dans tout le parti, est cependant soumise périodiquement à la discussion et décidée soit au cours de conférences nationales, réunissant le comité central et les responsables régionaux, soit au cours de congrès, avec des délégués élus de bas en haut. Le mouvement tiendra plusieurs conférences et deux congrès pendant les quatre années d'occupation.

Une conférence nationale, en avril 1942, décide de transformer le

*Beaufrière qui a échappé de justesse à l'arrestation est envoyé en province. Rigaudias part aux États-Unis. Souzin est arrêté fin 1942. Swann est éliminé. En octobre 1943, tous ses membres, sur cinq, seront arrêtés (Filiâtre, Hic, Rousset) et remplacés par Essel, Demazière, Parizot, puis Marcoux. Les réunions se tiennent chez Rousset, Royer et plus souvent chez Lucien Herr, rue Schœlcher, où est organisé un service de dactylos.

nom du mouvement en Comités de la IV^e Internationale, et ratifie la constitution du secrétariat européen. Une autre, en juin 1943, reprendra le nom de Parti ouvrier internationaliste, renouant avec la tradition de 1936. Le congrès qui se tiendra en janvier 1944 à Saint-Germain-la-Poterie pour décider de la constitution du Parti communiste internationaliste, insistera sur cette volonté de démocratie, exceptionnelle par rapport à tous les autres mouvements.

La discipline ne va pas du reste sans quelques désordres. Nous avons vu les écarts nationalistes du comité de rédaction (qui entraîneront l'élimination de Swann du bureau politique) ; de même en mars 1941, le journal *Front rouge* de la région ouest apparaît comme « organe du Parti communiste révolutionnaire », alors que le comité central a seulement décidé de changer le sous-titre de *la Vérité* en « organe communiste révolutionnaire » qu'il gardera du 1^{er} avril au 1^{er} août 1941.

Plus graves sont les violations du cloisonnement, pratiquement inévitables lorsque de nombreux groupes se retrouvent au sein des Auberges de jeunesse.

L'étonnant, c'est que les arrestations restent peu nombreuses jusqu'en 1942, et surtout à chaque fois limitées, sauf en octobre 1943. Les militants arrêtés ne parlent jamais sous la torture. Aucun agent, aucun dénonciateur ne se glissera dans les rangs de l'organisation (sauf la Gestapo dans l'organisation des soldats allemands en 1943). C'est peut-être que les liens d'amitié doublent les liens politiques.

Il est vrai que l'organisation reste étroite : 300 à 400 militants, presque tous des jeunes de 18 à 25 ans, dont une centaine sera arrêtée (surtout pendant l'année 1943). En plus de la région parisienne, elle est implantée surtout dans l'Ouest ; mais aussi dans les régions de Marseille, Lyon, Toulouse et Bordeaux, avec de petits groupes à Valence, Albi, Limoges, Castres, Pau et Nice. Aucune implantation dans le Nord ni dans l'Est.

Nous reviendrons sur cette activité des régions : en effet, il ne reste plus guère de trace de leurs publications d'avant 1942 et surtout de 1943. Mais peut-être faut-il montrer les difficultés des liaisons en suivant Beaufrère, délégué en 1940 dans la zone non-occupée. Après avoir découvert un « passeur » à Orthez et franchi la ligne non sans de multiples péripéties, il parvient à Toulouse où il regroupe les jeunes militants. Puis il va à Marseille. Il prend contact avec la coopérative « le Croquefruit » que viennent de constituer Marcel et René Bleibtreu, Guy d'Hauterive, Sylvain Itkine, Georgette et Elio Gabey, auxquels s'adjoindra ensuite Jean Rougeul. Cette entreprise, dont le succès commercial fut considérable jusqu'à sa disparition due au manque de matière première en provenance d'Afrique du Nord, après le débarquement anglo-américain, fut le refuge d'un très grand nombre

de révolutionnaires ou anti-fascistes de France et d'Europe centrale*.

Les militants marseillais sont groupés en quatre secteurs, sous la direction d'Albert Demazière, et sont agissants, notamment en direction des charbonnages et des camps de travailleurs indochinois. Mais ils se méfient de l'envoyé du comité central. Tous les responsables, sauf un, sont hostiles à la « lettre des ouvriers anglais » de Marcel Hic. Beaufrère leur apparaît davantage comme un délégué de cette tendance que comme un délégué du mouvement. Ensuite, Beaufrère prend contact avec Clermont-Ferrand, dont le responsable est Laurent Schwartz, et Lyon, dont les responsables sont Colliard et l'ouvrier Sadek.

Notre révolution

Le 1^{er} janvier 1941 paraît à Paris un nouveau journal qui se réclame de la révolution socialiste : *Notre révolution*. Il justifie ainsi son titre :

Tout le monde parle aujourd'hui de révolution. Mais il suffit d'écouter ces messieurs révolutionnaires, qu'ils soient de Vichy ou de Paris, pour se rendre compte que leur révolution n'est en réalité qu'une réaction sociale dirigée contre la liberté, et surtout contre la liberté de la classe ouvrière [...]

Cependant une révolution est à l'ordre du jour de l'Histoire : révolution qui doit renverser le régime capitaliste — qu'il soit libéral ou étatique — et construire sur ses ruines une société collectiviste. Révolution qui doit abolir les frontières et unir tous les peuples en une République universelle. Cette révolution ne sera pas faite par les messieurs à particule ou par des politiciens corrompus. Elle ne sera pas faite par un sauveur mystérieux venant de l'occident ou de l'orient. Non ! Notre révolution sera l'œuvre du peuple lui-même. C'est le prolétariat qui en sera l'âme et le guide ; c'est lui qui, uni aux paysans pauvres et aux petites gens des villes, brisera les chaînes qui enserrant le monde, terrassera la réaction et construira un monde où régnera la liberté et l'égalité sociale.

Notre révolution paraît imprimé. C'est que le petit groupe de militants qui le publie est surtout composé de militants du livre, notamment des correcteurs. Parmi eux : Rimbart, Berthier, Fourier, Jean Lejeune et Meichler. Politiquement ils appartenaient au P.S.O.P. et au cercle *Lutte de classe*. Mais ils ne font jamais allusion à une filiation politique avec ces organisations.

* Sylvain Irkine et d'autres camarades du « Croquefruit » se rendirent à Lyon où, dès le début de 1943, ils travaillèrent au S.R. régional du Mouvement uni de la Résistance (M.U.R.) Arrêté le 1^{er} août 1944 par la milice, Sylvain Irkine fut torturé et déporté à Auschwitz, où il trouva la mort.

Leur activité est purement propagandiste : publier et diffuser leur journal. Ils le font avec une régularité d'horloge : jusqu'au mois de juillet 1944, ils publieront 43 numéros, exactement un par mois, sur quatre pages, parfois sur six. Le journal changera deux fois de titre, deviendra *Nos Combats*, puis, à partir de mai 1942, *Libertés*. Le groupe indique en 1944 que ces changements de titre ont été motivés par un souci de sécurité, au moment où la répression s'abattait sur l'un deux. Nous verrons qu'ils semblent bien avoir correspondu aussi à une modification de l'orientation politique.

Le groupe n'appelle pas à un regroupement des travailleurs qui sont d'accord avec ses positions. Il ne cherche pas à devenir un groupe d'action : encore en avril 1942, *Nos Combats* souligne que l'heure reste à la diffusion propagandiste, qu'il n'est pas question de constituer un parti ni une organisation centralisée. Contrairement à *l'Insurgé*, qui sera son homologue dans la zone non-occupée, il appelle seulement à se préparer à l'action, par exemple en repérant les « collaborateurs ».

Malgré l'orientation prolétarienne qu'il affiche et la composition du groupe, le journal ne se préoccupe ni des revendications ouvrières ni de la situation syndicale, ni des luttes des grévistes. Lorsque le premier numéro de *Libertés*, en mai 1942, analyse la situation internationale, il se contente de faire le point sur la situation militaire des grandes puissances.

Notre révolution est surtout intéressant par ses positions politiques. Celles-ci s'apparentent à celles qu'avait défendues Collinet au premier congrès du P.S.O.P.

1. La guerre est définie comme une guerre impérialiste. La tâche historique du prolétariat reste celle que définissait le congrès de Stuttgart en 1907 : « Mettre à profit la crise sociale soulevée par la guerre pour s'emparer du pouvoir ».

2. *Mais* il y a une différence notable entre la guerre de 1914 et celle d'aujourd'hui : alors qu'en 1914, dans les deux camps antagonistes, existait un mouvement ouvrier organisé, en 1939 il n'y a aucun mouvement ouvrier dans les puissances de l'Axe, lesquelles s'appuient d'ailleurs sur tout ce qu'il y a de réactionnaire au monde.

3. Dans ces conditions les travailleurs ne peuvent pas rester neutres dans le conflit. « L'échec de l'Axe n'est pas seulement l'intérêt des peuples dominés par lui, mais aussi l'intérêt des ouvriers des pays qui le composent ».

4. Quant à l'Angleterre, elle sera demain l'ennemie de tout mouvement révolutionnaire en Europe (dans la mesure où le prolétariat laissera faire son gouvernement). Mais, dans la mesure où elle combat aujourd'hui l'ennemi prioritaire des travailleurs, elle devient pour eux, pour le moment, un allié « occasionnel ».

5. Les travailleurs doivent à la fois s'opposer à toute paix de compromis, à tout nouveau traité de Versailles, et affirmer leur propre solution :

La collectivisation des moyens de production : l'abolition des frontières par la constitution d'une fédération des peuples libres.

6. L'indépendance nationale devient l'objet essentiel de la lutte du prolétariat français, car aucune émancipation sociale n'est possible dans un pays qui ne jouit pas de son indépendance nationale. *Mais ce sont tous les pays qui devront être indépendants, y compris les colonies et l'Allemagne elle-même.*

7. Quant au mouvement gaulliste :

Le prolétariat ne doit pas se mêler à ce mouvement et doit garder toute son indépendance de classe, car le mouvement du général De Gaulle est essentiellement bourgeois et ne lutte pas contre le fascisme, mais contre l'Allemagne et le peuple allemand, à qui il veut imposer un nouveau traité de Versailles...

Mais parce qu'il lutte pour l'indépendance nationale, « et pour cette raison seulement » sa lutte doit être soutenue. Inversement, il faut combattre la collaboration « qui n'a qu'un souci, écraser le mouvement ouvrier ».

En janvier 1941, cette position se distingue donc de toutes les autres, au sein du mouvement ouvrier : des socialistes (à l'exclusion des parlementaires ralliés à Pétain qui) se sont intégrés au courant gaulliste, anti-allemand et nationaliste, malgré leurs réticences politiques à l'égard du général ; de la direction du P.C.F., qui continue à ne pas attaquer les hitlériens, mais dénonce la City et son agent, De Gaulle ; des trotskistes de *la Vérité* qui dénoncent toute alliance avec l'impérialisme et le gaullisme et pour lesquels les revendications nationales constituent seulement un des leviers de l'action révolutionnaire ; des trotskistes de *Lutte de classe* qui considèrent la défense de ces revendications comme une déviation nationaliste ; sans parler du M.N.R. ; qui considère la victoire du fascisme comme une évolution inéluctable à laquelle il faut adapter son action.

Par contre, elle théorise, en quelque sorte, le comportement de bon nombre de militants communistes qui, dans les régions, agissent en contradiction avec les consignes de *l'Humanité* (mais *Notre révolution* manque d'antennes pour le savoir et n'y fait pas allusion).

Encore quelle ne se réclame pas, dans les termes, de la tradition internationaliste (ce qui n'est pas sans doute le fait du hasard), elle maintient sa fidélité aux thèses essentielles de cette tradition : le caractère impérialiste de la guerre, la nécessité de la transformer en

révolution, le rôle dirigeant du prolétariat et sa nécessaire indépendance, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la libération des colonies, la fédération socialiste européenne, etc.

Jamais le journal ne reprendra à son compte l'hystérie anti-allemande (ou « anti-boche »). Quant à la stratégie qui vise à utiliser les contradictions inter-impérialistes, elle se réclame de la tradition marxiste. La déclaration fait allusion à la politique de Marx et d'Engels qui, au XIX^e siècle, considéraient la Russie tsariste comme l'ennemi prioritaire des prolétaires européens. Elle se réclame aussi de la politique « défensiste » de la Commune qui, en 1871, reprenait à son compte la défense de la République française contre Bismarck, avec le soutien de Marx et de la I^e Internationale.

Mais en fait, cette déclaration comporte de nombreuses équivoques :

1. Elle commence par dénoncer le caractère impérialiste de la guerre ; mais elle écrit plus loin que cette guerre bien qu'elle *porte en elle des éléments impérialistes est en réalité une formidable crise sociale qui met en jeu l'existence même du régime capitaliste.*

2. C'est bien sur la force militaire des alliés que l'on compte pour écraser le fascisme. Autrement dit c'est l'« allié occasionnel » qui terminera la guerre et il le fera selon ses objectifs.

3. Dans ces conditions la défaite de l'impérialisme allemand ne servira pas la classe ouvrière allemande en affaiblissant le pouvoir d'État qui l'écrase et en lui permettant de se soulever, mais en imposant un régime bourgeois libéral (c'est ce qui explique que la déclaration ne mette pas en avant les mots d'ordre de fraternisation ou de solidarité internationale).

4. Le mot d'ordre « pas de paix boiteuse », se réfère à l'hostilité des révolutionnaires au traité de Versailles. Mais en réalité il signifie : « pas de paix de compromis ».

5. De même, le mot d'ordre de « fédération des peuples libres » est d'abord présenté comme un mot d'ordre socialiste, qui suppose la collectivisation des moyens de production. Mais il est utilisé ensuite sous sa forme vague, d'autant plus inquiétante que les alliés se présentent précisément comme le bloc des « peuples libres ». Finalement ses protagonistes appuieront les mots d'ordre bourgeois de fédération européenne.

Tout se passe en somme comme si toutes ces affirmations avaient deux faces : la reprise des mots d'ordre révolutionnaires et leur adaptation à une politique réaliste... et gaulliste.

Les seuls mots d'ordre que *Notre révolution* met en avant sont les mots d'ordre nationaux. Comme il ne propose aucune forme autonome d'organisation aux travailleurs, il ne reste plus qu'à soutenir le gaullisme. Ce soutien est, en fait, le seul mot d'ordre concrèt de la

déclaration. Dans ces conditions, la dénonciation politique du gaulisme n'a pas plus de poids que les « réserves » de Daniel Mayer et de ses amis à l'égard du général : les uns et les autres seront conduits inévitablement à s'intégrer au mouvement gaulliste. Ce n'est pas la voie de la « prise du pouvoir par le prolétariat ».

CHAPITRE IV

Hitler attaque l'U.R.S.S.

Comment Staline fut pris au dépourvu par Hitler

Le 26 mai 1940, le *Manifeste d'alarme* de la IV^e Internationale avertissait :

*L'amitié de Staline avec Hitler ne durera pas toujours ni même longtemps. Avant que notre manifeste n'atteigne les masses, la politique extérieure du Kremlin peut subir un nouveau tournant. En ce cas, le caractère de la propagande du Komintern changera aussi. Si le Kremlin se rapproche des démocraties, le Komintern déterra à nouveau de son arrière-boutique, le livre brun des crimes national-socialistes. Mais cela ne signifie pas que sa propagande revêtira un caractère révolutionnaire. En changeant d'étiquette, elle restera aussi servile qu'auparavant*⁵⁹.

Cet avertissement prophétique surestimait les qualités stratégiques de Staline. En fait, ce dernier n'allait prendre aucune initiative, travaillant à renforcer son ennemi principal sur le plan militaire pendant un an.

Dès novembre 1940, Barta analyse cette politique :

Qu'est-ce qui a donc pu déterminer Hitler à régler leur compte d'abord, à ses adversaires capitalistes, avec l'aide de Staline ? C'est que l'accord germano-russe liquidait le dernier mouvement ouvrier en Europe : l'antifascisme. Le renoncement provisoire de Hitler à s'attaquer à l'U.R.S.S., fut acheté par la destruction politique du prolétariat français. La politique internationale de la bureaucratie a facilité l'écrasement des prolétariats par leur propre impérialisme. Si Staline peut parler aujourd'hui au nom de l'Union soviétique agrandie de 23 millions d'habitants, Hitler parle au nom de l'Europe entière. Le bilan se solde par une perte décisive pour l'U.R.S.S. Le prolétariat mondial s'écroule, mais les bureaucraties construisent le socialisme sur 1/6 du globe ! [...]

Mais quels sont les vrais rapports entre l'Allemagne impérialiste et

l'Union soviétique ? Quelques jours avant que Molotov ne se rende à Berlin, le 8 novembre 1940, Hitler ne craint pas d'avouer qu'il fait la guerre à contre-cœur : « Jusqu'au dernier moment, même encore quelques jours avant le déclenchement de la guerre, je me suis efforcé de réaliser mes anciennes visées en matière de politique extérieure ». Contraint à la guerre contre l'Angleterre, Hitler veut-il réaliser ses « anciennes visées » — détruire l'économie planifiée de l'U.R.S.S. et rétablir le capitalisme — sinon par les armes contre l'Union soviétique, du moins par la capitulation de Staline-Molotov ? Staline n'ose pas rappeler ses « anciennes visées » ; son porte-parole Molotov proclame seulement sa « fidélité » à la politique de paix ! Et il va à Berlin entouré d'experts pour assurer les « derrières » de Hitler : en fait, Staline transforme l'Union soviétique en un dépôt d'approvisionnement des puissances anti-Komintern.

Mais les puissances de l'Axe voudront de plus en plus exercer un contrôle sur ce « dépôt » ; ils exigeront l'adaptation du plan à leurs besoins ; dans la perspective d'un prolongement durable de leur « amitié » avec l'Union soviétique, les impérialismes de l'Axe détourneront le plan vers leurs buts à eux et, en rompant son équilibre, rétabliront le capitalisme. Voilà à quel prix Staline, ou plutôt son successeur, s'assurerait une collaboration définitive avec Hitler. Si, au contraire, à un moment donné, Staline veut résister à cette pression qui mène au gouffre, alors, ce ne sont pas les serments de « fidélité » à la paix de Molotov qui empêcheront Hitler de réaliser ses « anciennes visées » par les armes. Et quel sera l'instrument tout prêt à cette intervention ? Le pacte... « à trois » que la presse soviétique accueillit favorablement et que Molotov renforce par son action diplomatique⁶⁰.

Effectivement, dès le 12 décembre 1940, Hitler était décidé à la guerre contre l'U.R.S.S. et chargeait son état-major de préparer le plan d'invasion : le plan Barbarossa. Au début de 1941 le comité central des Comités pour la IV^e s'attend à une attaque imminente.

En fait, elle fut seulement retardée d'un mois par la résistance inopinée de la Yougoslavie. Seul Staline se refusait à la voir, tant il était désireux de sauvegarder son alliance avec Hitler.

C'est ce que confirme le rapport secret de Khrouchtchev au XX^e congrès du P.C. de l'Union soviétique*.

* Khrouchtchev déclare :

Pendant la guerre et après la guerre, Staline a avancé la thèse selon laquelle la tragédie éprouvée par notre nation dans la première partie de la guerre était le résultat de l'attaque « inattendue » des Allemands contre l'Union Soviétique. Mais, camarades, cela est complètement faux. Dès que Hitler est venu au pouvoir en Allemagne, il s'est assigné pour tâche de liquider le communisme. Les fascistes le disaient ouvertement. Ils ne cachaient pas leur plan. Pour atteindre leur objectif d'agression, toutes sortes de pactes et de blocs ont été créés, tels que le fameux Axe Berlin-Rome-Tokyo. Bien des faits de la période d'avant-guerre montraient

Les internationalistes et la défense de l'U.R.S.S.

Pour involontaire qu'elle soit, l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. bouleverse les données de la situation — notamment pour les peuples des pays occupés par Hitler. L'apparent équilibre de l'empire hitlérien est rompu. Le cauchemar fasciste peut prendre fin. Les peuples opprimés reprennent confiance.

Les militants trotskistes réagissent immédiatement. Le groupe *Lutte de classe* diffuse un tract le 30 juin 1941 :

La stratégie communiste a pour tâche de coordonner la lutte de l'Armée rouge avec le développement de la lutte de classes dans les pays capitalistes.

La Vérité développe le même thème, le lendemain de l'attaque hitlérienne, dans ses deux numéros de juillet.

Deux brochures sont publiées. Elles ont disparu ; mais la revue *Quatrième Internationale* de juin 1942, en résumé ainsi le contenu : *L'une, ronéotée, dès le début de la guerre germano-soviétique, prévoyait les désastres subis par l'Armée rouge et appelait les travailleurs à aider l'État ouvrier en danger ; l'autre, imprimée, faisait le point après les désastres et montrait la voie du salut, celle de Lénine, celle d'un appel aux travailleurs du monde entier et aux travailleurs allemands en particulier.*

L'éditorial de *la Vérité* du 1^{er} août résume cette orientation en termes d'agitation :

Il faut défendre l'U.R.S.S. Pourquoi ?

1. Parce que le pillage de nouvelles matières premières et l'exploit-

clairement que Hitler était en train de tout mettre en œuvre pour engager une guerre contre l'Union soviétique et qu'il avait concentré d'énormes unités en même temps que des unités blindées près des frontières soviétiques.

Khrouchtchev rappelle les avertissements qui avaient été prodigués à Staline : ceux de Churchill dès le 3 avril 1941, puis le 18 et les jours suivants, ceux des attachés militaires à Berlin, le 6 mai et le 22 mai, donnant la date précise — reportée — de l'invasion ; ceux de l'ambassade soviétique à Londres, donnant le chiffre exact des divisions qui allaient être engagées (147 divisions). *Mais, déclare Khrouchtchev, Staline ne se souciait aucunement de ces avertissements. Bien plus Staline ordonna de n'accorder aucune audience à des informations de ce genre pour ne pas provoquer le début d'opérations militaires.*

Quelques jours avant l'invasion, le chef de district militaire spécial de Kiev, informa Staline que *les armées allemandes étaient sur le Bug, se préparaient pour l'attaque et commenceraient probablement leur offensive dans un avenir immédiat.*

Il demandait l'autorisation de procéder à des mesures de défense.

Moscou répondit à cette proposition en affirmant que ce serait une provocation, qu'il ne fallait entreprendre aucun ouvrage défensif aux frontières, qu'il ne fallait pas donner aux Allemands un prétexte pour déclencher l'action militaire contre nous.

Khrouchtchev ajoute :

Alors que les armées fascistes avaient effectivement envahi le territoire soviétique et que commençaient les opérations militaires, Moscou donna l'ordre de ne pas répondre au feu allemand. Pourquoi ? C'était parce que Staline, en dépit de l'évidence, pensait que la guerre n'avait pas encore commencé, que c'était seulement une action de provocation de la part de sections indisciplinées de l'armée allemande, et qu'une réaction de notre part serait une raison, pour les Allemands, de commencer la guerre (traduit de l'édition anglaise).

tation d'une nouvelle main-d'œuvre donneraient des chances à Hitler, lui permettraient de prolonger la guerre.

2. Parce que la nécessité pour Hitler de jeter toutes les forces nazies sur le front oriental l'oblige à dégarnir l'Europe occidentale (il n'y a plus que 200 000 hommes en zone occupée) et créer des conditions d'autant plus favorables à la lutte que la résistance soviétique se prolongera.

3. Parce que Hitler veut profiter de la situation périlleuse créée pour l'U.R.S.S. par les trahisons de la bureaucratie stalinienne pour anéantir l'État ouvrier, l'économie planifiée, la propriété collective ; pour faire de l'U.R.S.S. un marché de matières premières et de main-d'œuvre, un débouché pour les produits de l'industrie capitaliste. Parce que Hitler pourrait ainsi insuffler un nouveau sursaut de vie au capitalisme agonisant, s'accorder avec ses rivaux impérialistes, terminer la guerre et noyer dans le sang pour des années toute possibilité de luttes ouvrières.

Sur ces bases, presque tous les militants trotskistes sont d'accord pour l'essentiel, même ceux qui ne reconnaissent pas à l'U.R.S.S., le caractère d'un État ouvrier : seule une petite minorité s'y opposera en 1942. En effet, quoi qu'on pense du caractère de classe de l'U.R.S.S., sa transformation en colonie allemande ne pourrait que constituer une gigantesque régression et un atout majeur pour la dictature hitlérienne ; enfin, en raison des traditions de la révolution d'Octobre, la lutte des armées russes, contre le gré de la bureaucratie dirigeante, pouvait susciter un réveil des classes opprimées dans l'Europe fasciste : c'est du reste ce qui allait se produire en Yougoslavie. Le moment semblait mal venu pour ressusciter le débat théorique de 1937-38.

La Vérité explique ainsi « comment défendre l'U.R.S.S. » :

Les ouvriers de notre pays ont l'esprit vif. Il ne leur faut pas beaucoup de mots pour comprendre les choses...

Napoléon ne put vaincre en Russie parce qu'il lui fallut mettre la meilleure partie de son armée contre le peuple espagnol insurgé. Il faut que Hitler rencontre aussi son Espagne. Grâce à nous, il ne doit pas pouvoir vaincre l'Armée rouge avant l'hiver. C'est à nous, ouvriers d'Europe et d'U.R.S.S. que reviendra la victoire au printemps par la révolution prolétarienne.

Hitler ne peut vaincre l'U.R.S.S. sans l'appui de l'industrie française. Les capitalistes français sont solidaires d'Hitler dans les bénéfices de guerre comme dans la lutte contre le danger révolutionnaire. A leur solidarité de classe réactionnaire, opposons notre solidarité de classe révolutionnaire. Il faut briser par tous les moyens efficaces et appropriés, l'arme que constitue l'industrie française dans les mains de Hitler.

Seuls les progrès du mouvement ouvrier en Europe permettront aux peuples soviétiques de tenir jusqu'à l'explosion révolutionnaire. Chaque mouvement revendicatif, grève, résistance, est un soutien direct aux peuples soviétiques.

Pour que la lutte pour défendre l'U.R.S.S. et nous libérer (ce qui est une seule et même lutte) soit efficace, il faut nous unir. Pour nous unir, il faut constituer des « Comités ouvriers de résistance ». Dans ces comités, doivent se rassembler les travailleurs de toutes tendances qui veulent la chute d'Hitler par la révolution...

Précisons que cet appel est lancé à un moment critique : l'avance allemande est foudroyante ; cinq semaines après le début de son offensive, elle semble irrésistible. La question que l'on se pose avec anxiété, c'est de savoir si l'U.R.S.S. tiendra jusqu'à l'hiver. Personne ne peut imaginer que la victoire de la révolution aura lieu dans les mois qui suivent : le « printemps révolutionnaire » doit bien entendu s'entendre au sens symbolique.

Les désastres de l'Armée rouge et le tournant communiste

Dès les premiers jours de la guerre, on peut juger de ce que valait, même du point de vue militaire, la politique nationaliste de conquêtes entreprise par Staline. En accord avec Hitler, il avait mis la main sur la Pologne et les pays baltes au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En quelques jours, l'Armée rouge est balayée de tous ces territoires. Le 27 juin, Hitler peut annoncer la prise de Kaunas, de Vilno et de Riga. Lorsque, le 20 juillet, l'U.R.S.S. signe avec la Pologne un traité reconnaissant « la nullité des conquêtes de 1939 », il y a plusieurs semaines que ces conquêtes lui ont été reprises. Minsk, Smolensk, Kiev tombent en août et septembre. Le 22 novembre 1941, von Kleist occupera même Rostov, porte du Caucase, tandis que les Allemands parviendront à vingt kilomètres de Moscou.

C'est seulement en décembre 1941 que les Soviétiques dégageront Moscou et rétabliront un front.

Les unités de l'Armée rouge sont décimées, encerclées, capturées. Le 15 novembre, *la Vérité* écrit :

Le haut commandement soviétique s'est révélé complètement incapable. L'élimination, entre 1923 et 1928 des collaborateurs de Trotski, les organisateurs de l'Armée rouge, l'exécution de Toukhatchevsky, Yakir, Gamarnik et tous les militaires de carrière dont la guerre civile avait révélé le talent ; l'épuration au lendemain de la catastrophique campagne de Finlande ; toutes ces amputations de l'état-major ont fini par mettre le commandement entre les mains des plus médiocres.

Ces constatations vaudront aux trotskistes les attaques violentes du P.C.F. ⁶¹. Mais au XX^e congrès, Khrouchtchev les confirmera : *De très graves conséquences, surtout au début de la guerre, vinrent de l'annihilation par Staline de nombreux commandants militaires et ouvriers politiques de 1937 à 1941... La politique de répression contre les cadres militaires menait aussi à miner la discipline militaire, car, pendant plusieurs années, officiers de tout rang et même soldats du Parti et des cellules des Jeunesses Communistes recevaient la consigne de « démasquer » leurs supérieurs comme des ennemis cachés.*

La Vérité fait état de dissensions dans les sommets de la bureaucratie soviétique (Malenkov et Timoshenko).

Le silence de Khrouchtchev au XX^e congrès ne prouve pas que de telles dissensions n'aient pas existé. Mais cette information va dans le sens de l'évolution que les militants trotskistes attendent en U.R.S.S. La division de la bureaucratie en deux camps, dont l'un sera prêt à favoriser la contre-révolution, pendant que l'autre comprendra que la défense de l'U.R.S.S. s'identifie au retour à la démocratie soviétique et à la préparation de la Révolution internationale. Tel sera le thème de *la Vérité*, comme de *la Lutte de classe* pendant toute la guerre. C'est pourquoi *la Vérité* du 15 octobre poursuit, en parlant de l'état-major : *Ces gens se sont révélés incapables d'élaborer une stratégie pour la guerre civile internationale.*

C'est en vérité le cadet des soucis du gouvernement soviétique. Dès le 2 juillet, Staline a proclamé la guerre nationale. Bientôt il remplacera *l'Internationale* par un hymne russe. L'ennemi est devenu l'Allemand, le « boche ». Sur le plan international, Staline reconnaît les buts de guerre de Roosevelt. Bien loin de préparer la révolution, il recommande aux peuples de renoncer aux objectifs révolutionnaires, plus carrément qu'avant le pacte germano-soviétique, et de suivre leurs gouvernements « démocratiques ». Dans les pays occupés, Staline ordonne aux partis communistes de s'intégrer à la résistance bourgeoise.

La Vérité commente, le 1^{er} août 1941 : *Tandis que Moscou déclare : « Suivez De Gaulle, il vous montre la voie ! », le P.C. anglais se déclare prêt à soutenir tous les efforts de Churchill, l'ennemi de toujours du bolchevisme. Il est vrai que Moscou a été jusqu'à affirmer que l'Armée rouge ne luttait pas pour le renversement du capitalisme mondial, alors que c'est là la tâche que lui a assignée le décret qui la fonda, mais pour « l'honneur, le droit, la liberté » (Molotov). C'est la nouvelle alliance stalinienne, sans conditions, avec l'impérialisme, aux frais des travailleurs soviétiques et de la révolution prolétarienne mondiale.*

La résistance gaulliste et Vichy

En ces années 1941-1942, où l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. vient lui donner un coup de fouet, quelle est la nature de cette résistance gaulliste que Moscou invite à suivre ?

Elle est fort composite. Nous avons vu les positions du Mouvement national révolutionnaire (dont les militants rallieront la Résistance en 1941) : l'historien de la Résistance, Henri Noguères ⁶², compte son journal *la Révolution Française* parmi les journaux résistants dès 1940, c'est-à-dire au moment où cette feuille adopte comme mot d'ordre : « Collaborer, oui, mais pas sous la botte ». Encore était-ce là une prise de position circonstancielle, manifestant le désarroi idéologique de socialistes. D'autres mouvements, s'ils sont violemment anti-allemands, n'ont pas une idéologie très différente de celle des nazis. Ainsi l'Organisation civile et militaire (O.C.M.), recrutée surtout dans l'extrême droite nationaliste, manifeste une idéologie technocratique fascisante et antisémite. Dans *les Cahiers de l'O.C.M.*, Blocq Massart écrit par exemple, à propos de « l'expérience néfaste » de Léon Blum : « Il se révèle que ce Juif n'a que des amis Juifs, n'a confiance qu'en des Juifs ». Noguères raconte les remous produits par un article « dont *la Gerbe*, *le Pilon* ou *Je suis partout* (journaux pro-allemands antisémites) n'eussent probablement pas refusé l'insertion » ⁶².

De toute façon, les frontières avec la réaction fascisante de Vichy sont extrêmement floues. Ce n'est pas seulement un organe clandestin comme *Défense de la France* qui se refuse à condamner Vichy. De Gaulle lui-même ne cachera pas son attirance pour la politique anti-ouvrière et réactionnaire de Vichy, ne reprochant au maréchal que de l'avoir compromise par la capitulation :

Si dans le domaine financier et économique, ces technocrates s'étaient conduits malgré toutes les traverses, avec une incontestable habileté, d'autre part les doctrines sociales de la « Révolution nationale » : organisation corporative, charte du travail, privilèges de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans attrait. Mais le fait que cette entreprise se confondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une autre mystique ⁶³.

On ne s'étonnera donc pas que Londres ait maintenu des rapports constants avec les hommes de Vichy. Heurteaux reste en liaison permanente avec le Deuxième Bureau de Pétain ⁶². Le colonel gaulliste Groussard collabore avec le ministre de la Guerre, Huntziger. Noguères écrit, tout naturellement :

Celui-ci, depuis son retour d'Angleterre, via Lisbonne et Madrid, a revu à plusieurs reprises le général Huntziger à qui il a rendu

compte de sa double mission auprès des Anglais et des Français libres.

Mais dans le panier de crabes de Vichy, veille le ministre de l'Intérieur Pucheu, soucieux de se faire bien voir de Berlin : le 15 juillet 1941, il fait arrêter le colonel Groussard. De même Loustanau-Lacau, chef du réseau « Alliance » est arrêté le 18 juillet ; indigné d'un tel manque de fair-play, il écrit en 1948 :
*Je donne tous ces détails pour que le lecteur se rende compte de la conduite de ces commissaires, aujourd'hui investis de hautes fonctions. Rien ne les obligeait à mon arrestation puisque mon activité était entièrement clandestine*⁶⁴.

Le chef des Croix de Feu, le colonel de la Roque, un des plus fermes propagandistes de l'État français, appartient lui aussi à un réseau *Alibi* (sic) qui travaille avec l'Intelligence Service⁶².

Les services des « Menées antinationales » chargés de la chasse aux révolutionnaires et aux antifascistes est lui aussi « résistant ». Henri Noguères commente, sévère mais compréhensif :
*Il est toujours regrettable de se mettre dans le cas d'avoir à faire ainsi la part du feu. Plus regrettable de le faire en sacrifiant des libertés et des vies et surtout lorsque ce sont des critères politiques ou idéologiques qui entrent en jeu*⁶².

Traduisons ces euphémismes : ces gens « font la part du feu » en sacrifiant aux nazis les révolutionnaires et les communistes, ce qui correspond en même temps à leur idéologie. Tout cela est « regrettable » mais leur permet de servir patriotiquement les Alliés — ce qui correspond aussi à leur idéologie.

Les frontières ne sont guère plus nettes pour le principal mouvement de résistance en zone Sud, le Mouvement de libération nationale, animé par Frenay, qui a fusionné en 1941 avec les démocrates chrétiens de *Libertés* (de Menthon, Cl. Bourdet) et publie *Combat*. En février 1942, Frenay a plusieurs entrevues avec Pucheu, le même ministre qui, quelques mois auparavant, s'entendait avec les nazis pour déterminer la liste des cinquante otages qui devaient être fusillés à Châteaubriant⁶².

Selon Passy, le mouvement *Combat* se serait déclaré prêt en outre, « dans un but de conciliation, à faire cesser dans son journal clandestin, les attaques contre la personne du maréchal Pétain et à adoucir progressivement celles dirigées contre ses ministres »*. Les pourparlers échouent parce que Pucheu en fait part à ses préfets.

L'imbroglie devient plus incroyable encore quand Chevance, le

* H. Noguères (Histoire), dans *L'Aventure incertaine* (éd. Stock), Claude Bourdet affirme la bonne foi de Frenay, mais cela ne change rien au sens politique de l'affaire.

principal lieutenant de Frenay nous explique le financement de son mouvement :

*La première somme très importante qui nous parvint nous fut versée par le directeur du journal le Jour de Lemaigre Dubreuilh dont l'équipe était plus ou moins rattachée à la Cagoule qui, en zone Nord, jouait la carte allemande alors que dans le Sud, elle visait à la victoire alliée*⁶².

Ainsi, la résistance « antifasciste » est subventionnée par la Cagoule, le mouvement clandestin fasciste qui, pour parvenir à ses fins, joue à la fois la carte hitlérienne et celle des Anglo-Saxons. La chaîne se forme entre les fascistes pro-allemands, les ultra-réactionnaires vichystes, les fascistes et les réactionnaires qui misent sur la victoire des Anglo-Saxons et les « démocrates » qui eux aussi, misent sur cette victoire.

En 1942, les « démocrates » de zone Sud se regroupent surtout dans le mouvement *Libération* de D'Astier de la Vigerie. Jean Moulin qui a reçu mission de faire fusionner les divers mouvements de Résistance se heurte à leurs réticences : ils n'ont pas digéré les pourparlers Frenay-Pucheu. Mais ils ont accepté de se rattacher au « symbole » de De Gaulle. Et eux-mêmes ne sont pas exempts de compromissions avec la réaction. Ils prennent par exemple contact avec un émissaire de la Cagoule... qui devient ensuite chef du Deuxième Bureau de la milice de Pétain. Et quand ils constituent leurs groupes armés « para-militaires », l'armement leur en est fourni par les officiers de l'Armée d'armistice de Vichy.

Les socialistes et De Gaulle

A Libération, les socialistes S.F.I.O. et, après un accord avec Léon Jouhaux, les cégétistes réformistes constituent quelque 40 p. cent des effectifs. Les socialistes ont mis quelque temps à se remettre du vote des pleins pouvoirs à Pétain par la majorité de leur groupe parlementaire. Ceux d'entre eux qui n'ont pas capitulé devant le pétainisme commencent à se regrouper sous la direction de Daniel Mayer, porte-parole de Léon Blum. En 1941, le Centre d'action socialiste s'efforce de les regrouper. C'est en juin 1941 que paraît le premier numéro du clandestin *Populaire. Libération* l'édite, en vertu d'un accord selon lequel les socialistes participeront à l'action de ce mouvement. Mécontents de la part réduite qui leur est laissée dans la direction de *Libération* (ils n'y sont représentés que par Viénot), et du nombre important de cadres communistes dont s'entoure D'Astier, ils créent, un moment, des groupes autonomes de résistance (*Veni*) à

Marseille et Toulouse. Mais dans l'ensemble, ils continueront leur collaboration au mouvement.

Dans la zone occupée, au contraire, ils animent eux-mêmes un mouvement, *Libération Nord* dont le premier journal clandestin est paru en décembre 1940 (à ce groupe appartient Louis Saillant qui collabore en même temps à la commission syndicale des Comités de la IV^e Internationale).

Le Parti socialiste n'a rien appris depuis 1936 et 1940. Sa propagande utilise les déclarations de Léon Blum et Le Troquer au procès de Riom. Ce procès commence en février 1942. Il manifeste le courage des inculpés, mais aussi le véritable caractère de leur politique.

Comme ses co-accusés, le chef du Parti socialiste a, en effet, défendu courageusement sa politique, au point que le procès devenant celui des hommes en place, et Hitler manifestant son mécontentement, le tribunal préféra en avril interrompre le procès et renvoyer les inculpés dans leur prison. La défense de Léon Blum était donc bien l'expression réelle de sa pensée. Elle n'en est que plus significative.

Léon Blum explique, en effet, au tribunal que son rôle en juin 1936 a été d'empêcher la révolution, en accord avec le grand patronat. *Sans nul doute, j'aurais tenté moi-même ce qu'on a appelé l'accord de Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat... MM. Lambert-Ribot, Duchemin, Dellouze, anciens présidents de la Chambre de commerce de Paris, étaient chez moi et nous réglions ensemble une conversation avec la C.G.T., déjà acquise du côté patronal... Personne (dans la bourgeoisie) ne faisait de résistance... On ne demandait qu'une chose aux Chambres : allez vite, votez vite afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée, non de révolutionnaire, mais de quasi-révolutionnaire et qui l'était en effet.* Il ajoute : *Dans la bourgeoisie, en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur.*

[...] *Le 6 juin, après cinq jours de règne, le gouvernement était manifestement débordé. Il pensa mettre fin à un mouvement dont le caractère révolutionnaire s'aggravait sans cesse, en contentant d'un seul coup les revendications essentielles derrière lesquelles il s'abritait.*

Tel est le texte que les socialistes diffusent à des milliers d'exemplaires en mars 1942 sous le titre : *La République accusée*. Ils proclament ainsi directement leur solidarité avec la bourgeoisie en juin 1936. C'est dire qu'ils n'entendent pas modifier leur politique en pleine guerre : tout naturellement, ils se rangent dans le camp de la « résistance nationale » et derrière son chef, De Gaulle.

Ce ralliement ne laisse pas pourtant de leur causer des difficultés.

En décembre 1941 le comité du secteur du Parti socialiste pour la zone Sud pose des quantités de questions sur De Gaulle à l'envoyé de la France libre (Morandat) :

Pendant deux heures, raconte Morandat, ils m'ont questionné sur le général De Gaulle, ses buts, ce qu'il pensait des différentes questions... C'était très vaste, bien sûr, comme tour d'horizon : la république naturellement, la démocratie, le syndicalisme, l'après-guerre, l'école... ».

*Quoi qu'en pense aujourd'hui Morandat, ajoute Henri Noguères, ses interlocuteurs — ils nous l'ont confirmé — ne posaient autant de questions ce jour-là que parce qu'ils éprouvaient justement quelques inquiétudes... mais ils ne demandaient qu'à être rassurés*⁶².

Cela est vrai d'autant plus que le *Populaire* était financé par Morandat.

Coup sur coup, plusieurs d'entre eux vont se rendre à Londres : Philip, Tixier, Pineau (de *Libération-Nord*) et Félix Gouin (mandaté par Blum et le comité directeur).

Le premier ne pose aucune question indiscreète. Il se laisse piloter par Passy et obtient un maroquin au gouvernement de Londres : il accueillera bientôt à bras ouverts C. Vallin, député P.S.F. (Croix de Feu) qui a partagé la responsabilité de l'inculpation de Blum et de ses codétenus : mais le tollé sera tel à Londres qu'il faut renoncer à lui confier un ministère. Christian Pineau éprouve quand même quelques inquiétudes :

*Aucune question sur la Résistance, explique-t-il. Je constate que, comme Passy, il [De Gaulle] ignore presque tout de la Résistance. Sa conception de la France est militaire*⁶⁵.

Tixier et Pineau demandent au chef de la France libre d'affirmer sa fidélité à la République et aux libertés démocratiques.

Pas n'importe lesquelles ! tranche De Gaulle. Pas de retour à la licence d'avant-guerre. J'entends condamner le régime qui nous a amenés où nous sommes.

Il accepte finalement d'écrire un message, mais en des termes qui atterrent les socialistes.

Il [De Gaulle] se refuse à toute adjonction, notamment en ce qui concerne les problèmes économiques.

Enfin, comme je lui demande s'il ne désire rien communiquer aux syndicalistes, il prononce avec un sourire cette phrase qui me glace : « Dites simplement à ces braves gens (sic) que je ne les trahirai pas ».

Pourtant le représentant de *Libération-Nord* est un peu rassuré par la version définitive du message que lui remet De Gaulle : *La phrase concernant Vichy a été renforcée. Elle devient : « un autre [régime] sorti d'une criminelle capitulation s'exalte en pouvoir*

personnel ». Pourquoi faut-il que, par souci d'équilibre, il ait modifié aussi le passage concernant la III^e République ? : « un régime moral, social, politique, a abdiqué dans la défaite après s'être lui-même paralysé dans la licence ».

Pineau exulte surtout en raison de la victoire qu'il obtient dans le passage suivant qui, paraît-il, « comporte une allusion aux problèmes économiques ».

Nous voulons en même temps que, dans un puissant renouveau de la nation et de l'empire, par une technique dirigée, l'idéal français de liberté, d'égalité et de fraternité soit désormais mis en pratique chez nous.

Muni de ce viatique, l'envoyé de *Libération-Nord* revient en France... où les syndicalistes (C. Laurent, Neumeyer, Saillant, Tessier, Bouladoux) l'accueilleront avec « une certaine réserve, pour ne pas dire froideur ». Encore, ajoute Noguères, Christian Pineau s'est-il bien gardé de dire à ces « braves gens » qu'une mission particulière fait de lui un agent du B.C.R.A.M. (de Passy) ⁶².

La déclaration de De Gaulle est en général bien accueillie. *Les communistes la jugeront « d'esprit républicain » et la trouveront rassurante pour les organisations démocratiques* ⁶⁶.

Seuls, semble-t-il, les socialistes ne sont pas convaincus. Mais, pour sauvegarder l'unité de la Résistance, ils feignent de l'être. *Certains considérant de ce manifeste dénonçant le régime « moral, social, politique et économique » qui a abdiqué dans la défaite après s'être paralysé lui-même dans la licence, mériteraient d'être éclairés », écrit le Populaire. Il poursuit : Si nous en croyons quelques commentaires officieux, le général De Gaulle dénonce, dans cette licence les nombres énormes de chômeurs, les autodafés de blé, les destructions de stocks au moment où les populations manquaient de tout et auraient pu se partager les richesses insoupçonnées du globe. Cette critique du monde bourgeois serait le plus bel hommage que l'on pourrait nous rendre* ⁶⁷.

L'auteur de l'article, Daniel Mayer, ne manquait pas d'humour, mais cet humour ne pouvait être compris que de quelques initiés.

Le délégué des socialistes à Londres, en tout cas, ne se fait guère d'illusion sur la réalité du gaullisme. Arrivé en août 1942, Félix Gouin est encore plus stupéfait que ses prédécesseurs, de l'accueil qu'il reçoit :

Je suis venu à Londres, non pas comme un simple particulier, mais pour y représenter officiellement le Comité d'action socialiste. C'est à ce titre et en cette qualité que j'ai adhéré à la France combattante. Mon rôle était donc celui d'un agent de liaison entre la France combattante et le parti qui, depuis 1941, se dépense sans compter dans le double but d'assurer la libération de la France et le

rétablissement de la démocratie. A mon arrivée ici, une chose m'a surpris : on n'y reconnaissait point les partis organisés... J'ai dû constater... qu'il s'agissait, en fait, d'une politique parfaitement déterminée et réfléchie.

Faisant allusion à un article retentissant de Pierre Brossolette (ancien socialiste) dans *La Marseillaise*, il poursuit :

Les partis, dit Brossolette, n'existent plus. Il n'y a aucun intérêt à les ressusciter. Une seule réalité compte : la Résistance, cadre unique dans lequel doivent se fondre tous les éléments anti-hitlériens et anti-vichyssois.

Quelques jours après cet article, il y eut une réunion du groupe Jean Jaurès au cours de laquelle j'indiquai nettement que je n'approuvais à aucun degré une thèse semblable, d'abord parce qu'elle est contraire à la réalité, ensuite, parce qu'il n'y a pas de démocratie sans partis organisés.

Ma prise de position était donc des plus nettes et il ne me paraît pas douteux qu'à partir de cet instant j'ai été considéré comme un esprit subversif ou, à tout le moins, comme un naïf ayant le tort de prendre au sérieux, très au sérieux, la façade démocratique que l'on a peu à peu substituée, dans la maison, à la façade semi-fasciste qui était la sienne jusqu'en 1941⁶⁸.

Mais le Parti socialiste a avalé d'autres couleuvres. Son seul but est de restaurer le *statu quo ante* : la république parlementaire, l'empire, la laïcité et les syndicats. Dans cette lutte, les impérialismes anglo-saxons constituent les seuls alliés possibles : la classe ouvrière ne peut que s'intégrer — continuer à s'intégrer — à la fraction de l'État bourgeois et de la bourgeoisie qui a maintenu l'alliance avec eux. De Gaulle est un chef incertain qui, si les rapports de forces le permettent, établira une autre forme d'État autoritaire. Mais il n'y a pas de choix. Les socialistes resteront intégrés à la Résistance gaulliste.

« La Vérité » polémique avec André Philip

Fort du nouveau message du général, André Philip le commenta à la radio et invite les Français à constituer un seul parti, celui de la Résistance, selon les idées de De Gaulle et Brossolette. Les trotskistes en profiteront pour engager le dialogue avec les travailleurs socialistes, en s'efforçant d'être compris par eux. Un article (d'Yvan Craipeau), paraît dans *la Vérité*, n° 37, du 15 septembre 1942 sous le titre : « Où un général monarchiste défend les traditions de 1789 ».

Concluant une série de discours prononcés par lui depuis son arrivée en Angleterre, le député socialiste André Philip a parlé le lundi 31 août aux auditeurs anglais de Radio-Londres. Il a, dans ce

discours, résumé pour le public britannique, les lignes essentielles du programme politique de la « France combattante ». Voici les trois thèmes principaux de son exposé :

1. La « France combattante » lutte pour la liberté et le respect de la personne humaine. Patrons et ouvriers, socialistes et conservateurs, sont unis pour cette lutte.

2. La liberté et le respect de l'individu sont les conquêtes de 1789 : la « France combattante » défend la tradition de 1789.

3. La tradition de 1789 est la tradition de la République, gouvernement légal de la France. Le Comité national de Londres est le gouvernement français selon la loi, De Gaulle étant le seul membre du gouvernement qui ait voulu et pu continuer la lutte que le gouvernement de droit s'était engagé à mener jusqu'au bout.

Ce bavardage juridique et moralisateur étonne dans la bouche d'un socialiste qui prétend savoir ce que pensent les masses. Un propagandiste ouvrier comme est André Philip aurait dû, sur ces trois points, dire ceci :

1. En régime capitaliste, il n'y a pour la grande masse des travailleurs qu'une liberté : celle d'être exploitée par le patronat ; et la personne humaine n'y a d'autre destin que d'être brisée par la guerre et d'être broyée par la machine. Seul le socialisme signifie la liberté et le respect de l'humanité. Comment patrons et ouvriers, conservateurs et socialistes, pourraient-ils dès lors s'unir autour d'un programme socialiste ?

Cette démagogie ne rappelle-t-elle pas trop le creux bavardage des radicaux ?

2. La classe ouvrière veut défendre la tradition de 1789, la vraie, la tradition révolutionnaire, arracher le pouvoir aux féodalités capitalistes. C'est pourquoi un général monarchiste comme M. Charles De Gaulle ne lui apparaît pas spécialement qualifié pour représenter la tradition de 1789.

3. Le général De Gaulle a continué la guerre ; mais nous n'oublions pas que la guerre qu'il a continuée, la guerre de Daladier-Reynaud, la guerre des capitalistes français, le peuple de France n'a pas voulu la faire. S'il veut mener une guerre aujourd'hui, c'est la guerre contre la réaction et l'oppression, pour le socialisme. C'est pourquoi la classe ouvrière de France veut, pour mener cette guerre, non un gouvernement selon la légalité bourgeoise, mais un gouvernement du peuple, un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Nous comprenons bien le souci d'André Philip : il veut unir tous ceux qui sont prêts à lutter contre l'oppression hitlérienne. Mais, cela ne peut pas se faire autour de banalités creuses, pour un avenir indéterminé. L'union peut se faire dès aujourd'hui dans la lutte pour les salaires, pour le ravitaillement, contre les départs en Allemagne.

Mais elle ne peut pas, elle ne doit pas se faire autour d'un programme qui subordonne une fois de plus la classe ouvrière à la bourgeoisie. Elle doit au contraire ouvrir la voie à la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir. Il ne s'agit pas de refaire l'ancien 1789, celui du tiers-état, mais une nouvelle révolution, celui du quatrième état, du prolétariat.

Le tournant nationaliste des communistes

Le tournant politique du Parti communiste français avait été amorcé en un temps où les rapports se faisaient des plus tendus entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., mais avant l'agression nazie. C'est en avril 1941* — au moment où *l'Humanité* commençait à mettre en cause « les crimes des occupants » — que Marrane avait commencé des sondages en vue de constituer un Front national avec des personnalités d'horizons divers. Le 13 mai 1941, le P.C.F. lance officiellement un appel « pour la formation d'un Front national de lutte pour l'indépendance de la France ».

Rol Tanguy en définit ainsi les objectifs pour les historiens de la Résistance :

Ce Front national se proposait [...] de regrouper dans son sein des hommes de toutes conditions, depuis les religieux « en exercice » jusqu'à des ouvriers, des hommes politiques, etc. Il avait comme ambition [...] d'être en quelque sorte un vaste rassemblement de patriotes de toutes les couches sociales, et cela a créé une base puissante pour la résistance dans le pays.

Ainsi était reprise l'idée du Front des Français, lancée par Thorez avant la guerre, pour « élargir » le Front populaire. Avec cette différence qu'elle correspondait à l'aspiration des larges masses vers une libération de l'oppression nazie.

Pourtant, ce rassemblement « national » garde ses distances à l'égard de De Gaulle et s'y oppose. *L'Humanité* du 13 mai 1941 déclare :

Certains Français et certaines Françaises qui souffrent de voir notre pays opprimé par l'envahisseur placent à tort leurs espérances dans le mouvement de De Gaulle. A ces compatriotes nous disons que ce n'est pas derrière un tel mouvement d'inspiration réactionnaire et colonialiste, à l'image de l'impérialisme britannique, que peut se réaliser l'unité de la nation française pour la libération nationale.

* Beaucoup de militants communistes avaient mené en province une politique différente de celle de leur direction et résisté à l'occupant bien avant le tournant. Mais le changement d'orientation est déterminé par des directives internationales. On le voit par exemple par l'évolution, à la même date, du P.C. Indochinois qui se tourne vers les Alliés.

La veille-même de l'attaque nazie contre l'U.R.S.S., *l'Humanité* du 20 juin écrit encore en manchette :

Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, en faisant la grève, ont montré le chemin de la lutte revendicative aux travailleurs de France qui exigent unanimement l'augmentation des salaires et un meilleur ravitaillement. Pétain avoue la peur que lui inspire le communisme. Les traîtres de Vichy font tuer des Français en Syrie pour l'Allemagne tandis que De Gaulle et Catroux en font tuer d'autres pour l'Angleterre.

A bas la guerre impérialiste !

Vive la liberté et l'indépendance des peuples coloniaux !

Vive le Front national de l'indépendance de la France !

Une telle orientation est bien différente de celle de De Gaulle. Nous avons vu avec quelle condescendance il consent à dire un mot aux « braves gens » qui dirigent (ou dirigeaient) les syndicats réformistes. Quant à la grève générale des mineurs, il n'a rien de commun avec elle.

On chercherait d'ailleurs vainement, écrit Noguères, une allusion aux grèves de mai et juin 1941 dans les Mémoires de guerre du chef de la France libre. Et il faudra attendre jusqu'au 7 mars 1943 pour que soit exaltée, au micro de la B.B.C. par Fernand Grenier, la grève des mineurs ⁶².

Ajoutons qu'à cette époque, Grenier l'intègre purement et simplement à la résistance gaulliste. Rétrospectivement du reste, l'historien de la Résistance se demande si elle appartient à la Résistance. Conçu comme nationaliste et action de diversion, elle y a droit. Ouvrière et revendicative, elle n'y a pas droit :

Il est donc permis de se demander objectivement dans quelle mesure un tel mouvement peut être considéré, à proprement parler, comme une action de résistance. Il semble qu'à Londres, en tout cas, on ait vite — un peu trop vite même — répondu par la négative à cette question, si même on se l'est posée ⁶⁹.

C'est dire clairement que la résistance bourgeoise et militaire n'a rien de commun avec la résistance ouvrière.

Mais, après l'appel de Radio-Moscou (« Suivez le général De Gaulle, il vous montre le chemin »), le P.C.F. rectifie le tir. En un premier temps, la guerre cesse d'être « impérialiste » et on ne parle plus des impérialismes ni de De Gaulle. *L'Humanité* du 2 juillet 1941 proclame :

La libération de la France dépend de la victoire de l'U.R.S.S. ; faisons tout pour hâter cette victoire. Le fascisme, c'est l'ennemi à abattre.

Au second semestre de 1941, la revue théorique du P.C.F., *les Cahiers du bolchévisme*, achève le tournant : « Les Français saluent

dans les soldats de De Gaulle, des combattants de la bonne cause, des combattants anti-hitlériens⁷⁰ ».

Rappelant *l'Humanité* du 13 mai, *la Vérité* raille : « Une bonne cause... réactionnaire et colonialiste⁷¹ ».

Mais, ce n'est pas ce caractère réactionnaire et colonialiste du chef de la France libre qui peut inquiéter les personnalités nationalistes embarquées avec les communistes à la direction du Front national. Il suffit de rappeler quels sont ces hommes. Charles Tillon cite Langevin et Joliot Curie. Il en oublie quelques autres. Citons par exemple Bidault (qui est aussi à *Combat* et deviendra le chef de l'O.A.S. pendant la guerre d'Algérie), Louis Marin ou J. Debu-Bridel. Voici par exemple comment ce dernier explique son ralliement au Front national :

Collaborateur de Louis Marin, d'André Tardieu, d'Emile Buré, je suis un nationaliste de tradition... Pourquoi renierais-je Déroulède aujourd'hui ? Nous voulions faire la guerre. Pas de politique. C'était le mot d'ordre absolu. Fort de l'aide de Louis Marin, nous en recherchions le moyen le plus efficace. Or, l'U.R.S.S. était en guerre, il était certain que le P.C. avec son organisation secrète préexistante, exceptés les mouvements d'inspiration directement étrangère comme les organisations de l'Intelligence Service, était l'élément le plus efficace en France⁷².

Effectivement, le Front national ne peut que satisfaire J. Debu-Bridel ou Louis Marin.

Militairement, il est remarquablement efficace. Les sabotages, qui se développent depuis plusieurs mois, ont considérablement augmenté depuis l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. ; les manifestations sont encadrées d'équipes armées, les poudrières sont pillées, les machines sont mises hors de service, les entrepôts et les usines brûlent, les stocks d'essence explosent, les collaborateurs sont exécutés, les trains de la Wehrmacht déraillent. Bientôt, les F.T.P. se livreront à des attentats contre les officiers allemands, jeteront leurs bombes dans les lieux de rassemblement de l'armée, puis attaqueront des détachements, des convois et des trains.

Politiquement, la littérature du P.C.F. et du Front national dépasse en chauvinisme celle de *Combat* et même de l'O.C.M. Le langage est celui de Déroulède. Il n'est plus question de distinguer entre ouvriers et capitalistes allemands, nazis et anti-nazis : tous les Allemands sont des « boches », comme aux beaux temps de la guerre de 14-18 et des campagnes du *Matin*.

Contrairement à ce qu'écrit Lecœur⁷³ ce vocable chauvin n'avait pas été employé par la propagande communiste au cours de la grève du Nord de 1941 : les extraits de *l'Enchaîné* qu'il publie en font foi. Mais il est vrai qu'il est d'usage courant dans la population, surtout dans les

régions dévastées par deux guerres et où, par surcroît, le socialisme de tradition guesdiste était resté profondément marqué de nationalisme. Ce terme de haine résume les rancœurs chauvines de la guerre et 1914 et les sentiments d'hostilité suscités par l'oppression nazie. Utiliser ce potentiel de haine nationaliste à l'état brut est immédiatement rentable.

Du coup, les deux camps apparaissent d'une manière simple : d'un côté les nazis, les « boches » et leurs agents, de l'autre les anti-hitlériens de toutes classes et de toutes opinions, appuyés par les alliés soviétiques et anglo-saxons. Cette simplification permet de ne pas se poser de questions (on verra après la libération) et de passer à l'action.

Les communistes en tirent aussi profit. Un profit moral d'abord. Ils sont réintégrés dans la société « nationale » qui les considère avec autant d'admiration que d'inquiétude.

En 1942, déclare le colonel Rémy, les F.T.P. constituaient la seule organisation clandestine armée qui luttait efficacement contre les Allemands ⁷⁴.

Compliment significatif si l'on songe que le colonel Rémy éprouvait en même temps pour Pétain une secrète admiration qu'il rendit publique après la guerre dans le réactionnaire *Carrefour*.

Les communistes en tirent un profit matériel aussi. Au mois d'octobre 1942, ils acceptent de constituer pour le B.R.C.A. un réseau de renseignements (le réseau Fana). Moyennant quoi le représentant de Passy, Rémy, consent à leur verser un million et 500 000 F. par semaine pour les aider à faire passer les réfractaires dans le maquis ⁶⁹.

Cependant la radio anglaise ne leur fait guère de propagande. La « France libre » leur livre peu d'armes. Mais leur rôle d'aile marchante du nationalisme leur procure un avantage politique immédiat : ils recrutent des combattants à mesure que grandit la répression ; le sang appelle le sang.

Maintenant, les communistes vont dans le sens du courant et l'accélèrent avec les énormes moyens qui sont les leurs.

En août 1941, ils décident de passer à l'attaque armée des officiers allemands : le 23 août Fabien abat un premier officier au métro Barbès. C'est le début d'une terrible surenchère d'attentats et d'exécutions d'otages.

En octobre 1942, dans son organe *France d'abord* (le titre est tout un programme), l'état-major F.T.P. lance un appel : « A chacun son boche ». Publiant cette déclaration Charles Tillon en prend la défense :

Des gens pourtant bien intentionnés embrouillent sentencieusement les choses en écrivant que Marx aurait vomit s'il avait entendu crier « chacun son boche ». Ce néo-internationalisme exprimé quinze ans

après le temps où le devoir de chaque Français était d'entrer dans le combat libérateur contre un nombre limité d'Allemands tenant le pays par la terreur, était-il donc (sans doute n'était-il pas) contre nature dans une guerre comme celle que faisaient les Allemands dans les pays qu'ils occupaient ? Le mot « boche » effarouche aujourd'hui ceux qui volontairement oublient que V. Feldmann criait aux Allemands qui allaient le fusiller : Imbéciles, c'est pour vous que je meurs !

Il avait combattu aux côtés de ceux dont le mot d'ordre dans la guérilla était « chacun son boche ». Le cri de Feldmann donnait son véritable sens politique au mot d'ordre de guerre des soldats sans uniforme. Vouloir la liberté du peuple allemand exigeait que le « boche » n'occupe pas notre territoire⁷⁵.

On ne saurait justement plus « embrouiller les choses » que Tillon.

Il est certain que de nombreux communistes qui criaient « chacun son boche ! » se considéraient néanmoins comme internationalistes, en ce sens que, comme Feldmann, ils étaient persuadés d'aider aussi à la libération des autres peuples, y compris du peuple allemand. Le fer de lance des F.T.P. a pendant longtemps été constitué par les militants communistes immigrés des divers pays, la Main-d'œuvre immigrée (M.O.I.), pour lesquels le mot d'ordre « France d'abord » ne pouvait évidemment avoir de sens que tactique.

Le problème qui préoccupe Tillon est celui de la lutte armée contre les nazis. Fallait-il l'engager ? Quand ? Comment ? Avec qui ? Ce sont des problèmes tactiques ou stratégiques. Admettons que ses réponses à ces problèmes tactiques soient justes. Il reste qu'une tactique n'a de sens que par rapport à un objectif donné. Or, c'est l'objectif lui-même qui est déterminé par le chauvinisme et l'alliance avec la grande bourgeoisie nationaliste : il ne peut s'agir que de la restauration de l'État capitaliste et de l'empire colonial. Les travailleurs qui attendent de l'expulsion des nazis et de la libération du pays une libération sociale sont trompés par le P.C.F. : la « libération » sera le retour à l'exploitation par le capitalisme national. Loin de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile », le P.C.F. s'intègre à l'un des camps impérialistes et transforme la lutte des travailleurs en guerre impérialiste. La lutte armée des F.T.P. devient un secteur de cette guerre.

La propagande chauvine du P.C.F. aurait été « vomie » par Marx et par Lénine, non par purisme de langage, mais parce qu'elle allait à l'encontre de leur objectif : l'émancipation des travailleurs qui ne peut se faire que par l'alliance internationale des travailleurs contre leur bourgeoisie nationale.

Le terrorisme individuel

Lorsque le P.C.F., en août 1941, s'oriente vers les attentats individuels contre les officiers et soldats allemands, cela ne va pas sans créer du remous dans ses rangs.

L'opposition est d'abord théorique : le léninisme a toujours condamné les attentats individuels auxquels il oppose l'organisation des masses. Au comité central du 31 août 1944, J. Duclos rappelle ces réticences idéologiques :

C'est alors que dans nos rangs, certains éléments essayèrent de combattre « théoriquement » notre politique et parlèrent « d'actes individuels » ; à la vérité ils reculaient devant le combat. Ils appelaient « actes individuels » et terroristes ce qui était le point de départ, encore timide et hésitant, à la lutte armée de tout notre peuple.

Il est significatif que cette opposition voit le jour d'abord dans la M.O.I. où l'on trouvait les communistes immigrés en France, le plus souvent en raison de la victoire du fascisme ou de la réaction dans leur pays. Ils avaient fourni les principaux cadres des Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Farouchement antifascistes, entraînés à la guerre, ils sont conduits à envisager l'action sur le plan militaire. Ils sont les premiers à entrer en action, notamment les Tchèques, et ont été à la pointe du combat contre le fascisme, précisément quand Duclos le mettait entre parenthèses. Or, Artur London explique comment l'opposition s'y développe :

L'action menée a donné lieu, au début, à une certaine réticence. Certains camarades désignés par leurs groupes de langues, opposèrent des considérations idéologiques aux ordres, en assimilant la lutte armée contre l'occupant à la terreur individuelle prônée par les anarchistes et condamnée par les marxistes⁷⁶.

La Vérité du 15 mars 1942, développe le même point de vue en citant Lénine :

Autant d'attentats, autant d'actes inutiles. Lénine, dans une polémique avec une organisation de terroristes, s'exprimait ainsi : « La Svoboda préconise la terreur comme moyen « d'exciter » le mouvement ouvrier, de lui donner un choc vigoureux. Il est difficile d'imaginer une argumentation se réfutant elle-même avec plus d'évidence. Y a-t-il si peu d'abus en Russie qu'il soit nécessaire d'inventer des excitants spéciaux ? D'autre part, il est clair que ceux qui ne sont pas excités et ne sont pas excitables à la vue de l'arbitraire régnant en Russie, verront également en se tournant les pouces le duel d'une poignée de terroristes et le gouvernement ». (Œuvres de Lénine T. IV p. 51).

Nous remplaçons aujourd'hui « Russie » par « Europe occupée » et le texte de Lénine devient magnifiquement actuel.

Oui, comme Lénine, nous préférons toujours inlassablement organiser les masses et condamner le terrorisme individuel, voie sans issue où se précipitent des révolutionnaires égarés et désespérés, écrit Noguères.

L'opposition était ensuite de caractère pratique.

D'autres, au sein de la M.O.I., ajoute London, mirent en avant les exécutions d'otages pour contester la justesse et l'efficacité de la lutte armée.

Tillon signale aussi qu'aussitôt après l'exécution d'un officier allemand à Nantes, un dirigeant de la région écrivit dans son rapport au comité central que celui qui a tiré devrait se dénoncer pour empêcher de frapper des otages. Et il commente :

Or, à la même heure, tout près de Nantes, cette idée ne vint pas à l'esprit des emprisonnés de Châteaubriant qui allaient mourir comme otages parce qu'un communiste venait de tuer un officier allemand⁷⁶.

L'argument de London est spécieux. Ces militants (dont deux trotskistes) allaient en effet mourir avec courage, mais personne ne les avait consultés sur la stratégie du P.C.F.

Un argument plus réaliste nous est fourni par un dirigeant communiste, Joseph (Beaufils) — Rémy lui demande :

— *Vous trouvez que c'est payant de faire fusiller cinq ou dix des vôtres contre la prise d'un revolver ou d'un mousqueton ?*

— *Oui, répond Joseph, car à l'annonce que cinq ou dix des nôtres ont été fusillés, nous enregistrons cinquante ou cent adhésions nouvelles dans les F.T.P.⁷⁴.*

Rémy, dans l'édition de 1945 de ses *Mémoires*, conclut :

La réponse de Joseph qui peut paraître cynique est profondément vraie. Il précise : Je vais être plus cynique encore que Joseph : il me suffisait de suivre les fusillades à la trace pour recruter de nouveaux engagements.

Mais cette arithmétique n'est pas seulement « cynique ». Elle a un sens politique. Les otages fusillés étaient des militants de la classe ouvrière ; les recrues de Joseph ou de Rémy étaient des combattants nationalistes.

La plus intéressante des oppositions est précisément internationaliste. Voici par exemple comment Albert Ouzoulias relate une discussion, le 15 août 1941, parmi les cadres des Jeunesses communistes que Fabien veut convaincre de s'engager dans la voie des attentats, et dont il ne lèvera les réticences qu'en s'engageant lui-même :

Les camarades se refusaient à exécuter un soldat allemand qui

*pouvait être un camarade communiste de Hambourg, un ouvrier de Berlin. Un officier pouvait être un professeur anti-hitlérien. Tout au plus acceptait-on de tirer sur un officier de la Gestapo. Mais nos camarades ne comprenaient pas encore que le meilleur moyen de défendre notre pays en temps de guerre, c'était justement de tuer le maximum d'officiers allemands. C'était hâter la fin de la guerre et la fin d'un malheur qui atteignait un grand nombre de peuples, y compris le peuple allemand. L'internationalisme était en ce moment de tuer le plus grand nombre de nazis possible*⁷⁶.

Confusément, c'est l'objectif de la lutte que les Jeunes communistes mettent en cause. Ils sont d'accord pour « descendre » les officiers de la Gestapo. Mais ils sentent que, pour la révolution prolétarienne, est nécessaire la solidarité avec les Allemands anti-hitlériens, avec les communistes et la classe ouvrière allemande.

On leur propose en réalité un autre objectif : « Défendre notre pays en temps de guerre ». « L'internationalisme » devient alors la somme des luttes nationales des divers pays opprimés contre l'Allemagne qui les opprime. Aux dépens de l'objectif commun aux travailleurs (la révolution socialiste, les États-Unis socialistes d'Europe) elles visent à rétablir les États bourgeois « démocratiques » (on ajoutera plus tard : y compris en Allemagne).

La campagne de *la Vérité* contre le terrorisme individuel, en 1941-1942, part évidemment d'un présupposé : l'objectif est la révolution internationale. La violence nécessaire est celle des masses dont il faut préparer les conditions. Les attentats individuels contre l'armée allemande manquent d'efficacité militaire (« pour un officier de tué, Hitler dispose de milliers d'autres officiers »). Quant aux attentats contre les soldats, ils vont à l'encontre du but révolutionnaire : *Le geste terroriste creuse le fossé entre les travailleurs français et les soldats allemands, sans l'union de qui aucune victoire révolutionnaire n'est possible*⁷⁷.

Du même coup, l'orientation vers le terrorisme ralentit la mobilisation des travailleurs « pour le pain et les libertés », à la fois par le renforcement brutal de la répression et par l'hostilité qu'elle crée dans la population. La divergence ne porte pas sur la nécessité de la lutte armée, mais sur son caractère et du même coup sur son moment. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le sabotage qui « menace l'ensemble de la machine économique » et qui est une école de guerre pour la classe ouvrière à condition de ne pas être séparée « de la lutte des travailleurs pour plus de pain et de libertés ».

Sur un point *la Vérité* voit mal : Du fait même de son ambiguïté la politique mise en œuvre par le P.C.F. ne se réduit pas à être « une voie sans issue où se précipitent des révolutionnaires égarés et disciplinés ». Elle est aussi, et c'est là-dessus que joue Duclos, la mise en

route encore hésitante d'une lutte armée généralisée. Artur London, tout en confirmant que cette politique est impopulaire explique comment :

Ces difficultés ne furent pas seulement notre lot, mais celui de la Résistance tout entière. La terreur déclenchée par les Allemands : couvre-feu, rafles, perquisitions, arrestations, fusillades d'otages, indisposa au début une certaine partie de la population qui se montra hostile à la lutte armée. Cet état d'esprit fut non seulement exploité par les Allemands, mais aussi par les attentistes et même certains groupes de résistance qui avaient une optique différente de la nôtre et ne voyaient que les effets immédiats sans comprendre qu'avant de devenir un combat de masse, la lutte armée devait nécessairement passer par cette étape ⁷⁶.

Le terrorisme individuel débouchera effectivement (grâce au travail forcé imposé par les nazis) sur un combat de masse. Mais ce combat de masse ne sera pas un combat révolutionnaire. Chaque stratégie a sa cohérence.

Il est intéressant de voir pourquoi De Gaulle se prononce contre celle du P.C.F. Le 23 octobre 1941, il s'exprime ainsi à la B.B.C. : *Il est absolument normal et absolument justifié que les Allemands soient tués par les Français. Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux... Du moment qu'ils n'ont pas réussi à réduire l'univers, ils sont sûrs de devenir chacun un cadavre ou un prisonnier. Mais il y a une tactique de guerre. La guerre doit être conduite par ceux qui en ont la charge... Actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer (ouvertement) d'Allemands. Cela pour une seule raison : c'est qu'il est, en ce moment, trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants momentanément désarmés. Au contraire, dès que nous serons en mesure de passer à l'attaque, les ordres voulus seront donnés* ⁷⁸.

Ainsi, sur le fond (la nécessité de tuer des Allemands sans discrimination), De Gaulle est bien entendu d'accord avec le P.C.F. Il diverge sur l'intérêt militaire des attentats au moment donné, par rapport au coût, sur le caractère de la guerre à mener (elle doit être dirigée par les chefs militaires, selon leur propre stratégie et liée au débarquement des alliés anglo-saxons) et par conséquent sur le rôle immédiat de la Résistance (la priorité doit être donnée à l'organisation militaire capable d'intervenir au jour J, et surtout au « renseignement », c'est-à-dire à l'espionnage au service des alliés).

Pour les communistes au contraire, il est indispensable de menacer les arrières du front de l'Est en France :

[Hitler] a besoin maintenant d'un arrière sûr, à tout prix, et d'autant plus asservi qu'il va devoir sans cesse en tirer ses réserves ⁷⁵.

En même temps, il s'agit d'organiser des groupes armés susceptibles de devenir une force nationale autonome avec laquelle les Alliés devront compter ; l'influence communiste sur cette force nationale permettra d'exercer une pression sur le gouvernement national restauré. Cet objectif n'est possible qu'en s'intégrant à la résistance bourgeoise, tout en y conservant une autonomie d'organisation et en utilisant la haine nationaliste contre l'occupant.

Entre les deux factions de la résistance, s'affirme donc une divergence tactique qui recouvre une divergence politique (quelle force politique assurera sa prédominance ?). Mais toutes les deux ont un objectif fondamental commun : servir la victoire des Alliés et restaurer la démocratie bourgeoise.

La stratégie internationaliste

La stratégie du P.C.F. et de la Résistance est simple : les alliés anglo-saxons et russes doivent écraser militairement l'Allemagne et permettre ainsi la libération militaire des territoires occupés, avec l'aide des peuples opprimés, dont la seule tâche consiste à faciliter cette victoire. Rétrospectivement, il semble que cette perspective ait été la seule réaliste et que la population ait été unanime à la concevoir ainsi. Mais c'est là une erreur d'optique. Il est vrai que les alliés — soviétique comme anglo-saxons — ont tout fait, avec l'aide des partis bourgeois, réformiste et communiste pour que cette voie reste la seule ouverte.

Mais, en 1941, une autre perspective est possible et une fraction de la population la considère comme la plus vraisemblable. Voici par exemple comment, en juillet 1941, le sous-préfet des Andelys rend compte au préfet de l'Eure de l'état d'esprit de ceux qui sont hostiles au régime dont il précise qu'« ils sont hélas ! légion » :

*En réalité, de nombreuses couches de la population appellent de leurs vœux des succès russes et des succès anglais, lesquels, à leur idée, provoqueraient en Allemagne un mouvement révolutionnaire et un effondrement du régime national-socialiste. En suite de quoi les peuples opprimés se soulèveraient à leur tour et bouteraient dehors l'envahisseur*⁷⁹.

Tel est, au fond, très simplifié, l'axe selon lequel s'articule la stratégie des internationalistes. A cela près, bien sûr, que la lutte des peuples opprimés doit accélérer la défaite des armées nazies et l'effondrement du régime hitlérien en même temps que préparer la prise du pouvoir par les travailleurs dans leur propre pays.

A la fin de 1941 — c'est-à-dire au moment où la puissance de l'armée hitlérienne semble à son sommet — l'analyse de la situation

militaire les amène à des conclusions relativement optimistes : la supériorité des armées hitlériennes reste réelle, mais elles commencent à s'enliser. Non seulement elles subissent des pertes énormes, mais elles ne rencontrent aucun appui dans la population soviétique. Goebbels doit avouer qu'il ne sait plus quand finira la guerre et faire état de sa détermination à ne pas laisser naître un mouvement révolutionnaire en Allemagne.

Cela ne signifie pas la proximité d'une victoire militaire alliée. L'U.R.S.S. mettra du temps à sortir de sa situation critique. Quant aux impérialismes anglo-saxons, outre qu'ils ne seraient pas fâchés « de voir l'U.R.S.S. s'effondrer avant de porter des coups décisifs », ils ne sont pas près de pouvoir emporter la décision. Marcel Hic écrit même : *Le nazisme ne peut être vaincu par une armée adverse. Il ne peut l'être que par la révolution en Allemagne et dans les pays occupés.*

C'est la classe ouvrière qui, dans les pays occupés, doit prendre la tête des masses populaires contre l'oppression et la misère. La lutte pour la libération doit donc unir la lutte pour les libertés (ouvrières, démocratiques, nationales) à la lutte contre l'exploitation capitaliste, exacerbée par le soutien des fascistes au patronat.

La classe ouvrière doit animer, sur la base locale, des *comités populaires de libération* qui organisent cette lutte selon les objectifs révolutionnaires. La perspective est le développement d'un mouvement révolutionnaire de masse comme en Yougoslavie — mais avec le souci de trouver un soutien dans l'armée allemande. Cette perspective ne sera possible que si la classe ouvrière est préalablement organisée et si la lutte n'est pas dévoyée vers l'union nationale et le nationalisme.

La tâche immédiate consiste à reconstituer la classe ouvrière comme classe, avec ses objectifs propres et son organisation. L'arme fondamentale est donc la lutte de masse et la grève. Le sabotage ne doit pas être dissocié des objectifs ouvriers et révolutionnaires. Dans un premier temps, ce sont des *groupes ouvriers* clandestins, unitaires ou agissant dans l'unité, qui peuvent promouvoir ces actions et commencer à organiser la classe ouvrière. Le terrorisme individuel va à l'encontre de cette perspective.

La révolution suppose la conjonction des mouvements révolutionnaires des pays opprimés et des mouvements révolutionnaires en Italie et surtout en Allemagne. La clé de la situation est en Allemagne. Une tâche essentielle, c'est d'aider à développer et à organiser le mouvement révolutionnaire en Allemagne et surtout dans l'armée allemande où se jouera la partie décisive ; d'où l'urgence du travail de fraternisation, visant à organiser des noyaux révolutionnaires dans l'armée allemande.

C'est dans l'action que se forgera l'organisation révolutionnaire capable d'animer et de coordonner les luttes. Elle ne peut être qu'inter-

nationale : la conférence européenne de la IV^e Internationale cherchera à faire naître l'embryon d'une telle organisation.

Telle est la stratégie que s'efforce de mettre en œuvre le groupe de *la Vérité*. Nous verrons plus loin que les deux autres petits groupes trotskistes en divergent sur plusieurs points. Ils estiment que la guerre est devenue désormais le mode d'existence du régime capitaliste. Il faut repartir de zéro et se borner à former des cadres, — le groupe de l'ancien P.C.I. privilégiant la théorie, le groupe *Lutte de classe* privilégiant l'organisation. Le premier juge contre-révolutionnaires les aspirations aux libertés nationales ; le second les considère comme secondaires.

L'action des communistes dans la Wehrmacht

Comment s'opposent les stratégies des communistes et des trotskistes ? On le voit clairement par la différence de leur travail dans l'armée allemande.

Il serait faux d'imaginer que le P.C.F. ait négligé la propagande auprès des soldats allemands. On se souvient qu'au moment de l'entrée des troupes allemandes à Paris et dans toute la première période de l'occupation, *l'Humanité* lançait les consignes de fraternisation sous le mot d'ordre : « Apprenons à nous connaître ». Cette politique était alors dictée par l'alliance germano-russe et l'espoir d'une légalisation du parti. A ce type de fraternisation s'opposaient alors les communistes fidèles à l'antifascisme.

Après le tournant et l'invasion de l'U.R.S.S., le travail en direction de l'armée allemande est organisé systématiquement et dans un sens radicalement différent. L'histoire de la résistance communiste est discrète à ce sujet : le livre de Charles Tillon n'y fait pas la moindre allusion quoique le témoignage d'Artur London indique la participation des F.T.P. à cette action.

Dès septembre 1941, le P.C.F. s'y emploie avec des moyens relativement considérables : des effectifs importants, un journal remarquablement imprimé *Soldat im Westen* qui s'intitule *Zeitung der Armee* puis *Organ des soldaten komitee in Frankreich*.

Artur London raconte :

Les éléments composant les T.A. étaient des résistants français parlant allemand, mis à notre disposition par le P.C. ou les F.T.P. et des immigrés connaissant l'allemand que leur groupe de langue de la M.O.I. désignait pour accomplir ce travail... Les prises de contact et les liaisons avec les soldats allemands étaient assurées surtout par des femmes ou des jeunes filles juives autrichiennes, ou de nationalité différente mais parlant couramment l'allemand...

Notre propagande anti-hitlérienne au sein des troupes d'occupation était rendue plus efficace en l'adaptant à l'état d'esprit, aux conditions de vie, aux préoccupations des soldats allemands que nous informions grâce aux renseignements que nous parvenions à recueillir à travers toutes nos liaisons. La diffusion du matériel se réalise au début uniquement de l'extérieur, c'est-à-dire que journaux et tracts étaient jetés par-dessus les murs des casernes, dans les salles de spectacle, les cinémas, les terrains de manœuvre, les promenades, les cafés et les restaurants. Des actions d'envergure où l'on distribuait des documents par centaines étaient protégées par des détachements F.T.P.

Par la suite, dans de nombreux cas, cette diffusion se réalise également de l'intérieur par les soins de nos services antifascistes. La difficulté majeure que nous rencontrions découlait de la rotation des unités d'occupation qui allait en augmentant au fur et à mesure des revers subis par les armées nazies sur le front russe. Parmi les meilleurs groupes organisés d'antifascistes allemands, je citerai entre autres celui du ministère de la Marine à Paris, celui des unités stationnant à Saint-Germain-en-Laye et celui de la base des sous-marins de Bordeaux ⁷⁶.

Cette propagande ne va pas sans résultats à un certain niveau : Grâce à l'action des antifascistes nous avons réussi à créer, dans certaines unités un mécontentement aigu contre les conditions de vie et le comportement de leurs officiers. C'est ainsi qu'à Saint-Germain-en-Laye, à l'été 1942, éclata un important mouvement revendicatif motivé par les conditions de nourriture et les mauvais traitements infligés par les officiers.

Par l'intermédiaire des soldats antifascistes partant en permission, nous faisons pénétrer du matériel de propagande anti-hitlérienne en Allemagne et en Autriche ⁷⁶.

Certains passages de Soldat im Westen ont une résonance internationaliste :

Les assassins, ce sont les Laval qui marchent la main dans la main avec la clique d'Hitler. Et de même les travailleurs allemands et français doivent se retrouver ensemble. Laval n'est pas la France, Hitler n'est pas l'Allemagne.

Que voulons-nous, que veulent les Français ? La même chose ; la tranquillité et la paix dans notre patrie.

Le combat des Français est notre combat. Leur victoire sera notre victoire. Aidons les Français aujourd'hui pour qu'ils nous aident demain, après l'effondrement de la clique hitlérienne, à construire une Allemagne libre et nouvelle ⁸⁰.

Soldat im Westen se réclamera même des Comités de soldats qui rappellent la révolution de 1918. Mais ses articles n'appellent jamais

les soldats à prendre conscience de leur force et à préparer la révolution. Ils cherchent à montrer que la défaite de la Wehrmacht est certaine et que les hommes doivent tirer leur épingle du jeu.

London montre l'objectif réel de cette propagande :

La propagande défaitiste que nous menions entraîna de nombreux soldats à tenter de se soustraire à leur envoi sur le front de l'Est.

Il explique que des sauf-conduits étaient donnés aux soldats allemands partant sur le front russe, grâce auxquels ils pouvaient se rendre aux Soviétiques. Radio-Moscou annonce en effet que des soldats se sont rendus prisonniers avec de tels sauf-conduits.

London le souligne lui-même, il s'agit essentiellement d'un travail de démoralisation de l'armée adverse : l'organisme s'appelle du reste « Travail anti-allemand ». C'est le type de propagande qu'entreprennent tous les états-majors en direction de l'adversaire : il vise à briser le mordant des troupes, à y développer la panique. Il débouche, au mieux, sur leur reddition. Les nazis eux-mêmes y étaient passés maîtres ; la R.A.F. s'y employait aussi. Il n'a rien à voir avec le travail révolutionnaire au sein de l'armée.

Cela ne signifie pas que les militants employés dans ce travail, dangereux entre tous, n'étaient pas animés d'esprit internationaliste. Les militants étrangers de la M.O.I. — y compris allemands ou autrichiens — ne peuvent s'enthousiasmer du chauvinisme français. Mais, l'internationalisme signifie pour eux avant tout le soutien militaire à l'Armée rouge. Il est lié à la progression des armées soviétiques, non à la préparation d'un mouvement révolutionnaire.

Le « défaitisme » des communistes allemands rappelle celui des communistes français après le pacte germano-russe. Il s'allie tout naturellement au nationalisme du P.C.F. de 1942.

Le travail des trotskistes dans l'armée allemande

La propagande trotskiste revêt un tout autre caractère. Elle veut aider le prolétariat allemand à surmonter sa défaite de 1933, redonner confiance aux révolutionnaires au sein de la Wehrmacht, les aider à organiser la propagande révolutionnaire dans l'armée et leur pays. Il faut pour cela affirmer, par-delà les antagonismes nationaux cultivés par les impérialismes, la solidarité des peuples opprimés avec le peuple allemand contre le nazisme.

C'est ainsi qu'en janvier 1942, *la Vérité* écrit, non sans optimisme, sous le titre : « Pas de chauvinisme dans les rangs ouvriers » :

Toutes les informations qui nous parviennent d'Allemagne attestent

qu'une baisse de moral importante s'y fait déjà sentir. Il est certain que l'échec subi sur le front de l'Est, le nombre grandissant de morts et de blessés [...] la raréfaction des vivres agissent dès à présent sur l'état d'esprit du peuple allemand.

Des paroles prononcées par des soldats allemands contre le régime hitlérien, nous sont rapportées par des prisonniers libérés. Des ouvriers et des prisonniers français, retour d'Allemagne, nous ont confirmé que des troubles (manifestations de ménagères surtout) ont lieu à Nuremberg et à Berlin en particulier. Malgré l'ordonnance de février 1941, qui interdisait à la population allemande de communiquer avec les prisonniers français, celle-ci ne cache pas sa sympathie pour les prisonniers et fraternise souvent avec eux.

Ainsi, c'est au moment où les masses allemandes s'éveillent à l'esprit de révolte (quelques régiments allemands ont refusé « de marcher » sur le front Est), c'est au moment où le régime hitlérien chancelle, au moment où il est temps de propager à travers l'Europe le mot d'ordre de la fraternisation des prolétaires, pour la libération socialiste de l'Europe et du monde, c'est le moment que le Parti communiste choisit pour lancer le mot d'ordre stupide et ignoble : « Tous unis contre les boches ».

Reniant ainsi les principes mêmes de l'internationalisme prolétarien, reniant les thèses de Lénine sur le caractère impérialiste de la guerre mondiale (la guerre n'est pas le fait des « boches » mais résulte des antagonismes des impérialismes rivaux), le Parti communiste, une fois de plus, trahit les intérêts de la classe ouvrière mondiale, qui sont d'unir et d'organiser tous les prolétaires sans exception. Les ouvriers français sauront lutter pour leur libération. Ils sauront s'unir contre le despotisme hitlérien et la réaction de Vichy. Ils savent que c'est leur combat qui est juste, et non celui de Churchill ou de Roosevelt.

Ils s'élèvent avec force contre le chauvinisme qui mène à l'impasse et à la défaite.

Comme la population de Palignes (Saône-et-Loire) qui a fraternisé avec des soldats emprisonnés pour rébellion et indiscipline, ils sauront s'unir dans leur lutte avec leurs frères allemands sous l'uniforme.

Le régime nazi doit être renversé par la révolution socialiste. Tous unis, Allemands et Français, contre le régime nazi ! Tous unis contre les chauvins de toute espèce, les pires ennemis des travailleurs.

Swann, l'auteur de cet article, raconte l'incident suivant, significatif, dont il venait d'être le témoin au début de janvier 1942 : Nous revenions de Belgique dans un train bondé d'Allemands, soldats et travailleurs. Dans le couloir se tenaient une jeune fille juive et son petit frère. A la frontière, un contrôle de la Gestapo. Les

petits juifs se réfugient dans le compartiment, une femme allemande qui les a pris près d'elle affirme que ce sont ses enfants. Aucun des Allemands présents ne les trahit. Et pourtant, ajoute Swann, le risque était considérable pour tous.*

Sans toujours les vérifier, la *Vérité* fait état de toutes les informations qui soulignent le premier réveil des travailleurs et des soldats allemands. Par exemple, elle rapporte le témoignage suivant des camarades de Brest :

Le 3 décembre 1941, un grand sous-marin allemand à deux tubes lance-torpilles partait en croisière, d'un môle de Brest. Très peu de temps après, les ouvriers brestois virent le sous-marin revenir au bassin. Les dynamos avaient sauté. Les ouvriers apprirent qu'il y avait eu une mutinerie à bord du sous-marin dont les hommes d'équipage avaient saboté les machines. On n'a eu ensuite, bien entendu, aucune nouvelle de l'équipage mutiné. Un assez grand nombre d'ouvriers brestois ont vu la même chose qui a fait sur eux une grande impression. Elle leur a montré qu'au sein même de l'armée allemande, voire de troupes réputées d'élite, ils peuvent compter sur de nombreux alliés.

Après avoir rappelé les émeutes de Milan, Turin et Palerme, l'éditorial du 20 mai 1942 revient sur ces signes d'insubordination au sein des troupes allemandes :

Le prolétariat français sait que, lors de la grève générale d'Amsterdam, les troupes allemandes ont refusé de faire feu sur la foule et qu'il a fallu faire appel aux S.S. pour réprimer le mouvement. Il sait, grâce au discours de Hitler, que des refus d'obéissance, des « défaiillances nerveuses » ont eu lieu sur le front de l'Est. Il sait qu'à Moulins, à Palinges, à Poitiers, à Lille, à Brest, des mutineries annoncent le foudroyant réveil du mouvement révolutionnaire d'Outre-Rhin.

Appréciation optimiste, bien sûr. Mais, la multiplication de ces incidents pouvait en effet être considérée comme un signe avant-coureur.

En France et en Belgique, les trotskistes ont déjà distribué aux soldats des tracts en allemand lors de l'attaque contre l'U.R.S.S., à une époque où l'armée allemande n'était pas perméable à l'action révolutionnaire. Ils considèrent que la situation a évolué et que l'action dans la Wehrmacht est décisive**.

En juin 1941, un militant allemand de 28 ans, Widelin, est élu au comité central de la section belge. La conférence européenne, à la

* Témoignage recueilli par Yvan Craipeau.

** C'est aussi l'objectif des « ultra-gauches » mais leur intervention est négligeable. Les socialistes de gauche en affirment la nécessité, mais ils ne feront pratiquement rien dans ce sens.

fin de l'année, décide de l'installer à Paris avec la tâche de réorganiser les militants allemands et d'engager une action systématique dans la Wehrmacht.

Sous le nom de Victor il s'installe dans le pavillon d'un camarade suisse (Laroche) qui n'appartient pas à la IV^e Internationale et qui a constitué un groupe opposé à la défense de l'U.R.S.S. Avec son groupe, qui est constitué pour une bonne part d'immigrés, notamment allemands, s'établit une collaboration technique. C'est dans ce pavillon qu'est néoté, au début, l'organe de travail dans l'armée *Arbeiter und Soldat*, dont paraîtront une douzaine de numéros.

*C'est chez moi, déclare Laroche, qu'étaient confectionnés Arbeiter und Soldat et plusieurs tracts en allemand. Widelin rapportait souvent des lettres de soldats, surtout de Bretagne, que les camarades publiaient. La collaboration dura plus d'un an**.

Déjà, avant *Arbeiter und Soldat*, puis parallèlement, des soldats allemands de Bretagne éditent leur propre organe *Der Arbeiter*. Plus tard reparaitra *Unser Wort*, organe des trotskistes allemands**.

C'est sous leur direction que le travail allemand est effectué à partir de 1942, Widelin, Abosch (alias Béno) avec deux soldats allemands, (Hans et Willie) et un triangle français.

Roland Filiâtre, ouvrier électricien est responsable du travail, sous le nom de Dupont. Il raconte :

*Les camarades français amorçaient les discussions avec les soldats allemands, les faisaient parler et donner des indications sur leur passé. Quand ils apparaissaient sûrs, ils étaient mis en contact, après filtrage, avec les soldats allemands, puis pris en charge par leur organisation. Le travail de la région de Paris était organisé en deux zones. L'essentiel de l'organisation se trouvait en Bretagne, dans la région nantaise et surtout dans la région brestoise, où les soldats fournissaient le parti en Ausweis et en armes. A Brest, l'organisation comptait en moyenne une cinquantaine de soldats, malgré les changements d'affectation. Des contacts étaient amorcés ou organisés à Toulon, à Valence, à La Rochelle et à l'aérodrome de Conches. Un réseau existait aussi en Belgique. Les journaux étaient diffusés en Allemagne par les soldats. Des liaisons étaient établies avec l'organisation trotskiste, notamment au port de Hambourg, à Lübeck et à Rostock. Victor était responsable de ces liaisons. Arbeiter und Soldat fut également diffusé dans les garnisons d'Italie**.*

Rapatrié comme gravement malade, Filiâtre était le plus souvent au Val-de-Grâce où il avait établi son quartier général :

* Témoignage recueilli par Yvan Craipeau.

** La plupart de ces publications n'ont pas été retrouvées. Mais des extraits en sont publiés dans la presse française.

On m'avait donné une chambre dans le service du médecin colonel Benoit. Madame de Lichtenberg (qui faisait partie d'un réseau de résistance et fut ensuite arrêtée et fusillée) favorisait les contacts et introduisait les soldats allemands. Je recevais aussi les rapports des responsables et organisais l'action. Les contacts importants étaient transmis à Widelin. Pradalès devint ensuite responsable du matériel et Yvonne Filiâtre des transports.

Articulée en triangles, l'organisation sembla longtemps à l'abri de la Gestapo.

Les luttes ouvrières

Chaque numéro de *la Vérité*, ou presque, fait état des luttes ouvrières. Celles-ci commencent à être nombreuses en 1942.

Montceau-les-Mines, les mineurs du Gard et de Saint-Etienne, les métallos de Fives-Lille, Kuhlmann, Heinkel à Nantes, Devaux à La Chapelle-sur-Erdre, etc.

De grandes manifestations marquent le 1^{er} mai en zone libre : Lyon, Nice, Toulouse, Saint-Etienne, Sète, Clermont-Ferrand, Chambéry et surtout Marseille, avec 100 000 manifestants. L'initiative en est venue du Mouvement ouvrier français qui regroupe les syndicalistes résistants. Le M.O.F. déclare :

Le Mouvement ouvrier français, qui a pris l'initiative de la manifestation syndicale et démocratique du 1^{er} mai, constate avec joie le succès complet de ses efforts : partout, et plus particulièrement dans les grands centres, la classe ouvrière, fidèle à ses traditions de liberté, a manifesté par ses défilés massifs et disciplinés, sa volonté de reconquérir l'indépendance syndicale, les libertés démocratiques et réaliser la libération du pays.

Mais le M.O.F. a définitivement renoncé à son indépendance. Enthousiasmé que son mot d'ordre ait été repris à la B.B.C., il continue :

Il remercie le général De Gaulle, incarnation à l'heure présente de la France libre, d'avoir par son message radiodiffusé appuyé de son autorité l'appel du mouvement syndical et d'avoir solennellement affirmé que les travailleurs, principal instrument aujourd'hui de la libération française, auront demain leur place, dans le respect de la tradition ouvrière, dans la construction de la France nouvelle...

Moyennant l'espoir de pouvoir être intégré à la restauration de la société capitaliste sous sa forme démocratique, le mouvement ouvrier se range derrière la bannière gaulliste.

Les militants trotskistes s'efforcent de garder au mouvement ouvrier son caractère de classe. Ils y parviennent parfois, en dépit de

tous les dangers. Voici, par exemple, le récit que fait un ouvrier trotskiste qui a joué un rôle essentiel dans la grève de Chenard et Walcker (trust Chausson) à Gennevilliers. On y retrouve l'atmosphère des luttes ouvrières en 1942 :

Le troisième hiver de l'occupation hitlérienne va commencer. Les travailleurs touchent des salaires de famine ; ils font onze à douze heures de travail par jour, six jours par semaine. La pénurie des marchandises (aliments, vêtements, charbon) conjointement au développement du marché noir, rendent leur vie de plus en plus difficile. C'est dans ces conditions qu'au début de novembre 1942 démarre une grève importante chez Chenard et Walcker.

Depuis plusieurs mois, le personnel touchait en sur-salaire une prime mensuelle de 400 francs (soit de 26 à 32 heures de travail) qui représentait au marché noir un sac de charbon, dix kilogrammes de pain ou un kilogramme de beurre. Brusquement la direction annonce, sans explication, la suppression de cette prime.

La colère monte. Spontanément, les gars arrêtent le boulot. L'atelier des pignons et le traitement thermique sont complètement arrêtés. Les contremaitres, atterrés, essayent de faire reprendre le travail. Un camarade propose une entrevue avec la direction. Quelques minutes plus tard, le directeur arrive dans le bureau d'un contremaître où il reçoit une dizaine de délégués des ouvriers. Trois ouvriers font part du mécontentement des travailleurs : ils n'acceptent pas cette diminution du salaire. Le directeur : « Tout d'abord, je suis heureux de ce type de relations. Il est bon de discuter ensemble de nos problèmes et de nos difficultés communes. Nous vivons tous dans des conditions difficiles. Nous subissons des privations. Le costume que je porte est celui que j'avais au moment de l'exode. Nous subissons tous les effets de la guerre. C'est pourquoi je vous comprends. Mais nous ne sommes pas seuls à commander. Nous sommes tributaires de nos clients (les nazis) et ceux-ci, en examinant nos comptes, se sont aperçus que vous êtes surpayés. Nous discutons avec eux et nous espérons rétablir la prime. Mais pour le moment c'est impossible. Je vous conseille de retourner à votre travail et de nous faire confiance. »

Sur ce, le directeur discute avec chacun puis s'apprête à retourner à ses affaires.

La plupart des délégués ouvriers sont inexpérimentés. Les anciens délégués du personnel, membres ou sympathisants du P.C.F., n'ont pas voulu participer à la délégation, par crainte, justifiée du reste, de se faire repérer. Mais la délégation comprend un militant du P.O.I. et un ancien militant de la gauche des Jeunesses socialistes. Ils voient que le travail risque de reprendre sans que les travailleurs

aient satisfaction. Ils remettent les choses en place sur un terrain de classe :

« Vous nous avez parlé amicalement. Mais vous n'avez résolu aucun de nos problèmes. Vous nous avez parlé de nos ennuis communs. Laissez-nous vous dire que les nôtres ne sont pas de même nature. Pour nous il ne s'agit pas seulement de remplacer un costume défraîchi, mais de survivre. Nous ne pouvons accepter la diminution de salaire que vous voulez nous imposer. Nous rendrons compte à nos camarades de votre refus. »

La délégation tout entière approuve.

Le directeur : « Nous vivons sous un régime d'occupation militaire. En ne conseillant pas la reprise du travail, vous prenez une lourde responsabilité. L'affaire peut se terminer très mal. »

Un ouvrier : « Les conséquences, ce sont les dirigeants de l'entreprise qui en porteront la responsabilité. »

Le directeur déclare qu'il ne peut continuer à discuter dans ces conditions et il s'en va.

Les délégués retournent dans les ateliers. Ils n'ont pas le temps de terminer que fusent de toute part les cris : « On continue ! Il faut qu'ils cèdent ! »

Les ouvriers des pignons et du thermique se répandent dans l'usine.

Les travailleurs arrêtent partout le travail, en restant aux machines.

Le deuxième jour, la direction laisse pourrir le mouvement.

Le troisième jour, les contrôleurs de l'armée hitlérienne s'aperçoivent que les ouvriers ne travaillent pas, qu'il y a partout des groupes qui discutent. Ils en font part à la direction. Les contremaîtres implorant les ouvriers de reprendre le travail. La frousse est plus grande dans la direction et la maîtrise que chez les ouvriers.

Le quatrième jour, sous leur pression, il y a un commencement de reprise, mais les grévistes restent très majoritaires. Le directeur revient discuter dans les ateliers, sans résultat. En fin d'après-midi, les délégués sont convoqués chez le patron, qui reprend les arguments de son directeur. Mais personne ne cède. Tout à coup le téléphone sonne. Le patron décroche — « Oui, je suis justement réuni avec eux. Je vous les passe. »

— « Allo, ici le général Von Stüpnagel, commandant du Grand Paris. J'ai appris que vous aviez arrêté le travail. Je vous préviens que si vous ne reprenez pas demain matin, mes soldats se chargeront de vous faire reprendre. »

Ce coup de téléphone — authentique ou non — jette un froid. Mais les délégués observent que nombre d'ouvriers ne reprendront pas le travail et que le patronat portera la responsabilité des violences. Le cinquième jour en rentrant à l'usine, les ouvriers trouvent une

affiche sur les panneaux : la prime sera payée le lendemain. Les ouvriers ont gagné. Les heures de grève seront payées.*

La lutte contre la relève

Au cours du second semestre de 1942, la classe ouvrière se trouve confrontée à des problèmes nouveaux.

Devant les besoins croissants de la mobilisation, Hitler a besoin de remplacer les ouvriers allemands par des ouvriers étrangers. Obéissant aux ordres du gauleiter Sauckel, le gouvernement Laval s'engage à lui fournir 350 000 ouvriers en un an. Il s'agit d'abord de « volontaires ». Presque aussitôt, se rendant compte qu'il ne pourra pas atteindre ce quota, Laval obtient de « fournir » sur ce nombre 150 000 ouvriers d'Afrique du Nord. Les trains d'ouvriers algériens contraints de prendre la direction de l'Allemagne devront être passés sous silence dans la presse. Dès le 3 septembre 1942, Laval renonce au mythe du volontariat et institue « le service national obligatoire du travail », la même mesure étant prise en Belgique.

La Vérité annonçait déjà l'imminence de telles mesures dans son éditorial du 15 mars 1942, titré « Razzia d'esclaves en Europe occupée ». Après avoir analysé la réorganisation et la concentration de l'industrie de guerre allemande, Marcel Hic explique :

Cet effort nouveau de l'impérialisme allemand se heurte dès le départ à un obstacle des plus graves : le manque de main-d'œuvre croissant en Allemagne... Dans ces conditions, il ne restait plus aux magnats allemands qu'une solution : intensifier le recrutement des travailleurs étrangers. Un chantage monstrueux se développe en Europe occupée. On n'accorde plus ou presque plus de matières premières aux usines ; on interdit l'augmentation des salaires, parfois même on va jusqu'à les diminuer. L'ouvrier, hanté par le spectre de la misère et du chômage, se livre alors au capitalisme allemand, quitte à construire lui-même ses propres chaînes.

La presse allemande et ses domestiques français, Déat et Luchaire, nous annoncent des mesures encore plus sévères si le recrutement « volontaire » ne donnait pas entière satisfaction aux « nouveaux maîtres ».

Citant la *Kölnische Zeitung*, Marcel Hic écrit :

Il ne s'agirait rien de moins que de réquisitionner militairement

* Témoignage de Pierre Régnier (qui deviendra responsable du P.S.U. au secteur entreprises). L'action commune « à la base » entre communistes et trotskistes n'avait pas lieu que dans les usines. Marcel Bleibtreu raconte par exemple comment les militants trotskistes de la Faculté de Médecine de Paris (notamment R. Gorin et lui-même) diffusèrent un tract contre un cours de racisme (!) organisé à la demande de Vichy et des occupants. L'action menée en commun avec les militants du Front national aboutit à la suppression du cours dès la deuxième séance : dans la foulée se constitua un cercle trotskiste d'une dizaine de membres.

ouvriers et personnel de maîtrise, en France et en Belgique particulièrement, puis de les expédier outre-Rhin, où ils seront employés à des travaux « plus utiles » pour la nouvelle Europe.

On nous signale du reste quelques cas de réquisitions encore limités. C'est, paraît-il, ces jours-ci que le fait va s'aggraver et se généraliser.

Elle est vraiment « nouvelle », cette Europe nazifiée. Certes, les « nouveaux maîtres » veulent supprimer le salariat. Mais, c'est pour lui substituer l'esclavage et l'arbitraire ! L'ouvrier sera enchaîné à son usine, au gré de ses maîtres « socialistes » du III^e Reich. Nous savions déjà que cela existait en grande partie pour les ouvriers d'Allemagne. Nous avons déjà connu une telle monstruosité pendant la guerre 1939-1940. Mais, cette fois, il s'agit d'éloigner l'ouvrier des siens, de lui ôter ce qui faisait sa joie et sa raison de vivre. Il s'agit de l'embrigader résolument dans la guerre contre ses frères soviétiques.

Mais cette razzia d'esclaves en Europe occupée coûtera cher aux nazis et à leurs maîtres, les magnats allemands de la finance et de l'industrie. Le plus formidable foyer révolutionnaire va être créé à l'intérieur même de l'Allemagne.

Ouvriers français qui partez vers les usines allemandes, n'oubliez jamais que vos intérêts sont les mêmes que vos frères belges, hollandais, polonais, russes, yougoslaves, espagnols et italiens. Ouvriers français, vous allez être en contact avec les ouvriers allemands. Ouvrez-leur les yeux sur les beautés de l'occupation nazie en Europe. Montrez-leur que, pour lutter contre leurs exploiters, ils ne sont plus les seuls, qu'ils auront, dès qu'ils la réclameront, l'aide de tout le prolétariat européen.

Ouvriers français qui allez travailler pour forger les armes du nazisme contre l'Union soviétique, faites de telle sorte que ces armes soient les plus mauvaises et qu'il en parvienne le moins possible aux ennemis de l'État ouvrier.

Non, pas un ouvrier n'acceptera l'esclavage de gaieté de cœur. Tous devront s'unir en Allemagne même. Tous devront s'unir pour porter en plein cœur le coup fatal à l'impérialisme allemand.

Le 15 septembre, sous le titre « les ouvriers français ne seront pas les esclaves du fascisme », la *Vérité* appelle les travailleurs à organiser la résistance aux razzias d'esclaves. Henri Souzin y reprend les thèmes précédents en montrant l'aggravation de la situation ouvrière (par exemple la semaine de 54 heures). Mais il appelle à l'organisation de la résistance ouvrière :

Dans l'immédiat, l'occupant doit rencontrer, dans l'exécution de son projet une résistance générale. Le déploiement policier auquel il sera alors contraint, enlèvera toute efficacité à ces mesures.

La Vérité diffuse, en octobre, deux numéros spéciaux contre la relève avec le mot d'ordre central : « Refus de signer ! Résistance ! ». Elle fait état de débrayages, dès les premiers jours du mois, dans la plupart des grandes usines de la région parisienne. Elle relate ce qui se passe en province, comme à Nantes où les usines ont débrayé de une à vingt-quatre heures et où les travailleurs, obligés par la police de partir, ont quitté la gare au chant de *l'Internationale*, arrêtant les trains tous les trois cents mètres en tirant le signal d'alarme.

Dans son premier numéro, *la Lutte de classe* du 15 octobre 1941 donne la même analyse et développe la même politique. Les mots d'ordre sont seulement moins offensifs (ils se bornent au refus de signer) et elle refuse d'utiliser comme couverture, pour les luttes, ce qui reste des syndicats*.

L'action définie par les trotskistes comporte deux volets : le refus de partir et le sabotage de la relève ; mais aussi l'utilisation en Allemagne même du potentiel révolutionnaire que représentent les travailleurs venus de toute l'Europe.

Sur le premier point, ils se rencontrent évidemment avec toute la « résistance ». Le 2 octobre, les organisations d'obédience communiste lancent un manifeste « Pas un homme en Allemagne ! ». Le 10 octobre, avec la participation du P.C.F., elles appellent à des grèves nationales contre la relève.

Mais, comme on voit, cette action reste sur le terrain national. Elle ne cherche pas à développer la solidarité de classe des travailleurs encore moins leur solidarité internationale. Il n'est pas question d'organiser la lutte en Allemagne. Qui accepte, même sous la

* *Lutte de classe* écrit :

La riposte ouvrière contre les manœuvres Laval-Hitler est allée dans beaucoup d'usines, des deux côtés de la ligne de « démarcation », jusqu'à la lutte ouverte et à la grève. Mais il est clair que dans la situation actuelle cela ne pouvait aller plus loin, à moins que le prolétariat eût pu mener la bataille décisive. Aussi, la principale résistance des ouvriers a-t-elle consisté dans le refus de signer les engagements « volontaires ».

Les 17.000 signatures « volontaires » n'ont été obtenues que par les plus ignobles chantages. Et, quoique la classe ouvrière ne soit pas en mesure de résister ouvertement, ce serait une erreur de se dire : « Alors, à quoi bon résister ? Ils nous enverront de force et nous perdrons les avantages promis ». Lesdits avantages ne sont en réalité que le strict nécessaire, indispensable à l'ouvrier pour qu'il fournisse un bon rendement. Si l'emploi de la force donnait aux deux compères impérialistes Laval-Hitler le même résultat, se donneraient-ils tant de mal pour organiser la tromperie de la relève ?

... Jeunes ouvriers, dans l'Allemagne impérialiste, il y a comme en France un prolétariat qui, s'étant remis moralement de la défaite terrible que lui infligea le fascisme en 1933, mène la lutte sans merci contre Hitler. Que ceux qui sont envoyés de force partent avec la conviction que leur lutte, soudée à celle des ouvriers allemands contre la guerre impérialiste délivrera le monde du capitalisme oppresseur et des guerres. Ne partez pas abattus, ne vous laissez pas isoler : la différence des langues est un obstacle qui peut être surmonté par une ferme volonté de s'entendre avec ses frères de classe... Faisons pour nous-mêmes volontairement une partie des sacrifices que l'impérialisme nous oblige à faire pour ses brigandages, et la classe ouvrière vaincra.

contrainte, de désertier le sol de la patrie est un traître*. Sauf dans les camps de concentration, l'action s'arrête aux frontières.

Il est certain que les trotskistes ont tendance à surestimer le réveil du prolétariat allemand d'autant que les nazis envoient au front tous ceux qu'ils suspectent de pouvoir leur résister. Pourtant, *la Vérité*, dès 1943, donnera un certain nombre d'exemples de cette résistance. Les grands partis ouvriers ne font rien pour la développer et l'organiser.

La répression contre les trotskistes

En 1941-1942 les trotskistes ne subissent pas de répression aussi lourdement que les militants du P.C.F. Non seulement parce qu'ils ne sont que quelques centaines, mais aussi parce qu'ils ne sont engagés dans aucune action de type militaire et surtout parce qu'ils sont politiquement formés et ne livrent jamais aucun nom. A l'exception d'un coup de filet à Marseille, les arrestations resteront isolées.

Pourtant, ils payent eux aussi un lourd tribut à la lutte clandestine. Un des plus anciens militants du mouvement, Jean Meichler est fusillé le 10 septembre 1941, parmi les trois premiers otages de la Gestapo**.

La Vérité écrit :

Le 10 septembre, trois premiers otages étaient fusillés à Paris. Parmi eux, notre camarade Jean Meichler (Meiche) ancien membre du comité central de la Ligue communiste, puis à plusieurs reprises, des organismes directeurs de nos organisations. Meiche était connu partout pour son dévouement principalement dans le XVIII^e où il avait milité (il avait été secrétaire du Secours Rouge du XVIII^e). Il avait été gérant d'Unser Wort, le journal des trotskistes allemands immigrés.

Fin octobre éclate la nouvelle du massacre de Châteaubriant. A la suite du meurtre d'un lieutenant-colonel allemand dans une rue de Nantes le 20 octobre, Stüpnagel riposte par l'exécution de quarante-huit otages du camp de Châteaubriant. Un ignoble marchandage sur les noms a lieu entre les nazis et le ministre de l'Intérieur de Vichy, Pucheu qui dresse lui-même la liste des fusillés.

Le sous-préfet de Châteaubriant précise :

Le ministre de l'Intérieur a pris contact aujourd'hui avec le général

* Significative à ce sujet la polémique engagée par Tillon en 1970 contre Marchais, devenu alors secrétaire général du P.C.F. On lui reproche d'être parti avec ses camarades d'usine en Allemagne ; il se défend en invoquant la contrainte ; mais personne ne lui demande quelle action il a engagée en Allemagne et lui-même n'en invoque aucune.

** Meichler participait alors au groupe *Notre Révolution*. Il avait repris contact avec *la Vérité* peu avant son arrestation.

Stüpnagel afin de lui désigner les internés communistes les plus dangereux parmi ceux actuellement à Châteaubriant.

Pucheu se défend : *Je ne pouvais pas, je ne devais pas laisser fusiller quarante bons Français* ⁶².

On ne peut pas mieux avouer que la collusion de Vichy avec Berlin est une collusion de classe.

Tous les fusillés ne sont pas du P.C.F. On compte parmi eux un socialiste, Fourny, adjoint au maire de Nantes et deux trotskistes, Marc Bourhis et Pierre Gueguen.

Marc Bourhis, instituteur à Trégunc (Finistère) avait adhéré au P.O.I. en 1936. Secrétaire du rayon trotskiste de Concarneau, il avait été arrêté le 2 juillet 1941 par la police française. Pierre Gueguen avait adhéré au Parti communiste à sa fondation. Maire de Concarneau, il avait rompu avec le P.C.F. au moment du pacte germano-russe. Il s'était rallié au programme de la IV^e Internationale.

Arrêté en 1939 et mis en quarantaine par le P.C.F., il doit veiller chaque nuit avec Bourhis, pour empêcher une agression de la part des staliniens. Cela n'empêchera pas le P.C.F. de les annexer l'un et l'autre à la liste de ses martyrs.

La Vérité déclare, en manchette : « La répression unit, la lutte doit unir » :

Hitler et Stüpnagel, en unissant les ennemis du nazisme dans la mort, nous montrent la voie à suivre : celle de l'union dans la lutte pour la libération anti-impérialiste de l'Europe.

Dans l'action quotidienne, plusieurs dizaines de militants tombent en 1941 et surtout en 1942. Nous en citerons quelques-uns .

Dans la région parisienne, ce sont surtout les responsables des liaisons, comme Pauline Kargeman, en mars 1942 : elle a vingt ans et mourra en déportation. En avril, le responsable de la région, Braslavsky, un militant ajiste de 24 ans et le responsable de la section des faux-papiers, J. Joffe (Pouly), un étudiant de 25 ans : tous deux mourront en déportation, ainsi que l'ouvrier électricien Lebrun (21 ans) et Bella Lempert (23 ans). En août, Pierre Barthelemy, un jeune métallo, responsable de l'appareil technique et Simone Ferlinger, une dactylo de 21 ans : tous deux seront tués. Letellier jeté dans un camp de concentration en France réussira à s'évader à la fin de 1943. En novembre, Régine Felsenschwalbe, 22 ans, elle mourra en déportation. A la fin de 1942, Henri Souzin, ancien trésorier régional des Jeunesses communistes, ouvrier peintre et membre de la commission exécutive du bâtiment : Souzin est membre du bureau politique et responsable de la commission syndicale : il ne reviendra pas des camps .

En Bretagne, le responsable régional, l'artisan Alain Le Dem, est pris en septembre 1942 : il réussira à s'évader de la prison de Chartres

en 1943. A Lyon, la répression frappe deux responsables régionaux, Robert Colliard, qui est en relation avec le réseau « Libération » et mourra en camp de concentration, le garçon épicier Sadek, emprisonné à la fin de 1942, ainsi qu'un jeune militant, Gérard, condamné à 20 ans de travaux forcés. A Clermont-Ferrand, G. Bloch est emprisonné et déporté⁸¹.

Mais, c'est à Marseille, que l'organisation subit le coup le plus dur. En 1941, elle compte alors quatre sections, assez sérieusement implantées, malgré la crise politique qui a amené le départ de deux de ses responsables vers la résistance nationaliste. Le responsable régional est alors Albert Demazière, membre du comité de la zone Sud. Marseille organise, avec des marins membres du Parti socialiste ouvrier des U.S.A. la liaison avec le comité exécutif de la IV^e Internationale qui siège à New York. En avril, un de ces courriers, caché dans des savonnettes, est intercepté par la police. Le coup de filet amène l'arrestation d'A. Demazière, de Reboul, employé dans une raffinerie de sucre, responsable d'une des cellules, de Marguerite Usclat, institutrice, de Pierre Delmotte et de Pierre Tresso (Blasco), ancien délégué de l'Internationale syndicale rouge, ancien secrétaire adjoint du Parti communiste italien, et ancien dirigeant des organisations trotskistes françaises, responsable des liaisons internationales.

Au « Centre de secours américain », dirigé par Daniel Benedite, (qui sera inquiété lui aussi), où l'on s'occupe de faire passer outre-Atlantique des gens suspects aux autorités, notamment des Juifs, la police prétend avoir trouvé un plan d'insurrection armée pour la zone non-occupée, un plan qui a été placé là en réalité par un provocateur. Avec courage et désintéressement, de jeunes avocats (Deferre, futur ministre et maire de Marseille, Gaston Monnerville, futur président du Sénat, Mme Poinso-Chapuis, élue député M.R.P. à la Libération) ont accepté de les défendre devant les sections spéciales de la XV^e région militaire qui les accuse de propagande « relevant directement ou indirectement des mots d'ordre de la III^e Internationale ».

Tous sont lourdement condamnés : travaux forcés à perpétuité pour Demazière, 10 ans pour Tresso, 5 ans de prison pour M. Usclat, etc.

La plupart d'entre eux sont incarcérés après Marseille, à Lodève, à Mozac, enfin à la prison du Puy où ils retrouvent Pierre Salini (Ségal) militant du C.C.I., déjà arrêté et condamné*.

Les relations internationales

Jusqu'à l'arrestation de Blasco, le comité exécutif de la

* Divers témoignages, particulièrement celui d'Albert Demazière.

IV^e Internationale (qui siège désormais à New York) reste en relation avec la section française et l'Europe. Nous avons vu que, sous son contrôle, le groupe des Français aux U.S.A. publie *la Vérité* à partir d'avril 1941. Le journal est écrit pour être lu en France et en Europe. Il doit traverser les frontières, pénétrer en France dans les deux zones, en Suisse, en Belgique, dans les colonies.

Le premier numéro publie un manifeste du Comité exécutif (« La France sous Hitler et Pétain ») ; le second un texte de Marc Loris (Van Heijenoort) qu'imprimera *la Vérité* de Paris (« Perspectives européennes ») et un récit de Nathalia Trotski sur l'assassinat du dirigeant de la IV^e. Le troisième, en septembre 1941, diffuse le manifeste de la IV^e Internationale « Pour la défense de l'U.R.S.S. (celui-ci ne semble pas être parvenu en France car il n'y est pas repris) et un article de Trotski (« le Problème de la direction ») où il polémiquait contre le P.O.U.M. En octobre, *la Vérité* de New York polémiquait avec les partisans de l'Angleterre et avec les « centristes ». En décembre, elle est tout entière consacrée à une violente dénonciation du prétendu « socialisme » nazi.

Elle cesse de paraître en 1942, à la fois parce qu'elle n'atteint guère son objectif (elle ne parvient que médiocrement en Europe) et parce que les Français et les Belges disposent désormais d'un matériel suffisant de propagande.

Au comité exécutif de l'Internationale, les discussions sont du reste vives sur la stratégie dans les pays occupés. En octobre 1941, les dirigeants (émigrés) de la section allemande — l'I.K.D. — Johre et Ludwig, ont pris position dans « Trois thèses » qui suscitent une violente polémique.

Après avoir constaté la disparition en Allemagne de toute force ouvrière organisée (et même de toute opposition bourgeoise), l'I.K.D. déclare :

Il n'y a pas de question plus urgente en Europe que la libération nationale des pays asservis par l'Allemagne et sa solution, avec l'aide et au nom du socialisme international, est importante et indispensable pour trois raisons. D'abord, ce sont là des revendications démocratiques qui, toujours et partout, doivent être appuyées, et sans lesquelles le socialisme ne peut pas vaincre. Ensuite, le socialisme ne peut trouver les alliés nécessaires à la ville et dans les campagnes pour la réalisation de la révolution, ne peut mobiliser les masses pour la lutte finale et ne peut se concilier leur sympathie, s'il ne s'est pas proclamé le défenseur déterminé de leurs revendications durant une période suffisamment longue, et s'il n'a pas ainsi mérité de diriger la lutte. Enfin, seul le socialisme révolutionnaire est en mesure de réaliser le programme démocratique et de donner un but et un sens au mouvement [...] La transition du fascisme au

socialisme reste une utopie sans une étape intermédiaire qui est fondamentalement équivalente à une révolution démocratique.

Les Américains du Socialist Workers Party manifestent leur accord avec ces thèses sur le premier point : « il existe réellement une oppression nationale dans les pays occupés ». Ils sont aussi d'accord : *quant au fait que l'oppression nationale existe actuellement en Europe à un degré jamais atteint, réclamant de nous une compréhension approfondie et aiguë de ce qui est « nouveau » dans la situation européenne et ce qui est analogue à la Première Guerre mondiale.*

Nos divergences sont centrées autour du rapport du mot d'ordre de libération nationale et de celui des États-Unis socialistes d'Europe. Nous affirmons que les deux mots d'ordre doivent aller ensemble car autrement le mot d'ordre de libération nationale dégénère en nationalisme bourgeois pur et simple au service de l'un des deux camps impérialistes ⁸².

Les Américains critiquent la notion d'étape démocratique qui viserait en un premier temps, au rétablissement de la III^e République et de la république de Weimar.

*Ce qui est réellement nouveau dans les pays occupés, c'est que le sentiment national des ouvriers et paysans est en train de dresser leur classe plus violemment contre la bourgeoisie collaboratrice. L'oppression nationale a donné une nouvelle acuité à la lutte des classes**.

Telle est précisément la position des trotskistes français et belges. Mais ils ignorent tout de cette discussion. La liaison avec l'Internationale est assurée, en effet, par plusieurs camarades (Katel, le tchèque Karel, Rigal et quelques autres camarades français qui réussissent à passer aux U.S.A.). Mais en sens inverse, elle ne s'effectue guère que par *la Vérité* de New York. A partir d'avril 1942, les communications se font de plus en plus difficiles.

En France même, les relations n'existent guère qu'avec les Indochinois, confinés dans des camps de travail. *La Vérité* du 20 janvier 1942, sous le titre : « Rapatriez les Indochinois victimes de l'impérialisme français », écrit :

Le public ignore généralement le sort lamentable fait par l'impérialisme français aux 40 000 Indochinois mobilisés et « importés » en France au début de la guerre. 20 000 furent envoyés au front, où 10 000 furent faits prisonniers et les autres tués ou disparus. Les 20 000 restants furent employés dans les poudreries, dans des conditions d'hygiène et de travail déplorables, au salaire incroyable

* Nos divergences avec les trois thèses (Félix Morrow) ⁸².

de 4,50 francs par jour pour les hommes et 6,50 francs pour les interprètes.

L'armistice signée, ces travailleurs militaires furent occupés à des travaux de terrassement (au même salaire royal !) en attendant leur retour « prochain » dans leur pays. Or, ils sont encore en France non-occupée, logés le plus souvent dans des écuries de casernes, chauffés de courants d'air, habillés de bleus de travail, insuffisamment nourris par suite des prélèvements des intendants militaires chargés de les ravitailler.

Mais les travailleurs indochinois, prisonniers de l'appareil militaire français, opposent une courageuse résistance à leurs oppresseurs. C'est ainsi que certaines compagnies, influencées par les militants de la IV^e Internationale, firent grève, en dépit des menaces de leurs officiers et obtinrent finalement double ration...

Tous les travailleurs français doivent lutter pour libérer les travailleurs annamites de l'impérialisme français, comme ils luttent pour libérer les travailleurs français prisonniers de l'impérialisme hitlérien.

Les rapports des Indochinois avec l'Asie sont également très difficiles. De là des informations fantaisistes que publiera *la Vérité* comme celle de l'adhésion de Mao à la IV^e Internationale...

En Europe occupée, les trotskistes cherchent à mettre sur pied une direction internationale. Mais la situation n'est pas brillante. En Allemagne tous les militants de l'I.K.D. ont été assassinés, envoyés dans des camps de concentration ou ont émigré en Amérique. En Autriche, milite un groupe dont plusieurs dirigeants seront condamnés à mort par les nazis, mais aucun contact n'existe avec lui. La section polonaise a été « balayée presque totalement ». Les contacts sont rompus également avec les Tchèques qui « perdirent une douzaine de cadres »⁸³ ; avec le petit groupe hollandais — sans parler du R.S.A.P., décimé, dont toute la direction a été fusillée, en même temps que Sneevliet ; avec le groupe danois « Lutte de classe » qui travaille avec les Norvégiens, mais dont l'existence n'est connue que par New York ; ainsi qu'avec l'Italie. En Grèce, luttent des groupes combattifs, mais les liaisons sont épisodiques. Quant aux Espagnols, les relations sont rompues avec le P.O.U.M. et seuls quelques émigrés se réclament de la IV^e Internationale. Avec les rares trotskistes suisses, qui auraient pu être très utiles, toute liaison a été perdue.

Le seul pays avec lequel la liaison est constante, c'est la Belgique. Deux groupes s'y réclament du trotskisme. Le premier est celui de Vereeken. Celui-ci a rompu avec la IV^e Internationale : il est opposé à la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. (« impérialisme rouge »). Son petit groupe, « Contre le courant » s'est affilié au Front ouvrier International. Il reste pendant toute une période en liaison avec le groupe

français de la Commune (le futur C.C.I.). C'est seulement au milieu de 1942 qu'il publie un bulletin ronéoté *Idées et Documents*. En fait, chacun de ces bulletins (sur 24 ou 34 pages) contient un seul article de Vereeken, consacré pour l'essentiel à critiquer les positions du Parti communiste révolutionnaire.

Le P.C.R. est la section de la IV^e Internationale. Il publie depuis le début de l'occupation un journal imprimé, *la Voie de Lénine*, une revue théorique et des brochures. Engagé dans l'action, il a subi de lourdes pertes. Plusieurs de ses dirigeants ont été arrêtés : Lesoil, Nopère, Léon de Lee, qui mourront en camp de concentration ; Teunynkx a été abattu en cours de mission. La ligne politique du P.C.R. est à peu près la même que celle de *la Vérité* en 1942.

Les relations entre la France et la Belgique ont été rétablies, dès la fin de 1940 ou le début de 1941. En janvier 1942 se tient à Saint-Hubert, dans les Ardennes, une première conférence européenne. Elle regroupe une quinzaine de participants dont Hic, Swann et Craipeau (France), Widelin (Allemagne), Raptis (Grèce), Sem et Léon (Belgique). La discussion porte sur l'utilisation des luttes nationales (Léon défendant les mêmes positions que Hic), sur l'orientation générale du mouvement, sur la constitution d'un organisme européen. Un secrétariat provisoire est constitué dont le siège est fixé à Paris. Il comprend Raptis, Hic et Widelin. Raptis est responsable des liaisons internationales. La revue *IV^e Internationale* doit devenir l'organe de ce secrétariat et l'imprimerie où elle est éditée doit être mise à sa disposition par la section française.

En fait, ce premier secrétariat n'exerce guère son activité qu'en direction de l'armée allemande. Le premier numéro de *IV^e Internationale* qui paraît en juin 1942 porte encore le sous-titre « Revue théorique des comités de la IV^e »* : Marcel Hic hésite à en confier la responsabilité politique à un organisme encore incertain.

L'Union communiste internationaliste

Jusqu'en 1942, le groupe de *la Vérité* était le seul, parmi les internationalistes, à organiser action et propagande clandestines, à l'exception de quelques publications des militants groupés autour de Barta. En 1942, plusieurs autres petits groupes s'engagent dans l'action clandestine.

* Le numéro contient deux articles sur le stalinisme « bureaucratie soviétique et parti stalinien » ; « Stalinisme et fascisme » ; un article de Lénine « Par quel bout commencer ? » et la conclusion de la conférence d'Alarme de la IV^e. La revue publie au moins huit numéros pendant l'occupation (photographies, dans « Les Trotskistes sous la terreur nazie »), elle ne deviendra régulière qu'en 1943-1944.

L'Union communiste internationaliste réunit des militants que les trotskistes considèrent comme « ultra-gauches » et qui voient dans le « trotskisme », l'appendice du stalinisme. C'est en 1941 que se sont rassemblés, autour de Laroche, des militants français, émigrés allemands, italiens, hongrois et espagnols, en opposition avec l'orientation trotskiste de défense de l'U.R.S.S. et généralement regroupés sous le nom de Communistes des conseils (R.D.K. allemand). Pour eux, l'Union soviétique est un impérialisme comme les autres et c'est entretenir une dangereuse illusion que de laisser espérer une aide de cet impérialisme, même involontaire, à la Révolution.

*Politiquement, écrit Laroche, nous n'avons partagé aucune des illusions des autres groupes ; la situation n'était pas révolutionnaire ; le stalinisme a tué tout l'esprit internationaliste ; le mouvement communiste était nationaliste à outrance ; d'ailleurs parler de la prise du pouvoir en présence des armées impérialistes était pure folie*⁸⁴.

Il ajoute :

Notre groupe, a commencé dès 1942 sous le nom d'Union communiste internationaliste, un travail clandestin. Nous publions des tracts en langue française et allemande que nous diffusions en petits groupes (ces tracts ont malheureusement été perdus). A cause de ce travail, des camarades trotskistes en opposition avec la ligne officielle, prirent contact avec moi. Ils voulaient connaître notre opinion envers l'U.R.S.S. A partir de ce moment s'est constituée une véritable minorité trotskiste. Avec eux, j'ai organisé des conférences sur le mouvement ouvrier, la révolution russe et allemande. Nous nous retrouvions souvent dans les forêts de la Vallée de Chevreuse, sur le plateau de la Villetterte, dans les auberges de la jeunesse, etc.

Dans le même temps, comme nous l'avons vu, un accord technique était établi entre ces camarades et la IV^e Internationale pour le travail dans l'armée allemande.

Le travail dans la Wehrmacht se trouvait sous le contrôle du comité exécutif provisoire européen qui venait d'être constitué. Le comité exécutif ne pouvait intégrer Laroche dans la direction de ce travail que s'il acceptait de reconnaître les résolutions de la conférence. Au cours d'une réunion avec Hic et Daniel Guérin, il s'y refusa.

Par ailleurs, l'organisation française s'inquiétait des réunions clandestines organisées par l'Union communiste, moins au niveau politique (nombre de militants, depuis 1938 n'étaient pas d'accord avec la ligne officielle sur la nature de l'État soviétique) que pour des raisons de sécurité. Laroche écrit :

La direction de la IV^e m'envoyait deux commissaires tout à fait dans le meilleur style bolchevique avec un ultimatum : ou mes

conférences seraient contrôlées par eux ou elles cesseraient. Je refusai. Nos relations avec la IV^e en restèrent là.

Précisons que l'organisation trotskiste n'avait pas pouvoir pour les faire cesser, mais seulement pour exiger que ses militants respectent sa discipline ou partent. Certains refusèrent de se plier à cette discipline.

Pendant le courant de 1943, cette minorité organisa une conférence pour décider de la ligne politique à prendre. Après des débats tumultueux, la position de notre groupe (l'Union communiste) fut majoritaire. L'opposition s'est scindée : quelques copains venaient chez nous, d'autres constituaient de petits groupes : Kaspar (Raymond Hirzel) ; groupe Scheuer.

Le groupe « Lutte de classe »

Le groupe « Lutte de classe » est d'obédience trotskiste. Il se réduit à une poignée de militants autour de Barta. Ils donneront plus tard naissance au groupe « Voie ouvrière » qui deviendra Lutte ouvrière.

Barta résume ainsi l'activité du groupe dont il était l'initiateur : *Après l'effondrement de juin 1940 et l'exode, retour à Paris en septembre 1940 et publication de la brochure, « la Lutte contre la Deuxième Guerre mondiale », de novembre 1940. Ensuite, jusqu'à la publication du journal Lutte de classe (octobre 1942), travail de liaison et de formation de jeunes, dont Mathieu Bucholtz, grâce auquel notre travail (Barta et Louise) se fait sur des bases solides. Seule publication : un tract au lendemain de l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler.*

Pendant toute l'occupation, notre activité se limite donc à la publication du journal et à la formation de cadres sur des bases organisationnelles définies dans le rapport de juillet 1943 qui constitue, avec la brochure de 1940, les principaux éléments de notre activité sous l'occupation. Deux Cahiers du militant, critiquent l'attitude du Parti ouvrier internationaliste concernant le « mouvement national » en décembre 1942 et février 1944.

Mais, bien que des divergences politiques soient apparues dès le début, ce n'est pas sur le terrain politique mais sur le terrain de l'organisation que nous nous séparons à fond des autres groupes trotskistes. Les véritables divergences politiques, dans l'action, sont apparues à la Libération, notamment l'orientation vis-à-vis du P.C.F. et de la C.G.T.

Sous l'occupation, notre activité, menée dans des conditions très difficiles est donc très limitée. Elle a constitué une période de

*préparation et, le moment venu, nous étions effectivement prêts, malgré la perte du principal camarade, Mathieu Bucholtz, assassiné par les membres du P.C.F. en septembre 1944*⁸⁵.

Le premier numéro du journal *la Lutte de classe* paraît le 1^{er} octobre 1942. Vingt-deux numéros ronéotés recto-verso seront publiés jusqu'au 31 décembre 1943.

Contrairement à *la Vérité*, qui est avant tout une arme d'agitation, *la Lutte de classe* est conçue comme un outil de formation politique. Chaque numéro contient un seul article : « Echec à la relève impérialiste » (13 octobre 1942) ; « l'Illusion du deuxième front » (22 octobre) ; « la Commémoration d'octobre 1917 » (7 novembre 1942) ; « l'Occupation de l'Afrique du Nord par les U.S.A. » (15 novembre) ; « De la guerre « démocratique » à la guerre pour la libération des peuples » (30 novembre) ; « la Révolution permanente contre la guerre permanente » (12 décembre 1942).

Ce dernier thème explique pour une large part la différence d'optique. Tous les militants trotskistes ont annoncé dès le début, que la guerre serait longue. Ils l'ont répété en 1940 contre ceux qui croyaient que l'Allemagne hitlérienne avait pratiquement gagné la guerre et que s'ouvrait une longue période historique de domination totalitaire. Ils l'ont redit ensuite contre ceux qui, après le débarquement allié en Afrique du Nord, en 1942, croyaient que les Anglo-Saxons allaient terminer la guerre en quelques mois.

Mais pour *la Vérité*, il s'agit de quelques années qu'il faut mettre à profit pour faire surgir l'insurrection : l'action constitue le banc d'essai des révolutionnaires. Telle n'est pas la perspective du groupe *la Lutte de classe*.

Au début, écrit Barta, notre position est celle de la « guerre permanente », jusqu'aux événements d'Italie.

La Lutte de classe du 12 décembre 1942 écrit :

La croyance que seul un deuxième front allié, en donnant le coup de grâce à Hitler, mettrait fin au cauchemar de la guerre, s'avère une grossière illusion grossièrement entretenue par les alliés capitalistes (États-Unis et Angleterre) pour maintenir les masses, exploitées et opprimées par Hitler, suspendues à leurs opérations militaires et pour les utiliser, passives et ignorantes, pour leur politique de guerre...

La situation stratégique de l'Allemagne dans la Deuxième Guerre mondiale est incomparablement meilleure que dans la première. L'Europe entière se trouve sous sa domination et le Japon et l'Italie sont dans son camp.

Mais, même en cas d'effondrement de toutes les puissances de l'Axe, la guerre ne prendrait pas fin dans le camp allié ; l'U.R.S.S. et la Chine, indispensables militairement dans la guerre actuelle, seraient

la source de conflits militaires immédiats, non pas que ces conflits doivent éclater seulement après l'effondrement de l'Axe — nous ne faisons que rappeler les principaux antagonismes qui rendent toute paix impossible à l'époque du capitalisme impérialiste, du premier État ouvrier et des guerres d'émancipation nationale (Inde, Chine, etc.). En fait, la perspective impérialiste d'un nouveau 1918 éterniserait cette guerre et provoquerait l'effondrement de la civilisation. [...] Il n'y a qu'une perspective à opposer à la guerre permanente, c'est celle de la révolution permanente.

Il faut donc s'attendre à une période indéterminée et très longue de fascisme et de guerre qui ne peut prendre fin que par la révolution prolétarienne. La tâche est de former patiemment des cadres pour cette perspective.

Ce travail lent et systématique est également le seul moyen de former des militants ouvriers dégagés de l'amateurisme petit-bourgeois dont avait souffert l'organisation trotskiste avant la guerre. C'est ce que nous verrons mieux dans le rapport d'organisation rédigé en juillet 1945 par ce groupe.

« La Seule Voie »

Les militants de l'ancien groupe de *la Commune* se sont contentés jusqu'en 1942 de rester liés entre eux. La seule allusion à des contacts avec les Comités pour la IV^e apparaît dans une note de *la Vérité* du 15 décembre 1940 :

On nous communique :

Voulez-vous signaler que le journal clandestin la Vérité n'a rien de commun avec la revue la Vérité éditée avant la guerre par le Parti communiste internationaliste. Dont acte.

La première activité publique de ce groupe apparaît en mars 1942, avec la publication d'un bulletin ronéoté *la Seule Voie*.

Le bulletin porte en sous-titre « bolchevik-léniniste pour la construction de la IV^e Internationale ». Il paraît en mars, juin, juillet, novembre 1942. Quatre numéros seront publiés en 1943.

En fait, il ne s'agit que d'une apparition semi-publique. Chaque numéro est numéroté. La première page précise : *La Seule Voie ne doit être distribuée qu'à des camarades sûrs. Chaque militant doit répondre du camarade auquel il la transmet et doit en référer à son organisation.*

En exergue, *la Seule Voie* inscrit : « La crise de l'humanité c'est la crise de la direction révolutionnaire ». Il s'agit pour ses militants de constituer cette direction révolutionnaire non comme le groupe de *la Vérité* en s'efforçant de faire leurs preuves dans la lutte des masses,

mais en instruisant théoriquement des cadres politiques soigneusement tenus à l'abri de la répression.

Les bolcheviks-léninistes ne peuvent actuellement opérer leur jonction avec les masses et doivent préparer le haut objectif en forgeant les cadres du parti...

Les bolcheviks-léninistes savent que la guerre menée par Staline ne peut pas aboutir à la victoire. Leur tâche n'est pas de s'aligner sur les changements momentanés, déterminés par le développement de la guerre, mais d'expliquer, aux couches qu'ils peuvent toucher, l'inévitabilité de la défaite de l'U.R.S.S. sous les coups combinés d'Hitler, de Roosevelt et de Churchill, et sous la direction de Staline, dans la mesure où, la révolution internationale n'intervient pas à temps⁸⁶.

L'analyse du numéro consacré au problème de l'U.R.S.S. débouche sur cette conclusion, non comme probabilité, mais comme donnée théorique absolue, capable de résister même aux faits :
Nous n'avons rien de commun avec ces opportunistes qui, asservis aux faits, ne peuvent s'en abstraire.

Polémiquant contre la brochure « Pour sauver l'U.R.S.S., il est encore temps » des Comités de la IV^e Internationale, *la Seule Voie* est scandalisée par l'affirmation suivante :

Dans les pays écrasés sous la botte fasciste, la lutte doit partir des revendications immédiates, nationales, économiques et politiques des masses opprimées par le fascisme. Toute action des masses susceptible de se tourner contre le régime doit être, par contre encouragée.

La Seule Voie répond :

La dernière phrase est un monument d'ignorance de l'expérience de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Non, même dans des conditions de révolution, où les masses sont armées, où le pouvoir de la bourgeoisie est dans la rue, et le pouvoir de la classe ouvrière se forme, c'est-à-dire dans la période de la dualité du pouvoir, en juillet, les bolcheviks, conduits par Lénine et Trotski, loin d'encourager l'action des masses, la freinèrent, la découragèrent.

Critiquant les positions de *la Vérité* en 1940, *la Seule Voie* déclare :

S'agiter aujourd'hui dans la confusion politique en méprisant « les petits groupes attentistes et critiqueurs », ce n'est pas construire la IV^e, c'est préparer la défaite dans le borbier de l'Union nationale.

La tâche de l'époque, c'est de former théoriquement l'état-major du futur parti révolutionnaire en qui la classe ouvrière, le moment venu, reconnaîtra sa direction politique.

Ce n'est pas l'organisation révolutionnaire qui créera la situation

révolutionnaire. Celle-ci naîtra inéluctablement de l'impuissance des belligérants à terminer la guerre. Cette guerre ne peut pas avoir d'issue militaire : Staline ne peut pas vaincre ; mais finalement Hitler non plus, ni les Anglo-saxons. L'analyse marxiste nous permet d'affirmer que seule la révolution peut mettre fin à la guerre, et elle commencera en Allemagne, les États-Unis devenant le dernier bastion de la contre-révolution.

Il suffit donc d'attendre les événements révolutionnaires dont on sait qu'ils amèneront une situation analogue à celle de la Russie après février 1917. C'est dans cette situation de double pouvoir qu'interviendront les cadres théoriquement formés. Tout en précisant que « le déterminisme historique n'a rien à voir avec un schématisme abstrait », *la Seule Voie* peut alors prévoir comment se dérouleront les événements.

Seuls les bolcheviks-léninistes pourront, et devront donner, en le créant par un travail acharné, un minimum d'état-major à la classe et par là-même, construire, dans la dualité du pouvoir, le parti, quantitativement. Les masses en s'attaquant spontanément à l'ordre existant et à ses défenseurs construiront instinctivement une organisation qui sera les soviets. Les peu nombreux bolcheviks-léninistes devront s'intégrer aux masses et les appeler à créer leurs organes qu'elles-mêmes commenceront à créer. [...]

Le parti créé, il ne s'agit pas de croire que le pouvoir sera immédiatement entre les mains des ouvriers. Pour qu'il y ait Octobre, il faut que les masses, toutes les masses, reconnaissent le parti bolchevique comme direction, et ceci n'est pas un travail de huit jours mais de quelques mois. Les partis traditionnels se ressaisiront et, dans l'euphorie de la victoire, de la guerre terminée, reprendront leur travail non moins traditionnel de transformer la dualité du pouvoir en pouvoir de la bourgeoisie. Ici, la tâche du parti bolchevik-léniniste sera de gagner la majorité des exploités, pour la transmission intégrale du pouvoir aux « Comités ».

La Seule Voie ajoute, modestement :

L'analyse théorique ne peut aller plus loin ; ce seront les rapports de forces concrets de cette période de dualité du pouvoir qui détermineront les tâches de la direction révolutionnaire ⁸⁶.

En octobre 1942, le R.K.D. (Communistes révolutionnaires d'Allemagne), considérant que la répression a éliminé les Comités de la IV^e Internationale propose à *la Seule Voie* d'entreprendre la construction d'une internationale véritablement communiste.

La IV^e Internationale est morte comme organisation et, comme internationale, elle n'a jamais existé. Un obstacle de plus à la construction de la véritable IV^e Internationale communiste nous est enlevé. En avant pour la construction du parti prolétarien... ⁸⁷

La Seule Voie répond : « Il y a erreur : vous vous êtes trompés d'adresse, camarades ». Après avoir précisé que son groupe n'a en rien rallié l'ultra-gauchisme condamné par Lénine, elle s'indigne de l'attitude du R.K.D. :

On est tenté, en lisant cela, d'ajouter : « Vive la police qui nous a dégagé la voie de cet obstacle et bénis soient Pétain et Hitler d'avoir créé une si bonne police ». C'est à croire que vous considérez que la police a rempli sa tâche « objectivement » progressive en arrêtant les militants bolcheviques-léninistes ou se disant tels. Sans doute exagèrons-nous ou soulevons-nous la question sous un angle sentimental. Mais la question se pose plus largement que cela. Nous ne nous accrochons pas à une phrase malheureuse. Il ne s'agit pas du tout d'une expression accidentelle faite par hasard. Nous ignorons comment vous considérez la répression qui frappe lourdement le parti stalinien. Nous ne voulons pas vous faire dire que vous vous en réjouissez : mais sans doute là encore un obstacle est levé à la construction de la IV^e Internationale. Et allons plus loin, voyons la guerre que mène Hitler à l'U.R.S.S. Vous dites bien, pour souligner votre position, que la victoire de Hitler dégage la voie vers le socialisme. C'est donc bien la même façon de voir que nous retrouvons là, aussi bien sur le terrain de la répression policière contre l'avant-garde révolutionnaire en France, que sur celui de la guerre contre l'U.R.S.S. ⁸⁷.

« Nos Combats » et « Libertés »

Toute différente bien sûr est l'orientation du groupe *Notre Révolution*. A la suite de l'arrestation de Meichler à la fin de 1941 ⁸⁸, il a changé le titre de son journal qui, à partir de janvier 1942 devient *Nos Combats*, précaution du reste modeste, puisque la typographie reste la même et que le nouveau journal, avec le numéro 13, prend la suite de l'ancien.

Il n'est pas possible de voir comment *Notre révolution*, qui n'avait pas fait allusion à l'U.R.S.S. dans sa déclaration, a réagi à l'attaque contre l'Union soviétique. Mais *Nos Combats* apparaît critique à l'égard de l'hystérie chauvine entretenue par les Anglo-Saxons et par Moscou. Son premier numéro est consacré tout entier à expliquer que les responsabilités de la guerre « ne sont celles ni d'un homme ni d'un peuple plus ou moins belliciste, mais du régime capitaliste ».

La propagande anglo-saxonne, appuyée par celle de Moscou, présente Hitler comme la cause de l'actuel conflit, tandis que la propagande du Dr. Goebbels en accuse la Cité de Londres, Wall-Street et la juiverie internationale.

La plus grande faute que puisse commettre le socialisme, c'est de se laisser influencer par cette thèse, de se laisser convaincre que la guerre est due à tel gouvernement, à tel dictateur ou à tel peuple. La guerre est un phénomène social, une crise sociale dont les causes sont indépendantes de toute volonté humaine. Les causes du conflit sont inhérentes au système de production actuel.

[...] On comprend aisément la différence fondamentale entre le point de vue socialiste et le point de vue bourgeois. Le but de la bourgeoisie, c'est de sauver ses privilèges. Au besoin, elle sacrifiera tel gouvernement, tel pays même, pourvu qu'elle puisse continuer à s'approprier la plus-value. Le but du socialisme au contraire, ce n'est pas de se venger sur tel ou tel homme, tel ou tel peuple ; mais d'abolir les causes de la guerre : en l'occurrence, le régime capitaliste ⁸⁹.

L'article reprend, en les précisant, les thèmes de la déclaration parue dans le premier numéro de *Notre révolution* :

La guerre actuelle jouant un rôle révolutionnaire, par le fait qu'elle désorganise et dissout le régime capitaliste, les socialistes doivent intervenir dans le conflit, avec leur programme, afin de donner à la guerre tout son sens révolutionnaire... C'est précisément dans la mesure où elle intervient activement dans cette guerre, dans la mesure où elle prend elle-même en mains la conduite de la lutte contre le fascisme, que la classe ouvrière pourra déjouer les calculs de la bourgeoisie et faire de cette guerre la dernière que l'humanité ait connue.

Mais en mars, *Nos Combats* explique par un exemple concret comment la classe ouvrière peut « prendre en mains la conduite de la guerre ». Analysant l'évolution de la situation en Angleterre, le journal constate que Churchill a remanié son cabinet : *donné un rôle important à Sir Stafford Crips, élément très avancé de gauche et que le major Atlee, lui aussi, joue un rôle plus important que jamais dans le gouvernement anglais.*

Il conclut :

La classe ouvrière anglaise possède actuellement tous les atouts pour prendre en mains la conduite de la guerre. Elle devra se débarrasser de certains éléments réactionnaires de l'armée, de l'industrie, de la finance, et elle pourra alors grouper autour d'elle toutes les classes ouvrières du monde qui luttent pour leur indépendance. Ce n'est qu'après avoir éliminé ces éléments, surtout dans l'armée, qu'elle pourra réaliser son désir de prendre une part plus active dans la guerre, créer ce deuxième front réclamé par une grande partie de l'opinion publique qui a porté Sir Stafford Crips au pouvoir ⁹⁰.

Ainsi la prise du pouvoir par la classe ouvrière se résoud en une participation plus large des travaillistes au gouvernement d'Union

sacrée. Comme si la nature de classe du régime en était changée.

Le numéro de février, tout entier consacré aux conséquences des accords de Montoire ne se différencie du reste en rien de n'importe quel journal gaulliste. Il comprend l'affiche suivante, où l'on retrouve tous les thèmes nationalistes :

Messieurs de Vichy...

Ne venez pas prier sur nos tombes,

Vous êtes les pourvoyeurs de nos chaînes,

Vous avez donné nos biens,

Vous avez livré nos forces,

Vous avez livré nos vies.

Nous refusons votre deuil national. La France a pris le deuil le jour de votre trahison. Votre « collaboration » pire qu'une alliance a désigné notre pays aux coups de ses anciens alliés.

Vous n'avez pas voulu que des Français meurent au combat.

Aujourd'hui, par votre faute, ils tombent en victimes.

Maréchal Pétain, amiral Darlan, monsieur Pucheu, vous êtes comptables du sang versé. Comme le sang des otages, le sang de nos morts du Havre, de Brest et de Paris retombera sur vous.

Ne venez pas prier sur nos tombes.*

Le numéro de mai 1942 paraît sous le titre de *Libertés* qu'il gardera jusqu'à la fin de la guerre. Il consacre trois pages à « la situation en mai 1942 ». Il n'y est pas fait allusion aux luttes menées, en France et en Europe, par la classe ouvrière, ni même aux actions de partisans qui commencent à se développer dans les Balkans. L'analyse s'intéresse seulement aux rapports de forces entre grandes puissances sur le terrain militaire. « Le rôle indépendant du prolétariat » autour duquel était théoriquement axé le premier numéro de *Notre révolution* est complètement oublié.

*L'objectif à atteindre : gagner la guerre et libérer la France*⁹¹.

Le journal déclare qu'il rencontre « dans tous les milieux la plus large sympathie » et il définit ainsi les possibilités d'action :

Dès maintenant, que chaque camarade groupe autour de lui cinq autres camarades, que ces camarades se connaissent bien et depuis avant-guerre, qu'ils aient de commun soit le lieu de leur travail soit le lieu de leur domicile, soit des amitiés de longues dates ; qu'ils puissent se joindre facilement à toute heure ; que l'un d'eux soit responsable...

Ils se rencontreront ensemble, discuteront, diffuseront le journal, en même temps qu'ils s'informeront de ce qui se passe autour d'eux. Ils

* *Nos Combats*, n° 14, février 1942. Significatives aussi les informations (n° 14, 15 et 16) données sur les régions de Lorraine, d'Alsace et même du Nord-Pas-de-Calais où se poursuivent des grèves importantes. *Nos combats* se borne à analyser les ordonnances allemandes qui visent à rattacher ces régions au Reich ou à y limiter la souveraineté du gouvernement français.

repèreront les collaborateurs, les hitlériens à tout crin. Dans chaque administration, ils signaleront ceux qui les entourent et, quand les conditions seront plus favorables, rien de plus facile que de regrouper tout ce mouvement, de lui donner des cadres, les directives appropriées et ceci à une plus ou moins brève échéance⁹².

Comme on voit, il n'est pas question d'organiser l'action ouvrière. Il est vrai que l'article conclut :

Si nous savons rester nous-mêmes la victoire ne sera pas la victoire d'un impérialisme sur un autre. Notre lutte, c'est la lutte du prolétariat, du socialisme.

Mais cette lutte n'est pas celle pour laquelle on propose de s'organiser (du reste, de manière extrêmement floue). Il s'agit d'aider à la victoire anglo-saxonne contre l'Axe. C'est pourquoi le journal consacre une page à l'« effort d'armement américain ».

« L'Insurgé »

En mars 1942 est né à Lyon un autre journal dont l'orientation est à peu près la même : *L'Insurgé*. L'animateur en est un ancien militant socialiste, ancien membre du P.S.O.P. : Marie-Gabriel Fugère (alias Sauvaget), monteur électro-mécanicien.

La création du mouvement fut longuement discutée, durant les derniers mois de 1940 et les premiers mois de 1941, dans de petits conciliabules auxquels participèrent, outre Fugère, l'aspirant en droit Maurice Zavarro, ancien responsable des jeunesses du P.S.O.P., Suzanne Nicolitch, professeur agrégée de l'université, révoquée par Vichy et repliée à Trévoux, l'avocat Pierre Stibbe, évadé d'un camp de prisonniers, et quelques militants syndicalistes et socialistes⁹³.

Fugère et S. Nicolitch restaient en liaison avec Marceau Pivert, alors à Mexico. Le « Mémorial de l'Insurgé » rappelle la lettre de Marceau Pivert à De Gaulle, ajoutant : « Il est probable que Marceau Pivert attirera le premier l'attention du général De Gaulle sur ce problème et la nécessité de la décolonisation ». Il vante ensuite l'action de S. Nicolitch, remettant son « remarquable » message franc-maçon pour Roosevelt à l'ambassade des U.S.A., à Vichy, dans le courant de février 1941, « remarquable surtout à sa date, lorsque Staline exécutait scrupuleusement les clauses du traité germano-soviétique »*.

* Le message des francs-maçons lyonnais faisait appel à Roosevelt au nom de la fraternité maçonnique :

L'Amérique, nous le répèterons jamais trop, triomphera si elle sait prouver aux autres peuples de tous les pays de la terre qu'elle est le héraut du Destin, que son intervention dans les affaires européennes n'est pas la conclusion d'un bas calcul et que son intervention n'est pas seulement de balkaniser une méprisable Europe.

Avec S. Nicolitch comme tête pensante, ce groupe est encore beaucoup plus confus au départ que *Notre révolution*. Par contre, c'est un groupe prolétarien qui, lui, s'organise dans les entreprises et les quartiers ouvriers :

Un comité central avait été créé qui comprenait deux anciens militants du P.S.O.P., Fugère et Poncet, et trois anciens militants socialistes dont Barboyon (alias Lacroix). Des groupes se constituèrent dans les quartiers de Lyon (Croix Rousse-Vaise, Lyon-centre, Rive gauche du Rhône) et dans les entreprises (Cie Electro-mécanique où travaillaient Fugère et Foray (alias Duprat) ; carburateurs Zénith ; usines Rochet-Schneider et Lumière ; Hôpital de Grange-Blanche où travaillait Lacroix) ainsi que dans la banlieue et à Villefranche-sur-Rhône.

Le numéro 1 de l'Insurgé parut donc en mars 1942, imprimé à Villeurbanne, à un millier d'exemplaires et sur deux pages seulement, avec deux épigraphes dont l'une évoquait la grande Révolution française « Liberté, égalité, mort aux tyrans », et l'autre la révolte des canuts : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Il portait en sous-titre : « Organe de libération ouvrière et paysanne » et exprimait, quelques lignes plus bas, sa volonté de construire un monde « où le bonheur ne sera pas un privilège et la misère une fatalité ».

Dans ce journal put se faire entendre d'une façon nette la rude voix des travailleurs, en une langue parfois maladroite, mais souvent vigoureuse...

L'Insurgé se plaçait dans le sens même du mouvement social à l'écart de tout chauvinisme :

Nous avons conçu la résistance, disait Fugère, essentiellement dans un but d'évolution du monde ouvrier et pour la construction d'une Europe socialiste.

Le mouvement s'étend ensuite en plusieurs points de la zone sud, presque toujours par l'intermédiaire d'anciens militants du P.S.O.P. : Trévoux, dans l'Ain, Bourg et Miribel, Montpellier et le Languedoc (avec Valière), Nîmes, Narbonne, Toulon (avec Lucien Vaillant), Sainte-Maxime, puis Saint-Etienne, Avignon, Clermont-Ferrand, Grenoble, Annecy, etc.

Politiquement, le mouvement est éclectique.

Le P.S.O.P. avait fourni à l'Insurgé nombre de ses anciens cadres et militants. Mais, dès l'origine, s'y étaient joints des socialistes, des

Qu'elle se hâte, le concurrent asiatique escompte que la démocratie américaine laissera passer l'heure.

Le texte intégral est publié en annexe dans le *Mémorial*. S. Nicolitch devait mourir en 1942, à quarante ans.

libertaires, voire des communistes déçus par l'attitude de leur parti à l'égard du pacte germano-soviétique.

*Dans l'Insurgé s'exprimèrent toutes les tendances de gauche du socialisme et du syndicalisme français. A côté de courants marxistes, on y décèle une résurgence du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, fortement teinté de fédéralisme proudhonien*⁹³.

Cette tendance est plus particulièrement marquée dans la Loire, où sont organisés plus d'une centaine de militants, surtout des syndicalistes révolutionnaires de divers courants et quelques libertaires. Avec le numéro 7 (septembre 1942), apparaît le sous-titre « *Organe socialiste de libération prolétarienne* ». A partir du numéro spécial 9 (octobre 1942) le groupe de Saint-Etienne ouvre la rubrique « *C.G.T.-journal, pour la liberté française et européenne, pour la reconstruction du syndicalisme mondial* », devenue avec le numéro 15 (mai 1943) « *Le Peuple syndicaliste, fondé par les syndiqués militants de la C.G.T.* »⁹³.

*L'Insurgé se proclame un journal prolétarien rédigé par des travailleurs... au service de la grande cause de la libération nationale et sociale... un des organes techniques de la révolution*⁹⁴.

Il cite en exergue Romain Rolland :

*Il ne s'agit pas de combattre les peuples, mais leurs duces, leurs führer et compagnie, qui les aveuglent, qui les dupent et qui les oppriment. Nous sommes les compagnons de peines et de travaux de tous les peuples ; nous leur tendons à tous la main pour constituer un même peuple du monde qui fasse front aux Nouvelles Saintes Alliances de la réaction. Front mondial !*⁹⁴

Il estime nécessaire de faire le point et d'affirmer bien haut les positions révolutionnaires du prolétariat mondial, du peuple de France en particulier...⁹⁵

L'Insurgé explique que la guerre est une guerre impérialiste. Mais des deux groupes impérialistes rivaux, l'un est lié, par tradition, à des formes relativement démocratiques ; l'autre, du reste « installé avec la complaisance du premier groupe, là où le socialisme menace » est lié par nature, aux formes autoritaires du pouvoir :

On comprendra dès lors que le fascisme est l'ennemi numéro 1 des peuples.

Il ajoute :

C'est même leur seul ennemi. L'autre, le capitalisme libéral moribond n'est plus à craindre. Il suffira d'un geste, d'une volonté, au lendemain de la victoire pour qu'il s'écroule. C'est pourquoi nous, socialistes révolutionnaires, disciples de Marx, Lénine, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, avons invité le prolétariat français à

*la lutte contre les fascismes dans le cadre de la lutte que soutiennent les nations alliées, l'U.R.S.S. en tête*⁹⁵.

L'Insurgé voit un signe certain de la victoire révolutionnaire dans les mouvements frères qui sont liés à lui dans tous les pays, c'est-à-dire dans les groupes du « Front ouvrier international ».

La thèse est évidemment simpliste : les impérialismes « alliés » se chargent de liquider l'ennemi principal hitlérien. En suite de quoi il suffira « d'un geste, d'une volonté » pour s'en débarrasser, car ils représentent une civilisation moribonde. La tâche actuelle est donc d'aider à sa victoire à « la victoire », tout en maintenant les principes prolétariens et révolutionnaires qui constituent cette « volonté ».

Autour de l'équipe du journal, *l'Insurgé* s'efforce de réaliser une force ouvrière autonome. La campagne qu'il mène contre le travail forcé en Allemagne, par exemple, ne revêt à aucun moment un caractère nationaliste. Elle s'apparente à celle que mène *la Vérité*. Elle popularise les luttes des grévistes, s'efforce de les organiser et de les élargir. Précisément ces luttes prennent une grande ampleur dans la région lyonnaise. Le 14 octobre 1942, les cheminots débrayent spontanément à Oullins, occupent les chantiers et, chassés par les gardes mobiles, manifestent violemment dans les rues de la ville. Les dépôts et ateliers de Vaise, Badan, Saint-Étienne, Valence débrayent à leur tour. Le 15, la grève s'étend aux principales usines métallurgiques (SICMA, SOMUA, Berliet, REP, Maréchal, Brassaira, Câbles de Lyon, etc.). Le 16, le mouvement décline, mais d'autres usines entrent en grève comme Seguin et Lumière. Les travailleurs reculent les dépôts en Allemagne.

L'Insurgé appelle alors à la constitution de comités d'usine capables de coordonner l'action et même d'organiser la résistance violente au pouvoir⁹⁶.

Il n'identifie pas sa cause à celle des Alliés :

*La guerre actuelle n'a de sens pour le prolétariat que dans la mesure où elle est un moyen de parvenir, par la défaite fasciste, à la libération sociale. D'ailleurs, une simple victoire militaire suivie d'un retour aux formes politiques anciennes, ne marquerait pas la défaite du fascisme. Le fascisme ne sera totalement annihilé que le jour où les conditions sociales et économiques favorables à son éclosion auront été supprimées, c'est-à-dire le jour où s'accomplira la révolution sociale*⁹⁷.

Nous luttons pour la construction d'une nouvelle république, qui cette fois, doit être une république sociale, une république des travailleurs. Nous avons le droit de le proclamer, parce que l'intérêt national le demande, parce que les travailleurs sont ceux qui souffrent le plus de la situation actuelle et qu'ils sont partout à la pointe du combat dans la lutte contre l'envahisseur. La nouvelle

république française des travailleurs ne s'opposera pas aux autres peuples mais se fédérera avec les autres républiques socialistes que bâtiront les travailleurs d'autres pays. Elle sera un des piliers de la vraie Europe nouvelle, d'une Europe socialiste.

Mais les frontières sont floues avec les mouvements de résistance bourgeoise. Quand se constitue le premier gouvernement d'Alger, sous la direction de Darlan, *l'Insurgé* attaque les Darlan et les Pucheu, mais il poursuit :

Aussi ne pouvons-nous qu'approuver la déclaration radio-diffusée du Comité national de la France combattante déclinant toute responsabilité dans les tractations qui ont eu lieu entre les Américains et Darlan et s'engageant à ne jamais pactiser avec les hommes de Vichy et à rendre après la victoire la parole au peuple français lui-même. Nous voulons espérer que cet engagement formel sera tenu...⁹⁸

L'Insurgé apparaît donc comme l'aile gauche de la Résistance. Ce qui apparaît dans les déclarations, apparaît plus nettement encore dans l'organisation. Pour des raisons financières, l'équipe du journal se charge d'imprimer et de transporter d'autres journaux résistants : *Il a vécu parce que son premier animateur, Fugère, a fait imprimer et transporter d'autres journaux clandestins, entre autres Libération**.

Mais cette collaboration ne peut pas se borner à un échange de services. Elle a des implications politiques. La première collaboration avec *Combat*, amène des pourparlers d'unification qui échouent. Mais la collaboration avec *Libération* (Sud), sans aboutir à une unification, conduit à une osmose : pratiquement tous les groupes de *l'Insurgé* participent à la diffusion de *Libération* (parfois du *Populaire*). Le plus souvent, ils s'intègrent à son organisation militaire. *L'Insurgé* comprendra vite (en février 1943), la nécessité des maquis, mais ne constituera pas, en fait, de maquis indépendants. Ses forces seront intégrées dans la résistance officielle. Du coup, les proclamations d'indépendance prolétarienne restent lettre morte. Le Mémorial de *l'Insurgé* est significatif à ce sujet. Les animateurs de chaque région ou de chaque groupe y présentent leur action. Or, très peu d'entre eux font état des positions ouvrières indépendantes, ou même de positions politiques. La plupart relatent seulement des actions de résistance dans le cadre des organisations officielles. Ceux qui font exception (Loire, Clermont-Ferrand) soulignent l'étroite liaison de leur mouvement avec la résistance officielle. M.G. Fugère est lui-même tout fier de signaler que *l'Insurgé* reproduit à Londres par les services de la France Libre est envoyé dans de nombreux pays, ainsi que toute la presse de la résistance française⁶⁵.

* Mémorial. J.M. Fugère précise que le groupe imprime 10.000 exemplaires de *Libé-Sud*, parfois le *Populaire*, le F.U.J. et des tracts du *Populaire*. Le papier venait de *Libé-Sud*.

Il s'agit précisément du numéro 10 qui affirme son accord avec le général De Gaulle contre Darlan.

Les militants ouvriers regroupés autour de *l'Insurgé* cherchent la voie de la résistance, mais sont écœurés par la presse gaulliste. Jean Duperray, syndicaliste révolutionnaire de Saint-Étienne l'explique clairement :

Les journaux clandestins qui nous parvenaient par diverses voies paraissaient peu intéressants. La plupart reprenaient à peu près les thèses de la radio anglaise et gaulliste et, quels que fussent leurs titres, nous semblaient uniquement axés sur le patriotisme le plus élémentaire, sans aucune des préoccupations ouvrières qui étaient les nôtres... Nous les répartissions sans grand enthousiasme. Tous paraissaient confondre la cause du nationalisme le plus rétrograde avec celle de la liberté et n'avoir d'autre but que l'extermination du peuple allemand, considéré en bloc comme l'incarnation du fascisme ; à l'heure même où la collaboration bourgeoise et d'une partie de la population française montrait à quel point le mythe classique du « boche » suffisait peu à expliquer le fascisme... Même les publications les plus à gauche nous décevaient. Elles semblaient n'avoir plus aucune préoccupation sociale et n'aspiraient qu'à organiser des bataillons contre les « boches »...

L'Insurgé leur plut aussitôt :

Le ton et les préoccupations de ce journal nous avaient paru trancher avec le ton et les préoccupations des autres publications. Il se proclamait : organe socialiste de libération, mais de libération prolétarienne.

La plupart des régions de *l'Insurgé* étaient en relation avec les groupes de *la Vérité*. Jean Duperray, par exemple, a été très frappé par l'arrestation « de notre camarade Antonia Lafond, militante trotskiste de la région montbrisonaise ». Par Cerf et Arnaux qui travaillaient dans la Loire, le groupe était entré en contact « avec des militants trotskistes diffusant *la Vérité* et Duperray évoque le militant qui apportait régulièrement le journal « dans son sac tyrolien bourré de légumes ».

*Mais, ajoute-t-il, la complexité doctrinale de la Vérité nous paraissait peu en rapport avec les possibilités de la situation*⁹³.

CHAPITRE V

1943 : le Tournant

Les événements politiques et militaires en 1943

L'année 1943 enregistre sur tous les fronts le recul des forces de l'Axe.

En Afrique, les troupes germano-italiennes, battent en retraite en Tripolitaine, se retirent en Tunisie ; elles y opèrent leur jonction avec les forces de Von Arnim, envoyées pour tenir une tête de pont. L'attaque de cette tête de pont, commencée en mars, s'achève en mai : 200 000 soldats allemands et italiens sont faits prisonniers.

En juin, les Anglo-Américains occupent les petites îles de Pantelleria et Lampedusa. Au mois de juillet, ils débarquent en Sicile qu'ils finissent d'occuper le 16 août, faisant encore 37 000 prisonniers allemands et 140 000 italiens. En septembre, ils passent sur le continent italien.

Sur le front de l'Est, les défaites hitlériennes sont plus impressionnantes encore. La longue bataille de Stalingrad s'achève le 3 février par la capitulation de von Paulus. Les Soviétiques déclenchent une vaste offensive. Franchissant le Donetz, ils reprennent en mars Kursk, Bielogorod, Vorochilov, Rostov. La contre-attaque de von Manstein dans le secteur de Kharkov ne réussit qu'à ralentir leur avance. Celle de la Wehrmacht sur le saillant de Kursk, en juillet, tourne au désastre. Une nouvelle offensive des Soviétiques rejette les Allemands jusqu'au Dniepr. Le 25 août, ils reprennent Kharkov, le 30, Tanganrog. En septembre, ils réoccupent Briansk, Novorosisk, Poltava, Smolensk, et, au sud, le Kouban. En décembre 1943, Kiev est atteinte et la Crimée, encore occupée, est isolée.

En U.R.S.S. le bilan est lourd pour les Allemands : un million de morts et 100 000 prisonniers. Ces défaites ont des conséquences politiques considérables : dans toute l'Europe une fraction grandissante de la bourgeoisie perd confiance en Hitler et se tourne vers les Alliés, tandis que monte la vague de la révolte ouvrière et populaire.

Le premier craquement majeur se produit en Italie où les grèves se succédaient dans le Nord depuis mars. En juillet, le fascisme s'effondre tandis que la bourgeoisie se hâte de s'appuyer sur les Alliés pour enrayer le mouvement des masses.

Une insurrection populaire chasse de Corse les troupes de l'Axe. Les résistances communistes d'Albanie et de Yougoslavie prennent un nouvel essor. Les partisans rouges, utilisent le désarmement des douze divisions italiennes et, à la fin de 1943, ont libéré la majeure partie du territoire.

Obligé d'utiliser sans retenue la main-d'œuvre des pays occupés, d'aggraver les mesures esclavagistes pour déporter les travailleurs européens dans le Reich à la place des ouvriers allemands mobilisés, Hitler suscite dans toute l'Europe une gigantesque résistance ouvrière et populaire. En France, notamment, où le régime de Vichy est contraint de se mettre de plus en plus ouvertement à son service et où Darnand organise une milice fasciste supplétive (janvier 1943). Laval institue, en février, le service du travail obligatoire qui oblige les jeunes à aller travailler deux ans en Allemagne. Ceux-ci rejoignent le maquis pour échapper au S.T.O. Les ouvriers réagissent à l'esclavage par le sabotage et la grève.

L'Europe est une poudrière. La bourgeoisie allemande commence à se dégager de Hitler : une centaine de généraux et de personnalités bourgeoises constituent à Moscou le Comité de l'Allemagne libre. Souffrant désormais des privations, écrasé sous les bombes, mutilé par les pertes énormes des siens sur tous les fronts, le peuple allemand sent proche la défaite du nazisme. L'armée commence à perdre de sa discipline ; la population n'a plus confiance en Hitler.

Ainsi mûrissent les conditions d'une révolution européenne beaucoup plus puissante qu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

Mais, en 1943, les protagonistes s'organisent aussi pour l'empêcher. L'exigence de la capitulation sans condition (conférence de Casablanca, en janvier) tend à souder le peuple allemand derrière son armée. L'U.R.S.S. poursuit sa politique de guerre nationale ; si elle constitue un gouvernement de l'Allemagne libre, c'est avec les forces bourgeoises et conservatrices.

Quant aux partis communistes, sauf dans quelques pays comme la Yougoslavie, ils s'engagent de plus en plus délibérément, avec les sociaux-démocrates, dans l'Union sacrée : la dissolution de la III^e Internationale, en mai 1943, donne ostensiblement aux puissances impérialistes le gage qu'ils s'abstiendront de tout mouvement révolutionnaire.

Les premières expériences montrent l'efficacité des forces contre-révolutionnaires. En Italie, tandis que les ouvriers sont bâillonnés dans le Nord par les troupes nazies, dans le Centre et le Sud, le mouvement

révolutionnaire est endigué par le réformisme. La révolution forcera-t-elle les barrages en Allemagne et en Europe ? Numériquement très faibles, les révolutionnaires internationalistes pourront-ils peser sur le cours des événements ?

La conférence nationale du Parti ouvrier internationaliste

Au début de janvier 1943, alors que le renversement des rapports de forces n'apparaît pas encore, se tient à Paris la conférence nationale des Comités de la IV^e Internationale ; 25 à 30 représentants du comité central et des principaux secteurs siègent pendant plusieurs jours dans une salle maquillée en siège des jeunesses de Pétain, sous un grand portrait du maréchal. Des procès-verbaux factices figurent sur les tables. Tout est organisé pour brûler immédiatement les vrais documents.

La conférence adopte les rapports présentés par le comité central sur la situation internationale et en France « qui soulignaient la crise de l'impérialisme mondial et l'essor des luttes prolétaires et révolutionnaires ».

Elle considère que la politique du Front national et de terrorisme menée par le P.C.F. a eu *des répercussions terribles pour la cohésion de la classe ouvrière*⁹⁹ mais n'est pas parvenue à entraîner la grande masse de la classe ouvrière dans la voie sans issue du chauvinisme et de l'action individuelle.

Elle conclut à la nécessité de *redoubler d'efforts pour mobiliser la classe ouvrière dans la lutte pour ses objectifs propres et entraîner, derrière la masse de la petite bourgeoisie.*

A la politique du front national, le conseil national oppose la stratégie du front ouvrier. Le véritable front n'est pas celui de la guerre impérialiste, mais celui de la guerre de classe. La lutte des travailleurs doit avoir pour objectif non la victoire de l'État bourgeois mais la révolution socialiste. Cet objectif exige que les travailleurs prennent conscience de leur opposition aux intérêts capitalistes, au chauvinisme réactionnaire, ainsi que de leur cohésion de classe et de leur solidarité internationale. La classe ouvrière fait l'apprentissage de sa force autonome dans la lutte contre la relève, sur son terrain propre de l'usine, en renouant avec la tradition gréviste de 1936, à Paris, Brest, Nantes, Saint-Nazaire, Ambérieu, Limoges, Oullins, Toulouse, Grenoble, Clermont-Ferrand, Chambéry, etc.¹⁰⁰.

Pour empêcher le mouvement ouvrier de dévier vers des positions nationalistes et d'être utilisé par la bourgeoisie, les révolutionnaires doivent s'efforcer de réaliser l'unité d'action des travailleurs, sans distinction de partis, constituer un Front ouvrier anticapitaliste.

Résistant contre l'impérialisme hitlérien qui entend les déporter comme esclaves dans le Reich, les travailleurs mettent naturellement en avant la plus élémentaire des revendications nationales : travailler dans leur propre pays, ne pas être séparés des leurs, ne pas devenir le bétail d'un impérialisme provisoirement vainqueur. Ces revendications peuvent être utilisées dans le sens nationaliste par la bourgeoisie et ses agents. Elles peuvent, au contraire, s'intégrer dans la lutte générale de la classe ouvrière.

Les révolutionnaires ne peuvent favoriser une telle évolution des événements qu'en prenant leur place au premier rang dans les luttes que mène la classe ouvrière, y compris pour les libertés démocratiques et nationales. Telle est la conclusion du conseil national qui fait siennes les thèses du secrétariat provisoire de la IV^e Internationale.

Du même coup, le conseil national réaffirme sa propre conception d'une avant-garde. Il souhaite le regroupement des internationalistes, mais :

Il importe surtout que ce regroupement se fasse au sein d'un parti constamment prêt à revendiquer ses responsabilités dans l'action quotidienne de la classe ouvrière, faisant avec celle-ci l'expérience de la lutte de chaque jour, apportant dans chaque cas ses mots d'ordre, ses solutions d'organisation, ses perspectives. La reconstitution du front ouvrier doit permettre à la classe ouvrière de retrouver la cohésion indispensable pour le combat ; la participation du parti révolutionnaire aux luttes de chaque jour, la voie de la révolution.

Le conseil national approuve les efforts du comité central « dans la voie du regroupement révolutionnaire » ; il propose au groupe de *la Seule Voie* de participer à la préparation de son congrès, en juin ; la discussion politique ira de pair avec un travail commun vérifiant, dans l'action, la possibilité de l'unification. Tout en reconnaissant son extrême faiblesse, l'organisation manifeste, en reprenant son titre de parti, sa volonté d'assumer ses responsabilités dans l'action de masse. Une minorité souhaite le nom de Parti communiste révolutionnaire. Marcel Hic fait reprendre le titre de Parti ouvrier internationaliste qui permet de renouer avec la tradition trotskiste de 1936. C'est le seul point où le conseil national se divise.

Les autres groupes internationalistes

A la fin de février se tient également à Paris une « préconférence » du groupe *la Seule Voie*.

Après avoir salué les bolcheviks-léninistes victimes de la répression (notamment sept camarades du groupe qu'elle désigne par

leurs initiales) la préconférence affirme sa fidélité à la tradition du P.C.I. d'avant la guerre et fait sienne la lutte menée par lui contre le « trotskisme officiel ». Elle adopte l'appellation de Comité communiste internationaliste (C.C.I.) pour la construction de la IV^e Internationale, appellation « qui affirme en même temps la continuité de notre tradition et de notre mouvement ». Elle procède à un « tournant » :

Durant la période que nous venons de vivre, la formation de nos militants a pris, par la force des choses, un aspect livresque prépondérant. Dans les limites de cette activité, nos militants ont progressé au maximum. Il y avait certes un danger dans cette façon de vivre et de se former, mais ce danger nous l'avons toujours regardé en face. L'organisation ne devait pas se transformer en une université rouge, ni même former des professeurs rouges au lieu de combattants d'avant-garde. Il ne suffit pas d'avoir raison et de dire des choses justes. Cela n'a de valeur que si l'on sait s'en servir pour convaincre, pour conquérir l'avant-garde, pour créer un pôle de direction révolutionnaire, pour construire le parti. Notre politique, notre programme nous ne le défendons pas en l'exposant comme une chose impeccable, merveilleuse, superbe, mais en attaquant tous ses adversaires ouverts ou cachés — surtout ceux-là — en les démasquant et en les dénonçant ¹⁰¹.

La situation est devenue pré-révolutionnaire :

« La Seule Voie » s'approchera davantage de la température des masses exploitées, de la lutte de l'avant-garde et des problèmes du regroupement des B.L. (bolcheviks-léninistes).

Le C.C.I. décide de lancer un journal d'agitation : *le Soviet*. Le premier numéro paraîtra en avril 1943, ronéoté recto-verso : prenant la suite de *la Commune*, qui avait eu 159 parutions avant la guerre, il est numéroté 160 ; ce qui lui donne une apparence d'ancienneté dans la lutte clandestine.

Enfin le C.C.I. adresse une lettre au comité central du P.O.I. sur l'unification ; acceptant « avec satisfaction » de participer à son congrès, il réitère sa demande de collaborer au comité exécutif européen et propose, comme points d'accord politique, le résumé des thèses de sa préconférence.

Les 73 thèses de sa résolution forment un très long document : *Américanisme contre bolchevisme*. Cette résolution part d'un schéma théorique qu'on peut résumer ainsi :

1. La période pré-révolutionnaire est ouverte. Elle débouche inéluctablement sur la transformation de la guerre en guerre civile et en révolution. La clé de la situation est en Allemagne.
2. Les U.S.A. constituent à l'étape actuelle l'ennemi principal. S'ils

l'emportaient, l'Europe, redevenue continent agricole, serait vouée à la barbarie et à la dictature.

3. Leur objectif immédiat est la destruction de l'U.R.S.S. Ils ne pensent entreprendre qu'ensuite une action contre Hitler. Il ne peut donc y avoir de second front avant la chute de Staline :

Le retournement des rapports de forces dans la guerre impérialiste, illustré par le débarquement américain en Afrique du Nord, mettait à l'ordre du jour l'intervention croissante et décisive de l'impérialisme yankee contre l'U.R.S.S.

4. Seuls des opportunistes peuvent considérer qu'à l'étape présente, l'hitlérisme constitue l'ennemi principal. S'il est nécessaire de le combattre c'est pour « la sauvegarde des conquêtes révolutionnaires de l'U.R.S.S. ».

5. Contre « l'ennemi principal, les U.S.A. », il faut convaincre individuellement les ouvriers d'avant-garde. D'où la nécessité de groupes ouvriers, « pour élever la conscience et l'organisation de l'avant-garde ouvrière par la propagande pour notre programme ».

6. L'heure de la IV^e Internationale a sonné. Elle prendra la direction des masses au moment voulu, à condition que l'unité des bolcheviks-léninistes se fasse « sur le programme bolchevique-léniniste et non dans la confusion sur une ligne opportuniste petite-bourgeoise et nationaliste ».

Le C.C.I. se félicite de la lucidité avec laquelle l'analyse marxiste lui a permis de discerner ces vérités qui constituent la clé de toute politique révolutionnaire : l'impossibilité de toute alliance, même provisoire, entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. ; l'inéluctabilité de la défaite soviétique.

Nous écrivions ceci alors que l'Armée rouge était engagée à fond dans ses offensives d'hiver contre l'armée allemande. Il aurait été plus facile et plus « logique » selon le raisonnement de certains, de prévoir alors la victoire militaire de l'U.R.S.S. sur l'Allemagne, le déferlement du stalinisme sur l'Europe, et autres hypothèses semblables. Cela aurait été faire une politique à la petite semaine. C'est exactement ce qu'a fait la direction du P.O.I., ce qui l'entraîne dans les pires abaissements opportunistes et nationalistes. Cette politique opportuniste l'a rendu incapable de discerner clairement le rôle de champion contre-révolutionnaire de l'impérialisme yankee. Ainsi, au lieu de prendre le seul axe de lutte qui s'impose aujourd'hui aux bolcheviks-léninistes, la lutte contre le gaullisme, contre le nationalisme et la dénonciation du rôle de super-Wrangel de l'impérialisme américain, la direction du P.O.I. n'a cessé d'évoluer à l'ombre du gaullisme, du nationalisme et de l'américanophilie¹⁰¹.

Pour les militants du P.O.I., il est absurde d'inscrire à l'avance l'histoire dans des schémas préfabriqués, ou repris de la révolution

russe. Ceux du C.C.I. leur apparaissent « un horaire de chemins de fer ». Ses dogmes (sur l'inéluctabilité de la défaite soviétique, sur l'impossibilité d'un second front) sont à leurs yeux une application caricaturale de la méthode marxiste d'analyse. La guerre impérialiste crée les conditions favorables à la révolution prolétarienne. Mais cette révolution prolétarienne ne se développera que si une avant-garde consciente est capable d'utiliser la situation, d'aider les comités ouvriers à prendre forme et à s'opposer à la bourgeoisie. Il en découle une opposition profonde sur la nature du parti et ses rapports avec les masses. Le C.C.I. confirme que c'est bien là la divergence fondamentale :

*C'est en définitive ce problème de la lutte pour le Parti au sein de l'avant-garde qui nous sépare de l'autre tronçon bolchevik-léniniste du P.O.I. Celui-ci s'est lancé dans un soi-disant travail de masse où il n'a fait que lancer des mots d'ordre qui, loin d'aider les ouvriers d'avant-garde à se débarrasser de leurs illusions, ne faisaient que les attacher davantage (libération nationale, convention nationale, lutte contre l'occupant).**

Pour le P.O.I., *le mouvement révolutionnaire ne peut gagner l'avant-garde ouvrière qu'en partageant les expériences et les luttes des masses ouvrières, en étant prêt à revendiquer ses responsabilités dans l'action quotidienne de la classe ouvrière, en faisant avec celle-ci l'expérience de la lutte de chaque jour, apportant dans chaque cas ces mots d'ordre, ses solutions d'organisation, ses perspectives*⁹⁹.

Pour le C.C.I., les masses reconnaîtront le parti comme leur état-major, au moment de la montée révolutionnaire, en raison de la qualité de son programme. Pour le P.O.I., elles ne le reconnaîtront comme avant-garde que parce que, luttant avec elles et puisant en elles ses forces, il les aura aidées à aller jusqu'au bout de leurs aspirations

* La pré-conférence fait pourtant référence à un texte de 1941 qui montrait que la lutte des masses vise nécessairement l'impérialisme qui les écrase présentement, l'impérialisme allemand : *De la passivité, de l'accablement, qui résultent du premier choc de la guerre et de la débâcle « éclair » des pays vaincus par Hitler, notamment de la France, le prolétariat, poussé par la situation objective, passe rapidement à la compréhension qu'il faut que cela change. Il retrouvera sa conscience de classe, sa lucidité, sa combattivité d'autant plus sûrement qu'il a déjà perdu toute confiance dans le régime. Dans la première phase, les ouvriers se laisseront forcément influencer par les idéologies bourgeoises nationalistes et autres. Mais le gaullisme, le nationalisme anti-boche des ouvriers, tout comme leur pacifisme, est d'une autre nature que celui du petit-bourgeois et du social-traitre. Sous ces masques de l'idéologue bourgeoise, réactionnaire, l'ouvrier exprime confusément sa volonté de lutte contre le régime dominant.*

Toutefois, le C.C.I. ne tire aucune conclusion de cette constatation. A la lutte concrète des ouvriers contre le « régime dominant », il substitue la lutte contre « l'ennemi principal, les U.S.A. ». Or, cette lutte ne peut être qu'idéologique « Gagner l'avant-garde au programme » signifie donc convaincre individuellement les militants d'avant-garde à la justesse de ce programme. Tel est le sens du mot d'ordre de « groupes ouvriers » lancé par la pré-conférence.

profondes. Cela exige, en effet, de comprendre ces aspirations des masses ouvrières et d'en partir. De là des efforts souvent confus et contradictoires. Les militants du P.O.I., en 1943, ont le sentiment d'avoir écrit pas mal de sottises, par exemple, sur les revendications nationales. Mais ils estiment indispensable de lutter au premier rang contre l'impérialisme qui domine sur le terrain et contre lequel les travailleurs luttent pour survivre.*

Cette conception du parti entraîne enfin des divergences sur les conditions de l'unification. Pour le C.C.I., l'unification exige un accord sur le programme — c'est-à-dire sur leur programme — et sur les postes de direction. Pour le P.O.I. l'accord programmatique est nécessaire mais insuffisant : c'est dans l'action commune que doit se vérifier la viabilité d'un parti commun. Mais les conditions de l'illégalité ne la rendent pas facile.

En avril 1943 apparaît un nouveau groupe qui se réclame du trotskisme : le groupe « Lénine et Trotski ». C'est un petit groupe venu du Mouvement pour l'abondance**. Son théoricien est Henri Claude (Pouget) qui deviendra après la guerre le théoricien du P.C.F. en économie politique. Il publiera par la suite un bulletin : *Jeunesse d'Octobre*¹⁰².

Sans adopter toutes les thèses du C.C.I., il critique avec véhémence la politique du P.O.I. Après l'avoir formulée ainsi : *Défendons et partageons aujourd'hui ce nationalisme des masses, ce*

* Nous avons vu que là-dessus le secrétariat international est d'accord avec le P.O.I. (article de Marc Lorris dans *La Vérité* de New York).

En novembre 1943, le Socialist Workers Party des U.S.A., souligne l'importance des revendications nationales après même l'invasion de l'Europe par les U.S.A. :

L'Europe, aujourd'hui sous l'esclavage nazi, sera demain envahie par l'impérialisme anglo-américain, également pillard.

Dans leurs efforts pour remplacer les nazis comme maîtres de l'Europe, les impérialistes alliés auront à subir eux-mêmes toutes les conséquences de la situation qui a empêché Hitler de pacifier le continent. La haine des peuples européens contre les nazis se retournera demain, avec une vigueur accrue, contre l'impérialisme yankee. Le désir ardent des masses européennes de se débarrasser des envahisseurs et de conquérir la liberté nationale va nécessairement s'incorporer à leur lutte sociale contre les classes dominantes et leurs maîtres anglo-saxons et donner une impulsion puissante à la révolution prolétarienne.

Résolution du comité central de S.W.P., publié par la *IV^e Internationale* en septembre-novembre 1944. Le même numéro la *IV^e Internationale* donne également une citation de Lénine :

Pratiquement les social-chauvins réalisent une politique bourgeoise anti-prolétarienne, parce que pratiquement ils insistent non pas sur la « défense de la patrie » dans le sens de la lutte contre l'oppression d'une nation étrangère, mais sur le « droit » de l'une ou l'autre des « grandes » nations de piller les colonies et d'opprimer les autres peuples « Le socialisme et la guerre », contre le courant, 1916.

** Le Mouvement pour l'abondance, avec J. Duboin, expliquait que le développement technologique conditionne les progrès sociaux : l'humanité qui a multiplié plusieurs milliers de fois l'énergie dont disposait primitivement l'homme, est à la veille de passer de l'ère de la rareté (l'ère de l'inégalité et de toutes les infirmités de l'économie marchande) à l'ère de l'abondance, où l'homme pourra être maître de son destin.

qui nous permettra d'être avec les masses quand le contenu social brisera la forme nationale,

il conclut :

Cette tactique est inadmissible. Une politique de ce type, avec ses inévitables concessions au nationalisme bourgeois, ne peut faire autre chose qu'accréditer avec le drapeau prolétarien la scorie nationaliste qui germe au sein du prolétariat. C'est fortifier précisément cette « forme nationale » au détriment du contenu social. C'est repousser les meilleurs éléments qui se séparent et se détachent déjà des formations réformistes et staliniennes. C'est détruire les possibilités d'une maturation internationale au sein du prolétariat européen. C'est renforcer l'impérialisme¹⁰³ !

En même temps, ce groupe formule une critique de « l'académisme » du C.C.I. :

Mais le meilleur, le plus complet, le plus hardi des programmes, ne peut exercer sa fonction vitale que dans la mesure où il est fondu, entremêlé à la lutte politique d'un parti. Et le parti, galvanisé par le programme, ne sera de son côté capable de servir de machine de guerre révolutionnaire que dans la mesure où il sera lié à l'expérience politique des masses...

Sur ce point, il faut dénoncer les dangers d'une conception excessivement académique de la construction du parti. Cette conception a joué un rôle efficace, progressif, au cours de la première période de regroupement des militants après les victoires nazies de 1940. Mais il y a déjà quelque temps que l'évolution des circonstances exige le passage décidé à d'autres phases supérieures de l'activité militante. L'académisme, l'incapacité de poser et de résoudre les problèmes d'une orientation bolchevique conséquente pourraient aussi faire courir à l'avant-garde trotskiste les plus graves dangers de stérilité.

En conclusion, le groupe insiste sur le regroupement des trotskistes :

Militer pour la IV^e Internationale, c'est travailler aujourd'hui pour la bolchevisation de notre politique et, sur cette base, pour le rapprochement des trotskistes.

Le groupe *Lutte de classe* poursuit la publication régulière de son journal (17 numéros en 1943). En juillet 1943, il définit ses règles d'organisation, dans un rapport qu'il publie et qui inspirera plus tard le type d'organisation du groupe *Lutte ouvrière*. Il commence par justifier son existence indépendante :

Notre indépendance nous était et nous est vitale. Car on ne peut pas commencer la formation de militants communistes (qui le deviennent réellement par la pratique de la lutte de classe) dans un milieu petit-bourgeois opportuniste...

Il reconnaît que dans le camp des groupes se réclamant de la IV^e Internationale, la situation a quelque peu changé par une certaine activité d'usine... L'expérience de la guerre et les tournants staliniens ont contraint certains éléments ouvriers à se regrouper dans le P.O.I. malgré l'incapacité de celui-ci à les organiser et à les conduire efficacement. Le P.O.I. a bénéficié de ce courant d'idées, malgré sa politique opportuniste, en tant qu'organisation numériquement la plus forte. Notre tâche est de démontrer à ces éléments ouvriers l'opportunisme des dirigeants du P.O.I. et leur présenter une organisation et surtout des méthodes organisationnelles qui inspirent confiance ¹⁰⁴.

En quoi consistent ces méthodes d'organisation ?

Le contenu de l'action révolutionnaire du parti est double : en tant que contenant le but socialiste, le parti représente une forme supérieure d'association humaine — le concours effectif de tous dans l'élaboration de la politique et de l'idéologie du parti ; en tant qu'instrument de lutte contre la société capitaliste actuelle, le parti est adapté en vue de cette lutte qui n'est pas possible sans organisation centraliste...

Le parti doit être rigoureusement hiérarchisé : sympathisants, militants et militants professionnels.

Le professionnalisme implique que chaque militant du parti est à l'entière disposition du parti qui l'utilise comme il l'entend, au mieux des intérêts de la classe, dans ou hors de la production.

Seuls ces militants professionnels « pourront déterminer les voies politiques de notre organisation ».

Ces critères ne sont pas particuliers au groupe *Lutte de classe*. Ils sont imposés à tous par les conditions d'une illégalité rigoureuse. Toutefois, le P.O.I. s'est refusé à en faire une théorie valable pour toutes les époques. Or, pour le groupe *Lutte des classe*, cette situation de guerre permanente et d'illégalité est destinée à se prolonger jusqu'à la révolution. Ce qui explique qu'il entend poursuivre seul son expérience.

L'Union communiste internationaliste fait paraître, en janvier 1943, *Fraternisation prolétarienne*, organe des communistes révolutionnaires de France. Il porte en exergue : « Ni pour la collaboration bourgeoise, ni pour le chauvinisme gaulliste ou stalinien ». Quatre numéros paraîtront pendant la guerre. Ce groupe se place sur les positions du R.K.D. allemand qui publie en mars et juin une feuille autographiée* : *Spartakus*. Nous avons vu qu'il a proposé au groupe

* L'autographie est un procédé primitif de reproduction : le texte, manuscrit, est imprimé sur une pierre lithographique.

La Seule Voie de construire ensemble une IV^e Internationale révolutionnaire.

En 1944, il se définira ainsi :

Fraternisation prolétarienne se place à l'extrême-gauche du mouvement ouvrier français et lutte, ensemble avec les communistes révolutionnaires de tous les pays, pour la fraternisation prolétarienne et révolutionnaire sur tous les fronts et dans tous les pays. Le groupe Fraternisation prolétarienne est sorti de l'ancienne opposition communiste-révolutionnaire contre la bureaucratie trotskiste d'avant-guerre. Cette opposition embrassait des groupes communistes révolutionnaires en France, en Belgique, en Allemagne et en Suisse. Les camarades Dieter (R.K.D. Allemagne), De Lee et Godemaine (P.S.R. Belgique) qui sont morts pendant cette guerre étaient des militants responsables de ce mouvement...

Fraternisation prolétarienne marche contre le courant américano-russophile et dit toute la vérité sur l'exploitation, l'oppression et la contre-révolution triomphante en Russie.

*Fraternisation prolétarienne considère et dénonce tous les courants qui ne disent pas la vérité intégrale sur la réalité en Russie, comme centristes et opportunistes*¹⁰⁵.

Le rôle de l'U.R.S.S.

Au contraire, s'il est un point où la presse trotskiste manifeste son accord, c'est bien sûr la défense de l'U.R.S.S. Pour tous, le front de l'Armée rouge est celui du prolétariat européen et mondial. Pour *la Lutte de classe* :

*L'avance soviétique rapproche l'heure de la révolution socialiste en Europe. Il n'y a qu'une seule manière d'aider l'U.R.S.S., dont les ennemis sont tous les impérialismes, y compris les impérialismes américains et anglais ; il faut étendre la révolution prolétarienne à d'autres pays, donc à la France... Grâce à la solidité du régime issu de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, une nouvelle étape est en train de s'ouvrir dans la marche de la guerre, l'étape de la guerre civile. Que ceux qui sont raflés pour l'Allemagne et qui ne peuvent se cacher le fassent payer cher à Hitler par un sabotage conscient, en union étroite avec les ouvriers allemands qui luttent pour renverser le fascisme. Ils hâteront ainsi la défaite de l'Allemagne impérialiste, la victoire de l'U.R.S.S., la libération des prisonniers et l'écroulement du régime de Vichy*¹⁰⁶.

Le 28 février, *la Lutte de classe* titre un peu plus prudemment : *Les victoires de l'Armée rouge seront les victoires du socialisme si*

les ouvriers des pays capitalistes d'Europe accomplissent la révolution prolétarienne.

L'article constate en effet...

La bureaucratie soviétique, par sa diplomatie secrète avant la guerre et par sa politique pendant la guerre, a détourné le prolétariat international de la révolution prolétarienne pour sauver sa domination politique incontrôlée et sa situation économique privilégiée au sein de la société soviétique. Prétendant défendre les intérêts soi-disant « nationaux » de l'U.R.S.S. elle espère maintenir le statu quo de ses privilèges dans un monde déchiré par les contradictions inter-impérialistes ¹⁰⁷.

La Vérité titre, avec une certaine prudence également : « Les victoires de l'Armée rouge peuvent être les succès d'avant-garde de la révolution ».

Considérant que les victoires soviétiques sont dues à la solidité de l'économie planifiée, non à la politique des compromis de Staline, elle interroge :

Alors se pose la question, selon le mot de Lénine repris par Staline au moment du pacte germano-russe : l'U.R.S.S. va-t-elle tirer les marrons du feu pour les impérialismes ? Ceux de Stalingrad, pourquoi ont-ils lutté jusqu'au sacrifice total ?... Voilà la question. Roosevelt se tait car il espère que l'U.R.S.S. tirera les marrons du feu pour lui. L'impérialisme américain est bien décidé à mener la lutte pour la propriété privée, contre la révolution et contre l'U.R.S.S., le moment venu. Les ouvriers et les opprimés de l'Europe sont-ils aussi bien décidés à renverser le capitalisme ? Pourquoi luttez-vous ? Contre le « boche » ou pour les États-Unis socialistes d'Europe et du monde ? Et pour qui se bat l'Armée rouge ? Défend-elle des frontières ou bien est-elle « l'appui de la prochaine révolution de l'Europe » ? Il faut répondre ¹⁰⁸.

Curieusement posée à la cantonnade, la question est en effet essentielle. Les événements récents ont apporté un commencement de réponse : la dissolution des soviets spontanément constitués en Pologne et aux Pays baltes lors de l'avance de l'Armée rouge ; la reprise du chauvinisme et de la « réalpolitik » ; le soutien de l'Union sacrée dans les pays alliés. Au lieu d'aider la révolution, Staline ne joindra-t-il pas ses efforts à ceux des Anglo-Saxons pour l'empêcher ?

Pour le C.C.I. la question ne se pose pas. Les quatorze pages de sa résolution portent sur la disparition de l'U.R.S.S. et ce qu'entraînera cette disparition. Il ne peut pas y avoir collusion avec les Anglo-Saxons, puisque ces derniers ne visent qu'à détruire l'U.R.S.S. et que la chute de Staline est inévitable. Dans leur action contre-révolutionnaire, staliniens et sociaux-démocrates ne pourront compter que sur un seul appui : la puissance corruptrice des U.S.A.

En attendant, le C.C.I. ne tolère aucune nuance dans l'affirmation de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. :

Nous considérons l'U.R.S.S. comme une conquête du prolétariat international. Contre cette attaque, d'où qu'elle vienne, nous devons la défendre sans poser de conditions, de la même façon que nous ne posons pas de conditions pour mener une grève avec les ouvriers ^{109*}.

Pourtant, le rôle de l'U.R.S.S. se précise en 1943. Le 15 mai, Staline dissout la III^e Internationale, créée pour être l'état-major de la révolution.

Est-ce à dire, écrit l'éditorial de la Vérité, que Staline renonce à utiliser les partis communistes dans le jeu diplomatique, qu'il abandonne toute idée de pression sur les gouvernements capitalistes ? Nullement. On peut au contraire assurer que plus il rompra avec la tradition communiste, plus il cherchera à recruter ses agents parmi les avocats en quête d'honoraires, les écrivains en quête de contrats, les banquiers en quête de concessions en U.R.S.S., parmi l'engeance pourrie et traîtresse des Aragon, des Pierre Cot et des Hopkins. Mais le stalinisme n'obtiendra leur concours que s'il s'aligne ouvertement sur leur programme de contre-révolution bourgeoise ¹¹⁰.

En U.R.S.S., même Staline ressuscite le Saint Synode, remplace l'Internationale par un hymne nationaliste, attise l'antisémitisme par le procès du Bund ¹¹¹.

Octobre ¹¹² se demande : « L'Armée rouge est victorieuse. Mais que reste-t-il des conquêtes d'Octobre ? »

Pendant ce temps, les nazis réussissent à mettre sur pied une légion anti-bolcheviste, encadrée par d'anciens officiers soviétiques. Aujourd'hui, commente la Vérité, ils ont trouvé des hommes pour accomplir leur besogne ; ceux-ci ne sont pas d'anciens officiers tsaristes, comme on pourrait le penser (il n'y a de Russes blancs, peu nombreux, que dans les formations de Cosaques) mais des bureaucrates issus de la dégénérescence stalinienne de la révolution russe. Vlassov, chef de la légion, combattant de l'Armée rouge en 1919, est un général sorti du rang ; la plupart des officiers qui collaborent avec lui ont la même origine. Il s'agit donc d'hommes de ces couches qui l'ont emporté en U.R.S.S. après la mort de Lénine. Ce sont eux qui ont appuyé Staline contre Trotski et qui, aujourd'hui, passent dans les rangs de la contre-révolution.

Ainsi, pendant que le prolétariat russe lutte avec un acharnement qui étonne le monde pour la défense de la propriété collective, la caste parasitaire qui l'a frustré du bénéfice de la révolution d'Octobre,

* La « défense révolutionnaire » était avancée par la minorité du C.C.I. avec H. Molinier. L'argument qui lui est opposé est d'autant plus curieux qu'à cette époque le C.C.I. ignore le mouvement gréviste réel, parce que ses objectifs sont entachés de nationalisme.

donne le spectacle d'une répugnante décomposition : les uns se jettent dans les bras de Roosevelt, dissolvant ce qui restait de l'Internationale communiste et se préparent à d'autres capitulations ; les autres, pour continuer à jouer un rôle, se font les laquais de Hitler et marchent contre les travailleurs, dont ils se prétendaient les représentants : « Nous voulons une Russie populaire, sans communistes, sans Juifs et sans ploutocrates » dit Vlassov, reprenant les slogans de la propagande nazie.

Mais le prolétariat russe a d'autres perspectives que de se mettre à la remorque de Hitler ou de Roosevelt. Malgré de terribles représailles, les troupes de partisans se forment et luttent dans les territoires occupés pour la défense de la révolution. Dans les bagnes de Sibérie, des îles Soloviev, des milliers d'hommes et de femmes expient leur fidélité au bolchevisme de la première heure. Le moment n'est peut-être pas loin où le prolétariat de l'U.R.S.S., balayant les bureaucrates, retrouvera la voie de Lénine et de Trotski, celle de la révolution mondiale ¹¹³.

Pour le moment, Staline et la bureaucratie gardent la situation bien en main. Et ils apportent une nouvelle indication du rôle qu'ils entendent jouer. Les 12 et 13 juillet s'est constitué à Moscou un Comité national de l'Allemagne libre analogue aux gouvernements en exil à Londres. Ce Comité national n'est pas constitué par les représentants des formations ouvrières, pour appeler les travailleurs à préparer le renversement de Hitler et du capitalisme qui l'a engendré, mais par plus de cent généraux, officiers, personnalités catholiques et protestantes. Sur les responsabilités de la guerre il déclare : « Hitler est responsable de tout ». Son programme :

Nous avons pour but l'abolition des lois de haine nationale et raciale, l'abolition du pouvoir hitlérien, le retour à la liberté religieuse de pensée, de parole, de réunion, de presse, le droit de conserver les biens légitimement acquis et le retour à leurs propriétaires légitimes des biens volés par les hitlériens. La Vérité commente « il n'est question que de sauvegarder la propriété privée » ¹¹⁴.

D'autre part, ajoute le manifeste, le Comité national de l'Allemagne libre accordera une amnistie « aux partisans de Hitler qui s'en détacheront à temps et adhéreront à l'Allemagne libre ».

Il conclut : *Soldats et officiers allemands ! Vous avez des armes. Gardez-les. Sous la conduite de vos chefs actuels, servez-vous en pour vous frayer un chemin vers les frontières de la patrie.*

La Vérité commente :

Sous la conduite de vos chefs actuels ! Vous entendez bien ! Ne retournez pas vos armes contre votre bourgeoisie. Vos chefs actuels, les chefs des soldats et des officiers. Ces fascistes, ces

réactionnaires de la vieille école, ne les arrêtez pas, ne les désarmez pas. Ne faites pas la Révolution. C'est de Moscou qu'on vous dit cela aujourd'hui.

Il s'agit d'une manœuvre impudente contre la révolution. Hitler n'est plus suivi par l'ensemble de la bourgeoisie. Des hommes d'affaires et des chefs de la Reichswehr aspirent à se débarrasser du sauveur d'hier, comme la bourgeoisie italienne a soufflé Mussolini. Staline, après avoir trahi le léninisme à chaque occasion, après la dissolution du Komintern, utilise maintenant la crise allemande en soutenant, contre Hitler, les financiers et les généraux. Depuis combien de mois la bourgeoisie allemande se sépare-t-elle donc de Hitler ? Combien de semaines ? Le prolétariat allemand, lui, qui l'a combattu depuis le premier jour, qui a été saigné, bâillonné et surexploité, en avait marre de la guerre quand la bourgeoisie croyait tenir la victoire et chantait sa louange à Hitler. Mais, si le soutien au prolétariat allemand ne vient pas de Moscou, il vient et viendra de plus en plus du monde entier, de la classe ouvrière combative et révolutionnaire et, à l'avant-garde, de la jeune IV^e Internationale. « Prolet aller lander vereinigte euch ! »

Si le soutien à la révolution ne vient pas de Moscou, si au contraire l'U.R.S.S. joint ses efforts et ceux des partis qu'il contrôle, pour empêcher l'explosion révolutionnaire, et d'abord en Allemagne, le rapport des forces ne va-t-il pas en être décisivement modifié, en dépit de l'optimisme des internationalistes ?

Une stratégie centriste ?

Les socialistes de gauche espèrent modifier ce rapport des forces en utilisant les Alliés et en se plaçant dans le courant de la Résistance. Ils cherchent à développer leur action sur une ligne intermédiaire entre celle des trotskistes (doctrinaires et coupés des masses) et celle des partis traditionnels (qui mettent en danger le socialisme par leur politique d'Union sacrée). Telle est l'orientation que tente de théoriser le principal de ces mouvements, celui de l'*Insurgé* de zone Sud.

Jusqu'au milieu de 1943, l'*Insurgé* ne se distingue guère des autres groupes de la Résistance, tels que *Libération*, avec lesquels il a partie liée. On peut seulement noter l'absence des mots d'ordre « anti-boches » et un certain accent porté sur les mots d'ordre anticapitalistes. Par exemple, le numéro 17 qui appelle comme tout le mouvement gaulliste à manifester le 14 juillet, précise :

Les classes laborieuses françaises s'apprentent dans l'union, à se

libérer du fascisme, de la guerre, de la misère et de la féodalité moderne du capitalisme.

En gros caractères il proclame :

*En ce 14 juillet 1943, beaucoup parlent de la France, mais vous songerez aussi et surtout à la République*¹¹⁵.

Tout cela ne va pas loin.

Au cours du second semestre 1943 et au début de 1944, *l'Insurgé* devient plus politique et s'efforce de définir une orientation. Cette évolution est essentiellement due à l'intervention de Gilles Martinet. Réfugié à Clermont-Ferrand, ce dernier éditait avec Pierre Bernard, une feuille ronéotée *le Bulletin ouvrier*, diffusé dans les départements voisins. A partir de septembre 1943, il participe activement à la rédaction de *l'Insurgé*, dont 500 à 600 exemplaires sont diffusés, à la fois par le groupe *Bulletin ouvrier*, l'organisation des F.T.P. et celle du M.O.F. Il est, du reste, en rapports constants avec le groupe P.O.I. de Clermont*.

Sur les objectifs généraux et sur l'analyse de la situation, les articles de Martinet recourent les positions trotskistes.

La guerre est une guerre impérialiste.

Sous l'impérialisme — cette forme suprême du capitalisme — il est vrai que ce pays ne connaîtra plus désormais que la domination étrangère, le rationnement économique et (après une courte période de liberté) la dictature réactionnaire.

La révolution est possible.

*Ce qui, sur le plan matériel, a été possible dans un pays économiquement arriéré et isolé du reste du monde, le sera bien davantage dans l'Occident européen, ouvert sur toutes les mers et appuyé à l'immense bloc eurasiatique de l'U.R.S.S.*¹¹⁶.

C'est pratiquement là encore l'optique des trotskistes, à cela près que chez Martinet n'apparaît à aucun moment une condamnation du stalinisme et de la politique internationale de l'U.R.S.S. : de telles polémiques rendraient difficile la collaboration avec le P.C.F. et la résistance.

L'Insurgé est d'accord avec les trotskistes sur le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe. Il prend parti également contre l'Union sacrée et le chauvinisme :

L'heure est venue, pour le mouvement ouvrier, de détourner (le patriotisme) de la vieille route, celle du chauvinisme, étroit et borné, de la « perfide Albion » et du « sale boche », des coups de clairon de Déroulède, de l'Union sacrée et de la guerre tous les vingt ans, qui

* Dans le *Mémorial de l'Insurgé*, contrairement aux militants des autres régions, Gilles Martinet passe sous silence ses relations avec les trotskistes. Les articles parus dans *l'Insurgé* font souvent écho à ceux de *la Vérité*, dont il se démarque. Gilles Martinet précise qu'ils sont l'œuvre collective du groupe *Bulletin ouvrier*. Pour plus de simplicité, nous lui en laissons la responsabilité.

fut peut-être celle de la gloire, mais qui n'est plus que celle de la décadence et de l'asservissement ¹¹⁶.

On peut, bien sûr, se demander si le patriotisme est le bon chemin pour retrouver la voie de l'internationalisme. Mais l'essentiel est la communauté des conclusions.

Enfin, Martinet condamne la collaboration de classes qui, comme en témoigne Juin 1936, conduit à la défaite de la classe ouvrière : *Assurément, le visage du C.F.L.N.* ne rappelle pas exactement celui du gouvernement Léon Blum...*

Cependant — et c'est là l'essentiel — en 1943 comme en 1936, nous nous trouvons en présence d'une même politique : celle du bloc de la classe ouvrière, de la plus grande partie de la paysannerie et des classes moyennes et d'une fraction de la bourgeoisie.

Nous soulignons ces derniers mots à dessein, car on ne peut rien comprendre aux défaites des années 1937-1939, si l'on ne tient pas compte de ce fait que le capital financier — les fameuses « deux-cents familles » étaient représentées dans l'alliance populaire ¹¹⁸.

De l'échec du Front Populaire, Martinet tire les mêmes leçons que les trotskistes :

Au lendemain de la révolution d'Octobre, Lénine notait que « l'économie de la société capitaliste est telle que seul le capital ou le prolétariat qui le renverse peuvent être une force dominante »... Il n'y a pas eu et il n'y aura jamais d'État « mi-partie », d'État « social », conciliant les intérêts du capitaliste et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité.

Pourtant les conclusions sont radicalement différentes :

Est-ce à dire que le mouvement ouvrier doit poser aujourd'hui le dilemme « réaction bourgeoise ou révolution socialiste » et se désintéresser du reste ? Rien ne serait plus faux et plus absurde.

Plus faux, parce qu'une telle attitude qui ne correspond pas aux problèmes concrets que se posent actuellement les masses, isolerait dangereusement l'avant-garde ouvrière.

Plus absurde, parce que la révolution démocratique dont les premiers signes se manifestent déjà, ne peut être arbitrairement séparée de la révolution socialiste, la seconde pouvant seule garantir (et dans certains cas, réaliser) les principales conquêtes de la première ¹¹⁸.

La première étape doit donc être une étape démocratique ; c'est-à-dire précisément cet État mi-partie, cet État « social » dont Martinet vient d'expliquer qu'il ne peut exister — mais dont il compte pourtant qu'il permettra d'accéder à la révolution socialiste. De ses prémisses, il

* C.F.L.N. : Comité français de libération nationale : première appellation du gouvernement provisoire d'Alger.

tire seulement cette conclusion qu'il s'agit « d'une bataille ininterrompue, sans vastes paliers et sans longues étapes » ¹¹⁸.

Présentement, ce qui compte, c'est ce premier palier.

Dans cette lutte, les organisations prolétariennes ont et auront encore à passer des compromis momentanés.

En même temps, l'article précise :

Aucune considération d'ordre tactique ne doit empêcher le mouvement ouvrier d'affirmer dès maintenant sa position propre et de montrer sans équivoque la seule voie de salut.

Ainsi, garde-t-on sa liberté de penser et le droit de dire ce qu'on pense de ses alliés des deux-cents familles.

Cette perspective permet d'agir, pour l'essentiel avec l'ensemble des organisations gaullistes. Gilles Martinet a montré que cette politique d'Union sacrée avait été la cause des défaites ouvrières de 1936 à 1939. Mais, puisque la stratégie qu'il propose, comprend aussi une étape d'union sacrée, alors l'élément moteur de cette stratégie lui paraît l'unité et la fusion des deux partis qui ont pratiqué cette politique d'union sacrée :

A vrai dire, une chance immense — une chance peut-être unique, s'offre à la classe ouvrière. Si, profitant du puissant courant unitaire qui se dessine, ses militants savent rassembler leurs forces et, après le rétablissement si heureux de l'unité syndicale, réussissent à constituer une grande organisation politique de masse, née de la fusion des partis communiste et socialiste, s'ils entreprennent dans toute la France, sur le plan de l'entreprise, et de la localité comme au sein des groupements, la même campagne sur les mêmes mots d'ordre, alors toutes les forces populaires, toutes les forces saines du pays — jeunesse en tête — se tourneront vers eux et un pas décisif sera fait sur le chemin de la libération ¹¹⁹.

Quels seront ces mots d'ordre ? Quelle sera cette libération ? Là-dessus, Gilles Martinet ne s'exprime pas. Pas plus qu'il n'explique comment la fusion des deux partis qui ont empêché la révolution en 1936 (et qui ont depuis accentué leur politique d'union sacrée) garantit la victoire de la révolution à l'étape prochaine.

Par contre, il prend ses distances à l'égard du « gauchisme », de « l'ouvriérisme », du « révolutionnarisme », et du « socialisme abstrait », c'est-à-dire à l'égard du trotskisme.

Proclamer les objectifs révolutionnaires, tirer verbalement les leçons du passé et, dans la pratique, ne pas en tenir compte, justifier au contraire par les circonstances une politique identique à celle que l'on condamne en principe, s'allier sur cette base, non aux révolutionnaires mais aux formations qui continuent à mener la classe ouvrière à la défaite : telle est la politique que les trotskistes qualifient de « centriste ».

En fait, il est exagéré de parler de politique ou de doctrine de *l'Insurgé*. Il s'agit d'un mouvement hétéroclite, d'un mouvement variable selon les régions, plus politique avec le *Bulletin ouvrier* à Clermont-Ferrand ou *Action ouvrière* à Saint-Etienne, le plus souvent simple mouvement de résistance comme les autres*. Ses militants sont tout au plus unis par une certaine sensibilité ouvrière et le refus des outrances du chauvinisme.

En automne 1943, se réunit à Villeurbanne le congrès de *l'Insurgé* — « une petite conférence » précise Martinet qui souligne l'éclectisme du groupe. Les participants en ont retenu un seul élément politique : « la thèse du socialisme technicien à base syndicale ouvrière et paysanne »¹²⁰, défendue par la Loire. Aucune orientation générale n'y a été adoptée.

Le *Mémorial de l'Insurgé* se contente de retracer, de manière anecdotique et région par région, l'action très diverse des militants regroupés autour du journal, sans jamais se référer à une théorie ou à une stratégie. En annexe, comme documents « doctrinaux », il se borne à publier : l'appel du Front ouvrier international en 1940, l'échange de lettres entre Marceau Pivert et le général De Gaulle, le message des francs-maçons lyonnais à Roosevelt, en janvier 1941 et le Manifeste de fusion entre *l'Insurgé* et *Libérer-fédérer*, en avril 1944.

L'orientation définie par Martinet dans ses articles ne commande donc pas la pratique. Il se borne à proposer une justification théorique de cette pratique éclectique. Il n'y a pas de stratégie centriste.

Les Alliés en Afrique du Nord

Une première répétition de la « libération », les Alliés la donnent en Afrique du Nord. Il nous faut revenir en arrière pour suivre les conséquences de ce premier débarquement, l'opération Torch, qui a lieu du 11 au 14 novembre 1942.

Cela n'a pas été sans un regrettable malentendu. L'amiral Darlan, représentant de Vichy, avoue avoir été mal informé de l'importance des forces navales assaillantes. Les croyant médiocres, il a traduit en Haute-Cour les conjurés gaullistes et a livré une sanglante bataille de quatre jours qui a fait un millier de morts chez les seuls Français. Mais dès qu'il a compris la réalité du rapport des forces, il s'est rallié aux Américains. Exemple typique du « double jeu » des politiciens de Vichy. Ils ont salué « la divine surprise » de la victoire nazie parce qu'elle leur permettait d'instaurer le régime réactionnaire de leurs

* Les militants de *l'Insurgé* sont prêts à se contenter de strapontins. Fin 1943, René Armand est très fier d'être accepté dans la commission clandestine du département : « Nous siégeons à part égale avec les représentants des autres mouvements, on tient compte de nos avis ». (*Mémorial*).

rêves. Ils sont prêts à se rallier aux Américains si ces derniers sont les plus forts à condition que leur régime survive : or la présence à Vichy de l'amiral Leahy leur en donne la garantie.

Les Alliés s'empressent, en effet, de confirmer dans ses pouvoirs l'amiral Darlan, royaliste et collaborateur de la première heure, ancien chef du gouvernement de Pétain. L'amiral maintient aussitôt à son poste de résident général au Maroc, le général Noguès*.

Sur le plan politique, il se contente de concessions mineures : il supprime une partie, seulement, des lois anti-juives, libère un certain nombre de prisonniers politiques. Pour le reste, il maintient le régime colonial et les lois de Vichy. L'équipe qu'il conduit est celle des vichystes : Peyrouton, Noguès, Boisson, Pucheu. Le parti de Doriot lui-même (Parti Populaire Français) ne sera interdit que huit mois plus tard. Quand Darlan est assassiné, le 24 décembre 1942, par un jeune aristocrate gaulliste, les Alliés lui donnent comme successeur un général monarchiste, Giraud, dont la proclamation résume le programme : « Tous unis avec le Maréchal, n'ayons qu'une passion, le devoir ». Bien entendu, il conserve à leurs postes les hommes de Vichy les plus exécrés. Plus tard, sur le conseil des Américains, il essaiera de faire oublier ses convictions monarchistes et la politique fasciste de ses collaborateurs par une profession de foi démocratique. Mais en même temps, comme le souligne *la Vérité*¹²¹, il fait arrêter le leader des nationalistes algériens ; Messali Hadj, pour bien témoigner de la réalité de sa politique.

Dès novembre 1942, De Gaulle proclame son opposition au pouvoir vichyste d'Alger. Il ne s'agit pas seulement d'une rivalité personnelle. Liée aux hommes de la défaite et aux collaborateurs profascistes de Vichy, l'équipe mise en place par les Américains ne peut espérer rallier la Résistance intérieure. Elle est condamnée à rester l'otage des Américains, comme elle est, à Vichy, l'otage des Allemands

* Significative est la carrière du général Noguès. Il passait pour un général de « gauche » pour avoir été placé à son poste par Léon Blum. En Juin 1940, après quelques hésitations, il se rallie à Pétain, arrête les parlementaires arrivés de France à bord du Massilia et livre aux autorités de Vichy, G. Mandel, partisan de la Résistance. Pendant l'occupation allemande, il collabore avec les Allemands tout en facilitant la formation d'une force supplétive marocaine à l'insu de la Commission d'armistice. La seule question qui compte, c'est de maintenir « l'empire français » au Maroc. Le 8 novembre 1942, sa résidence est encerclée par un régiment d'infanterie coloniale. Resté en contact avec l'amiral Michelier, Noguès qui se trompe sur l'importance des forces navales alliées, fait arrêter et traduire en Haute Cour les conjurés et donne l'ordre de résister : quatre jours de sanglants combats feront 798 tués parmi les seuls Français. Ensuite de quoi, Noguès se rallie à Darlan. On passe l'éponge sur les morts, et le général entretient les meilleurs rapports avec Patton. Il est maintenu à son poste et devient membre du conseil d'empire de Darlan jusqu'au jour où De Gaulle, réconcilié avec le successeur de Darlan, le général Giraud, exige son départ. Il démissionne le 4 juin 1943 et part au Portugal. Condamné à la libération à vingt ans de travaux forcés, par contumace, il revient en France en 1954 : la Haute Cour le condamne à l'« indignité nationale »... et le relève immédiatement de cette sanction, pour « services rendus ». Il meurt en 1971, toujours Grand Croix de la Légion d'Honneur.

— incapable de jouer le rôle indépendant que De Gaulle rêve pour la « grandeur française ». Bien plus, une telle formation soulèverait contre elle la haine des masses populaires qui combattent son homologue de Vichy. Contre elle, elles chercheraient nécessairement leur propre expression politique : c'est la voie ouverte à une explosion révolutionnaire. Or, les partis (S.F.I.O. et P.C.F.) en lesquels elles se reconnaissent ne demandent pas mieux que de participer à l'Union sacrée qui ne peut se réaliser que sous la direction de « l'homme du 18 juin ».

Malgré leur répugnance, les Américains doivent se rendre à l'évidence. Ils essayent toutefois de sauvegarder les intérêts de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie et ceux de Vichy, en imposant à De Gaulle une réconciliation avec Giraud. Ils espèrent ainsi constituer une large Union sacrée, allant des profascistes aux démocrates et aux communistes. C'est beaucoup demander.

Pourtant, les organisations de la Résistance (du Front national du P.C.F. à Résistance, en passant par Libération et le Centre d'action socialiste) proposent elles-mêmes un compromis :

Un gouvernement qui ordonne et coordonne, confié au général De Gaulle, le commandement en chef de l'armée revenant au général Giraud.

Les Américains imposent un autre compromis — une direction bicéphale.

Le 30 mai 1943, De Gaulle débarque donc à Alger. Le P.C.F. vient de proclamer officiellement, par une déclaration de Fernand Grenier, *sa confiance en De Gaulle, qui le premier a levé l'étendard de la résistance, et en Giraud, commandant en chef des armées d'Afrique**.

Le 3 juin le Comité français de libération nationale (C.F.L.N.) est constitué, sous la double présidence de De Gaulle et de Giraud. Les vichystes les plus compromis en sont exclus, mais aussi les communistes : seul André Philip y représente les « partis ouvriers ». Le compromis durera jusqu'au 1^{er} octobre 1943 : à cette date, Giraud acceptera de s'effacer. Le 9 novembre se réunit à Alger une Assemblée consultative qui tient lieu de Parlement, tandis que le C.F.L.N. se transforme en « gouvernement provisoire de la République française ». Les Alliés ne reconnaîtront ce gouvernement qu'en juillet 1944.

Pour *la Vérité*, ces événements constituent une répétition de ce qu'entendent faire les Alliés lors de leur occupation de la France et en même temps un avertissement :

* Lettre de Claude Kilian. Le récit des rapports du P.O.I. avec la Résistance est rédigé selon les relations qu'en ont fait notamment M. Bleibtreu et Cl. Kilian et les souvenirs d'anciens dirigeants du P.O.I., dont M. Beaufrère, Y. Craipeau et D. Rousset.

De Gaulle et Giraud sont apparus plus légers que des bouchons dans la main des impérialismes. Et dans la main de De Gaulle, le Parti communiste est encore plus léger. Seuls les États-Unis mènent la barque.

*La Vérité en tire la conclusion :
Organisons nous-mêmes notre libération. Pas de nouvelles duperies de Front populaire ! Front ouvrier ¹²².*

En réalité *la Vérité* commet une erreur d'analyse. La victoire de Giraud ne peut être qu'éphémère, précisément parce qu'il ne peut pas permettre la réalisation de l'union sacrée indispensable à la bourgeoisie. Sur ce plan, l'analyse de la *Lutte des classes* est plus lucide ¹²³ :

La constitution définitive du Comité français de libération nationale et les remplacements qui ont précédé et suivi sa constitution, marquent, dans le cadre du compromis, une première victoire gaulliste. Pour qu'elle soit cependant complète, elle doit être complétée par la mainmise gaulliste sur l'armée de l'Afrique du Nord, qui constitue pour le moment la force essentielle de la fraction giraudiste.

Quant aux communistes, tenus à l'écart, ils n'ont pas lieu d'être satisfaits. A Alger, les 26 députés communistes « libérés par les Alliés, après avoir donné publiquement leur adhésion à la dissidence gaulliste et leur approbation aux buts de guerre des alliés » ¹²⁴, font entendre leurs protestations que *la Vérité* du 12 septembre publie sous le titre « Il est temps de comprendre » :

Les 26 viennent de protester contre le régime actuel de l'Afrique du Nord. Ils dénoncent la présence aux postes dirigeants de « généraux et amiraux qui se sont appuyés sur les baïonnettes ennemies pour confisquer les libertés de la nation et qui continuent de le faire, en se croyant protégés par les baïonnettes britanniques et américaines. Malgré les assurances solennelles, il n'y a en Algérie ni liberté de la presse, ni liberté de réunion, ni liberté d'association ».

Les 26, commente la Vérité, ont ainsi mis le doigt sur le complot capitaliste qui triomphe sous Giraud et De Gaulle, et que nous dénonçons depuis le début.

Mais, à qui en appellent-ils ? A De Gaulle et à Giraud qui sont eux-mêmes les agents du capitalisme. Aux Alliés qui se font en Afrique du Nord une concurrence impérialiste acharnée pour satisfaire les intérêts du grand capital anglais et yankee.

En vérité, en se rangeant derrière Giraud et De Gaulle, les députés communistes d'Alger ont renoncé à la politique qui permet de lutter pour la démocratie pleine et entière, pour un gouvernement du peuple et pour une armée du peuple. Il est grand temps de

comprendre et de dénoncer toutes les menées bourgeoises contre les peuples et de rompre avec Staline qui les couvre.

L'éviction de Giraud, la constitution du gouvernement provisoire, sont exploités à fond par la presse pro-nazie d'occupation qui veut faire croire qu'Alger est passée sous contrôle communiste. *La Vérité* dénonce le mythe « d'Alger la Rouge » : au gouvernement provisoire siègent seulement « les deux laquais socialistes de service » (Philip et Le Troquer) qui maintiennent en vigueur « 80 p. cent des lois de Pétain »¹²⁵.

Malgré la campagne sur « Alger la Rouge », l'aile démocratique de la résistance a le sentiment d'avoir essuyé une défaite avec le compromis d'Alger. Ce compromis vient doucher les illusions, par exemple, du groupe de *l'Insurgé*¹²⁶. Le P.O.I. espère que cela servira de leçon et entraînera une réflexion d'ensemble.

Le P.O.I. et Jean Moulin

Vers cette époque, le P.O.I. est entré en relations avec Jean Moulin. Il nous semble impossible de passer sous silence cet épisode, quoique l'histoire en soit difficile à établir, les deux seuls témoins directs ayant trouvé la mort. Hostile à l'Union sacrée, le P.O.I. n'envisageait en aucun cas de participer à un organisme regroupant la résistance bourgeoise et nationaliste. Mais il entendait établir une liaison avec l'aide progressiste de la résistance. A cet effet, il avait autorisé un certain nombre de ses militants à participer au réseau Vélite-Thermophyles de Paris, dont le responsable était un ami de Jean-Paul Sartre, Pierre Kahn qui devint secrétaire du Conseil national de la résistance, avec comme adjoint un militant proche du P.O.I., Claude Kilian (Josse). « Au C.N.R. , écrit Kilian, on nous appelait « les trotskos », mais ce n'était pas un réseau du P.O.I. »*. La liaison était établie par un militant grec, Vitzoris. C'est probablement par son intermédiaire que Marcel Hic prit contact avec Jean Moulin, lorsque ce dernier arriva à Paris.

Vraisemblablement, le « rassembleur de la Résistance » cherchait à intégrer les trotskistes. Mais là-dessus, les rapports furent clairement précisés dès le début. Le bureau politique du P.O.I. avait mandaté Marcel Hic pour établir des rapports réguliers avec Jean Moulin. L'objectif était d'abord de s'informer réciproquement sur les positions politiques, ensuite d'établir une collaboration technique et un échange d'informations, notamment contre la Gestapo.

Comme le rappelle Claude Bourdet, les moyens dont disposaient à Paris les Mouvements unis de la Résistance (M.U.R.) étaient médiocres au départ. Le P.O.I. accepta de prêter une aide technique.

Un local fut équipé en commun, rue Daguerre, avec le réseau Vélite-Thermophyles où étaient tapées les correspondances et les notes du C.N.R. y travaillaient deux permanents (René Bleibtreu et Weismaner, dit Delmotte) et plusieurs dactylos « prêtées » par le P.O.I. L'organisation d'une des réunions du C.N.R. fut par exemple assurée, ainsi que sa protection, par Kilian et des militants du P.O.I.

Pour le P.O.I., les relations avec la Résistance présentaient un intérêt essentiel sur un autre plan : la fourniture d'armes. Le P.O.I. comprenait de plus en plus l'urgence d'une organisation militaire, de son armement et de l'armement des ouvriers. Or, là-dessus, sa doctrine était définie par l'attitude de Lénine en 1918 : lorsque les Alliés vinrent lui proposer des armes pour faire face à l'offensive allemande, il fut décidé « d'accepter les armes de l'impérialisme allié pour combattre l'impérialisme allemand », en posant comme seule condition que cela n'influencerait en rien la politique soviétique. Il n'était pas absolument exclu que le rapport des forces amenât la fraction de gauche de la bourgeoisie française à fournir, dans certains cas, des armes aux travailleurs et au parti révolutionnaire. On trouve des échos de cette position dans certains numéros de *la Vérité* par exemple dans l'article « le second front et le front ouvrier »*.

Les Alliés apporteront d'abord des armes : il serait indigne de révolutionnaires de les refuser car, sans armes, la lutte contre l'impérialisme, quel qu'il soit, est impossible.

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas qu'une demande de fournitures d'armes ait été précisément formulée. L'arrestation de Jean Moulin, en juin, distendait les relations avec le Conseil national de la résistance. L'arrestation de Marcel Hic en octobre y mit pratiquement fin.

Les rapports ne reprendront, sur le plan mineur, qu'en 1944 : mis au courant d'une menace d'intervention de la Gestapo contre des militants de la Résistance, le P.C.I. délèguera Henri Molinier pour en informer le C.N.R.

La lutte contre le fascisme et la famine

L'année 1943 voit s'aggraver brutalement les difficultés économiques et politiques en Europe et en France. Elle voit du même coup s'exacerber la violence fasciste. Les Allemands occupent tout le pays. Le gouvernement Laval porte au paroxysme la répression. Darnan crée un corps supplétif de police, la milice. Cette répression s'exerce dans tous les domaines. Significative par exemple la condamnation à mort, et l'exécution, d'une femme qui avait aidé à des avortements¹²⁷.

Le racisme est enseigné à l'Université, tandis que les rafles s'organisent contre les Juifs dans la zone sud comme dans l'ancienne

zone occupée. *La Vérité* et le journal des jeunes internationalistes, *la Jeune Garde*, donnent des exemples de solidarité de travailleurs allemands avec les travailleurs juifs, d'interventions des étudiants pour huer ou chasser les « professeurs » racistes.

Sur l'ordre de l'ambassade d'Allemagne, les fascistes du R.N.P., du P.P.F., des francistes, et de la Solidarité française s'efforcent d'unifier leurs maigres mouvements. Ils parviennent du moins à un accord pour constituer à tous les échelons des « comités révolutionnaires » (sic) ¹²⁸. *La Vérité* donne un compte rendu de leur réunion et publie leurs décisions secrètes ¹²⁹ : tribunaux d'exception, police supplétive « ayant pouvoir de perquisitionner, d'arrêter, de déférer aux tribunaux révolutionnaires, ainsi que d'assurer l'exécution de leurs jugements », constitution d'otages et pouvoir d'en faire usage en cas de troubles, etc.

En fait, la faiblesse des groupes fascistes les empêche de réaliser leur programme sur une grande échelle. Ils seront seulement capables de servir d'auxiliaires à la Gestapo, comme la « gestapo française » de la rue Lauriston, à Paris.

La Vérité publie « un procès-verbal édifiant » sur le rôle qu'entendent jouer ces bandes. C'est le procès-verbal d'une réunion secrète à laquelle assistaient avec le représentant de von Schleier... les responsables militaires du R.N.P., du P.P.F. et des francistes : Ces messieurs précisèrent d'abord le rôle de la milice : « Elle n'aura pas à intervenir dans les opérations militaires ; cela regarde l'armée allemande. Sa tâche sera de garder ses arrières contre toute menace de soulèvement révolutionnaire ». Autrement dit, commente la Vérité, il s'agit de tenir en respect les ouvriers en attendant la relève des sentinelles allemandes par les sentinelles américaines. Mais, la réunion devint vite orageuse quand le docteur Rainsart annonça une action de représailles des francistes contre Boulogne pour y assassiner 60 ouvriers communistes. Les représentants des autres partis se récrièrent avec épouvante : « La population nous met tous dans le même sac ! Personne de nous ne pourra plus pénétrer dans Boulogne ». Le représentant allemand, devant les conséquences possibles intervint aussi. Si bien que le massacre de Boulogne a été ajourné ¹²⁸.

La Vérité appelle à la contre-offensive : Il faut soigneusement repérer tous les fascistes, les mettre à l'écart, faire le vide autour d'eux. Les exhibitions de ces excités dans la rue ne doivent pas être tolérées plus longtemps. [...] Nous répondrons coup pour coup. Le sol doit brûler sous le pas des fascistes ¹²⁹.

En dépit de leur presse et du soutien policier, ces bandes fascistes réussissent de moins en moins à s'ériger en mouvement politique. Elles sont de plus en plus dominées par la racaille du « milieu » qui se met

directement au service de la Gestapo pour assouvir ses instincts et organiser le vol à grande échelle. Seule, la Milice de zone sud constitue une force répressive sérieuse.

Ramassis sans idéologie précise des éléments réactionnaires et fascistes, elle rassemble les aventuriers, les arrivistes à courte vue et un lumpen-prolétariat qui trouve là un moyen de subsistance.

Contrairement aux groupuscules fascistes de zone nord, la Milice n'est pas le simple agent de l'impérialisme allemand. Elle a pour rôle de permettre au capitalisme français *de traverser sans dommage les « troubles sociaux » (comme ils disent) de l'après-guerre. En attendant qu'une intervention de l'impérialisme victorieux vienne délivrer les conseils d'administration menacés, bientôt assiégés par la grève et la révolte, il faut bien que quelqu'un monte la garde aux coffres-forts. Voilà la mission des S.S. français, celle que Laval définit ainsi : « noble, essentiellement française ».*

Hitler en drainant la classe ouvrière de ce pays vers l'Allemagne leur facilite la tâche. La Gestapo est chargée des éléments prolétariens les plus avancés...

Le travail ainsi partagé, l'aventurier Darnan et ses nervis se préoccupent fort peu de connaître leurs futurs patrons. Victoire des Allemands ou des Américains, qu'importe ? Puisque, dans un cas comme dans l'autre, la Milice se prépare à rétablir l'ordre dans le sang des ouvriers, au nom du national-socialisme ou de la démocratie. Mais c'est un bien gros programme pour une si petite troupe.*

Contrairement aux fascistes de zone nord, complètement isolés, la Milice dispose encore d'une certaine base d'appui dans les milieux réactionnaires pétainistes. Mais cette base s'amenuise.

La raison principale en est claire : la misère s'approfondit à mesure que se prolonge la guerre. La disette menace de se transformer en famine. Les effets de la désorganisation économique sont aggravés par les réquisitions allemandes et le pillage nazi. Cette situation exacerbe les sentiments nationalistes « anti-boches ». *La Vérité* s'efforce de montrer que la responsabilité de cette situation n'incombe pas au peuple allemand — guère mieux loti que les peuples vaincus — mais bien au fascisme, aux profiteurs de guerre de tous les pays, et au régime capitaliste dans son ensemble.

Au début de janvier 1943, *la Vérité* explique pourquoi l'année s'ouvre sur des « perspectives de famine européenne ». Elle illustre sa démonstration par un exemple révélateur :

Pour se faire une idée nette de la situation alimentaire dans l'Europe nazie, il suffit de se reporter au dernier discours de Goering. Goering se vantait comme d'un exploit d'avoir réussi à maintenir le ravitaillement du peuple allemand. Et le Reichmarschall, dont

l'aspect peut servir de réclame au régime hitlérien, faisait savoir qu'il envisageait de distribuer à chaque soldat franchissant la frontière pour se rendre en permission « un kilo de farine, un kilo de pain ou de haricots, un kilo de sucre, une livre de beurre et un gros saucisson dur ». Ce cadeau, qui marque le triomphe de l'idéalisme nazi sur le matérialisme marxiste, est assez révélateur. Alors que dans toute l'Europe, les profiteurs de toutes les nationalités s'empifrent régulièrement et se sont fait servir au réveillon les meilleurs repas d'avant-guerre, c'est une récompense exceptionnelle, bien digne des « héros » de l'Est et d'ailleurs, que ces trois kilos de denrées de première nécessité et ce grand saucisson dur. Voilà comment le peuple allemand profite des rapines nazies.

En vérité, pour toute l'Europe, la situation alimentaire ne peut que s'aggraver tant que la vie et le pain des peuples sont dans les mains des consortiums capitalistes allemands et européens, dont le gros et jovial maréchal Goering est le parfait représentant ¹³⁰.

Contre la famine, *la Vérité* maintient ses mots d'ordre de contrôle populaire du ravitaillement, qu'il faut substituer aux tentatives de débrouillage individuel. Elle popularise les luttes. Par exemple, le 30 juillet 1943, elle rend compte de la lutte des travailleurs d'Oullins pour l'augmentation des rations, de celle des paysans armés de Gourin qui imposent au moulin de moudre leur blé et d'une manifestation de ménagères à Kerhuon. Cette lutte n'est plus seulement celle des villes. Elle est aussi celle des « paysans travailleurs ». Par endroits, les paysans réagissent :

A Plounevez et dans d'autres communes du Finistère, ils ont pris leurs fourches et ont imposé au meunier de moudre le blé de leur ration. Les autorités, alertées, sont arrivées flanquées d'un détachement allemand. Les paysans ont tout d'abord exigé le retrait des Allemands. Ayant obtenu satisfaction, ils ont ensuite exigé un relèvement de leurs rations : devant leur attitude menaçante, le sous-préfet a dû leur accorder satisfaction.

La Vérité conclut :

Dans chaque commune, il faut réaliser l'union de tous les paysans-travailleurs : ouvriers agricoles, fermiers, métayers, petits et moyens propriétaires — au sein d'un Conseil paysan qui, par l'intermédiaire de ses délégués, fixera la contribution de la commune et des différentes exploitations au ravitaillement, jugera et condamnera les trafiquants du marché noir, imposera aux gros propriétaires la loi commune en créant des noyaux de milice paysanne, et organisera le ravitaillement des villes avec les délégués des organisations ouvrières ¹³¹.



CHAPITRE VI

Luttes ouvrières et lutte armée

Les luttes ouvrières

La misère est d'autant plus insupportable que malgré la hausse vertigineuse des prix, les salaires sont maintenus ou même diminués. Chez Chausson à Gennevilliers par exemple, le patronat annonce la suppression de la prime de vie chère. Les ouvriers, par la grève, en imposent le maintien¹³². Le 10 février, les autorités allemandes imposent une diminution générale des salaires, dans le bâtiment. Cette diminution frappe beaucoup plus lourdement les ouvriers les plus mal payés (1,17 p. cent pour les contremaîtres, 2,81 p. cent pour les compagnons, 9,62 p. cent pour les terrassiers, 15,38 p. cent pour les manœuvres et jusqu'à 20 p. cent pour les plus bas salaires).

*Le but recherché par les Allemands est d'acculer les ouvriers à s'embaucher en plus grand nombre pour les côtes de l'Atlantique... où, en dépit des promesses, les conditions de vie seront encore bien pires*¹³³.

La même politique de hiérarchisation est imposée dans la métallurgie. Un jeune de 18 ans touchera 20 p. cent de moins qu'un adulte ; à 19 ans, on lui ampute encore 10 p. cent du salaire. Les femmes ne toucheront que 80 p. cent des salaires masculins et 70 p. cent hors de la production.

Dans ces conditions, malgré la terreur, les grèves sont nombreuses. Dans chaque numéro de la presse trotskiste, nationale ou régionale, la rubrique en est fournie. Il faut se rendre compte des conditions terribles dans lesquelles se déroulent ces grèves. Deux informations (entre autres) en donneront une idée.

La Vérité relate :

Gennevilliers : Au Carbonne, les ouvriers ont fait grève pour obtenir une augmentation de salaires. Le comité central d'entreprise a donné sa démission pour marquer sa solidarité avec le mouvement. La Gestapo, alertée, a cerné l'usine et pris 21 otages dont on ne sait pas

actuellement quel est le sort. Le travail n'a repris que devant la menace des Allemands de fusiller les otages¹³⁴.

Le Soviet raconte ainsi une grève chez Gnome et Rhône (Kellerman) :

La direction refusant obstinément de régler un rappel de juin, les ateliers débrayent dans leur ensemble. Aux changements d'équipes, les consignes sont passées et le mouvement tient deux jours, malgré la pression patronale qui s'efforce de faire rembrayer. Dans la soirée du deuxième jour, le commissaire du 13^e arrondissement fait irruption dans l'usine accompagné des mitraillettes allemandes. Il s'empare de dix ouvriers et contraint les autres à reprendre le travail. Triomphante, la direction refuse toujours le rappel et s'efforce de créer la division dans l'usine en décidant de payer le travail exécuté avant et après le débrayage : quant aux ouvriers payés à l'heure... Pendant que les flics embarquaient nos camarades, les fascistes du M.S.R. diffusaient leur torchon, Moteur, avec la complaisance de la police¹³⁵.

La Vérité s'efforce de tirer les leçons de ces mouvements, sur leur préparation, la définition des revendications, l'utilisation tactique du syndicat comme couverture légale et l'organisation des meilleurs combattants :

1. *La préparation de la grève est presque toujours insuffisante. Partout, la participation des ouvriers au mouvement a été unanime ou quasi-unanime ; partout les travailleurs politiquement les plus avancés se sont trouvés à l'avant-garde. Mais, parce qu'ils n'avaient pas fait, en étroite union, une préparation systématique des revendications en vue des débrayages, des délégations à la direction, etc., ils n'ont pas pu agir au moment voulu avec le maximum d'efficacité.*

2. *Le syndicat n'a pas été intéressé, ou tardivement, à la défense des revendications et à la grève elle-même. Pourtant, le syndicat est la base de l'union ouvrière, même dans les conditions actuelles, et il permet d'agir légalement le plus longtemps possible.*

3. *Dans presque tous les cas, le patronat fait appel aux autorités allemandes. Ainsi, ce n'est pas la Charte du travail et ses organismes morts-nés, mais la Gestapo, qui est cet arbitre suprême et doué de toute l'autorité nécessaire que la bourgeoisie appelait depuis si longtemps de ses vœux.*

Mais, victorieuse ou non, une grève est un succès, un pas en avant, si elle a permis de renforcer la combativité, la cohésion et l'organisation de la classe ouvrière. Même obligé de capituler devant les mitraillettes nazies, un mouvement n'est pas inutile :

— *si les travailleurs ont mieux compris que l'union en un seul front des ouvriers est le véritable levier de la victoire ;*

— *si, dix, cinq ou même deux ouvriers révolutionnaires se sont*

reconnus dans la lutte, pour s'unir en un groupe de Front ouvrier capable d'intervenir comme élément conscient de la lutte de classe. A ceux-là, le Parti ouvrier internationaliste dit : Courage ! Seul le Front ouvrier, qui ne s'inspire que des intérêts ouvriers permanents, peut transformer les échecs en expériences fructueuses et les demi-succès en succès définitifs ¹³⁶.

Les militants trotskistes s'adressent particulièrement aux travailleuses, récemment engagées dans la production pour remplacer les hommes. La *Lutte de classe* déclare :

Côte à côte avec les hommes, les femmes travailleuses doivent passer à l'action contre les déportations. L'arme de la grève doit être utilisée contre les rafles d'ouvriers ¹³⁷.

La *Vérité* donne des arguments aux femmes :

La lutte contre le rendement correspond aux intérêts de la classe ouvrière et des femmes, nouvelles venues à l'industrie. Les machines sont mal entretenues. Personne ne doit accepter de travailler sur des machines en mauvais état. Des réglages fréquents sont nécessaires. Ne pas craindre de les exiger. C'est toujours du temps de gagné et les travailleurs doivent veiller eux-mêmes à leur sécurité. Exiger que les dispositifs de sécurité fonctionnent.

Mais, l'effort principal doit viser partout à une diminution légale du rendement qui n'ampute pas les salaires. Il est évident qu'une ouvrière ne peut laisser régulièrement amputer sa paye. Un seul moyen de lutte : l'union, la voie du front ouvrier. Les temps des travaux aux pièces ont été établis dans des conditions qui sont maintenant changées. Sans parler de la résistance physique qu'une nourriture insuffisante a considérablement diminuée (l'oublier c'est s'exposer à bref délai à la maladie). Il faut sans cesse mettre en avant :

— *que les temps ont été calculés pour des ouvriers spécialisés. C'est l'argument qui doit servir à obtenir une révision des tarifs, après de nouveaux chronométrages. Cette revendication ne peut être satisfaite que si chaque travailleur est sur ses gardes et ne se laisse pas intimider par les contremaîtres, ingénieurs et chronométreurs. C'est pourquoi, chaque ouvrier conscient doit constamment expliquer :*

— *que ne pas freiner, c'est prolonger la guerre, travailler contre l'U.R.S.S., prolonger la captivité d'un mari, d'un frère, d'un fils, d'un ami ;*

— *que l'union de tous les ouvriers, la solidarité constante, le renforcement du Front ouvrier, sont la seule méthode de lutte vraiment efficace* ¹³⁸.

Les trotskistes incitent au sabotage de masse, mais sont hostiles au terrorisme qui, pour des objectifs purement militaires, entre en

contradiction avec l'action de masse. *Le Soviet* le montre dans l'usine Amiot :

S.E.C.I. (Amiot). Des bombes ayant été déposées dans l'usine, quarante-trois ouvriers ont été arrêtés comme otages par la Gestapo alertée par la direction.

Le parti dit « communiste » appelle les ouvriers « au nom de la France » à faire grève sur le tas pour obtenir la libération des otages. Par l'action concertée, les ouvriers de chez Amiot avaient fait échec à la Relève. L'action terroriste dissocie l'usine et empêche tout mouvement. Organisons la solidarité avec nos camarades emprisonnés ¹³⁵.

D'une manière générale, il y a opposition entre la stratégie du P.C.F. dans les luttes ouvrières et celle des trotskistes. Pour ces derniers, les luttes ouvrières doivent permettre à la classe ouvrière de prendre conscience de ses intérêts de classe et de s'organiser pour la révolution socialiste. Pour le P.C.F., les grèves et le mouvement ouvrier doivent être intégrés à « la lutte patriotique ». Significatif à cet égard, le mot d'ordre de grève, lancé en zone sud par le P.C.F. et l'ensemble des organisations gaullistes pour commémorer la bataille de Valmy.

La Vérité commente dans ces termes :

Dans toute la zone sud, une intense propagande était faite, fin septembre pour inciter les ouvriers à un vaste mouvement de grève. Il s'agissait de manifester par des grèves à l'occasion... de l'anniversaire à la victoire remportée par les Français contre les Prussiens, à Valmy en 1791 !... Il semble qu'il y ait d'autres raisons plus actuelles pour faire grève en 1943 : par exemple, les salaires de famine, la déportation, les journées interminables ou le sabotage des lois sociales. C'est ce que nos camarades s'étaient efforcés d'expliquer aux camarades du P.C. qui lançaient l'idée de la grève. Mais, au P.C., il fallait une grève « patriotique ».

En fait, la grève a été presque partout un fiasco complet. A Marseille, seuls quelques ateliers ont débrayé. A Clermont-Ferrand les tracts appelaient les ouvriers des bagnes Michelin pour exiger, à l'occasion de Valmy, la libération des héros de la lutte patriotique, le délégué syndical, arrêté comme communiste, et Michelin, qui est respectueusement gardé comme gaulliste. Comment s'étonner si, pas un ouvrier — pas même un communiste — n'est entré en grève sur de tels mots d'ordre, pour faire relâcher un patron de combat ? A Lyon, les ouvriers dans l'ensemble, ont refusé de débrayer pour les beaux yeux du communiqué patriotique. Les métallos lyonnais ont plus d'une fois démontré qu'ils étaient prêts à entrer en lutte pour leurs revendications ou pour la solidarité, comme on a vu par la grève des 40 000 métallos de la région, l'année dernière. Mais cette

grève, ils ne voyaient ni à quoi elle servait, ni ce qu'ils en retireraient. C'est pourquoi, dans l'ensemble, ils ne bougèrent pas ¹³⁹.

La Vérité donne en exemple le comportement des métallos de la SIGMA à Lyon :

Dans quelques usines pourtant la température était telle que les gars ont débrayé. « On aurait pu les faire débrayer pour n'importe quoi », nous dit un camarade. La principale usine qui ait débrayé est une des plus fortes de Lyon, l'usine SIGMA. La grève se répandit d'atelier en atelier, sans que les gars en sachent le but précis. La situation était sérieuse. Car la grève qui n'avait aucun but revendicatif allait inévitablement au fiasco. L'échec et la répression inutile auraient pour résultat inévitable d'user la combativité des ouvriers. Mais, au lieu de la laisser barbouiller en tricolore, les révolutionnaires lui redonnèrent son véritable sens revendicatif. Ils proposèrent aux ouvriers de reprendre comme but de la grève les revendications déjà présentées à la direction à l'occasion du 1^{er} mai.

Ainsi, la grève cessa d'être menée pour des motifs nationaux et reprit le caractère ouvrier qu'elle n'aurait pas dû cesser d'avoir. Les ouvriers l'emportèrent sur plusieurs points importants, classe contre classe ¹⁴⁰.

C'est là un bon exemple de la stratégie que s'efforce de développer le Parti ouvrier internationaliste dans les entreprises. Ses militants ne se désolidarisent d'aucun mouvement ouvrier réel, même s'ils condamnent les objectifs qu'on lui donne. Dans l'action, ils s'efforcent de le détourner de ces objectifs nationalistes et de le replacer sur le terrain de classe. Ils n'atteignent que rarement à cet objectif.

La lutte contre la déportation des travailleurs

Le principal mobile des luttes, plus que les salaires, le ravi-taillement, les cadences et la durée du travail, c'est la lutte contre la déportation. Cette lutte, immédiatement politique, n'a pas cessé depuis la prétendue « relève ».

« Nous sommes des déportés », ont inscrit sur les wagons qui les emmenaient en Allemagne les ouvriers de Lille. Voilà la vraie réponse à deux ans et demi de terreur, de répression et de propagande par la presse, la radio et le cinéma. Et ils ont encore lancé les mots d'ordre : « A bas Hitler ! A bas Laval ! » et « Nous ferons la révolution là-bas ! ».

Nous pourrions reprendre point par point les discours de Laval du 20 octobre et la fameuse affiche : « La vérité c'est que... » et

montrer quelles réponses la classe ouvrière a su donner à ces campagnes de mensonges éhontés.

Nous avons relaté la résistance unanime par la grève aux mesures de réquisitions dans les usines. On n'a peut-être pas assez mis en lumière la signification des départs pendant les deux premiers mois de la soi-disant relève, qui se sont faits le poing levé et au chant de l'Internationale.

Ils peuvent nous déporter, sans droit et sans garantie, comme des malfaiteurs. Nous ne sommes pourtant pas des vaincus, car la haine a encore grandi contre le fascisme, contre la guerre, et contre les exploiters de la France qui nous livrent à la machine de guerre nazie. En janvier, c'est encore près de 200 000 travailleurs qui devaient être expédiés, 200 000 ennemis des nazis de plus en Allemagne.*

La Vérité relate désormais dans chaque numéro la lutte des jeunes contre l'esclavage qu'on veut leur imposer. Par exemple, dans le numéro 43 (31 mars) : manifestation à Brest, le 4 mars, de 300 jeunes au chant de *l'Internationale* et de *la Jeune Garde* ; à Landerneau, manifestation de 1 000 jeunes qui imposent la libération d'un de leurs camarades arrêtés ; manifestation de jeunes paysans à Carnac et — drapeau rouge en tête — à Sérignac, résistance armée des jeunes de la région de Thouars...

Mais, si la lutte est commune contre la déportation, elle révèle aussi deux orientations stratégiques. Pour les trotskistes, elle s'intègre à la lutte pour la révolution socialiste européenne.

Pour eux, la lutte ne s'arrête pas aux frontières nationales. Les travailleurs doivent mener la lutte pour ne pas partir, et particulièrement par la grève. Mais, s'ils sont contraints de partir (comme ils sont contraints, d'une manière directe ou indirecte, à travailler pour la machine de guerre hitlérienne) les travailleurs doivent continuer la lutte en Allemagne et y associer l'ensemble des travailleurs européens qui s'y trouvent rassemblés, en premier lieu, les ouvriers et les ouvrières allemands. Nous avons vu que *la Vérité* s'est efforcée de donner des conseils très précis pour rendre possible cette lutte commune. Elle continue à donner des informations sur les luttes qui s'y mènent. Celles-ci débouchent parfois sur une manifestation de solidarité de classe. C'est ainsi qu'à la « Locomotiv Fabrik » de Vienne une grève des Français déclenchée le 14 juillet 1943 sur des mots d'ordre « patriotiques », se termine par une Internationale chantée par les travailleurs de toutes nationalités et d'abord par les Autrichiens. *Le*

* Témoignage de Ciabucci, ouvrier du bâtiment, membre du P.O.I. de Nice, alors déporté à Vienne.

Soviet qui ne mentionne pas cette manifestation donne une autre information sur la même usine :

Vienne — « *Fabrique de locomotives* » — *Pour protester contre la nourriture infecte qui leur était servie, 700 à 800 ouvriers arrêtent le travail et poursuivent le mouvement malgré l'intervention de la force armée qui fait quatre blessés légers. La direction est forcée de négocier avec les délégués désignés par les ouvriers qui obtiennent complète satisfaction. Grosse impression auprès des ouvriers autrichiens* ¹⁴¹.

La Vérité donne de nombreux exemples de fraternisation. Par exemple, à Francfort au début de septembre une manifestation des travailleurs belges et français au chant de *l'Internationale* et, le 15 septembre, une grande grève de vingt-quatre heures, à l'usine Adler, une grève menée en collaboration étroite par les ouvriers de toutes nationalités ¹⁴².

De même, la presse régionale publie des lettres des camarades déportés. Ainsi *Octobre* publie une lettre de Hambourg qui se termine ainsi :

Beaucoup d'ouvriers français sont trop enclins à des attitudes nationalistes et cocardières, même lorsque les ouvriers allemands leur montrent la voie de l'internationalisme. Un exemple entre tous : je travaillais avec un ouvrier allemand ; je lui demandai pourquoi il travaillait le moins possible. « Ainsi, me répondit-il, Hitler ne gagnera pas la guerre » et, me montrant les ouvriers de toutes les nations réunis sur le chantier : « C'est nous qui la gagnerons » ¹⁴³.

Bien entendu cet ouvrier ne représente pas la classe ouvrière allemande. Mais les gaullistes eux-mêmes reconnaissent qu'elle oppose au régime la résistance passive.

Dans le *Manuel du déporté en Allemagne*, édité par les organisations de résistance gaullistes, nous lisons page 6 :

Les ouvriers allemands vous le répéteront à longueur de journée : « Langsam » (tout doucement). Voir les déportés français travailler vite et bien les écaure. Déporté, solidarise-toi avec les ouvriers allemands.

La Vérité qui cite ce texte, commente :

Voilà, venant des gaullistes, ce qui confirme ce que nous avons toujours répété, ce que disent les copains qui reviennent d'Allemagne.

Les prolétaires d'Outre-Rhin ne manifestent aucun enthousiasme à travailler pour la guerre impérialiste. Ils sabotent plus que nombre d'ouvriers français qui réclament des heures supplémentaires. Ils sont contre le régime nazi.

Mais, nous répondent les professeurs en démocratie, qu'attendent-ils pour chasser Hitler. On peut rétorquer : Et nous ? On doit ajouter

aussi : le prolétariat allemand craint de connaître en cas de défaite une misère encore plus grande qu'après 1918 ; et les chefs nazis n'oublient pas d'appuyer sur ce point dans tous leurs discours ; chaque fois qu'une trop grande lassitude se manifeste dans les masses allemandes, Goebbels donne de la voix, et il se trouve que Churchill et Staline fournissent au haut-parleur nazi ses meilleurs arguments ; les plans d'asservissement les plus réactionnaires que peuvent élaborer les Alliés sont, pour Hitler, le meilleur, l'unique ciment du « moral ».

Sous le titre « Aveux nazis », Libération du 30 octobre 1943 donne des extraits d'un exposé du gauleiter Richard Wagner : « Il est presque impossible de s'imaginer ce que deviendrait le peuple allemand s'il perdait cette guerre. Par millions, nos hommes seraient assassinés ou déportés comme esclaves ».

Ce ne sont pas seulement des aveux nazis, mais aussi un aveu gaulliste. En mettant ce titre, Libération confirme que réduire le peuple allemand en esclavage est bien dans les intentions des dirigeants alliés. Il est évident qu'avec des perspectives aussi séduisantes, les travailleurs allemands ne voient pas d'autres solutions que de continuer la guerre du désespoir¹⁴⁴.

Pour les trotskistes, il ne s'agit pas de démoraliser les travailleurs allemands, mais bien de leur faire prendre conscience de leur force. Pour eux, en effet, c'est en Allemagne que se décidera l'issue de la révolution européenne : non seulement en raison de la situation stratégique de l'Allemagne et des traditions de sa classe ouvrière (même si la majorité des ouvriers ont été mobilisés). Mais aussi parce que la prodigieuse concentration des travailleurs, de toutes nationalités en fait une poudrière.

En fait, les travailleurs immigrés ne constitueront pas une poudrière. D'abord parce que la stratégie des Alliés — U.R.S.S. comprise — soudera le peuple allemand à son État et que, dans ces conditions, les travailleurs étrangers ne pourront rien. Mais aussi parce que chaque nationalité se trouve repliée sur elle-même et chaque individu sur lui-même. Les cadres communistes sont absents et la propagande des partis communistes va à l'encontre de la solidarité internationale.

Pour le P.C.F., notamment, comme pour la bourgeoisie gaulliste, la lutte contre la déportation des travailleurs s'intègre à la lutte « patriotique ». « Partir, c'est trahir », déclare par exemple *la Voix du peuple*, contrôlée par le P.C.F. Attaquant les trotskistes, elle précise : *Un seul moyen, une seule méthode : la résistance ; et non celle préconisée par les pantouflards, les trembleurs, prétendant que l'ouvrier partant pour les bagnes hitlériens peut très bien continuer la lutte là-bas en discutant avec les Allemands, en accentuant chez eux leur démoralisation.*

La Vérité engage la polémique contre *la Voix du peuple* :
*Quant aux travailleurs qui partent en Allemagne, eh bien non ; ils n'ont pas choisi la déportation, ils ne cherchent pas de prétexte. Nous leur avons dit et nous leur disons encore : Résistez tant que vous pourrez avec tous vos moyens ! Mais si vous devez partir, alors ne partez pas en vaincus, car là-bas la lutte continue contre vos oppresseurs qui sont aussi les oppresseurs du peuple allemand*¹⁴⁵.

La masse des travailleurs réquisitionnés dans les usines ne peut s'opposer aux réquisitions que par une lutte sur le terrain de la production. Cette lutte de grande envergure a joué — et continue à jouer — un rôle essentiel dans la prise de conscience des travailleurs. Mais, contre la déportation des travailleurs, elle ne peut obtenir que des succès partiels. *La Vérité* le reconnaît :

*Si les premières grèves et les premières résistances collectives n'ont pas donné tout ce qu'on pouvait en attendre, il serait faux de se décourager. Ce mouvement qui a uni le prolétariat dans la lutte a obtenu des succès. Dans de nombreux cas, précis, les listes [de réquisition] ont été annulées et les départs décommandés. Dans l'ensemble, la soi-disant relève s'est considérablement ralentie ces derniers temps. Enfin, la lutte continue dans les usines du Reich... et ce n'est pas là le moindre résultat ni le moins riche d'avenir*¹⁴¹.

Les limites de la résistance aux déportations en Allemagne sont évidentes. Dans leur grande majorité, les travailleurs sont chargés de famille. Pour faire vivre les gosses, ils ont besoin de leur salaire. Quand le mouvement n'a pas obtenu l'annulation des ordres de réquisitions, ils sont contraints de partir. Seule une petite minorité — les jeunes essentiellement — passe à l'illégalité.

Lutte armée et maquis

Avec le Service du travail obligatoire (S.T.O.), en février 1943, la lutte contre la déportation prend un autre caractère. Les jeunes mobilisés par le S.T.O. sont beaucoup plus libres de leurs mouvements. Réfractaires, ils s'enfuient à la campagne comme ouvriers agricoles, dans les forêts comme bûcherons ; ou bien ils campent ou se réfugient dans des fermes isolées. Même s'ils n'ont pas voulu, dès le départ, passer à la lutte armée, ils y sont vite contraints, ne serait-ce que pour se défendre. Ils sont amenés à se constituer en maquis. Les formations de la résistance gaulliste et du P.C.F. n'ont pas à constituer les maquis. Elles se bornent à les organiser, à leur fournir des cadres et des armes. La lutte armée prend un caractère de masse. Charles Tillon écrit à juste titre :

Jusqu'en 1943, les résistants, surtout dans les agglomérations, habi-

taient des domiciles clandestins, à l'exception de quelques groupes de partisans formés lors de la relève de 1942. La multiplication des réfractaires au S.T.O. dans les premiers mois de 1943, par suite de l'institution du Service du travail obligatoire va permettre la création des maquis ¹³³.

Les maquis constituent une force armée populaire, dont l'importance ira croissante. Face aux forces armées de l'impérialisme, du gouvernement réactionnaire et des formations supplétives fascistes et pro-fascistes, ils constituent la seule force armée effective. Dans quel sens s'exercera-t-elle ? Les internationalistes sauront-ils faire de ces maquis (ou d'une partie d'entre eux) une force révolutionnaire ?

Seuls les « ultra-gauches » et le C.C.I. ne s'en préoccupent pas. Dans la presse des premiers (il est vrai très réduite) et dans la littérature et les thèses du C.C.I. on ne trouve aucune allusion aux maquis et aux problèmes qu'ils posent : ils ne correspondent pas aux schémas établis.

La Lutte de classe au contraire pose le problème de l'armement du prolétariat et des maquis. Mais elle le pose de façon théorique : *La bourgeoisie sera en mesure d'imposer au prolétariat tout ce qu'elle voudra, tant qu'elle détiendra le monopole des armes. C'est pourquoi les ouvriers, ne se fiant pas aux phrases de celle-ci, tendront à l'armement du prolétariat* ¹⁴⁶.

L'article continue ainsi :

Les bureaucrates ouvriers de toutes les couleurs qui se sont faits une profession de « la défense des droits des travailleurs » et se sont très bien accommodés de la domination des travailleurs objecteront que l'armement du prolétariat ne pourrait se réaliser que dans une situation « révolutionnaire ». Quand le prolétariat sera en armes, la situation deviendra évidemment révolutionnaire. Mais la volonté inébranlable et farouche des travailleurs de s'armer en tant que classe découle de la situation sans issue où ils ont été plongés par la guerre capitaliste, comme unique garantie de leur vie et de celle de leurs proches.

C'est là une vue théorique. La situation sans issue où ils se trouvent amène, en effet, les jeunes travailleurs à s'armer et, avec eux, les jeunes étudiants, employés ou paysans. Mais, eux seuls pour le moment. Quant aux staliniens et réformistes, ils ne découragent pas cette volonté de s'armer. Ils l'encouragent et s'efforcent avec succès de la canaliser dans le sens de l'union sacrée avec la bourgeoisie. Tel est le vrai problème du maquis.

La Lutte de classe ne l'esquive pas tout à fait : *Armement du prolétariat et lutte de partisans ne constituent pas une seule et même chose ; ils s'opposent même : les luttes des partisans*

menées par une minorité de la classe ouvrière mêlée à des éléments d'autres classes (éléments même anti-prolétariens avoués, réactionnaires et fascistes pro-anglais ou des éléments de l'ancienne armée) ont pour but le soutien militaire des adversaires de l'armée allemande et sont sous le contrôle de partis politiques hostiles à la révolution prolétarienne.

C'est dire que l'orientation des maquis tient non à leur nature (rassemblement des réfractaires) mais au poids des forces politiques qui les contrôlent. *La Lutte de classe* souligne du reste quelle force révolutionnaire potentielle recèlent les maquis :

Toutefois, la minorité de la classe ouvrière qui y participe, si elle garde la foi en la destinée historique du prolétariat qui doit affranchir l'humanité du capitalisme et créer la société socialiste, peut fournir des cadres précieux et expérimentés à la classe ouvrière qui tend de toutes ses forces à cet armement.

Se souvenant de l'exemple de la Commune de Paris (18 mars 1871) qui fut la riposte du peuple parisien contre la bourgeoisie qui essayait de le désarmer, les travailleurs conscients éveilleront dans les cœurs de tous les ouvriers le désir ardent d'être quelque chose en possédant des armes, car suivant le mot célèbre de Blanqui : « Qui a du fer a du pain ! ».

Le Parti ouvrier internationaliste pose d'abord le problème en termes à peu près semblables. L'éditorial de *la Jeune Garde*, en mars 1943, appelle à lutter contre le S.T.O., à peu près de la même manière que contre « la relève » : saboter le départ, organiser la riposte collective, et s'il faut partir, continuer la lutte en Allemagne. Mais, en même temps, elle met l'accent sur les problèmes militaires. L'article de fond « Vive l'Armée rouge des travailleurs du monde » insiste sur la naissance des Gardes rouges en Russie et leur politique de fraternisation avec les troupes allemandes qu'elles combattent en Ukraine. Un article sur les « armées bourgeoises » souligne les faiblesses qui permettent de les désagréger. Enfin, un article sur les « milices ouvrières » se termine ainsi :

Cette fois, l'occupation [des usines] devra faire face aux bandes fascistes de Déat, De Gaulle et Giraud. Attendre la dernière heure pour organiser la lutte serait risquer la défaite. Dès maintenant, il faut que dans chaque entreprise, dans chaque quartier, les ouvriers s'organisent méthodiquement. Il faut s'entraîner par des marches, des exercices de discipline, théorie et maniement d'armes par petits groupes, être prudents mais résolus. Ces noyaux formeront demain la Milice rouge, qui revêtira un caractère de classe. En aucun cas, cette milice ne doit être l'instrument d'un parti, mais l'organe du prolétariat révolutionnaire. Tous les ouvriers révolutionnaires doivent y trouver place sans distinction de tendances. Les chefs

*seront élus à tous les échelons et remplacés en cas de besoin. Expression de la classe ouvrière, ayant ainsi la confiance entière de la masse, la Milice rouge, outil du Front ouvrier révolutionnaire, défendra les usines et les quartiers contre les agressions fascistes et encadrera le prolétariat en lutte pour la prise du pouvoir*¹⁴⁷.

La même ambiguïté subsiste que dans *la Lutte de classe*. La *Jeune Garde* donne une réponse théorique et générale, en appelant le prolétariat à s'armer et à s'organiser dans l'usine. Or cette réponse ne correspond pour le moment ni à l'expérience des masses ouvrières, ni même à leurs possibilités. Les usines ne peuvent pas opposer de front une force armée ouvrière aux forces fascistes. Seuls des noyaux politisés d'ouvriers peuvent être armés. Mais ils interviennent nécessairement de l'extérieur, pour des tâches de protection ; c'est du reste ce que font certains groupes de F.T.P.

Le problème essentiel est esquivé : les réfractaires s'arment et s'organisent militairement : les révolutionnaires pourront-ils unifier leurs luttes avec celles des travailleurs des villes et des campagnes, pour des objectifs socialistes ?

Une tentative avortée de maquis révolutionnaire en Haute-Savoie

Le comité central du P.O.I. s'efforce de répondre à cette préoccupation. Mais il se heurte à des difficultés majeures. Les premières sont théoriques. La stratégie du mouvement trotskiste repose sur une conception internationale (la clé de la révolution est en Allemagne) et s'appuie dans chaque pays sur les villes. Dans cette stratégie, les forces armées axées sur les campagnes et les montagnes ne peuvent jouer qu'un rôle auxiliaire. La seconde difficulté tient au rapport des forces politiques et surtout au fait que, pour l'essentiel, les armes et le ravitaillement sont fournis par les Alliés : non seulement les révolutionnaires agissent à contre-courant mais ils ne peuvent aider matériellement les maquis, à moins de s'inscrire à leur tour dans l'Union sacrée, ce qu'ils ne veulent pas faire.

La troisième difficulté tient aux faiblesses mêmes de l'organisation : il semble impossible de dégager vers les maquis une fraction importante de leurs maigres effectifs. De plus, très peu nombreux sont parmi leurs militants ceux qui ont une expérience militaire : particulièrement une expérience directement utilisable, comme celle de la guerre d'Espagne.

Pourtant, le comité central est conscient de l'importance du problème. Il envoie Yvan Craipeau en zone sud pour prendre contact avec des militants des Auberges de jeunesse qui organisent les réfractaires en Haute-Savoie. L'objectif est de constituer un maquis révolu-

tionnaire et de créer une école de cadres militaires du parti dans la région de Thonon. Les militants ajistes sont des sympathisants de la IV^e Internationale, conscients de la nécessité d'une perspective révolutionnaire. Ils sont d'autant plus prêts à collaborer avec le P.O.I. que les Alliés se refusent alors visiblement à soutenir les réfractaires. L'accord est donc conclu en principe.

La Vérité publie un article de fond qui indique son orientation ¹³³.

En Haute-Savoie, les ouvriers ont fui la pseudo-relève et se sont réfugiés dans la montagne. Un train complet qui devait partir d'Annecy, emportant vers l'Allemagne 530 requis, est resté en gare — 36 partants seulement s'étaient présentés. Beaucoup sont maintenant ramassés à domicile sans préavis, mais un fort pourcentage réussit à s'échapper avec l'aide de toute la population.

Les jeunes entrent en lutte. A Thonon, le tiers des effectifs convoqués se présente à la visite médicale. L'hostilité ne cesse de grandir. Les jeunes gagnent la montagne pour échapper aux réquisitions et se défendre : le premier qui reçoit sa feuille de route avertit les autres et tous montent au chalet déjà garni de ravitaillement et d'armes. Des liaisons s'établissent entre les groupes ; les parents, les amis, toute la population participent à la résistance par l'envoi de vivres, le mutisme complet lors des enquêtes de la police, les quêtes de solidarité.

Les collaborateurs de Vichy ne s'attendaient pas à cela. La police, peu empressée d'obéir aux ordres des nazis, impressionnée par la mort des deux miliciens trop zélés, est du reste impuissante en dehors des routes. En face de ces faits, Laval a essayé de passer un compromis. Ceux qui se sont laissés prendre à ses paroles mielleuses ont appris à leurs dépens ce qu'il en coûte de croire aux promesses du maquignon. Beaucoup ont préféré garder leur liberté, sachant qu'il leur reste à organiser leur résistance, à coordonner leur action, avec toutes les formes de lutte contre l'appareil nazi, à maintenir le contact avec les grévistes des villes et les paysans pillés par les réquisitions.

Et l'impérialisme anglais, en cessant subitement toute propagande de presse et de radio en leur faveur, leur a donné aussi un enseignement profitable. Si la R.A.F. et ses parachutistes n'ont rien fait, alors qu'ils pouvaient les ravitailler en armes, vivres et munitions, c'est que Churchill et sa clique ont peur de favoriser l'extension du mouvement révolutionnaire authentique en Haute-Savoie (de même qu'ils hésitent à débarquer dans un pays où la révolution prolétarienne pourrait accompagner la défaite du fascisme). Les Savoyards inquiètent Churchill comme ils ont fait pour Laval. Qu'importe ! Pour vaincre, les opprimés n'ont besoin que

de leurs propres forces, de leur discipline, de leur unité. Ce qui se passe en Savoie se reproduit déjà dans d'autres régions. Nous apprenons qu'en Limousin par exemple d'autres jeunes ont pris le maquis et mènent la même lutte que les insurgés de Thonon. Ceux de Thonon ont fait la preuve que la lutte doit continuer ici contre la déportation.

En prenant les armes, ils ont montré que la lutte contre la déportation est une lutte révolutionnaire qui ne peut finir que par l'extermination des oppresseurs et des exploiters d'Allemagne, de France et du monde entier.

Les circonstances exceptionnellement favorables qui les ont servis (la montagne, la proximité de la frontière suisse, etc.) ont en même temps indiqué les limites de cette forme de lutte. Ils ont été lâchés par les Anglo-Américains.

Ils n'ont pas été soutenus par le camp de la revanche militaire et le gaullisme réactionnaire (le fameux général Cartier se chauffe toujours les pieds au coin du feu) ; ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur la population locale et sur les ouvriers qui, en France et en Allemagne, mènent la même lutte qu'eux sous d'autres formes.

Les gaullistes et les maquis

Mais *la Vérité* a tort de trop miser sur une situation conjoncturelle : l'absence de soutien politique et matériel de Londres et d'Alger aux maquis. En fait, la bourgeoisie comprend parfaitement l'enjeu. Il s'agit pour elle d'intégrer la lutte des réfractaires à sa propre stratégie politique et militaire.

Cette dernière est simple. Il faut que les masses renoncent à toute initiative et laissent tranquillement l'armée assurer la substitution de « l'ordre » anglo-saxon à l'ordre nazi. Charles Tillon en résume ainsi l'objectif : [...] *les états-majors politiques et militaires de la coalition occidentale, pour leur part, ne vont accorder aux Français que le droit de tout accepter et de tout subir au nom des exigences de la guerre* ¹⁴⁸.

Comme ils visent à empêcher toute explosion révolutionnaire, leur stratégie est exactement le négatif de celle des trotskistes :

1. Comme les nazis, ils cherchent à vider les grands centres de la population. La radio anglaise répète les consignes. Tillon indique comment « le 12 mai 1944 un délégué du Comité français de la libération nationale invite les jeunes à quitter les villes et notamment Paris ».

2. L'application générale de cette consigne à toutes les villes avait

pour objet en réalité de séparer les F.F.I. et les combattants armés de la population civile.

3. Constatant l'impossibilité d'empêcher l'existence d'une armée d'« irréguliers » ils entendent la mettre sous la coupe de l'état-major traditionnel.

Ce que désirait justement le B.R.C.A., c'était faire passer les F.F.I. sous son commandement, les séparer des masses et paralyser l'insurrection populaire ¹⁴⁸.

4. Pour ces raisons, l'état-major refuse les armes aux maquis qui restent hors de son contrôle, ou les lui fournit au compte-gouttes.

5. Enfin, il préfère disposer de grands maquis où peuvent être appliquées les méthodes traditionnelles de combat, où le contrôle de l'état-major s'exerce directement. Tant pis pour le nombre des victimes.

Le Parti communiste, comme nous verrons plus loin ¹⁴⁸, cherche à s'opposer à cette orientation. Mais, ses divergences restent tactiques. Sur l'essentiel, il donne toutes les garanties. Il veut se servir de la pression des forces qu'il contrôle, mais en aucune façon suivre l'exemple yougoslave. L'insurrection qu'il entend préparer est une insurrection « patriotique » qui ne mettra pas en cause l'ordre social. Même rétrospectivement, Charles Tillon le souligne bien. Dans son histoire des F.T.P., pas une ligne n'indique un objectif révolutionnaire. L'idéologie véhiculée dans les F.T.P. est celle du chauvinisme bourgeois (« Mort aux boches ! ») et de la nécessaire union sacrée. L'espoir révolutionnaire n'est entretenu que dans quelques maquis tenus en suspicion, comme ceux de Guingouin dans le Limousin. Contrairement à Tito, le P.C.F. est fidèle à la ligne de Staline et aux accords conclus par lui avec les Alliés. Loin de le combattre, ils se mettent sous la direction du Mikhaïlovitch français, De Gaulle.

Les Alliés contrôlent la situation. Aussi leurs hésitations ne durent-elles que quelques semaines. Ils « soutiendront » les maquis à leur manière et leur fourniront, sélectivement, des armes.

Pour les militants révolutionnaires de Haute-Savoie, cette aide effective, même si elle est médiocre, passe avant leurs sympathies politiques. Les pourparlers pour l'organisation d'un maquis révolutionnaire n'aboutissent finalement pas. Les militants de Haute-Savoie rejoignent les F.T.P., quitte, pour certains, à rester en liaison avec le P.O.I.

Mesures militaires

Au lendemain de cet échec, le 5^e congrès du P.O.I., qui se tient en juin 1943, reste dans le vague sur l'organisation des réfractaires :

Le Front ouvrier oppose à la mobilisation des masses sous le drapeau de l'impérialisme et sous le commandement des officiers réactionnaires, le mot d'ordre de la milice ouvrière et l'armement du prolétariat. Il prend dès maintenant les mesures techniques propres à en assurer la réalisation ¹⁴⁹.

En quoi consistent ces « mesures techniques » ?

D'abord est réorganisé l'appareil militaire du parti. Son objectif immédiat reste de s'emparer des cartes d'alimentation, des papiers et — aux dépens des organismes officiels et fascistes — des fonds nécessaires à l'organisation. Mais un second objectif lui est assigné : constituer l'encadrement de groupes armés dans les villes et les entreprises. Ensuite est approuvée l'édition mensuelle d'un organe de liaison et de propagande dans les maquis et les F.T.P. : *Ohé ! partisans*. Le premier numéro paraît en mai. Il est imprimé sur huit pages et porte en exergue : « Plutôt mourir debout que de vivre à genoux ».

Les thèmes qu'il développe à partir des circonstances concrètes, sont ceux qu'exprime l'article de *la Vérité* : « Réfractaires ! vos armes doivent servir à la libération socialiste de l'Europe » ¹⁵⁰.

Le P.O.I. s'efforcera de coordonner l'action des révolutionnaires au sein des F.T.P., notamment en Haute-Savoie, dans la région parisienne, en Bretagne, dans la Loire et dans l'Oise ¹⁵¹.

Enfin, le P.O.I. doit s'efforcer de créer dans les villes, notamment dans la région parisienne, des groupes de Milice rouge, en récupérant politiquement les groupes armés existants. Mais cette tentative restera vaine. En janvier 1944, en essayant d'établir la liaison avec un de ces groupes — dont les responsables n'ont pas pu venir au rendez-vous parce qu'ils viennent d'être arrêtés — un des dirigeants du P.O.I. est arrêté (Paul Parisot) tandis qu'un autre échappe de justesse, blessé, à la Gestapo française (Yvan Craipeau).

Au début de 1944, les nazis déclenchent une offensive générale contre les maquis. *La Vérité* appelle à les soutenir ¹⁵². L'article souligne que la lutte est engagée entre les opprimés et l'État bourgeois, que dans cette lutte des travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Certes, les gars du maquis ne tomberont pas dans la provocation en engageant des batailles rangées (contrairement à la stratégie de l'état-major d'Alger). Ils adopteront la tactique des partisans ; ils se disperseront devant l'ennemi fasciste pour réapparaître derrière lui.

Mais le danger est considérable. La seule riposte efficace serait de déclencher la grève pour forcer Darnan à « ramener dare-dare ses chiens de garde dans les villes ». Mais les travailleurs ont été démobilisés par des grèves aventuristes. *La Vérité* donne des consignes pour aider les réfractaires et conclut :

Là où Darnan aura dispersé les réfractaires du maquis, ces réfrac-

tares devront se regrouper dans les usines et autour des usines, qui sont les plus solides bastions de la classe ouvrière. Ce sont les usines qu'il faut commencer à armer clandestinement. Ce sont les ouvriers les plus combattifs à qui il faut donner une formation militaire. Lourde tâche qui incombe aux groupes ouvriers des entreprises, où les travailleurs auront à se servir de leurs armes pour leur propre cause.

Ce jour-là, ils régleront leur compte aux tueurs de Darnan, à sa police, à son État... et à son commanditaire, le patronat français.

Résolution du secrétariat européen sur « le mouvement des partisans »

Le secrétariat européen de la IV^e Internationale, en décembre 1943, adopte une orientation semblable à celle du P.O.I., et que reprendra la prochaine conférence européenne.

Devant le caractère, en partie spontané, du mouvement des partisans, expression de la révolte ouverte et inévitable des larges couches travailleuses contre l'impérialisme allemand, et contre l'ordre et l'État de la bourgeoisie indigène qui personnifient à leurs yeux les responsables de leur misère et de leurs souffrances actuelles, les bolcheviks-léninistes sont obligés de prendre en considération cette volonté de lutte des masses et de tâcher, malgré les multiples dangers consécutifs aux formes nationalistes que revêt cette lutte, de l'orienter vers des buts de classe.

Remarquons seulement l'expression « sont obligés » ; qui souligne combien peu les bolcheviks-léninistes ont eu d'initiative dans l'organisation des partisans. La résolution distingue ensuite les mouvements de masse des partisans des « groupes de coups de main montés par des organisations nationalistes ou stalino-patriotiques » dans la période précédente, dont elle souligne le rôle néfaste pour le mouvement révolutionnaire.

Mais une telle attitude [des B.L.] s'est révélée absolument insuffisante chaque fois que le mouvement des partisans a pris un vaste caractère de masse.

Tel a été le cas dans les pays balkaniques, pour des raisons géographiques, économiques et historiques et, en Occident, à partir de la déportation massive de la main-d'œuvre en Allemagne.

Dans cette situation, comme en Yougoslavie le mouvement des partisans peut apporter une aide effective à l'U.R.S.S. (Yougoslavie) et surtout détermine l'entrée dans la vie politique des masses armées ; *mobilisant une partie importante des forces vives de la jeunesse*

ouvrière et petite-bourgeoise ; [la participation des masses] pose de manière brûlante le problème suivant : cette jeunesse ira-t-elle nourrir la révolution ou les forces les plus réactionnaires de l'impérialisme ?

« Ces petites armées », dans le chaos qui vient, peuvent jouer un rôle stratégique décisif.

Chose curieuse, la résolution ne fait qu'une allusion aux armées populaires yougoslaves — qui ne sont plus de « petites armées », à la fin de 1943, après avoir désarmé douze divisions italiennes et qui ont, aux cris de « Mort au fascisme ! Liberté au peuple ! », libéré la plus grande partie du territoire (la Macédoine, la Serbie méridionale et orientale, la Sandjak, le Monténégro, la majeure partie de la Bosnie-Herzégovine, une partie de la Slovénie*. Et cela non seulement contre les divisions allemandes et italiennes, non seulement contre leurs collaborateurs oustachis, mais aussi contre les « tchetniks » nationalistes et pro-anglais de Mikhaïlovitch. Or, en Yougoslavie, comme en Albanie et comme en Grèce même, les partisans rouges ont commencé à régler, militairement, le problème du pouvoir ¹⁵³.

La résolution répond, non aux nécessités de cette lutte des peuples balkaniques, mais bien plutôt à celles de la lutte, plus modeste, des partisans en Occident :

Il faut leur faire comprendre :

— *qu'ils doivent jouer le rôle de détachements armés au service de la révolution prolétarienne, d'avant-garde des milices ouvrières et non de succédané de l'armée impérialiste ;*

— *s'organiser toutes les fois que c'est possible de façon autonome sur une base démocratique, à l'exclusion de tout élément bourgeois ou réactionnaire ;*

— *se constituer dans les rangs des organisations militaires contrôlées par l'union sacrée... en fraction camouflée ayant sa propre discipline...*

— *repousser toute politique d'assassinat des soldats allemands...*

— *soutenir les luttes ouvrières... lier l'action des partisans aux luttes des usines... favoriser la formation des cadres militaires ouvriers et l'armement général des ouvriers et des paysans ;*

— *participer à la lutte de classe dans les campagnes... toute politique de brigandage contre la paysannerie travailleuse devant être impitoyablement châtiée...*

— *organiser la propagande de fraternisation avec les troupes d'occupation et ouvrir leurs rangs aux déserteurs allemands ;*

— *former des militants prolétariens par l'étude du marxisme et par des discussions politiques* ^{153 bis}.

Cette prise de position tardive reste pour l'essentiel théorique. Faute d'avoir voulu (ou d'avoir pu) y engager des forces suffisantes, les

trotskistes resteront extrêmement peu implantés dans les groupes de partisans, en France comme ailleurs.

De plus, les militants du C.C.I. sont plus que réticents à l'égard de cette orientation. La fusion du P.O.I. avec eux en 1944 freinera encore les efforts pour appliquer les consignes internationales. Les conséquences de cet échec seront décisives.

« L'Insurgé » et les maquis

Nous avons souligné les difficultés des militants trotskistes à engager une action dans les maquis en raison de leur stratégie générale qui ne pouvait l'incorporer que de manière marginale.

Mais la stratégie « centriste » qui part au contraire de la Résistance et s'y trouve engagée à fond, aboutit à la même impasse. Les militants du groupe de *l'Insurgé* participent individuellement aux groupes armés et aux maquis. Ils ont organisé leur propre maquis dans la région d'Annecy*.

Théoriquement, *l'Insurgé*, affiche sur les maquis une appréciation voisine de celle de *la Vérité* :

Les maquis représentent en fait un potentiel révolutionnaire considérable. Il s'y trouve une magnifique jeunesse, ardente et courageuse. Il dépend avant tout du mouvement ouvrier, de la politique qu'il entend suivre, de faire de ces jeunes, non de futurs « anciens combattants » à l'image de ceux si facilement dupés de l'autre guerre, non des « réprouvés » à la manière des hommes des corps francs allemands de 1919, mais bien une avant-garde héroïque de la révolution montante ¹⁵⁴.

Il souligne que les maquis ne peuvent jouer ce rôle que s'ils sont liés à l'ensemble du combat populaire, « principalement à l'action revendicative menée par les salariés ». « En dehors de cette condition, notait Lénine en septembre 1906, dans un article consacré à la lutte des partisans, tous les procédés de lutte dans la société bourgeoise... abandonnés à eux-mêmes, au cours spontané des événements, s'usent, se pervertissent, se prostituent ».

D'où le mot d'ordre : « Face à la répression, des maquis à l'usine, un seul maquis ! » ¹⁵⁴

Pour faire passer leur politique, les militants de *l'Insurgé*

* Cf. *Mémorial*, rapport de M.G. Fugère, p. 28.

L'Insurgé du 14 juillet 1943 raconte :

Un de nos correspondants d'Annecy nous informe que, dans le mois de juin, tout n'alla pas très bien pour les autorités italiennes qui voulurent faire connaissance avec la Résistance de cette région. Ils y laissèrent 47 tués... Les résistants eurent 2 tués, transportés à Annecy ; il y a eu à leurs funérailles une foule considérable ; cela prouve la sympathie que la population a pour ceux qui résistent, surtout qu'Annecy était la ville la plus représentative de la Légion.

disposent, apparemment, d'un certain nombre d'atouts. *L'Insurgé* circule non seulement dans le maquis d'Annecy, mais dans les rangs des F.T.P. ou d'autres groupes armés de zone sud, ainsi que le signalent presque toutes les régions dans le *Mémorial*. Or, ils ne parviendront nulle part à infléchir les événements. Les rapports du *Mémorial* ne mentionnent pas une seule ville, ni un seul cas, où leur intervention ait modifié quoi que ce soit dans l'orientation des maquis ou dans leur action, y compris pendant la libération.

Les lecteurs de *L'Insurgé* ne voient dans leur journal qu'une variante du matériel gaulliste. Ses militants restent les otages de la stratégie bourgeoise et stalinienne qui fait des maquis une force auxiliaire de la guerre impérialiste. Malgré les nuances qu'ils apportent à leur participation à l'union sacrée, provisoirement acceptée comme inévitable, ils en restent les prisonniers. A la libération, ils constateront qu'ils en ont été les dupes. « A la libération, notre mouvement fut laissé de côté », écrit amèrement M.G. Fugère.

La tactique ne permet pas de renverser les rapports de forces. Ce sont ces derniers qui commandent en dernière analyse.

La dissolution de l'Internationale communiste

Le 15 mai, tandis que se tient à Washington la conférence « Trident » entre Roosevelt et Churchill, la radio soviétique annonce la dissolution de la III^e Internationale.

La Lutte de classe du 24 mai la commente dans un numéro spécial :

Au moment où la guerre impérialiste mondiale entre dans une phase décisive, une « nouvelle sensationnelle », diffusée depuis quarante-huit heures par toutes les radios, dans toute la presse du globe, y compris les radios et la presse de l'U.R.S.S., remplit de stupéfaction et d'embarras les prolétaires de tous les pays : Staline dissout l'Internationale communiste et recommande à ses membres de subordonner leur action à l'action des gouvernements alliés, dans la lutte contre Hitler.

La propagande de l'Axe s'empresse de qualifier la nouvelle de « bluff » et de « manœuvre grotesque » ; la propagande alliée exalte « l'importance historique » de l'événement.

Staline dissout l'Internationale de Lénine, cédant ainsi à la pression de l'impérialisme américain et anglais. La nouvelle de la dissolution du Komintern a été annoncée tout de suite après la visite du représentant de Roosevelt à Staline et avant la fin de la conférence politico-militaire des Anglo-Américains à Washington...

La Lutte de classe lance un « Appel aux ouvriers communistes » :

En pleine guerre impérialiste, et sous la pression des capitalistes de Londres et de Washington, Staline qui, depuis longtemps avait transformé la III^e Internationale d'instrument de la révolution mondiale socialiste en objet de marchandages diplomatiques, désavoue l'Internationale elle-même en tant qu'instrument d'émancipation de l'humanité de la guerre et de l'oppression.

Quelle est la joie dans le camp de l'impérialisme « démocratique » qui proclame la faillite de l'Internationalisme prolétarien et exalte la patrie « éternelle » (capitaliste)! Et Staline s'empresse de déclarer au correspondant de l'agence Reuter à Moscou que la « dissolution de l'Internationale [...] prépare les voies pour l'association des peuples basée sur l'égalité ».

Mensonges impudents que les prétentions des impérialistes « démocratiques » et de leur valet Staline. Quel est l'ouvrier qui ne sache pas que l'Internationale a été créée précisément non seulement pour l'émancipation du prolétariat de la bourgeoisie, mais aussi, en vue de cette émancipation, pour réaliser l'égalité entre toutes les nations? Quel est le militant communiste qui ne sache pas que le fondement du léninisme, c'est précisément l'incompatibilité du capitalisme actuel (le capitalisme impérialiste des monopoles) avec une « association des peuples basée sur l'égalité »? La guerre impérialiste de 1914-1918 et la présente guerre impérialiste n'ont-elles pas démontré pratiquement cette incompatibilité? La victoire d'un camp impérialiste sur l'autre (victoire alliée en 1918, victoire de Hitler en 1940) peut-elle être autre chose qu'une exploitation renforcée du prolétariat et une oppression des nations les plus faibles par la bourgeoisie, des pays impérialistes les plus forts? Toute notre lutte jusqu'à maintenant n'a-t-elle pas été précisément de démontrer que seul l'internationalisme prolétarien dont l'instrument est l'Internationale peut permettre à chaque exploité d'avoir réellement une patrie à lui? Que la patrie où l'ouvrier est exploité par le capital et où il peut crever de faim, c'est la patrie du capitalisme et non la sienne propre? Que la seule base de l'union fraternelle des peuples ce sont les États-Unis socialistes d'Europe et du monde et non pas des « patries » capitalistes isolées et ennemies? En dissolvant la III^e Internationale soi-disant pour démontrer que le « bolchevisme » ne s'immisce pas dans les affaires des nations, Staline ne passe-t-il pas ainsi dans le camp des calomniateurs de l'internationalisme prolétarien?

Les brigands impérialistes chantent trop tôt victoire. Comme aux siècles passés la monarchie, de nos jours l'internationalisme ne meurt jamais, car la lutte de classes ne s'arrête jamais. A la III^e Internationale morte succède la IV^e Internationale¹⁵⁵.

La Lutte de classe consacre plusieurs numéros à la dissolution de

l'Internationale communiste et à une rétrospective plus théorique « de la I^e à la IV^e »¹⁵⁶.

On retrouve les mêmes thèmes dans les numéros de *la Vérité* : Le 1^{er} novembre 1914, Lénine lançait son premier appel pour la III^e Internationale. Le 15 mai 1943, Staline liquide le Komintern. Rien ne mesure mieux l'abîme qui sépare les deux hommes et les deux politiques [...]

Aujourd'hui, après trois ans d'une seconde guerre mondiale, au moment où commencent à monter à travers le monde les premières vagues d'une nouvelle marée révolutionnaire, Staline brise l'organisation qui devait être l'instrument de l'émancipation des travailleurs. Que Staline en soit réduit à d'aussi monstrueux « compromis », qu'il renonce à la propagande communiste dans le monde au moment même où il autorise la propagande catholique en U.R.S.S., n'est-ce pas le plus terrifiant aveu de faiblesse, le plus redoutable acte d'accusation contre lui-même ? L'impérialisme américain tient l'U.R.S.S. à la gorge¹⁵⁷.

L'Internationale communiste justifiait sa disparition, en disant que les partis communistes, étant devenus majeurs, pouvaient désormais élaborer leur politique sans direction internationale. C'est en vérité le plus misérable des sophismes opportunistes, répond l'éditorial de *la Vérité* : l'Internationale révolutionnaire n'est pas l'addition de partis nationaux indépendants ; elle est un parti mondial ; elle unit la seule classe ouvrière mondiale, le prolétariat, contre l'impérialisme mondial, contre le capitalisme financier, maître mondial de la production et des échanges, responsables de la crise mondiale, fauteur de la guerre mondiale ; elle lutte pour la république mondiale des Soviets, pour la révolution mondiale.

Mais précisément ces objectifs n'étaient plus ceux de l'Internationale communiste. C'est pourquoi elle disparaît, comme la II^e Internationale en 1914.

La Vérité souligne que la bureaucratie soviétique n'en a pas renoncé pour autant « à utiliser les partis communistes dans le jeu diplomatique [...] pour faire pression sur les gouvernements capitalistes ». Mais il s'agit de partis désormais intégrés à leur propre société nationale bourgeoise.

La Vérité s'en prend aux allégations de la presse allemande selon laquelle la IV^e Internationale serait l'organisation de rechange de Staline, qui lui permettrait de poursuivre ses buts de révolution mondiale.

L'heure de la IV^e Internationale a définitivement sonné [...] L'heure est venue pour elle de passer d'une activité purement théorique à la lutte de chaque jour, à la tête des masses, pour la prise du pouvoir.

En juillet, *la Vérité* revient sur les conséquences immédiates de la dissolution :

Le Parti socialiste, membre de l'I.O.S., qui n'a jamais su agir internationalement, en particulier dans la lutte contre la guerre « se félicite de la dissolution du Komintern et voit là le prélude de la collaboration de l'U.R.S.S. à la communauté internationale ; il émet le vœu que le P.C. s'intègre loyalement dans la communauté nationale ». Autrement dit, il veut bien oublier « l'agitation démagogique », le pacte germano-russe, du moment que le P.C. renonce à la révolution.

Cependant, les ouvriers communistes ne sont pas partout du même avis ; les discussions sont violentes, en particulier dans les partis légaux ; il en est ainsi en Angleterre et en Suède. En Suisse, la scission est presque un fait accompli chez les staliniens et les staliniens : autour de Nicolle se groupent les opportunistes qui approuvent la dissolution ; autour de Grimm, organisateur de Zimmerwald, ceux qui voient en elle une trahison ; Humbert-Droz, ancien membre de l'exécutif de l'I.C. quitte le P.C. suisse et adhère au P.S. Le P.C. australien qui, en 1939, fit le front unique avec nos camarades, vient de désavouer Staline, de même que le Parti socialiste unifié de Catalogne (qui adhérait à la III^e Internationale). Ce ne sont que les premiers échos de la crise qui bientôt balayera le stalinisme comme une idéologie étrangère au prolétariat ¹⁵⁸.

La Lutte de classe et la Vérité surestimaient les remous que la dissolution de l'Internationale pouvait entraîner au sein du Parti communiste. La nouvelle ne pouvait bouleverser qu'une petite minorité de vieux militants, pour lesquels l'Internationale signifiait quelque chose. Pour l'immense majorité « l'internationalisme prolétarien » s'identifiait avec la « défense de l'U.R.S.S. », c'est-à-dire avec la politique de ses dirigeants. De plus en plus, cette « défense de l'U.R.S.S. » leur apparaissait comme un élément nécessaire (et complémentaire) de leur propre lutte « patriotique », « nationale ». La dissolution de cette Internationale, muette depuis si longtemps, allait dans le sens de l'idéologie nationaliste qui devenait de plus en plus la leur, à mesure que leur parti recrutait sur cette base.*

* En fait, cette concession de Staline n'en était pas une. Ce n'est pas un hasard si Staline avait réduit au silence l'Internationale depuis huit ans. La bureaucratie soviétique ne renonçait pas à l'Internationale et à la révolution prolétarienne, sous la pression de l'impérialisme. Elle n'en voulait pas plus que lui. Il y a beau temps que pour elle, l'« internationalisme » signifiait la subordination à ses propres intérêts nationalistes, et que cette subordination s'exerçait en direct par son propre appareil politique, et non plus par l'ombre de l'Internationale. A la révolution prolétarienne, elle substituait sa politique d'expansion territoriale. Le fantôme de l'Internationale le gênait tout autant que ses alliés. La démonstration en fut donnée au lendemain de la guerre. Puissamment renforcée, ceinturée d'Etats satellites, la bureaucratie soviétique ne ressuscita jamais l'Internationale. Le « Kominform » réduit lui-même à une organisation de prise de contacts, ne

Dans les prisons et les camps

Le P.O.I. s'efforce toujours de réaliser l'unité d'action avec les travailleurs communistes. En juin 1943, par exemple, dans une « lettre à un ouvrier communiste », il reprend le mot d'ordre de « comités populaires », lancé par le P.C. dans les entreprises et propose de le mettre en œuvre en commun, en y associant les travailleurs de toutes tendances et les ouvriers inorganisés les plus combattifs, sur un plan de classe.

Si un comité populaire d'entreprise n'est rien d'autre que la cellule de ton parti, il perd sa raison et ne répond plus aux directives que tes propres chefs ont tracées. Donc, il s'agit d'abord de faire ensemble un véritable comité populaire. C'est-à-dire non seulement d'en ouvrir les portes aux représentants des organisations ouvrières, mais encore aux ouvriers de l'entreprise qui ne sont pas encore organisés, ni politiquement, ni syndicalement.

Ces problèmes sont ceux de toute la classe ouvrière. Il faut que les meilleurs militants, sans distinction de parti, se retrouvent pour en discuter. Toi et nous, d'autres encore, nous devons en discuter ensemble dans les comités populaires et chercher ensemble des solutions pratiques à tous les problèmes de la lutte quotidienne.

Mais le fossé qui s'élargit entre les deux orientations rend pratiquement impossible l'unité d'action. Précisément c'est la discussion politique que la direction du P.C.F. veut empêcher, et elle le fait en généralisant la violence dans les rapports avec les « trotskistes ».

Cette violence s'exerce avec le plus d'âpreté là où semble s'imposer le plus la solidarité : dans les prisons et les camps de concentration*. Demazière raconte comment elle détruit un vieux camarade, alors seul détenu trotskiste à la prison de Puy-en-Velay, Maurice Ségal (Salini) :

Les staliniens ont reçu de l'extérieur l'ordre de mettre les trotskistes à l'index. Plein succès pour la discipline. Dans la chambrée, même ses plus vieux camarades, ceux avec qui il est en cellule depuis des mois, ne lui adressent plus la parole. Ils ne partagent pas leurs paquets avec lui et n'acceptent rien de lui. Il est défendu de lui donner du feu. Devant les geôliers, la consigne de ses compagnons de prison est d'ignorer sa présence et de l'exclure tacitement de la communauté. Le premier jour, il a demandé à l'un de ses compa-

... le jour que sur l'insistance des Yougoslaves et fut liquidé dès que la rupture avec eux l'eut rendu superflu. C'est l'appareil d'Etat soviétique lui-même, son armée et sa diplomatie, qui établissait la subordination des forces satellites à sa politique.

* Voir « La quarantaine anti-trotskyiste au camp de Chateaubriant ».

gnons, un paysan limousin avec lequel il avait été en bons rapports, la raison de cette attitude nouvelle. Le vieux a attendu qu'ils fussent seuls pour lui répondre (et après il ne lui a plus adressé la parole) : « Ce sont les ordres ». Les responsables de la collectivité sont allés demander au directeur de la prison de l'enlever de leur chambrée : « C'est un trotskiste ; ce n'est pas un patriote ». C'est tout, Salini n'a pas eu envie de rire. Il ne mange plus, il ne se tient plus debout ; souvent il a senti sa raison vaciller ; on se demande comme cela aurait fini si les autres n'étaient pas arrivés ¹⁵⁹.

Effectivement, quatre autres militants trotskistes — de Marseille et de Lyon — sont transférés à la même prison — parmi lesquels Blasco :

Blasco en a vu bien d'autres, écrit Demazière. *Lui, il a sauvé sa peau des mains des staliniens presque autant de fois que de celles des fascistes.*

Désormais les deux communautés peuvent vivre côte à côte en s'ignorant.

Dans les camps de concentration, les choses vont un peu autrement. Il est difficile d'évaluer le nombre de déportés trotskistes qui s'y trouvent. Sans doute plus d'une centaine à la fin de l'année 1943.

Les trotskistes sont d'ailleurs parmi les premiers à donner des nouvelles du camp d'Auschwitz. Un ouvrier qui est parvenu à s'en évader — ce qui est extrêmement rare — fournit un rapport complet, sec et sans phrases, que publie *la Vérité* « Il y a un Krematorium » ¹⁶⁰.

Le député communiste Grenier en donnera du reste de larges extraits à la radio de Londres, (sans référence bien sûr) mais en éliminant tout ce qui mentionnait la présence d'Allemands dans le camp : *Fernand Grenier a simplement expurgé ce texte de tout ce qui pouvait gêner la propagande empoisonnée du chauvinisme. Il a passé sous silence le fait, indiqué par l'ouvrier rédacteur du texte, que des Allemands se trouvent aussi à Auschwitz. Grenier ne veut pas qu'il soit dit que le peuple allemand est aussi un peuple opprimé et qu'une révolution véritable ne peut être préparée qu'en commun par tous les opprimés et exploités* ¹⁴².

Dans les camps, les communistes allemands collaborent parfois avec les trotskistes, dont ils apprécient l'internationalisme. C'est ce que montre *les Jours de notre mort* de David Rousset, où l'on voit agir, généralement sous leurs prénoms réels, une dizaine de militants trotskistes (Roland, Philippe, Marcel, Armand, etc.). Les conditions atroces où se trouvent les détenus ne permettent pas toujours aux staliniens français de mettre en pratique la quarantaine. Certains détenus trotskistes, comme l'ouvrier Roland Filiâtre, ont du reste un tel rayonnement et une telle autorité qu'ils sont inattaquables.

A certains, dont on ignore l'organisation, les staliniens ont même

confié des responsabilités dans l'appareil politique du camp. C'est ce qui arrive à Armand (Beaufrère), à Buchenwald. Mais un jour, Armand fait une allusion à *l'Histoire de la révolution russe* de Trotski. Et même il suggère la nécessité d'une nouvelle Internationale :

Ici, à Buchenwald, notre expérience quotidienne pose le problème de l'internationalisme. Nous avons affaire à toute l'Europe. Et le problème de la fin, ici, comment toute cette saloperie finira, pose le problème d'une action internationale.

— *Sans doute, mais pas nécessairement de la IV^e Internationale, répond le responsable stalinien. La discussion tourne court. Armand est exclu de toute responsabilité* ¹⁶¹.

Dans les camps, l'hostilité contre les trotskistes ne se borne pas toujours à une exclusion. Là où les staliniens disposent d'une parcelle de pouvoir, ils en profitent pour mettre leurs adversaires sur les listes des transports. Ainsi à Buchenwald, des militants trotskistes ont accusé un stalinien d'avoir dénoncé ses camarades à la Gestapo. Une enquête ultérieure confirmera cette accusation. Mais entre temps les staliniens ont fait envoyer les trotskistes à Dora, les mines de sel dont on revient rarement. Les divergences peuvent entraîner la mort.

L'assassinat de Blasco et de ses camarades

Il arrive qu'elles déterminent l'assassinat pur et simple. Et la mort côtoie la fraternité. Nous avons vu qu'à la prison du Puy-en-Velay se trouvent, en été 1943, cinq détenus trotskistes : Salini (Maurice Ségal), Albert Demazière (Granet), Jean Reboul, Abraham Sadek (de Lyon) et Pietro Tresso (Blasco). Pietro Tresso est un des fondateurs du Parti communiste italien, ami de Gramsci naguère, membre du bureau politique, responsable du travail illégal en Italie. En 1930, il a rompu avec la fraction stalinienne de Togliatti (Ercoli) et rejoint l'opposition de gauche. C'est un combattant prolétarien remarquable, aussi bien par son humanité que par son intelligence et son courage.

Il a été condamné en 1942 par le tribunal de Vichy à dix ans de travaux forcés. En 1943, il a cinquante ans. Une tentative pour le faire évader a échoué.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre 1943, les partisans de la région effectuent un coup de main sur la prison du Puy pour en délivrer les 90 prisonniers politiques. Ils ont décidé de délivrer aussi les trotskistes (Demazière avait du reste indiqué dans son premier rapport la présence d'un militant trotskiste parmi les maquisards). *La Vérité* donne de ce coup de main, un compte rendu chaleureux ¹⁶². Voici le récit qu'en fait plus tard Demazière :

Un soir il entend du bruit. Granet — murmure une voix — il se lève

doucement et s'approche de la porte. Dans l'entrebaillement, il distingue le visage de Chapelle, un jeune homme plutôt sympathique, récemment arrivé en prison. « Ce soir, on quitte le camp. Habillez-vous en silence, l'un après l'autre, puis recouchez-vous sous une couverture. Rassemblez vos affaires et faites un paquet de vos provisions. Rien d'autre. Quand vous entendrez onze heures, soyez prêts. Quelqu'un frappera à la porte, alors mettez-vous en file indienne et attendez. Bonne chance ! ».

Granet écoute en silence et ne pose pas de questions. Si les bruits d'une évasion sont parvenus jusqu'à eux, une provocation des gardiens est aussi chose possible. N'y a-t-il pas depuis deux mois des G.M.R. dans la cour de la prison, deux postes de trois hommes chacun, armés de mitraillettes ?

L'un après l'autre, les hommes se lèvent, s'habillent, roulent leurs couvertures, s'étendent de nouveau. Le dernier à se lever, Salini, l'économiste de la cellule, a fait quatre parts du sucre qui reste... Neuf heures, dix heures... Dans la cellule et partout c'est le silence : l'espoir de la liberté est entré dans la prison. Ni enthousiasme ni grande anxiété... A travers les barreaux, Reboul surveille la cour. Il murmure à ses compagnons : « Ils vérifient leurs mitraillettes » ; on entend le cliquetis du métal. Les G.M.R. seraient-ils en état d'alarme ? Granet entend enfin sonner onze heures. Ils se lèvent tous les quatre et Granet colle son oreille à la porte. D'abord un bruissement, puis le bruit d'une porte, de deux portes qui s'ouvrent. Pas furtifs sur les marches d'escalier qui conduisent au premier étage. Granet compte mentalement pour mesurer le temps. Arrivé à 700, il entend de nouveau un bruit de pas, toujours furtifs, aucun doute, des pieds chaussés d'espadrilles, des pieds de camarades... Le loquet est tiré et une voix appelle : « Etes-vous prêts ? » S'ils sont prêts !... L'une après l'autre, les portes de toutes les cellules s'ouvrent comme dans le final d'un ballet. Les prisonniers sortent, pâles, barbus, la tête rasée, hilares et silencieux. Le ballet se termine quand les occupants d'une aile semblent aller à la rencontre des occupants d'en face. En haut, sur le pont, Granet reconnaît Sadek, un camarade du parti, qui, mitraillette au poing, surveille les opérations. Personne ne parle. Granet suppose que le personnel de la prison n'est pas encore neutralisé. Il a raison : voici qu'arrivent sous bonne escorte, revolvers aux reins, un, deux, trois, quatre géoliers. Le directeur ferme le rang. Tête nue, livide, il a enfilé sa vareuse sur son pyjama ridicule. Tous ces messieurs sont à leur tour enfermés sans qu'aucun ait éprouvé le besoin de faire un commentaire. Puis la langue des prisonniers se déraille brusquement. Les groupes, jusqu'alors immobiles devant les cellules, se disloquent. Radieux, Granet court embrasser Blasco qu'il n'a pas revu depuis leur transfert dans cette

prison. Il serre des mains, beaucoup de mains qui se tendent. Il apprend que les maquisards entourent la prison et font bonne garde.

[...] Granet revoit bientôt Marval en étrange équipage : les bras chargés d'armes diverses. Le temps de choisir, puis il tend à Granet un revolver de gendarme avec ceinturon et tout...

Enfin on part. Un à un les évadés passent le seuil au-delà duquel, dans l'obscurité, une chaîne de partisans leur montre le chemin à suivre pour arriver à la route et aux camions. Sans le voir, Granet sent Blasco à sa gauche, devant lui, il devine le pas de Reboul. Puis brusquement, les masses sombres de camions sont à la portée de leurs mains.*

Les prisonniers sont séparés — et, parmi eux, les militants trotskistes. Un jour, Demazière et deux militants du P.C.F. s'égarent et ne retrouvent pas leur maquis. Aidé par des instituteurs résistants de l'Ardèche, puis par la Résistance de la Drôme qui lui fournit de faux papiers, Demazière peut passer la ligne de démarcation et revenir à Paris prendre sa place dans le parti.

Quant aux autres, ils sont restés au maquis de Queyrière dont le chef est Vial (Massat), qui sera membre du comité central du P.C.F.**. Un vieux cultivateur dit son étonnement :

J'ai vu arriver les évadés. Ils avaient la barbe longue et les pieds ensanglantés et ils étaient morts de fatigue. J'ai été surpris de voir que les jeunes gens qui se trouvaient depuis quelques temps au maquis les recevaient et les accompagnaient revolver au poing. Drôle de façon de recevoir ¹⁵⁹.

Le docteur Schmirer, militant socialiste de la résistance écrit : *Comme vous le savez, j'ai appris par pur hasard d'un partisan des F.T.P. de retour de la Haute-Loire que Tresso se trouvait dans ce maquis avec un certain nombre de ses anciens compagnons de prison. Il continuait à être considéré, dans ce maquis, comme suspect et traité comme un prisonnier. J'avais alors prié ce camarade et également un membre de la direction du M.L.N. de tenter d'obtenir sa libération, mais je ne crois pas qu'ils aient pu réussir dans leur projet ¹⁵⁹.*

Divers témoignages indiquent qu'au maquis, Tresso était malade des poumons. Parmi eux, celui de Marc Bloch qui, peu de temps avant d'avoir été fusillé par la Gestapo, avait visité les camps de la région. Selon un article de la revue du P.C. italien *Rinascita*, c'est ainsi que

* Demazière parle de lui à la troisième personne sous son pseudonyme de Granet.

** *Blasco* : Massat sera éliminé du comité central du P.C.F. après l'évocation de la mort de Tresso (Blasco), en 1964, par *Rinascita*, organe du P.C. italien. Ce n'est peut-être pas pure coïncidence. Demazière signale la présence à Queyrière d'un autre responsable du P.C.F., Jean Burles, également évadé du Puy, et plus tard membre du comité central. Demazière l'ayant rencontré vingt-cinq ans plus tard, Burles aurait affirmé n'avoir jamais entendu parlé de Blasco.

les communistes français auraient expliqué la mort de Blasco à un responsable communiste italien.

Mais les autres trotskistes du camp ont également disparu sans laisser de trace : Sadek, Reboul, Salini. Tous ne sont pas morts d'une maladie de poumon.

De toute évidence, la seule explication sérieuse est apportée par le témoignage du commissaire de police du Puy en 1945 ; témoignage qui coïncide du reste avec ce que disaient les gens de la région :

Il s'agit de trotskistes. Ils ont été exécutés comme traîtres. Le commissaire de police du Puy de cette époque-là était au courant.*

C'est ainsi qu'ont été assassinés par les staliniens — et certainement pas sans ordres supérieurs — d'irréprochables militants prolétariens, dont Blasco. Ils ne seront pas les seuls révolutionnaires victimes de la haine stalinienne. Mais, ces crimes ne sont pas connus des militants trotskistes en 1943.

Le V^e congrès du Parti ouvrier internationaliste

En juin 1943, conformément au mandat de la conférence nationale de janvier, est réuni le congrès du P.O.I. Renouant avec la tradition des quatre congrès du P.O.I. avant la guerre, le congrès se déclare « cinquième congrès ».

Plus d'une trentaine de délégués des régions sont conduits dans une maison isolée de la vallée du Grand Morin. En l'absence de Marcel Hic et Roland Filiâtre, la direction nationale est représentée par Craipeau, Gibelin, Rousset et Swann ; le secrétariat international par Raptis. Deux observateurs du C.C.I. assistent aux débats.

Compte tenu des conditions de l'illégalité, le P.O.I. dispose alors de forces qui ne sont pas négligeables. Son effort de propagande est assez remarquable. Ses deux imprimeries centrales ne chôment pas. *La Vérité* paraît régulièrement : seize numéros imprimés en 1943, tantôt sur deux pages grand format, tantôt sur huit pages petit format, sans compter deux numéros ronéotés. En plus sont imprimés diverses publications, des tracts, des brochures et une revue.

Quatre numéros de *la Jeune Garde* sont parus jusqu'en juin 1943. C'est l'organe de propagande dans la jeunesse — l'organisation, essentiellement composée de jeunes, n'a pas de mouvement spécifique de jeunesse. Le numéro de juin, qui titre « Socialisme ou barbarie, il faut choisir » donne le ton de cette propagande. Voici la conclusion de l'article : « Le Chemin de l'espoir » :

Devant toi, mon camarade, deux solutions : Barbarie ou socialisme, c'est-à-dire misère et guerre, ou bien abondance et liberté. A toi de

* Cf. note page précédente.

choisir ! « *La jeunesse, a écrit Karl Liebknecht, est la flamme de la Révolution* ». Cette flamme ne s'est jamais éteinte. Toutes les défaites et toutes les déceptions ne l'ont pas rendue moins claire, moins brillante. La flamme du dévouement et du sacrifice à la révolution éclaire le chemin qui mène à la libération totale de l'humanité, c'est-à-dire au socialisme. La révolution réclame toutes tes forces, ton dévouement total. Avec tes frères de classe, tu dois lutter pour réaliser l'union internationale de tous les jeunes révolutionnaires, gage de la victoire prolétarienne dans le monde.

Nous avons vu que, depuis le mois de mai a commencé à paraître *Ohé partisans !*, édité par un groupe de francs-tireurs et partisans, dont le congrès approuvera la publication.

Sur le plan théorique, l'effort n'est guère moindre. *Quatrième Internationale* paraît très espacée — imprimée sur dix à vingt pages (deux numéros en 1943) parce qu'a été imprimée une *Anthologie des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* dont le rappel paraît essentiel après la dissolution du Komintern.

Sont encore imprimés : des brochures, un tract pour les étudiants sur les incidents de Clermont-Ferrand, à partir de janvier 1944 : *la Lutte des cheminots*.

Le reste du matériel est ronéoté. Une quinzaine de journaux sont édités par les régions. Trois seulement publient des organes de parti : *la Lutte ouvrière* (région parisienne), *Octobre* (Sud-Ouest), *Demain* (Mazamet). Les autres régions publient des organes du Front ouvrier sous ce titre : *Front ouvrier* de Bretagne, de l'Atlantique, de Toulouse, d'Albi, de Pau, de Castres, de Lyon, de Marseille, de Clermont, etc.

De nombreux tracts sont édités pour les entreprises, ou à l'occasion d'événements particuliers. Enfin le P.O.I. édite deux journaux en direction des soldats allemands : *Der Arbeiter*, ronéoté à Brest et *Arbeiter und Soldat* ronéoté ou imprimé à Paris*.

Ce tableau succinct permet de se faire une idée de la représentation au congrès. Il y manque deux régions essentielles : le Nord (le P.O.I. n'y est pas organisé au nord de Beauvais), et l'Est (où il est totalement absent).

La Vérité analyse ainsi les objectifs du congrès :
A l'occasion du 7^e anniversaire de l'inoubliable mouvement de juin 1936, qui est aussi le septième anniversaire de sa fondation, le Parti

* Une des rares collections complètes est celle d'*Octobre*. Il ne reste que quelques numéros du *Front ouvrier* de Bretagne, souvent cité par *la Vérité*, seulement des numéros de 1944, pour les régions de Toulouse, Pau, Albi, Castres et de l'Atlantique, plus rien de Marseille, Clermont et Lyon (alors qu'en 1945, le *Front ouvrier* imprimé prendra la succession du *Front ouvrier* de Lyon). Il ne reste plus trace des journaux ronéotés d'entreprises, seulement les tracts édités centralement : pour les étudiants, deux « lettres à un ouvrier communiste », *der Arbeiter* est perdu. *Arbeiter und Soldat* n'est conservé que pour 1944. Des citations de ces diverses publications apparaissent çà et là dans *la Vérité*.

ouvrier internationaliste a tenu, dans une ville de France, son V^e congrès. Malgré les conditions de l'illégalité, un nombre important de délégués, venus de toutes les régions du pays, y assistaient. Seul de tous les partis illégaux, le P.O.I., au lieu de promettre pour le futur la démocratie, l'organise pour le présent dans ses propres rangs. Et ce n'est pas un hasard : c'est justement parce qu'il lutte pour le seul gouvernement qui puisse être véritablement démocratique, le gouvernement des comités d'ouvriers et de paysans, parce qu'il est le seul qui défend sincèrement les aspirations profondes des masses, que le P.O.I. peut être un parti démocratique. Unir les rangs du prolétariat de la ville et des champs, ressouder dans les luttes d'aujourd'hui le front ouvrier, profiter de la période de liquidation de la guerre, pour reprendre la lutte interrompue en juin 1936, la mener jusqu'au triomphe des États-Unis socialistes du monde et, pour cela, construire la IV^e Internationale, faire du P.O.I. un parti révolutionnaire capable de diriger les luttes décisives qui s'annoncent, telles ont été les préoccupations essentielles du congrès. C'est celles que résume le manifeste adopté à l'unanimité en conclusion des débats ¹⁶³.

Ce manifeste constate que l'heure de la débâcle a sonné pour les forces de l'Axe et affirme que cette débâcle doit ouvrir la voie au socialisme. Pour cela, il faut souder le front ouvrier, opposer : « A la mobilisation des masses sous le commandement des officiers réactionnaires, le mot d'ordre de la milice ouvrière et de l'armement du prolétariat ».

En cas de débarquement, il appelle à la mobilisation de la classe ouvrière, à la formation d'un front commun entre les organisations politiques et syndicales librement formées par les travailleurs, à la libération des prisons et des camps, à l'élection de comités de masses, à l'élaboration d'une constitution socialiste par un conseil national de leurs délégués et à l'élection d'un gouvernement ouvrier et paysan, qui déclarera la paix aux prolétaires du monde.

Si ce manifeste est adopté à l'unanimité après cinq jours de débats, c'est d'abord qu'il constitue une synthèse. Hic en a préparé le projet : il prend en charge les mots d'ordre démocratiques et nationaux, mais élimine les équivoques qui marquaient les thèses antérieures sur la question nationale. C'est ensuite qu'il reste général sur plusieurs questions où subsistent des divergences, comme l'importance du mouvement des partisans.

Tous n'apprécient pas de même manière l'urgence et les possibilités immédiates du regroupement avec le C.C.I. Certains, dont Hic, craignent que les positions politiques du C.C.I. ne stérilisent l'action du parti ; pour eux, le regroupement nécessite une autocritique préalable et le ralliement à l'orientation de l'Internationale.

Tous pourtant sont d'accord pour y travailler politiquement. Le congrès confond dans un même salut fraternel les militants du parti ou de l'Internationale, assassinés ou frappés par la répression, ceux du R.S.A.P. hollandais ou du P.P.A., et le « camarade Pierre Frank, fondateur de la Ligue communiste, emprisonné par l'impérialisme anglais pour son passé révolutionnaire ». Le manifeste fait appel, pour construire le parti révolutionnaire, aux militants d'avant-garde qui ont « voulu rester fidèles au drapeau du bolchevisme-léninisme » et pour lesquels « sonne l'heure de reprendre [leur] place dans le combat révolutionnaire ». Concrètement, des mesures sont prises pour accélérer les discussions avec le C.C.I. et le groupe Octobre.

CHAPITRE VII

Premiers craquements en Europe

L'effondrement du fascisme et la révolution en Italie

L'analyse internationale présentée par D. Rousset au 5^e congrès du P.O.I. se vérifie dès le mois suivant : l'Axe craque en son maillon le plus faible, le fascisme italien. L'événement n'était pas inattendu.

Dès le 1^{er} mars, *la Vérité* signale la crise du fascisme : *Mussolini semble avoir juré de se ridiculiser. Il veut sans doute quitter la scène sous les rires, espérant ainsi qu'on lui pardonnera. Hitler ayant décidé la mobilisation totale de 16 à 60 ans, Mussolini a immédiatement décrété la même mobilisation en Italie, de 14 à 70 ans ! Cependant, toutes les classes mobilisables ne sont pas appelées, car le moral italien est si mauvais qu'une mobilisation générale serait un danger pour le régime et pour l'Axe.*

Le cabinet italien vient d'être renouvelé. Tous les ministres en ont été débarqués. Le Parizer Zeitung nous explique que cela arrive régulièrement en Italie, que ça s'appelle même « la relève de la garde », et qu'il ne faut pas y faire attention.

En réalité, le débarquement de Ciano, qui vient d'être nommé ambassadeur au Vatican, suffit à donner son sens à l'opération. Le nouveau gouvernement où Mussolini a pris la direction des Affaires étrangères, dont le sous-secrétaire d'État est un ancien ambassadeur à Londres, est un cabinet de compromis. Ce remaniement constitue une avance à l'Angleterre. S'est-il fait avec l'assentiment de l'Allemagne ¹⁶⁴ ?

La Vérité s'est trompée sur les positions respectives des hauts dignitaires fascistes. En fait, ce sont les partisans du compromis qui ont été éliminés : Ciano, le gendre de Mussolini, qui avait été l'artisan de la politique axiste, avait été au contraire le premier à cesser de miser sur l'Axe, et à soutenir la paix de compromis réclamée par la bourgeoisie italienne. Mais, sur l'essentiel, l'analyse est juste. Le

changement d'équipe souligne la crise extrême du fascisme. Il ne réussit pas à l'enrayer.

Fin mars, 50 000 ouvriers de Turin se mettent en grève pour l'obtention d'une prime de bombardement ; leur triomphe ressuscite la confiance en l'action de classe ; après la grève des ouvriers du port, à Trieste, c'est un mouvement général en Italie du Nord contre le travail de nuit dans les régions menacées de bombardement, mouvement qui triomphe à son tour. Les concessions ne calment pas la classe ouvrière ; de nouvelles grèves surgissent ; partout, des manifestations ont lieu contre la guerre. La bourgeoisie italienne prend peur. Depuis longtemps elle songeait à se débarrasser de Mussolini et de sa politique d'alliance avec l'Allemagne. Ces événements lui servent de prétexte¹⁶⁵.

En vain, le nouveau gouvernement essaye de jeter du lest, de rallier la bourgeoisie et de mettre une sourdine à l'activité du mouvement fasciste.

Le 20 juin, *la Vérité* annonce l'imminence de la chute de Mussolini :

Comme il fallait s'y attendre, les défaites d'Afrique n'ont guère renforcé la popularité du fascisme en Italie. Les soldats de la péninsule en ont assez et l'armée italienne de 1943 ressemble quelque peu à l'armée française de 1940.

En face du mécontentement des masses, le gouvernement procède à la liquidation du rôle dirigeant du Parti fasciste : le port de la chemise noire, même sous les vêtements, est interdit aux militants les jours de travail.

Scorza, nouveau secrétaire du parti, a dissous par décret les bureaux s'occupant des tâches d'exécution politique ou de contrôle économique, remplaçant chacun d'eux par un fonctionnaire. Dans un récent discours, il s'est élevé contre « les attaques inspirées du marxisme contre la bourgeoisie, classe du peuple italien ». En même temps, le Gionarle d'Italia a défendu la bourgeoisie italienne et le rôle joué par elle dans la réalisation de l'unité du pays. Il n'y a pas si longtemps que le fascisme, démagogiquement, s'en prenait à « l'esprit bourgeois ». Aujourd'hui, le prolétariat l'ayant abandonné, il se jette dans les bras de la bourgeoisie qui, seule, peut lui être fidèle : il fait appel à elle contre la révolution qui monte [...]. Celle-ci est en bonne voie. L'écroulement du fascisme sera en même temps celui du capitalisme italien et l'avènement d'une république socialiste au-delà des Alpes. Au fait, n'est-ce pas pour cela que les Américains ne semblent pas pressés de débarquer en Italie et que Churchill, dans son dernier discours du 23 mai, a explicitement proposé un compromis à la bourgeoisie italienne¹⁶⁶ ?

Les événements se précipitent brusquement. Le 10 juillet, la

VII^e armée américaine et la VIII^e armée britannique débarquent en Sicile avec 80 000 hommes et 300 chars. Immédiatement le Führer et le Duce se rencontrent à Vérone. Le grand état-major allemand a réussi à convaincre Hitler de la nécessité de raccourcir son front en repliant les troupes au nord de Rome. Convoqué d'urgence, le 24 juillet, le grand conseil fasciste — Ciano en tête — refuse de se plier aux injonctions allemandes. Mussolini est arrêté et emprisonné. Le roi confie le pouvoir au général Badoglio. Ce dernier va jouer double jeu pendant six semaines, déclarant sa fidélité à l'alliance allemande tandis qu'il négocie avec les Alliés.

Le 30 juillet, un article de *la Vérité*, rédigé avant les événements appelle à tendre les mains aux ouvriers allemands et italiens : *Déjà les grèves et les manifestations de rue se multiplient. Et puisqu'en Sicile le général Alexander protège les fascistes contre les fureurs de la foule, la révolution italienne devra passer sur le corps des fascistes et de leurs défenseurs alliés.*

En dernière heure, le journal imprime la nouvelle de la chute de Mussolini :

Le peuple italien célèbre avec une joie indescriptible la chute du Duce. A Milan, la foule a envahi le fascio. A Naples, Turin, dans toute l'Italie, des manifestations de masse se déroulent aux cris de « La paix ! A bas Hitler ! Mort à Mussolini ! » On envahit le palais de Venise. On défascise le nom des rues. Batailles entre l'armée et les chemises noires.

*Pendant que monte ainsi la révolution italienne, Londres s'inquiète uniquement de savoir si Badoglio est capable de « maintenir l'ordre ! »*¹⁶⁷

En même temps que le numéro imprimé, paraît, le 30 juillet, en un numéro spécial ronéoté, le manifeste du secrétariat européen de la IV^e Internationale : « Ouvriers, paysans, et soldats italiens ! »¹⁶⁸ : [...] *La bourgeoisie italienne s'est débarrassée du fascisme en 24 heures, comme on met à la porte un valet menteur et voleur. Elle a montré qu'elle était prête à signer un compromis pourvu que soit préservé son droit au profit. Mais, tant que subsistera la domination de la bourgeoisie, tant que la Montecetini et Anselde, tant que la Fiat et les agrariens resteront les maîtres de l'Italie, tant que les généraux et les politiciens gouverneront en leur nom, rien ne sera changé pour le peuple italien.*

Le manifeste appelle les travailleurs à l'action pour le châtement des chefs fascistes, la démobilisation de l'armée, la libération immédiate des prisonniers, la liberté d'organisation, la libre parution de la presse ouvrière, la convocation d'une Convention nationale — c'est-à-dire pour les libertés démocratiques.

Il convie à l'action pour l'augmentation générale des salaires, la conquête du droit syndical et du droit de grève.

Il pose l'exigence d'une paix sans indemnités ni annexion.

Enfin il propose aux travailleurs de se réunir en comités d'action dans les usines et dans les villes, pour organiser les luttes et de les réunir en une direction nationale des luttes.

Il faut reprendre la lutte interrompue en 1923.

Demain à nouveau les Commissions internes (d'entreprises) devront imposer le contrôle des travailleurs, préparer l'expropriation des capitalistes et organiser la production.

La voie de la révolution socialiste vous est ouverte. Marchez-y délibérément ! Les prolétaires révolutionnaires du monde entier n'attendent que votre exemple.

Il n'existe pas alors, en Italie, de mouvement trotskiste. Seuls quelques émigrés rejoignent leur pays — dont Fosco. Le manifeste n'est pratiquement pas diffusé en Italie, sauf dans quelques unités, semble-t-il, par l'organe de propagande du P.O.I. dans l'armée italienne*.

Pourtant, de leur propre mouvement, les masses commencent à agir dans cette direction. La *Lutte de classe* écrit :

Ce sont les masses ouvrières qui, par des grèves puissantes, dans les villes industrielles du Nord, notamment à Milan, appuyées par tout le mécontentement populaire, ont précipité, avec la démission de Mussolini, la chute du fascisme. Ce sont les masses qui ont manifesté devant les prisons, qui ont contraint Badoglio à consacrer officiellement la libération des emprisonnés politiques, qui ont libéré elles-mêmes des détenus, là où « l'action » gouvernementale se faisait attendre. C'est l'action des masses qui a contraint le gouvernement à arrêter des chefs fascistes pour les soustraire à la juste répression des ouvriers. C'est l'action des masses qui a pratiquement redonné vie aux différents partis politiques malgré l'interdiction gouvernementale de tout parti. Si les grèves ont cessé actuellement devant les mesures draconiennes prises par le gouvernement, elles ne pourront que recommencer au fur et à mesure que les masses prolétariennes et les soldats auront fraternisé pour des buts communs. Ouvriers et soldats doivent résoudre en Italie la question fondamentale de la paix. Des fraternisations entre soldats et ouvriers auraient déjà eu lieu, la troupe ayant refusé de tirer sur les grévistes. Radio-Londres parle de la création de comités d'ouvriers et même de soldats¹⁶⁹.

En fait, les menaces de Badoglio n'ont pratiquement pas interrompu le mouvement de grèves. *La Vérité* constate qu'elles n'ont fait que durcir les luttes.

* Témoignage notamment de Roland et Yvonne Filiâtre.

*Le peuple italien voulait le pain, la liberté ; le pain est rare, Badoglio clame que la guerre continue et proclame l'état de siège, interdit tout rassemblement, militarise les ouvriers. Aussi, ceux-ci continuent-ils leur offensive. Ce sont des manifestations de masse à Turin, Bologne, des grèves grandioses d'ouvriers et de cheminots dans toute l'Italie du Nord*¹⁷⁰.

Badoglio s'efforce de canaliser le mouvement. Il reconstitue les syndicats, mais, considérant que la situation ne permet pas de procéder à des élections, il désigne à leur tête comme commissaires, des dirigeants socialistes, démocrates-chrétiens et même communistes. Ceux-ci, sagement, acceptent de s'en tenir au cadre syndical qu'on leur propose, (« fonction de caractère strictement syndical sans partage des responsabilités politiques »)¹⁷¹ mais réclament la libération des prisonniers politiques. Or, les ouvriers exigent d'élire immédiatement leurs responsables et continuent leur mouvement ; pour la paix immédiate : à Milan, les travailleurs arrêtent le travail chaque jour une demi-heure pour manifester en faveur de la paix mondiale¹⁷⁰.

Bien plus, ils mettent en place dans les entreprises leurs propres organes de pouvoir, des organes de type soviétique. A Milan et à Turin, se constituent des conseils d'ouvriers et de soldats¹⁷¹. Alors que les troupes hitlériennes tiennent encore tout le pays, surgissent ainsi les organes d'un contre-pouvoir prolétarien.

Situation paradoxale, inextricable, commente la Vérité : en pleine occupation allemande, alors que les troupes italiennes, décimées par la désertion, continuent à combattre, les partis libéraux et révolutionnaires renatissent spontanément, éditent leur presse, organisent des meetings. Les masses, mal encadrées par ces organisations traditionnelles, font preuve d'une conscience et d'une activité qui étonnent les vieux bonzes revenus à la surface et ébranlent le gouvernement Badoglio.

La bourgeoisie italienne n'a plus qu'un souci : limiter les dégâts, composer avec ce mouvement, le canaliser par des combinaisons de Front populaire. Pour le moment, elle en est réduite à légaliser les conquêtes des masses. Au prix des modifications destinées à leur enlever leur caractère révolutionnaire, la forme soviétique qu'elles affectaient déjà, les Commissions internes d'entreprises, créées par les travailleurs, deviennent des institutions légales.

Mais l'union nationale n'est pas faite pour cela. La méfiance règne si bien que les permissionnaires qui rentrent des pays occupés en Italie sont désarmés à la frontière.

Une agitation monstre se poursuit dans les usines et dans les syndicats en faveur de la grève générale. Badoglio prend le micro et désavoue le mouvement. Il traîne derrière lui des prétendus chefs

socialistes qui s'empresent de répéter servilement ses appels au calme et à la discipline.

En 1922, ils disaient déjà : « Déposez les armes ; ne provoquez pas les chemises noires ». Reprenant leur infâme travail de division et d'asservissement, ils s'associent aux pénibles efforts de Badoglio pour sauver du régime capitaliste ce qui peut encore être sauvé. Nous voulons croire, à l'encontre des informations de Radio-Lausanne, qu'aucun communiste, qu'aucun de ces héroïques militants qui ont combattu le régime fasciste, les armes à la main, jusqu'en 1928, qu'aucun des récents libérés des prisons et des îles Lipari ne se compromet dans de telles combinaisons*.

En fait, les informations de Radio-Lausanne sont exactes. Socialistes et communistes utilisent tout leur crédit — qui est immense, en raison-même de leur lutte passée — pour canaliser le torrent révolutionnaire dans le lit de l'union sacrée.

Mais l'Union sacrée n'est pas facile à imposer. « Presqu'immédiatement les usines les plus importantes désavouent les signataires » (du compromis avec Badoglio)*. Badoglio, débordé, va laisser aux belligérants le soin d'écraser les travailleurs. De nouveaux coups de théâtre, diplomatiques, militaires et politiques vont intervenir, qui donneront un coup d'arrêt à la révolution italienne. Le premier coup de théâtre — l'armistice — était attendu. Dès le 15 août, *la Vérité* en annonce l'imminence :

Hitler supplie et menace en vain. Les jeux sont faits. L'Italie capitulera. Autour du pape, grand ordonnateur de ce genre de cérémonies, les diplomates s'affairent, marchandent la paix, épluchent les conditions économiques et politiques, tâtent le pouls du nouveau gouvernement italien.

Second coup de théâtre : Hitler envoie des parachutistes enlever Mussolini du château où il est gardé et ce dernier prend la tête d'un « gouvernement fasciste républicain », tandis que le gouvernement royal de Badoglio va se mettre en Sicile sous la protection des Alliés. *Le prolétariat italien connaît maintenant une période difficile. Mussolini « délivré » suivant un scénario inspiré d'Hollywood, est revenu au pouvoir : jamais gouvernement n'a eu une base aussi insignifiante ; son seul espoir, ce sont les baïonnettes nazies. Des tentatives de soulèvement à Milan, Turin et Rome sont sévèrement réprimées par l'armée allemande. Dans la situation actuelle, de telles tentatives ne peuvent être encore que le fait d'une minorité révolutionnaire. La tâche présente reste le rassemblement en vue d'un mouvement de masse prochain. En outre, il est urgent d'orga-*

* *La Vérité*, 12 septembre 1943. Les partis révolutionnaires dont parle *La Vérité* sont bien sûr essentiellement le Parti socialiste et le Parti communiste.

niser la fraternisation auprès des soldats allemands ; il est clair en effet que ceux-ci continuent à suivre leurs officiers, leurs gendarmes et leurs S.S., la révolution italienne ira vers de sanglantes défaites*.

Désormais, tout se passe comme si les Alliés et les nazis s'étaient partagés la tâche d'écraser les révolutionnaires. La guerre en Italie devient une guerre de positions qui rappelle la guerre de 1914. Les Alliés progressent lentement, tandis que le Nord révolutionnaire demeure sous la terreur hitlérienne et que les usines de Milan et de Turin sont bombardées par l'aviation alliée.

La révolution italienne a eu des répercussions internationales importantes : rapide progression des partisans yougoslaves, grèves générales à Athènes, grève de trois jours à Bucarest, grève générale sauvagement réprimée au Portugal. Mais la première phase de la révolution est terminée.

De ces premiers mouvements révolutionnaires qui secouent l'Europe méridionale, quelles leçons en tirent les mouvements qui se réclament du socialisme ? Les informations que donne sur l'Italie la presse socialiste ou communiste ne se distinguent en rien de celles de la presse gaulliste ou de la radio de Londres. Elles se bornent à souligner l'accord de toutes les classes sociales pour se débarrasser du fascisme, la modération des communistes italiens et de l'Union soviétique, et surtout, bien sûr, l'importance militaire de la défaite italienne.

Pour les internationalistes, la chute du fascisme constitue la première phase de la révolution sociale. Mais ils tirent des événements italiens des leçons différentes. Nous laisserons de côté l'abondante polémique par laquelle le C.C.I. s'efforce de justifier son « schéma prolétarien » : l'objectif des U.S.A. n'est pas la chute de Hitler, mais celle de l'U.R.S.S. ; il n'y aura pas de second front avant la chute de Staline et la révolution ne pourra commencer qu'ensuite**.

Les divergences essentielles portent sur le rôle des mots d'ordre démocratiques. Le C.C.I. inscrit les événements italiens dans le calendrier russe de 1917 et les qualifie de (révolution de) « février ». Mais pour ce groupe, il ne s'agit pas de développer les luttes démocratiques jusqu'à leurs conséquences révolutionnaires. Il s'agit de leur « opposer » les luttes ouvrières.

* La résolution du 31 juillet 1943, publiée par *la Seule voie* de novembre caractérise le fascisme comme un « mode bonapartiste de gouvernement » dont la chute « s'est nécessairement exprimée sur le plan italien par une rupture d'équilibre entre les classes ». C'est la chute de Mussolini qui entraîne une rupture de l'équilibre entre les classes (comme si elle-même ne provenait pas d'une rupture de cet équilibre !). L'intervention des masses populaires n'est pas prise en compte parce qu'elle n'était pas prévue dans le « schéma prolétarien ».

** Charles Tillon : *Les F.T.P.* La dernière citation est donnée en note. L'essentiel du texte semble avoir été inspiré par Arthur Giovani, principal dirigeant du P.C.F. en Corse à cette époque. Devenu membre du comité central, puis de la commission de contrôle, il se manifestera plus tard par des positions oppositionnelles de gauche.

La révolution italienne vérifia complètement le caractère totalement contre-révolutionnaire du programme démocratique. Malgré l'absence d'organisation politique, le mouvement des masses prit immédiatement et spontanément le caractère d'une lutte qui dépassait de loin les revendications démocratiques ¹⁷².

Le C.C.I. en conclut que les revendications démocratiques ne joueront aucun rôle dans le reste de l'Europe.

Le P.O.I., la IV^e Internationale, le groupe *Lutte de classe*, considèrent au contraire que ces revendications démocratiques se retrouveront dans les mouvements révolutionnaires de toute l'Europe ; les réformistes s'efforceront de les canaliser dans le cadre des institutions bourgeoises ; les révolutionnaires doivent les pousser jusqu'à leur conclusion logique : la démocratie socialiste.

La libération de la Corse

Une seconde expérience significative commence le 9 septembre : la libération de la Corse par une insurrection populaire. Elle est riche d'enseignements à un double titre : elle montre les possibilités d'un soulèvement populaire face à une armée d'occupation forte de 70 000 hommes dans ce seul département ; elle montre comment la politique d'union sacrée amène à la confiscation de cette victoire populaire par la bourgeoisie.

Charles Tillon montre ce double aspect des luttes en Corse. Mais, bien entendu, il s'intéresse essentiellement au premier et ne tire pas les leçons du second.

Rappelons les faits. La Corse est occupée par plus de 40 000 soldats italiens et 12 000 soldats allemands — auxquels se joindront ensuite 18 000 hommes des troupes allemandes ramenées de Sardaigne.

Depuis les premiers mois de 1943, le mouvement de résistance gagnait toute l'île. A Bastia, le 23 avril, 10 000 personnes imposent au préfet Balley, par des démonstrations pressantes, le rétablissement de la ration complète de pain qu'il a réduit la veille.*

A l'occasion du 1^{er} mai, les dirigeants de la région du P.C.F. dans leur « Appel au peuple de Corse » écrivent :

Nous ne séparons pas la lutte pour le pain de la lutte contre l'occupant... La Libération de la Corse sera l'œuvre du peuple corse lui-même.

On notera le ton de cet appel, très différent des appels chauvins dont le P.C.F. a l'habitude.

Le Front national, dirigé par le P.C.F., finira par compter dix mille hommes. Il recevra de Giraud des armes parachutées ou livrées par le sous-marin Casabianca.

La direction régionale du P.C.F., appréciant justement la décomposition de l'armée italienne, résultat de la poussée antifasciste en Italie, envisage que le signal de l'insurrection coïncide avec la capitulation de l'Italie. Le 26 août, le comité directeur du F.N. adopte une ligne de conduite audacieuse pour la libération de la Corse au premier signal de l'armistice, que Badoglio va signer le 3 septembre, mais dont la nouvelle sera tenue secrète jusqu'au 8. L'état-major français est prévenu, plusieurs télégrammes sont échangés entre le général Giraud, le chef de la mission militaire en Corse et la direction du F.N. Le dernier télégramme signé Giraud indiquait : « Prière de dire aux patriotes que je compte sur eux pour ne pas déclencher des opérations prématurées... »

Le 8 septembre, manifestation à Ajaccio. Le 9, la préfecture est occupée ; et le Comité départemental du F.N. érigé en conseil de préfecture, dissout les organisations vichystes et proclame le ralliement de la Corse à la France libre. Maintenant, la guerilla va flamber sur toute la Corse.

Le récit continue par cette remarque :

Le F.N. a eu la sagesse de lutter contre le courant de chauvinisme anti-italien. Il a montré qu'il fallait concentrer tous les coups contre les hitlériens et ne pas disperser ses forces en attaques contre les troupes italiennes, sauf là où celles prendraient l'initiative du feu.

A Bastia le 8, manifestation des jeunes, grève générale ; le 9, une municipalité d'union patriotique prend l'hôtel de ville et appelle aux armes. Le port de Bastia, occupé par des vaisseaux de guerre allemands « est reconquis avec l'aide de soldats italiens ».

L'état-major allié refuse de soutenir l'insurrection. Mais les insurgés profitent de la lutte d'influence que se livrent à Alger De Gaulle et Giraud. Giraud fait envoyer 900 hommes de renfort, le 13 septembre, puis le 20, un bataillon. Le 5 octobre, la Corse est complètement libérée.

L'histoire de Charles Tillon en tire essentiellement une leçon militaire :

L'expérience corse démontre l'erreur de l'attentisme, la sous-estimation de la capacité d'initiative du peuple.

Pourtant, elle comporte implicitement une autre conclusion :

Il ne faut pas se dissimuler qu'en Corse, un concours de circonstances favorables, notamment le refus de nombreuses unités italiennes de participer à la répression, et même leur aide à la Résistance, a favorisé une victoire rapide.

Il ne s'agit pas seulement de circonstances favorables. Les communistes corses ont pris l'initiative de combattre le chauvinisme anti-italien et de favoriser la fraternisation. Sans doute ont-ils pris cette initiative pour des raisons essentiellement militaires : il s'agissait

de distinguer l'ennemi secondaire italien de l'ennemi principal allemand. Il ne s'agissait pas de distinguer parmi les troupes d'occupation entre l'ennemi de classe et l'allié de classe. Une telle distinction aurait seule permis de généraliser la fraternisation aux troupes allemandes. Il est vrai que ces dernières étaient alors bien moins sensibles que les troupes italiennes à la propagande antifasciste. Le caractère national des luttes ne permettait la fraternisation qu'à un degré avancé de décomposition de l'armée.

La politique chauvine anti-allemande du P.C.F. interdira sur le continent toute fraternisation avec les soldats allemands. Elle empêchera que se trouvent réunies les « conditions favorables » à un mouvement révolutionnaire.

La politique d'« union patriotique » montrera ses limites en Corse même. L'histoire de Charles Tillon continue :

Le peuple seul avait assumé à la fois l'ordre et le rôle de l'État ! Sacrilège ! A sept mois du second front, l'expérience de la Corse accroîtra encore la peur à l'égard des masses pour toute la prélature du Grand capital introduite dans la Résistance. De Gaulle, s'étant désintéressé de l'action militaire, une fois celle-ci terminée, il délégua à Ajaccio, le préfet Luizet chargé des saintes reliques de l'État, et pressé de remettre en vigueur la politique des « clans ».

On ne saurait mieux montrer comment l'union sacrée sert la bourgeoisie.

« Soldat im Westen » en 1943

En janvier 1943, le Front national (qui lance par ailleurs le mot d'ordre : « A chacun son boche ! ») s'adresse ainsi aux soldats allemands :

Notre combat est un juste combat ! Le but du combat des Alliés, ... c'est de faire que les hommes vivent à nouveau en paix, et puissent travailler paisiblement, chacun dans sa patrie et dans sa famille. Il incombe à toutes les nations de construire un avenir digne. Cela tient à vous !

La plupart d'entre vous en ont assez de la guerre et veulent rentrer retrouver leurs femmes et leurs enfants. Combattez pour votre retour dans votre patrie, préparez ce retour et nos deux peuples épargneront de nombreuses victimes.

[...] *Rendez les armes, passez dans nos rangs [...]*

Qui combat pour Hitler tombera avec lui !

*Qui combat contre Hitler fera vaincre la paix !*¹⁷³

Apparemment, il s'agit d'un appel à la fraternisation. Mais le

Front national s'identifie à l'un des camps impérialistes : le but commun qu'il propose c'est celui des « alliés » dont il veut faire croire qu'ils ne font la guerre que pour imposer la paix. Ces buts de guerre, ce sont les mêmes que leur propose Hitler : la paix, la patrie, la famille, un avenir digne. Pourquoi les soldats allemands feraient-ils confiance à Churchill plutôt qu'à Hitler, pour les réaliser ?

Le Front national qui, bien sûr, ne prépare pas la révolution en France, ne peut pas proposer aux travailleurs allemands de la faire en Allemagne.

Soldat im Westen relate certains exemples de refus d'obéissance et de sabotage. Mais il insiste sur la nécessité de « suivre » les officiers qui abandonnent Hitler. Il souligne le caractère non-révolutionnaire du Comité national pour une Allemagne libre. Il met en valeur les personnalités réactionnaires, les hobereaux, les officiers supérieurs qui en font partie :

En Russie, des dizaines, des centaines de camarades dans les camps de prisonniers, ont formé un Comité national pour une Allemagne libre. Tous les gens, quelle que soit leur opinion, toutes les classes du peuple allemand se sont unies : le lieutenant comte de Einsiedeln, un petit-fils de Bismarck... ont passé la ligne avec leurs troupes en Russie.

Nous ne devons pas faire honte à nos enfants !

Camarades, organisez la résistance, rendez-vous !... (août 1943).

L'exemple de l'Italie est largement utilisé, non pour montrer la puissance du prolétariat et sa volonté révolutionnaire, mais pour exalter l'union des classes sociales et de tous les partis, l'absence de transformation sociale, le réalisme de l'U.R.S.S. qui comprend parfaitement la volonté colonialiste des « anti-fascistes » italiens (c'est-à-dire de la bourgeoisie italienne) :

Le peuple italien, dans un combat unissant toutes les classes, a abattu Mussolini... Maintenant il s'organise légalement, en syndicats, en partis. Grèves et manifestations le montrent : le combat pour la paix se poursuit. Et ainsi se dessine pour l'Italie la possibilité d'une paix pleine de dignité. La Pravda de Moscou écrit : « Nous comprenons que les antifascistes italiens veulent que l'Italie garde ses colonies » (septembre 1943).

Ainsi l'antifascisme permet parfaitement de continuer à dominer et écraser les peuples plus faibles : mais alors pourquoi reprocher aux hitlériens de vouloir eux aussi dominer les nations vaincues ?

L'accent est mis avant tout sur l'« amour de la Russie » :

Le 7 novembre, ce sera le 25^e anniversaire de la Révolution russe. Les Français aiment, les Français admirent l'Union soviétique, ils exprimeront leur sentiment le 7 novembre. Ce sentiment est celui de tous les peuples opprimés, c'est une haine sans fond pour le

III^e Reich, et un amour sincère pour l'Union soviétique. Pour nous aussi, Allemands, le salut est dans la Russie (novembre 1943).

Le salut est dans la Russie, dans les Alliés, dans les bons officiers qui se rendent aux Russes. En aucun cas *Soldat im Westen* n'indique que le salut peut être dans l'action des soldats et des travailleurs eux-mêmes, encore moins qu'il peut être dans leur action collective révolutionnaire.

Plus précisément, chaque soldat peut assurer son salut personnel en se rendant. Les Alliés, les Russes surtout sont trop puissants : seule la mort peut vous attendre, rendez-vous. L'appel à la reddition constitue le leitmotiv de chaque numéro.

Si nous marchons sur la Russie, nous crèverons !

Si nous nous constituons prisonniers, nous sauverons notre vie ! (mai 1943).

Arbeiter und Soldat : la propagande trotskiste dans l'armée allemande

Pour les internationalistes, les soldats allemands sont appelés à jouer un rôle essentiel dans les futurs événements révolutionnaires. Tout autre est le caractère de la propagande qu'ils mènent dans la Wehrmacht.

Dès que le C.C.I. publie *le Soviet*, en septembre 1943, il consacre le verso à une page en allemand sous le titre « Arbeiter und Soldaten Räte » (les conseils d'ouvriers et de soldats). Il s'agit d'une propagande révolutionnaire très générale. Les communistes des Conseils publient quelques numéros de *Spartakus* avec lesquels ils s'efforcent de toucher les soldats allemands.

Mais la seule organisation des soldats allemands reste celle des trotskistes « officiels ». Pour juger de son orientation, nous ne disposons que d'un seul numéro de *Arbeiter und Soldat*, imprimé en avril 1944, pour préparer le 1^{er} mai. Lui aussi s'appuie sur la conscience grandissante que la défaite militaire est inéluctable. Mais il n'appelle pas les soldats à trouver dans la reddition leur salut personnel :

Aujourd'hui, en mai 1944, la majeure partie de la population européenne est encore sous la botte des soldats allemands. Cependant l'évolution à l'intérieur comme à l'étranger, montre que la fin est proche. Elle peut se produire d'un jour à l'autre. Cela ne veut pas dire qu'elle viendra toute seule. La clique nazie et ses commanditaires capitalistes sont bien résolus à faire tuer les travailleurs allemands jusqu'au dernier. La chute du règne de la terreur, la fin de la guerre, cela ne peut être obtenu, comme en 1918,

que par la classe ouvrière elle-même. La paix ne peut être gagnée que par la révolution*.

Arbeiter und Soldat dénonce le caractère contre-révolutionnaire du Comité national :

A Moscou s'est formé un prétendu « Comité de la liberté » constitué principalement de généraux nazis faits prisonniers. Ce comité a, pour première tâche, comme en 1918, d'étouffer la révolution prolétarienne, de former un gouvernement bourgeois et de sauver le système capitaliste. S'il y réussit, le grand capital américain et anglais, ainsi que la bureaucratie soviétique, imposeront à l'Allemagne une paix à côté de laquelle celle de Versailles apparaîtra comme un acte de pure charité. Quant au grand capital allemand, il rejettera de nouveau tout le fardeau sur les travailleurs.

Le seul allié de la classe ouvrière allemande, c'est le prolétariat international, mais c'est à elle de mériter sa confiance et de souder cette alliance.

Dans cette situation peu favorable, le prolétariat allemand a quand même un allié, mais qu'il ne peut gagner que s'il prend enfin conscience de ses propres intérêts et combat jusqu'au bout pour les faire triompher. Forger la puissance des travailleurs, former un gouvernement des conseils, dont le premier geste sera de déposséder sans dédommagement le grand capital et les propriétaires terriens : voilà les seules mesures qui permettront d'échapper à la barbarie croissante du capitalisme décadent. Le combat d'avant-garde de la classe ouvrière allemande pour la révolution socialiste donnera le signal de la révolution prolétarienne dans l'Europe entière [...]

Le 1^{er} mai 1944 doit devenir une date historique pour la classe ouvrière allemande. Il faut entreprendre la résurrection du front de classe. Le canon des fusils et la pointe des baïonnettes doivent être tournés contre le véritable ennemi, c'est-à-dire le grand capital allemand et ses agents. Dans cette optique, il faut constituer dans chaque entreprise, dans chaque unité de l'armée, des groupes ouvriers illégaux. S'y rassembleront les combattants les plus actifs, ceux dont la conscience de classe est la plus claire. Ils suivront les événements politiques avec la plus grande attention. Que partout où les travailleurs organiseront la résistance contre le système d'oppression, les groupes d'action soient à la pointe du combat. Ils devront aussi entreprendre les préparatifs nécessaires à la constitution des Conseils ouvriers et soldats, pour le jour où s'effondrera le front de guerre capitaliste. Ce jour-là, dans chaque usine, dans

* *Arbeiter und Soldat*, organ des Bundes der Komintern-Internationalisten (Deutsche Sektion der Vierte Internationale). En manchette « La révolution allemande, c'est la révolution mondiale » (Karl Liebknecht) sans date ni numéro (sans doute n° 12).

chaque unité de l'armée seront élus des conseils, organes centraux du combat ouvrier et cellules de base du pouvoir ouvrier.

Le journal conclut :

S'il se montre faible et timoré, le prolétariat allemand sombrera pour longtemps dans la misère et l'insignifiance ; par contre, s'il a confiance en sa propre force et, jusqu'au bout, le courage de ses actes, il passera au premier rang de la lutte pour la libération de la classe ouvrière dans le monde entier, et celle de toute l'humanité.

Mais le comité de soldats et le P.O.I. ne se contentent pas de propagande. Le 15 octobre, quand on ne risque plus rien à en donner l'information, *la Vérité* donne quelques exemples des actions de fraternisation dans la région brestoise.

Les 27 et 28 août, une raffle de jeunes gens a lieu. Mais les soldats allemands ont prévenu les Français. Un groupe de jeunes du chantier de l'Armoricaïne s'enfuyant, pourchassés par un officier, sont tombés sur une unité de soldats allemands qui les a laissés passer. *Précisons que les gars de l'Armoricaïne discutaient souvent amicalement avec les prolétaires allemands en uniforme... au point qu'un jour le commandant de la batterie de DCA interdit aux soldats de parler aux ouvriers parce que « cela pouvait porter atteinte au moral ». Chaque ouvrier doit méditer cela.*

La Vérité donne aussi des extraits d'une lettre parue dans le journal ronéoté *Der Arbeiter* (l'Ouvrier) édité par des soldats allemands en occupation en France, et où s'exprime déjà la maturité politique révolutionnaire, bien que, presque sans exception, les rédacteurs soient des jeunes qui n'ont connu que le régime de Hitler depuis qu'ils sont en âge de comprendre :

*Nous, soldats, qui nous trouvons en pays ennemis, nous ne sommés en définitive que des travailleurs, des prolétaires, qui devons exécuter les ordres de la dictature nazie. La situation de nos camarades de l'arrière n'est pas, surtout en ce moment, meilleure. Nous et eux, nous devons nous éreinter jour et nuit, toujours pour rien. En tirerons-nous le moindre avantage ? Non ! Alors pourquoi tout cela ? Allons-nous continuer encore cette guerre inutile ? Non, encore une fois. Je me suis toujours comporté jusqu'à présent comme un bon Allemand et j'ai obéi aux ordres de mes supérieurs, mais maintenant c'est fini. Pourquoi poursuivre cette guerre qui ne peut, en aucune manière, aboutir à une fin ?¹⁷⁴ *Der Arbeiter*, poursuit *la Vérité*, appelle les soldats allemands au combat révolutionnaire. Il dit : « Jetez vos armes et adhérez à la IV^e Internationale ». Ce qui n'est pas un mot d'ordre juste, car il ne s'agit pas de jeter ses armes mais de les retourner contre ses ennemis de classe. Mais c'est là seulement une erreur de plume sans conséquence. Le jeune soldat qui se lève dans les rangs de l'armée n'a pas encore trouvé la*

« formule » juste. Il ramasserait aussitôt son arme pour la révolution s'il la jetait. Car, toute son orientation est profondément révolutionnaire.

Et le journal cite *Der Arbeiter* :

Seule une révolution mondiale peut apporter une paix véritable. Seule la république socialiste des Comités peut apporter la liberté et la fraternisation des prolétaires du monde entier. Tous se verront alors assurer du travail et du pain. Nous en finirons avec les crises économiques ; nous déposséderons les capitalistes et nous créerons une économie socialiste planifiée, la main dans la main avec nos frères de tous les pays. Enrôlez-vous dans nos rangs ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ¹⁷⁴ !

Bien entendu, ces jeunes soldats allemands n'ont aucune expérience politique. *La Vérité* cite une manifestation d'un groupe de soldats allemands qui a traversé le bourg de Kerhuon en chantant *l'Internationale*. Les militants du P.O.I. sont jeunes aussi et trop enthousiastes. Ils se réjouissent parce que jeunes travailleurs et soldats allemands se saluent dans Brest, le poing levé. Leurs imprudences vont amener la destruction du réseau allemand à Brest et une terrible répression dans tout le parti.

La répression dans l'organisation allemande et dans le P.O.I.

C'est en 1943 que la propagande trotskiste est la mieux organisée dans l'armée allemande. Les soldats de la IV^e Internationale fournissent les militants français en armes et en « Ausweis ». Le maquis F.T.P. de Scignac continue à accueillir ceux que menace la répression. Mais en octobre, la Gestapo prend sa revanche.

Un soldat autrichien qui représente Brest au triangle de direction, Konrad, le neveu du musicien Franz Lehart, va faire tomber toute l'organisation, soit qu'il s'y ait été introduit comme provocateur, soit qu'il ait cédé aux pressions de la Gestapo.

Dans une réunion imprudemment tenue à Brest, entre militants du parti et soldats allemands, un détachement de la Gestapo intervient. Elle arrête tout le monde. Le 6 octobre le responsable régional du travail allemand, Robert Cruau est fusillé ainsi que 17 soldats allemands : Konrad est battu pour la frime mais non exécuté.

Cette fois-ci — ce qui ne s'était encore jamais produit — plusieurs pans de l'organisation illégale craquent. Dans le Finistère d'abord : 18 camarades bretons sont arrêtés le 7 octobre, dont le nouveau secrétaire régional Marcel Beaufrère et sa compagne, Eliane (modiste), Yves Bodenez (charpentier), responsable de Kerhuon, et les frères Berthomé. A peu près en même temps, la Gestapo frappe à Paris,

Filiâtre est arrêté et torturé, ainsi que deux autres membres de la direction, Marcel Hic et David Rousset. D'autres aussi, parmi lesquels, Delambre, l'électricien Lucien, le photographe André, la dactylo Anne et le typographe Georges Fournié. D'autres enfin, comme Yvan Craipeau, ont échappé de justesse à la Gestapo*. En tout, une cinquantaine de militants français ont été arrêtés, grâce à la collaboration de la Gestapo avec la police française.

Du camp de concentration, beaucoup ne reviendront pas, comme Marcel Hic, Bodenez ou Berthomé. Quant aux Allemands, si les « politiques » ont échappé, l'organisation des soldats a perdu une cinquantaine de militants dont Hans et Willie, torturés à mort. Elle est pratiquement démantelée. Le journal *Arbeiter* a disparu (c'est pourquoi *la Vérité* peut en parler). *Arbeiter und Soldat* ne réapparaîtra qu'en 1944.

Bien entendu, la répression n'avait jamais cessé de s'exercer contre le parti. C'est ainsi qu'étaient tombés : le 15 février 1943, J.R. Chauvin (déporté à Mathausen), en juin l'ouvrier mécanicien Eric Schultz, Mathias Corvin, un des responsables parisiens, et Adeline Raymond qui, après avoir été torturée réussit à s'évader. De même en décembre seront arrêtés Marie et Pradalès, responsable syndical. Mais, jamais les arrestations n'avaient fait tâche d'huile ; jamais, à plus forte raison, le cloisonnement n'avait cédé. Cette fois-ci il a cédé non seulement en Bretagne-Nord, mais entre la Bretagne et Paris, la répression a fait une centaine de victimes — Français et Allemands. Elle a décapité la direction nationale qui a perdu trois sur cinq de ses membres.

La situation est si grave que le 15 octobre, rompant avec sa consigne habituelle de silence, *la Vérité* publie un article, en encadré, qui est une mise en garde à tout le parti.

Devant notre propagande de fraternisation,

La Gestapo pourchasse nos militants.

Depuis 15 jours, la Gestapo est sur les dents. Essayant de parer au coup mortel que notre propagande de fraternisation porte au régime nazi, elle pourchasse nos militants, aidée en cela par les rapports de la préfecture. Dans son aveuglement, la Gestapo recherche et arrête également de prétendus trotskistes, anciens militants ou syndicalistes sympathisants, et qui avaient cessé depuis la guerre toute activité réelle. Tous ceux qui, de près ou de loin nous ont approchés, sont visés. Tous doivent se tenir sur leurs gardes.

Quant à nous, rien ne nous arrêtera, ni les provocations inévitables,

* Prévenu la veille que la Gestapo interviendrait le lendemain, Y. Craipeau s'était contenté de loger dans une autre aile du bâtiment de l'école où il habitait. Après la perquisition de la Gestapo, il quitta Taverny, guidé par un groupe de ses élèves qui lui servaient d'éclaireurs.

ni les arrestations et les tortures qui nous sont promises. Nous savons qu'en tendant la main à l'ouvrier allemand sous l'uniforme, nous frappons l'hitlérisme avec plus d'efficacité que ne sauraient le faire des assassinats terroristes. Que la Gestapo s'en aperçoive — un peu tard — n'est pour nous qu'une raison de plus de continuer ¹⁷⁵.

Bien entendu, il ne faut pas prendre à la lettre l'article. S'il prétend que la Gestapo frappe aveuglément, c'est pour essayer de protéger certains des camarades arrêtés. En fait, elle est relativement bien renseignée. Elle dispose d'un volume complet sur l'activité des trotskistes et leurs responsables, heureusement entâché d'erreurs* : elle ne réalise pas par exemple que plusieurs pseudonymes cachent le même militant. Ces erreurs constitueront un réconfort pour les camarades qu'elle torture, comme Roland Filiâtre.

La Vérité entend redonner confiance aux militants en montrant que l'action continue. Le 15 octobre, elle consacre deux pages aux diverses manifestations de fraternisation.

Mais la répression d'octobre aura sur l'orientation du P.O.I. de graves conséquences. Il est affaibli dans sa direction. Pendant un temps, Yvan Craipeau doit assumer les responsabilités les plus diverses (le journal, l'appareil militaire, la trésorerie, les relations extérieures, etc.). Les deux survivants de la direction cooptent trois nouveaux camarades : Spoulber (dit Marcoux), Essel (dit Lessart) et Parisot — qui sera lui-même arrêté en janvier 1944 — tandis que Demazière devient responsable de la région parisienne. Les articles leaders seront désormais signés (Auger-Marcoux) pour rassurer les militants sur la permanence de la direction.

Mais, les militants ont perdu confiance dans la solidité et la rigueur de l'organisation. Ils sont impatients d'un regroupement dont ils attendent un renforcement des règles d'organisation. Et, au sein même de la nouvelle direction, l'équilibre politique est quelque peu modifié.

La Vérité dévoile les tractations entre Vichy et Alger sur la passation des pouvoirs

A la veille des arrestations, la direction du P.O.I. s'apprêtait à

* Ce volume de renseignements sur les trotskistes s'appuie pour l'essentiel sur les fiches de police dressées par la police du Front Populaire. En ce qui concerne les militants d'avant la guerre, la documentation réunie par les « socialistes » contre leurs anciens camarades de parti est relativement exacte. Mais la mise au point depuis la guerre est entâchée d'erreurs et les polices confondent les pseudonymes. Roland Filiâtre raconte comment les policiers pour l'impressionner lui racontaient l'arrestation d'un camarade... puis de son pseudonyme. Ils recherchaient séparément Francis, Auger et Craipeau, qui n'étaient qu'une même personne.

publier plusieurs dossiers, montrant la collaboration entre Alger et Vichy, entre le capital anglo-saxon et le capital allemand. L'arrestation de David Rousset entraîne le quasi-démantèlement de l'appareil d'information et la perte des documents originaux, dont il ne reste que des analyses. *La Vérité* décide quand même d'utiliser ces analyses.

Le premier dossier qui devait être publié était celui des tractations entre Vichy et les émissaires de De Gaulle. Il n'est plus possible de donner le compte rendu même des conversations, comme il était prévu, mais, *la Vérité* sait que toutes ses informations reposent sur des documents irréfutables.

On ne nous démentira pas si nous affirmons qu'un peu partout des officiers de l'Armée secrète sont à l'œuvre pour constituer des groupes anti-révolutionnaires, des formations destinées à assurer l'ordre et la police en cas de débarquement et de « troubles ». On ne nous démentira pas si nous affirmons qu'on ne serait même pas fâché d'assurer la continuité de la répression anti-communiste. On ne nous démentira pas si nous affirmons que, dans certains milieux de la résistance on va répétant que seules les formations gaullistes pourront empêcher les masses de s'emparer des mairies, de porter atteinte à la propriété privée, tâches dont la police de Vichy sera manifestement incapable de s'acquitter.

On ne nous démentira pas si nous affirmons que les contacts n'ont jamais cessé entre Vichy et Alger. On ne nous démentira pas si nous affirmons que De Gaulle tente d'obtenir in extremis l'investiture de Vichy et de préparer un passage sans secousse en expliquant que seul il peut, précisément parce qu'il a les chefs communistes derrière lui, empêcher une nouvelle Commune.

On ne nous démentira pas si nous affirmons que les officiers de l'Armée secrète constituent des dépôts d'armes pour les formations de police à venir, mais en refusent aux réfractaires qui doivent faire face, les mains vides, aux battues allemandes. Dans le Centre, dans l'Est, dans les Alpes, les premières victimes de cette conspiration gaulliste sont déjà tombées, tragiquement abandonnées. On ne nous démentira pas si nous affirmons que la direction du Parti communiste elle-même a dû élever, confidentiellement, une protestation contre cet état de fait¹⁷⁶.

Le 10 décembre, *la Vérité* continue sa campagne en communiquant des documents vichyssois. D'abord, le discours que devait prononcer Pétain, le 12 novembre :

Le 12 novembre, Pétain devait prononcer un discours sensationnel : « [...] Je ne veux pas que ma disparition ouvre une ère de désordres qui mettraient l'unité de la France en péril. Tel est le but de l'article constitutionnel qui sera promulgué demain au Journal officiel :

Article premier : dans le cas où nous viendrions à décéder avant d'avoir pu faire ratifier par la Nation la nouvelle constitution de l'État français, le pouvoir constituant fera retour au Sénat et à la Chambre des députés dont la réunion constitue l'Assemblée nationale ».

Dans le même temps, Pétain et sa clique publiaient un décret autorisant à fusiller les réfractaires qui résistent dans les maquis. Voilà deux décisions qui semblent contradictoires. Elles ne le sont qu'en apparence ; Vichy se prépare à affronter des mouvements révolutionnaires. Les deux décisions visent à les paralyser¹⁷⁷.

Et Yvan Craipeau cite de mémoire, les entretiens qui avaient eu lieu en septembre à Vichy entre le maréchal, plusieurs personnes de son cabinet (dont le chef de cabinet de Laval) et un général néogaulliste* — entretiens dont il avait pu lire le sténogramme — : *En misant sur la victoire allemande, nous avons misé sur le mauvais cheval. La victoire alliée ne fait plus aucun doute. Il faut sauver les intérêts de la France. Avant tout, il faut empêcher que les révolutionnaires ne profitent de l'effondrement de l'État pour s'emparer du pouvoir. Nous allons au-devant d'une nouvelle Commune mille fois plus terrible que celle de 1871. Il faut lui barrer la route.*

Pour cela, il faut que partout les insurgés trouvent déjà installé le nouveau pouvoir au nom duquel ils se sont levés. Et ce pouvoir sera prêt — y compris avec sa police — pour leur faire comprendre qu'on n'a plus besoin d'eux.

Pour cela, il faut que le maréchal établisse dès maintenant l'unité de l'État, en enlevant à Laval la délégation du pouvoir et en la confiant à Alger.

Cela veut dire à De Gaulle. Je sais que vous n'aimez pas De Gaulle. Vous préféreriez déléguer le pouvoir à Giraud, un homme à poigne. Mais Giraud n'a aucun crédit. Un gouvernement Giraud ne serait pas plus reconnu que Vichy par la population. Le seul homme d'ordre populaire, c'est De Gaulle. Lui seul peut réaliser l'opération et étouffer un mouvement communard. Il faut se résigner à lui passer les pouvoirs.

Après s'être fait tirer l'oreille, Pétain pressentit le général pour le déléguer à Alger. Nul doute que le discours rentré et la tentative de révolution de palais pour renverser Laval ne soit le commencement d'exécution de la manœuvre.

On comprend que von Nidda, représentant de l'Allemagne, prévenu par Laval, soit monté quatre à quatre à l'hôtel du Parc pour mettre un « cadenas au chef de l'État ». « Puisqu'on m'empêche de parler,

* Il s'agit probablement du général de la Porte de Theil, arrêté par les nazis, le 5 janvier 1944. Conversation « privée » à laquelle fait allusion R. Aron, *Histoire de Vichy*, p. 367.

déclara Pétain, alors je considère que je ne puis plus remplir ma mission ».

Après la guerre, l'historien Robert Aron confirmera ces récits : *Le maréchal doit s'incliner. La radio au dernier moment émettra à la place du message que toute la France attend (sic !) une sélection de Dédé (opérette à la mode alors)*. Robert Aron souligne la résistance héroïque du maréchal : « *Il décommande tous ses repas officiels* »¹⁷⁸.

Le scandale de l'essence

En même temps *la Vérité* rend publique une « Note adressée par les organes dirigeants de l'Armée secrète au commandement inter-allié » : Cette note signale :

Certains bombardements, notamment les derniers bombardements de Nantes, révèlent un manque de précision absolu ou l'utilisation de renseignements erronés, et ces erreurs créent un malaise profond dans toutes les couches de la population, commente la Vérité.

Ce qui est une manière de traduire effectivement l'effarement d'abord, la colère ensuite, devant des dizaines de milliers d'innocents que l'on tue sans même le moindre prétexte militaire, à des kilomètres des installations portuaires annoncées comme cible. Alors que les états-majors sont tabous. Alors que chaque prolétaire peut parier sa paye jusqu'en 1950, que Berchtesgaden et les lieux où se décide le sort du monde resteront intacts jusqu'à la fin de la guerre. Alors que, ainsi que l'avoue la note de l'Armée secrète : « A aucun moment l'aviation alliée n'a bombardé le bassin de Briey, ni les mines de bauxite du Sud-Est, la grosse industrie d'où l'ennemi tire l'essentiel de ses ressources ».

La note continue ainsi : « *Des informations absolument sûres nous signalent l'arrivée ininterrompue, par l'Espagne, de trains-citernes complets d'essence. D'autres, non encore vérifiées, signalent la livraison à l'Allemagne, via Lisbonne, d'assez nombreux avions* ». Ces informations confirment les nôtres. *La Vérité publiera les termes du marché du pétrole.*

*Mais l'Armée secrète est persuadée qu'il suffira de signaler de tels faits pour qu'il y soit mis fin. Nous, au contraire, nous sommes persuadés que ce sont là des manifestations normales, dans une guerre menée par les capitalistes, avec des méthodes capitalistes. Seuls les peuples eux-mêmes, en mettant fin à la domination capitaliste par les États-Unis du monde, pourront faire cesser les trafics immondes des marchands de canons en même temps qu'ils pourront assurer la paix*¹⁷⁹.

Le mois suivant, *la Vérité* tient parole¹⁸⁰. Elle précise l'information sur le trafic de l'essence selon ses propres sources : deux trains-citernes venant de Port-Bou passent chaque jour la frontière. Soit 35 000 wagons par an.

Pourquoi, demande la Vérité, aucun organe de la résistance ne proteste-t-il ? Ni Défense de la France qui affiche son franc-parler ; ni Libération qui se prétend démocrate et anticapitaliste ; ni le Populaire ; ni l'Humanité. Partout, c'est la conspiration du silence.

La Vérité donne maintenant des renseignements sur les accords passés entre les sociétés américaines et les nazis pour assurer le ravitaillement de Hitler en essence... sous prétexte de ravitailler l'Espagne. Parmi les accords qui aboutissent au passage en Allemagne, via Port-Bou, de deux trains de pétrole par jour, un des principaux concerne le cinéma. Depuis juin 1940, les Allemands avaient acquis des droits sous forme de parts financières, dans de nombreuses salles de spectacle françaises... Les droits, ils viennent de les céder à des sociétés américaines en échange du pétrole qui provient de raffineries sous contrôle américain.

Elle conclut :

Il faut que chaque ouvrier reconnaisse, le masque arraché, le vrai visage des belligérants impérialistes. Nulle part les croisés de la civilisation et de la paix. Mais des forbans capitalistes qui font s'entretuer les peuples pour le partage des marchés, et qui, au cours même de la guerre, continuent entre eux leurs fructueuses affaires. Il faut que les ouvriers comprennent que leur sort et celui de l'U.R.S.S. ne se jouent pas sur les fronts de guerre entre impérialismes rivaux. Mais, sur le front de la lutte de classe : le Front ouvrier où, entre l'impérialisme et le prolétariat mondial, se décide le sort de la civilisation et de la paix.

La presse suisse donne à son tour les informations. Puis la presse soviétique. Le 17 février, *la Vérité* peut annoncer :

Les États-Unis viennent d'annoncer que, à partir du 1^{er} février, ils cesseraient d'envoyer du pétrole en Espagne. Après les échos de la presse suisse, c'est une vérification éclatante des renseignements publiés par la Vérité sur le trafic de l'essence à travers l'Espagne. Mais l'affaire du pétrole n'est pas isolée. Nous avons déjà signalé l'envoi d'avions américains par le Portugal à l'Allemagne.

Aujourd'hui nous donnons quelques renseignements sur le trafic du minerai.

Des camarades qui reviennent d'Allemagne nous demandaient « Pourquoi les grandes usines allemandes ne sont-elles pas bombardées ?

Alors que 150 travailleurs, femmes et enfants, de Hambourg ont été

carbonisés, pourquoi les usines de la Lena par exemple restent-elles toujours debout ? »

Nous sommes à présent en mesure de leur donner la réponse. C'est que les produits chimiques allemands sont échangés contre des minéraux spéciaux américains dont le Reich a besoin pour son industrie de guerre. Des camarades sûrs nous informent que ce troc s'effectue régulièrement par l'Espagne¹⁸¹.

C'est le dernier numéro que publie le P.O.I. Après l'unification, la *Vérité* ne continuera pas la campagne.

Les U.S.A., principal rempart de l'ordre capitaliste

L'année 1943 montre le caractère réel de l'intervention américaine en Europe. Les plans d'intervention anti-soviétique dont le C.C.I. a fait un article de foi, sont purs produits de l'imagination. Les Anglo-Saxons qui ont refusé les propositions de Rudolf Hess pour un retournement des alliances ont fait leur choix. Ils ont estimé que l'Allemagne était pour le moment l'ennemi principal. Après avoir envahi l'Italie, ils préparent le débarquement en France : c'est du reste Roosevelt qui a imposé ce projet (Overlord) contre Churchill qui souhaitait envahir les Balkans pour y imposer son contrôle et mettre fin au développement des partisans rouges.

Il est vrai que les Anglo-Saxons ne seraient pas fâchés de laisser les Soviétiques s'user sur les forces vives de la Wehrmacht et tirer pour eux les marrons du feu. Les considérations purement militaires ne suffisent sans doute pas à expliquer la médiocrité des effectifs engagés en Italie et la lenteur de la progression alliée. Significative aussi la répartition des fournitures de guerre qu'expose lui-même Roosevelt : « 40 p. cent à l'Angleterre, 39 p. cent au Proche-Orient et 24 p. cent à l'Union soviétique qui porte de loin le poids principal de la guerre », rapporte la *Vérité*¹⁸².

A la conférence de Casablanca, en janvier, les Anglo-Saxons se sont avant tout préoccupés de la manière dont ils pourraient gagner de vitesse l'Armée rouge en Europe. C'est ce que montre Marcel Hic : *A Casablanca on a discuté, non des plans des alliés, mais uniquement des plans communs anglo-américains — Roosevelt lui-même l'a précisé ; on discutait donc, non des moyens de venir en aide à l'U.R.S.S., mais des mesures à prendre pour accélérer les actions propres des armées anglo-saxonnes et leur permettre d'aller à la rencontre des armées russes. Tout comme les armées de l'Allemagne et de la Russie alliées allèrent à la rencontre les unes des autres en Pologne, chacun cherchant à gagner son allié de vitesse et de*

s'assurer des positions décisives pour faire demain la guerre à son allié d'aujourd'hui ¹⁸³.

Mais pour le moment ce n'est pas par son intervention militaire que l'impérialisme américain mène le jeu contre-révolutionnaire. Sur ce plan au contraire, en affaiblissant l'occupant nazi, il risque de libérer des forces révolutionnaires. C'est pourquoi *la Vérité* du 15 janvier 1943 écrit :

*Les Américains sont en Afrique du Nord. Nous nous réjouissons du coup porté à l'impérialisme allemand et qui nous permet d'espérer une plus rapide décomposition de l'armée nazie**.

Mais, montrant leur rôle depuis leur débarquement, l'article continue :

L'impérialisme américain conduit sa guerre pour des buts qui ne sont pas et ne seront jamais les nôtres. Il s'agit pour lui de lutter pour l'hégémonie économique dans le monde, et non pour la démocratie.

En novembre 1943, la conférence du Socialist Workers Party américain dresse ce réquisitoire :

La prépondérance de la puissance américaine a commencé à se manifester partout avec une force qui va croissant. La puissance industrielle et militaire des États-Unis est devenue le facteur décisif dans la lutte inter-impérialiste pour la domination mondiale. Les manœuvres diplomatiques de Washington, ainsi que ses actes politiques durant l'année qui vient de s'écouler ont servi à détruire le prétexte que cette guerre est menée pour défendre la démocratie contre le fascisme et pour propager les « quatre libertés » à travers le monde.

Le slogan de « la guerre pour la démocratie » a été considérablement discrédité, dès le début, par l'inclusion du gouvernement de Vargas et d'autres gouvernements despotiques dans la coalition des Nations unies ; par les démonstrations d'amitié à Franco, le bourreau du peuple espagnol, ainsi qu'au dictateur du Portugal, Salazar ; par les avances à Pétain, le patronage d'Otto de Habsbourg et de divers monarques européens en exil. Aujourd'hui, les relations avec Darlan et Badoglio esquissent en termes précis la politique contre-révolutionnaire et les buts impérialistes du capitalisme anglo-américain.

* Cette formule est violemment attaquée par le C.C.I. et *Lutte de classe*, qui n'en donnent du reste qu'une citation tronquée. Ils y voient la preuve de « l'américanophilie » du P.O.I. En fait il s'agit d'une simple constatation : les contradictions inter-impérialistes affaiblissent le maître du moment et permettent aux masses populaires de secouer son joug. Ceux qui renoncent à utiliser les contradictions de leurs adversaires ne peuvent espérer vaincre : ils ne peuvent que se gargariser de phrases révolutionnaires. Ce qu'on peut reprocher au P.O.I., ce n'est pas de s'être « réjoui » des contradictions inter-impérialistes et des coups portés aux nazis, c'est plutôt de ne pas avoir su utiliser ces contradictions.

Les rapports avec Darlan, le bourreau de Vichy et le collaborateur de Hitler, servirent à maintenir les relations avec l'Empire français et à assurer la collaboration avec les capitalistes français, les gouverneurs coloniaux et la caste militaire. L'ancien système d'oppression coloniale et de surexploitation reste inchangé sous De Gaulle comme sous Darlan et Giraud. Ni les indigènes d'Afrique, ni les ouvriers coloniaux français n'ont obtenu la démocratie par l'occupation américaine. En Sicile, l'A.M.G.O.T. garda à leurs postes tous les anciens fonctionnaires et policiers fascistes, sauf les plus notoires et les plus haïs. Il est interdit d'avoir une activité politique. La presse est contrôlée. « L'étiquette fasciste est enlevée, câble le reporter du New York Times, mais les mêmes hommes continuent à remplir les mêmes fonctions ».

Commentant les décisions de Casablanca, Marcel Hic conclut : *A Casablanca, Roosevelt et Churchill ont dressé les plans de la contre-révolution. Le prolétariat européen doit leur opposer son plan révolutionnaire, la lutte pour les États-Unis socialistes d'Europe* ¹⁸⁴.

Chose étonnante, Hic ne mentionne pas une des décisions capitales de la conférence : exiger la capitulation sans conditions des pays de l'Axe. La *Lutte de classe* y voit un acte de pure propagande, qui couvre la volonté de résoudre seuls les problèmes de la paix ¹⁸⁵. La presse gaulliste s'en réjouit comme d'une preuve de détermination anti-nazie.

Par la suite, les historiens s'interrogeront sur la raison de cette décision capitale : faire pièce aux tractations entre la Wehrmacht et les soviets ? Plus probablement, rassurer Staline sur l'éventualité d'une paix séparée des Alliés à son détriment ?

On peut penser qu'il s'agit surtout d'empêcher que se développe en Allemagne une opposition pour une paix négociée, en ne laissant d'autres perspectives aux Allemands que de se battre jusqu'au bout derrière leurs chefs. Pour les Américains, Hitler doit tomber sous les coups de leur armée, non d'une révolution anti-hitlérienne*.

Telle est bien la politique américaine, qu'illustre la déclaration du chef de l'Office américain d'information, Elmer Davis. Commentant le 18 mai, à la radio, la victoire alliée en Tunisie, ce dernier déclare :

* Liddell Hart le souligne à sa manière, même s'il ne parle que de reddition : *Tous mes interlocuteurs (les officiers de la Wehrmacht) se plainquirent de la politique de « reddition sans conditions » des Alliés qui, soutenaient-ils, avait prolongé la guerre. Avec une autre formule eux et — ce qui est beaucoup plus important — leurs troupes auraient été disposés à se rendre plus tôt, par groupes ou collectivement.*

Ecouter « en fraude » les émissions de la radio alliée était une coutume répandue, mais la propagande alliée ne précisa jamais les conditions de paix qui auraient pu encourager les Allemands à abandonner la lutte. Son silence sur ce point tendait à confirmer les affirmations de la propagande nazie : s'ils se rendaient, un sort affreux les attendait. Aussi les Allemands continuaient-ils de se battre alors que, depuis longtemps, ils se seraient volontiers rendus. Les Généraux allemands parlent (éd. Stock).

L'Allemagne ne peut attendre de nous aucune pitié. Nous n'aurons pas davantage de faiblesse vis-à-vis du peuple allemand que nous n'en avons eu vis-à-vis des soldats allemands qui descendaient des montagnes vers nos lignes, joyeux de voir la guerre terminée pour eux.

Citant cette déclaration, *la Vérité* commente :

C'est le triomphe du maurassisme dans le camp des Alliés : au moment où le peuple allemand commence à se révolter contre Hitler, on le repousse en lui répliquant : vous n'êtes que d'infâmes nazis, de sales barbares qu'il faudra mener à la trique.

Non seulement par cette politique on consolide la domination chancelante du national-socialisme, non seulement on prépare pour demain, au travers de l'oppression, de nouveaux Hitler, mais encore on ouvre la voie au triomphe de la réaction dans toute l'Europe : à politique extérieure maurassienne, politique intérieure maurassienne. Cela ne peut pas être la politique des masses : les ouvriers tendront la main aux soldats allemands et italiens, tout autant qu'aux Anglo-Saxons ; avec eux ils lutteront pour les États-Unis socialistes d'Europe et du monde .

La Vérité indique en même temps les formules à inscrire sur les murs ou sur les tracts : « Wir sind nicht Deutschlands Feinde ; wir wollen die Vereinigten socialistischen Staaten Europas »¹⁸⁶.

La politique des Alliés s'affirme par tous les plans de démembrement de l'Allemagne qui commencent à fleurir aux États-Unis (par exemple le plan White et celui de la revue *Fortune*), et en Angleterre (par exemple celui de Lord Vansittard). En France divers organes gaullistes les reprennent, notamment ceux des anciens socialistes S.F.I.O.

La Vérité attaque ces plans impérialistes et leur oppose les États-Unis socialistes. Tout se passe comme si les Alliés s'efforçaient d'empêcher tout soulèvement en Allemagne. Or, pour cet objectif, ils peuvent compter sur Staline. En U.R.S.S., les plans de dépècement de l'Allemagne sont repris. La presse soviétique publie un « projet de paix » de l'économiste Varga qui prévoit une indemnité de guerre treize fois plus lourde qu'à Versailles, le démontage et l'envoi en U.R.S.S. de toutes les machines allemandes et la déportation pour le travail forcé en U.R.S.S. de 5 millions de travailleurs allemands¹⁸⁷. *La Vérité* qui analyse ce « plan esclavagiste » conclut : « La bureaucratie stalinienne s'avère être une fois de plus l'ennemie mortelle de la révolution socialiste ».

Ce n'est pas un hasard si la *Contemporary Review* peut déclarer que l'alliance a été faite avec Staline mais ne l'aurait pas été avec Trotski¹⁸⁸.

CHAPITRE VIII

Vers la « libération »

Les événements militaires et politiques jusqu'à la Libération

En 1944, l'effondrement de l'empire nazi s'accélère. L'Armée rouge atteint la Galicie en février, dégage Léninegrad, écrase, en mars, dix divisions germano-roumaines à Kherson, reprend Odessa en avril et Sébastopol en mai. Au début de juin, elle se retrouve sur les positions de départ de l'offensive allemande de 1941. Elle prend l'offensive en Pologne, parvient aux frontières de la Prusse orientale, tandis qu'elle occupe les pays baltes. Le 1^{er} septembre, elle a pris position tout au long de la Vistule.

A l'ouest, les Alliés qui ont longtemps piétiné en Italie, finissent par enfoncer les lignes allemandes à Cassino (mai) et entrent à Rome, tandis que les Allemands les contiennent sur une ligne Pise-Rimini, au-delà de laquelle la fantomatique « République fasciste » de Mussolini vit ses derniers mois d'existence.

Enfin, le 6 juin, le débarquement si longtemps annoncé, se produit en Normandie. Après une période de lutte acharnée au cours de laquelle les Alliés occupent Caen et Saint-Lô, ils opèrent une percée à Avranches ; dès lors tout le dispositif allemand se disloque. Largement aidés par les opérations des mouvements de résistance, les Alliés remontent sur Paris. Au début de septembre, ils occupent la Belgique. En même temps, la première armée française et la VIII^e armée américaine débarquent à Saint-Raphaël le 15 août, occupent le Midi, opèrent leur jonction avec les armées venues de l'Ouest ; à la mi-septembre les Alliés seront sur les Vosges, sur la Moselle et devant Aix-la-Chapelle. Pour la majorité des Français, la guerre devient un événement lointain, un peu comme à l'époque de la drôle de guerre.

La révolution éclatera-t-elle en Allemagne, comme l'ont espéré les trotskistes ? Dès juillet-août, en dépit des rodomontades de la propagande nazie (qui parle de l'intervention in extremis d'armes nouvelles fulgurantes), la défaite de Hitler est un fait acquis.

L'Allemagne orientale est occupée, les troupes allemandes démoralisées sont à peu près partout revenues à leurs frontières. Avant que les armées alliées et soviétiques n'occupent leur territoire, les travailleurs allemands ne disposent que d'une courte période pour prendre l'initiative. Mais, seul un groupe de la bourgeoisie et des officiers tenteront, en juillet, de se débarrasser de Hitler pour obtenir une paix de compromis. La classe ouvrière, sans direction et sans perspective, ne bouge pas. Ni non plus les soldats et les marins. Le dispositif anti-révolutionnaire mis en place par les impérialismes anglo-saxons et les dirigeants soviétiques fonctionne bien et renforce celui des nazis : la défaite n'entraînera pas la révolution comme en 1918.

En fait, c'est au cours de ces quelques mois que se joue l'issue politique de la guerre en Europe occidentale. La bourgeoisie française est convaincue que l'effondrement de l'ordre nazi signifiera l'irruption des masses révolutionnaires. Nous avons vu comment cette crainte a déterminé, à la fin de 1943 le général de la Porte du Theil à essayer d'obtenir le ralliement du maréchal Pétain aux Alliés. Il est arrêté en janvier 1943. Vichy est amené à collaborer plus frénétiquement que jamais avec les nazis. Pourtant nous verrons que les relations n'ont jamais cessé entre Vichy et Alger. Tout ce beau monde n'a qu'une pensée : assurer la transition entre le régime de Vichy et le nouveau gouvernement bourgeois au service des Alliés, de manière à éviter tout bouleversement révolutionnaire. En juillet et en août, Pétain et même Laval s'efforceront d'établir eux-mêmes cette transition.

Mais il n'en est pas même besoin. La collaboration des communistes avec Alger (en avril, on laisse deux strapontins à des ministres communistes) permet aux gaullistes de faire l'économie de cette alliance ; ils n'ont pas à redouter une tentative communiste de prise de pouvoir ; au contraire, ils peuvent compter avec l'aide du P.C.F. pour empêcher tout mouvement incontrôlé.

La guerre se transformera-t-elle en guerre civile révolutionnaire du prolétariat européen ? En fait c'est en France que se fera la décision : suivant que la libération entraînera un soulèvement populaire pour la libération sociale, ou qu'elle se bornera à une victoire militaire des impérialismes anglo-saxons.

Le mois d'août 1944 est ainsi le révélateur d'une période historique. L'action des internationalistes change de signification. En 1939, ils prenaient date. En 1940, leur opposition était encore de principe : il s'agissait de s'organiser. En 1943, il s'agissait de mettre en place le dispositif révolutionnaire. En 1944, il s'agit d'autre chose : l'heure est venue de passer à l'action décisive. Non seulement est mise à l'épreuve la capacité de l'organisation, l'efficacité de son implantation et de ses cadres. Mais aussi la réalité des analyses théoriques.

La conférence européenne de la IV^e Internationale

En janvier 1944, se réunit la conférence européenne de la IV^e Internationale. Elle se tient près de Beauvais, dans les écuries d'un château que Dalmas a transformé en centre d'hébergement et de transit de prisonniers russes évadés. Des groupes armés du P.O.I. en surveillent les abords. La conférence siège six jours.

Sa représentativité est médiocre. La délégation française est la plus nombreuse : Craipeau, Gibelin et Spoulber pour le P.O.I., Prager et Grimblat pour le C.C.I., Henri Claude et Maillot pour *Octobre*. Pour le reste une forte délégation du P.C.R. belge (dont Léon et Mandel), un ou deux délégués allemands (dont Widelin), deux délégués grecs (Raptis et Vitzoris), un représentant du groupe espagnol.

La conférence critique à la fois les positions du P.O.I. et du P.C.R. sur les questions nationales, à la fois l'attentisme prolongé du C.C.I. et son schématisme. Elle élabore « comme base à toutes les sections de notre Internationale en Europe », un document de 20 000 mots : « Thèses sur la liquidation de la deuxième guerre impérialiste et la montée révolutionnaire »*.

Ces thèses repoussent les schémas du C.C.I. sur le caractère prioritaire, pour les U.S.A., de la guerre contre l'U.R.S.S. et l'impossibilité d'un deuxième front.

Analysant l'offensive diplomatique des Alliés (« Depuis Franco, Salazar jusqu'à Ismet Inonu »), elles constatent que *l'objectif fondamental [de la bourgeoisie] est d'éviter toute discontinuité dans la domination bourgeoise, toute rupture dans l'appareil d'État, toute fissure par où la révolution prolétarienne puisse s'engouffrer et faire son chemin.*

Tous les délégués sont pourtant convaincus qu'« avec une nécessité inflexible, la guerre impérialiste évoluera vers sa transformation inévitable en guerre civile ». La conférence prévoit que l'effondrement du Japon provoquera une crise « qui embrasera tout l'Orient » et d'abord la Chine ; mais pour elle, les principaux foyers de la révolution se situeront, avec des rythmes décalés, dans les pays capitalistes avancés : l'Amérique, le Japon et surtout « l'Europe décadente ». L'exemple de l'Italie semble confirmer ce pronostic.

Le 25 juillet n'a pas seulement été le dernier jour du fascisme italien, il a été le premier jour de la révolution européenne qui vient. Spontanément, avec l'apparition des « communistes internes », les masses ouvrières ont créé les points d'appui de leur propre pouvoir.

Les thèses doivent constater que les partis socialiste et communiste qui ont accepté « la transformation de ces organes embryonnaires

* Projet présenté par Raptis (Pablo).

du pouvoir ouvrier, en commissions purement économiques » disposent d'« une influence sérieuse dans les larges couches ouvrières ». Mais elles considèrent que la voie est fermée à une renaissance des formes démocratiques bourgeoises : la révolution italienne connaîtra un nouveau départ avec l'extension du mouvement en Europe et d'abord en Allemagne.

Or la lutte des masses européennes est dominée par la lutte contre l'occupant nazi.

C'est tout d'abord par la résistance à l'oppression et à l'exploitation de l'impérialisme occupant que se sont manifestés en grande partie le réveil et la combativité des masses... Le sentiment national des masses, extrêmement confus, exprimait, sous sa force réactionnaire, avant tout leur hostilité à une surexploitation de l'impérialisme allemand, leur opposition à l'État réactionnaire, installé sous la protection des baïonnettes allemandes, leur refus de se soumettre à la dictature fasciste.

Cette révolte conservait, sous sa forme nationale, réactionnaire, un fond révolutionnaire, malgré les tentatives des différentes bourgeoisies nationales et de l'impérialisme mondial de la canaliser à leur profit.

La conférence constate qu'« avec l'exacerbation constante des contradictions sociales », la résistance des masses prend « un caractère de classe de plus en plus accusé ». Elle ajoute qu'elle englobe désormais « dans le camp ennemi, l'impérialisme « ennemi » tout autant que sa propre bourgeoisie ».

Malheureusement aucune preuve n'est apportée à cette estimation optimiste. La conférence définit ainsi son orientation :

Le prolétariat soutient cette lutte [contre l'oppression de l'impérialisme allemand] pour faciliter et accélérer sa transformation en lutte générale contre le capitalisme. Cette attitude implique la lutte la plus énergique contre les tentatives pour reconstruire l'État et l'armée capitalistes. Tout doit être mis en œuvre au contraire, pour développer les embryons de pouvoir ouvrier (milices, comités, etc.) tandis que la lutte la plus énergique doit être menée contre toutes les formes du capitalisme.

Elle reprend à son compte les directives du secrétariat provisoire sur le mouvement des partisans. Mais le rôle de ces partisans est conçu comme celui de troupes auxiliaires de la révolution ; leur intervention étant subordonnée au mouvement révolutionnaire des villes industrielles.

Elle dénonce : *comme un mot d'ordre grossier et trompeur le mot d'ordre de « l'insurrection nationale » destiné en réalité à couvrir la transmission de la direction de l'appareil militaire et policier à une autre direction de même acabit.*

En cas de soulèvement des masses populaires dans le cadre d'un débarquement limité ou de sa préparation, le prolétariat s'efforcera de lui donner une ferme orientation de classe ; il opposera à toute tentative de reconstruction des armées bourgeoises la lutte pour l'armement du prolétariat, pour la milice ouvrière.

On voit les limites de telles directives. D'abord, les internationalistes ne cherchent à avoir aucune initiative dans le soulèvement. Ensuite on escamote le fait que le soulèvement visera d'abord à se débarrasser des structures d'oppression nazie (militaires et politiques). C'est à partir de là que se posera le problème : quelles nouvelles structures ? Remettra-t-on le pouvoir aux préfets d'Alger ou aux gouverneurs royaux de Belgique ? Ou bien le peuple en armes gardera-t-il le pouvoir et comment ? Les révolutionnaires ne peuvent répondre que s'ils ont part, eux-mêmes, à l'initiative.

C'est que la IV^e Internationale considère que la clé de la situation est ailleurs : c'est l'affrontement révolutionnaire en Allemagne qui infléchira le mouvement révolutionnaire de toute l'Europe dans un sens prolétarien. « La révolution allemande reste l'épine dorsale de la révolution européenne ». Les thèses analysent l'exacerbation des contradictions en Allemagne. La bourgeoisie s'efforcera de prendre les devants et de se débarrasser d'Hitler pour négocier une paix de compromis. Mais c'est le prolétariat allemand « beaucoup plus nombreux et concentré » qu'en 1933, qui « jouera dès le début un rôle décisif ».

Pourtant, contrairement à ce qui s'était passé en Italie, aucun signe n'est apparu, en janvier 1944, annonciateur d'un ébranlement du régime. Les thèses sous-estiment les moyens dont dispose la dictature et surtout ceux dont disposent les impérialismes alliés qui visent à « mettre en tutelle militairement, politiquement, intellectuellement, moralement, un peuple de quatre-vingts millions d'habitants ». Il s'agit d'imposer une solution purement militaire et d'empêcher ainsi tout soulèvement révolutionnaire.

Or, l'Union soviétique appuie délibérément cette politique. Les thèses l'expliquent :

La bureaucratie ne peut avoir recours contre l'impérialisme qu'aux méthodes de l'impérialisme lui-même ; il lui faut s'assurer des frontières stratégiques, créer des zones d'influence, chercher à s'emparer de points d'appui économiques qui lui permettront de reconstituer et de stabiliser son économie.

[...] *En définitive il s'agit, tout en utilisant les soulèvements des masses populaires, de les faire servir aux intérêts de caste de la bureaucratie, au travers d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Cette manœuvre s'effectue sous le drapeau de la propriété privée et de la démocratie bourgeoise. En*

réalité, par sa nature même, la bureaucratie est incapable d'apporter l'un et l'autre ; l'économie des pays frontières ne peut se souder à l'économie soviétique qu'en recourant aux mêmes méthodes, c'est-à-dire au travers de la nationalisation des industries, de la collectivisation de l'agriculture, de la planification. La bureaucratie par contre ne peut tolérer la moindre démocratie. Au contraire, plus l'élévation des forces productives accroît le poids du prolétariat et rend possible une organisation véritable de la démocratie prolétarienne sur le plan politique, économique, et à tous les échelons, plus la bureaucratie, pour défendre ses privilèges, doit briser le mouvement propre du prolétariat. Le sort du soviet de Wilno, en 1939, est le symbole de ce que la bureaucratie stalinienne apporte sur ce plan au prolétariat révolutionnaire des pays limitrophes.

Mais, au lieu de tenir compte du formidable changement que fait intervenir le rôle de l'U.R.S.S. dans les rapports des forces, la conférence se rassure en répétant la prédiction de la disparition prochaine du stalinisme,

La guerre, aiguissant de façon intolérable les contradictions de l'économie russe, a sonné inéluctablement l'heure de la liquidation de la bureaucratie stalinienne.

La conférence adopte une résolution sur la stratégie dans les luttes ouvrières :

La stratégie de la IV^e Internationale est toujours dominée par cette idée centrale : pousser les masses à prendre en mains leurs luttes et à exercer elles-mêmes le pouvoir.*

Un premier pas dans ce sens, ce sont les comités d'entreprises d'Italie. Mais une expérience belge, plus modeste, montre aussi l'exemple :

Dans certaines régions, les ouvriers se réunissent dans les usines, discutent les problèmes de l'entreprise, élisent et révoquent leurs délégués. Leurs victoires sur de nombreuses revendications économiques, parfois même contre les décisions des forces d'occupation [contre la déportation] amènent les travailleurs des autres entreprises et des autres régions à suivre leur exemple¹⁸⁹.

Effectivement, la *Vérité* cite des extraits de *Travail*, organe syndical de la métallurgie liégeoise, qui se prononce pour la lutte révolutionnaire et du *Réveil des mineurs* de Charleroi qui écrit : *Nous devons remplir notre devoir de classe. Pour cela, nous devons, dans chaque charbonnage, former nos comités de puits, composés des éléments les plus conscients et les plus dévoués à notre cause. Nous devons faire de l'agitation et de la propagande, afin de*

* Projet présenté par Craipeau (Francis).

convaincre les ouvriers des autres corporations d'unir leurs forces aux nôtres dans un véritable front ouvrier. Le Réveil des mineurs ... luttera contre les tendances patriotiques et collaborationnistes ¹⁹⁰.

La conférence de la IV^e se prononce pour la politique du Front ouvrier. Il s'agit d'abord de regrouper les travailleurs révolutionnaires de toutes tendances dans des « groupes ouvriers ».

Mais les luttes ouvrières actuelles débordent déjà de bien loin le cadre de l'atelier et de l'entreprise. Nous voyons déferler de grandes vagues ouvrières (grèves de Liège, de Charleroi, des mineurs du nord de la France, grèves de la métallurgie, grèves contre la relève, grèves du 11 novembre, etc.). Il est nécessaire d'organiser ces mouvements, de les dégager de la gangue nationaliste dont les revêtent encore souvent les partis d'union sacrée, de les souder les uns aux autres sur des objectifs de classe. C'est pourquoi la IV^e Internationale souligne la nécessité du Front ouvrier comme mot d'ordre général de propagande et d'organisation.

Au-delà des objectifs immédiats, ce mot d'ordre ouvre la voie aux Comités ouvriers (soviets). Le Front ouvrier doit chercher à s'unir aux classes moyennes, et d'abord aux paysans travailleurs, avec des mots d'ordre comme le contrôle ouvrier et paysan du ravitaillement et des stocks. Les trotskistes s'efforceront de préparer « l'armement et l'organisation militaire des ouvriers sur la base de l'usine ».

Ils définissent ainsi les grandes lignes de leur programme d'action :

1. *Défense des intérêts immédiats des travailleurs : salaire vital (autant que possible, lutter pour des primes égales de vie chère et non sur les pourcentages) ; égalité des salaires pour les femmes, les jeunes, les coloniaux ; ralentissement des cadences ; opposition à l'extension de la journée de travail ; meilleur ravitaillement.*

Cette lutte « doit être orientée vers des mots d'ordre plus larges comme l'échelle mobile des salaires ou le contrôle ouvrier ».

2. *Organisation de la résistance collective aux mesures de réquisition de main-d'œuvre, de déportation en Allemagne, de mobilisation industrielle et militaire. « Orienter cette lutte de manière à montrer la solidarité effective de la bourgeoisie indigène avec l'impérialisme occupant et la solidarité des travailleurs du pays occupant et des pays occupés ».*

3. *Solidarité avec les victimes de la répression fasciste, avec les militants arrêtés par la police et la Gestapo, avec les réfractaires chassés de la vie légale [...]*

4. *Organisation d'une liaison effective avec les ouvriers déportés en Allemagne afin d'étendre la lutte aux usines allemandes.*

5. *Organisation de la fraternisation avec les ouvriers des pays soumis à la dictature fasciste, tant dans les usines allemandes que*

par la propagande auprès des troupes de l'Axe (souligner l'importance de cette fraternisation pour empêcher la répression des mouvements en paralysant l'intervention des S.S. grâce à l'attitude des soldats : utiliser l'exemple de l'Italie).

6. Offensive systématique pour l'exercice des libertés ouvrières : maintien du droit de grève par la grève elle-même ; élection ou désignation de délégués ouvriers qui soient les porte-paroles véritables des intérêts ouvriers ; protection de ces délégués, etc.

7. Désorganisation systématique de la production de guerre allemande par l'action collective sous toutes ses formes (grèves perlées, résistance passive, etc.) jusques et y compris, le sabotage de masse...

8. Préparation à la lutte insurrectionnelle des masses : les B.L. expliquent que la libération des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et qu'ils doivent se préparer non seulement à se débarrasser de l'appareil d'État allemand et de ses satellites, mais en même temps de la bourgeoisie indigène qui s'efforce de réinstaller son pouvoir grâce à l'appui des baïonnettes alliées ; ils orientent de toutes leurs forces la lutte armée vers le renversement de la dictature capitaliste et l'instauration de la dictature prolétarienne.

Contrairement aux thèses du C.C.I., la conférence souligne l'imminence d'un débarquement en Europe occupée. La résolution sur *la montée révolutionnaire et le deuxième front**, constate, *il est plus que probable qu'un débarquement favorisera les explosions révolutionnaires* et s'efforce de donner des perspectives au mouvement pour : *lier les mouvements épars, [...] donner par des mots d'ordre appropriés une expression conséquente aux aspirations révolutionnaires du mouvement autonome des masses, et l'orienter résolument vers la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.*

Les directives vont dans le sens de la grève générale, de l'armement général du prolétariat, de la fraternisation et de la prise du pouvoir. Mais elles ne s'accompagnent d'aucune évaluation des rapports de forces. Les délégués comptent sur l'irruption de la révolution allemande pour bouleverser ces rapports de forces.

L'unification des trotskistes en France : le Parti communiste internationaliste

La conférence européenne décide que les groupes adhérents

* Projet présenté par Spoulber (Marcoux).

prendront tous le titre de (partis) communistes internationalistes. Elle élit un secrétariat européen pour coordonner leur action. Elle unifie leurs statuts : pour la période illégale sont distinguées les liaisons, les sympathisants, les candidats incorporés à une cellule et qui peuvent devenir militants après un stage au cours duquel ils sont mis à l'épreuve (trois mois pour les ouvriers, six mois pour les autres)¹⁹¹.

Enfin la conférence décide l'unification de sa section française (le P.O.I.) avec les deux autres groupes qui acceptent la discipline de la IV^e Internationale : Octobre et le C.C.I. Ce dernier a mené une interminable bataille de procédure pour obtenir « la parité » avec le P.O.I. (cinq fois plus nombreux) dans les organes de direction*. Finalement le comité central est formé de trois P.O.I. (Craipeau, Gibelin, Spoulber), deux C.C.I. (Prager, Grimblat), un Octobre (Henri Claude) et un représentant du secrétariat européen (Pablo) pour répartir au besoin. Ce comité central doit préparer « l'unification à la base et dans tous les domaines dans le délai maximum d'un mois ». Entre temps, chaque organisation garde sa vie propre. Les textes prévoient dans le détail les modalités de la fusion (le droit de fraction étant maintenu jusqu'au congrès), le fonctionnement des commissions (entreprises, jeunes, cadres) et même la direction de la région parisienne (deux P.O.I., un C.C.I., un Octobre).

Centralement le P.C.I. publiera *la Vérité* (deux P.O.I., un C.C.I., un Octobre), *la Jeune Garde*, un *Bulletin intérieur* (paritaire), *le Militant* (pour la formation), des organes par branche industrielle (comme *la Lutte des cheminots*). Toutes ces publications sont celles du P.O.I., ainsi que toutes les publications régionales sauf celle de la région parisienne qui devient *le Soviet*. La revue théorique (*IV^e Internationale*) est éditée par le secrétariat européen. *Ohé ! Partisans* cesse de paraître, ce qui est significatif.

Seul le petit groupe *Lutte de classe* ne prend pas part à l'unification des trotskistes. Il considère que l'autocritique du C.C.I. et surtout celle du P.O.I. sont insuffisantes. Il écrit en février 1944 : *Pour pouvoir — dans un texte exprimant la position officielle — transformer la trahison du mouvement de la IV^e Internationale en un conte bleu de perspicacité bolchevique (hormis quelques erreurs), il faut que le niveau idéologique du P.O.I. soit bien bas.*

Seules les fautes des organisations trotskistes les ont isolés pendant la drôle de guerre, alors que, estime-t-il : *Jamais le contact avec les masses ouvrières n'a été plus facile (et pas*

* En 1936, malgré l'opposition de Trotski et ses diatribes contre ce prétendu principe, l'organisation officielle des Bolcheviks-léninistes, pour parvenir à l'unification, avait accepté la parité à la direction avec le groupe la Commune, mais tempérée par la présence d'un délégué des Jeunesses qui déterminait la majorité.

*seulement avec les masses ouvrières), jamais les masses n'ont été plus disposées à accueillir la propagande révolutionnaire*¹⁹².

Mais le groupe *Lutte de classe* n'explique pas son propre isolement !

Un quart de siècle plus tard, une brochure de *Lutte ouvrière* commente le refus de participer à l'unification par le refus d'auto-critique de la section française. Puis elle donne une explication plus plausible :

*Nous savions que, vu notre petit nombre, il ne nous serait pas possible, de l'intérieur, de redresser la section française. Elle était devenue une organisation opportuniste et notre seul espoir était d'arriver à démontrer aux éléments valables du P.C.I. la justesse des méthodes politiques et organisationnelles du bolchevisme et de provoquer un regroupement*¹⁹².

En fait, c'est une justification de secte : le groupe *Lutte de classe* reste un groupe minuscule sans influence même locale.

La conférence nationale du P.O.I. qui se réunit en janvier avec les représentants du P.O.I. ratifie l'unification, malgré son caractère bureaucratique, inévitable en période illégale. Seul le représentant de la région lyonnaise, Marc Paillet, insiste sur la nécessité d'une discussion politique préalable, pour prémunir le parti « contre l'opportunisme et l'ultra-gauchisme ». Citant Lénine (« avant de s'unir il faut s'épurer ») il réclame une autocritique plus précise du P.O.I.*¹⁹³.

Les divergences apparaissent par contre au congrès de la région parisienne. La résolution de la majorité, présentée par Essel et Michèle Mestre, confirme à nouveau sa rupture avec les déviations nationalistes dont le bréviaire est constitué par les thèses sur la question nationale de 42 et se range entièrement sur la base de l'orientation définie par les thèses de la conférence européenne¹⁹⁴.

Mais Swann présente une résolution minoritaire :
Le Congrès [...] s'il approuve dans ses grandes lignes le rapport du secrétariat européen sur la situation internationale, ne peut se solidariser avec la condamnation des « thèses sur la question nationale » votées en 1943 par l'unanimité du Parti réuni en congrès régulier [...]

[...] La bourgeoisie nationale essaie à travers toute l'Europe d'exploiter à son profit [le] mouvement national des masses en lui imposant comme objectifs ses propres objectifs impérialistes. Mais en dépit de ce dernier fait, le mouvement national des masses reste

* Le dirigeant de la région lyonnaise, Marc Paillet quittera le P.C.I. en 1948, appartiendra plus tard à l'aile droite du P.S.A. et du P.S.U. qu'il quittera pour rejoindre Mitterrand à la Convention des institutions républicaines. Il publie en 1964 *la Gauche : année zéro* (collection idée, N.R.F.).

un mouvement anti-impérialiste et, ce qui est fondamental, s'oppose aussi bien dans l'action quotidienne à l'oppression impérialiste traditionnelle qu'à l'oppression impérialiste allemande. C'est pourquoi la IV^e Internationale appuie en Europe le mouvement national des masses contre l'opresseur impérialiste traditionnel et l'opresseur impérialiste allemand, en même temps qu'elle soutient le mouvement national des minorités.

Concrètement, en France, soutenir le mouvement national des masses signifie :

a) lutter avec les masses contre toutes les formes de l'oppression impérialiste : l'occupation, les réquisitions agricoles, la déportation, la suppression des libertés démocratiques et ouvrières.

b) expliquer aux masses populaires qu'une France libre et indépendante ne peut plus se concevoir que dans une Europe unifiée par le socialisme.

C'est seulement dans la mesure où le Parti saura se mettre à la tête des masses dans ces luttes essentielles qu'elles mènent aujourd'hui contre l'oppression impérialiste, que les mots d'ordre prolétariens et les formes d'action prolétariennes seront les mots d'ordre et les formes d'action du mouvement national des masses. La voie indiquée par les sectaires du C.C.I. ou celle, tout à fait imprécise du C.C. de capitulation de notre parti, ne peuvent nous mener qu'à nous couper des masses, c'est-à-dire reviennent en fait à engager le Parti dans la voie de la défaite de la révolution prolétarienne en Europe.

Les minoritaires se réclament du Programme de transition de la IV^e Internationale qui reconnaît qu'« il y a quelque chose de juste et de progressif dans le patriotisme des masses ». Ils déclarent leur hostilité à « une fusion aventuriste menée par les sectaires de notre organisation, rejoignant un groupe aventuriste qui s'est exclu de l'Internationale »¹⁹⁴.

Ce « groupe aventuriste », c'est le C.C.I. En tout cas, il ne pèche pas par excès de modestie :

Le Parti a besoin d'une direction révolutionnaire... Le C.C.I. constitue cette direction. Le P.O.I. est un courant petit-bourgeois à base sociale petite-bourgeoise. L'activité du parti ne peut se faire que sur la base d'une lutte de classe exacerbée.*

Formé en fraction, il organise des interventions violentes des cellules qu'il contrôle et se constitue en direction occulte du parti. Ceux qui refusent une telle discipline sont exclus de la fraction... et le C.C.I. s'efforce de les chasser du parti.

* C'est ce que rapporte la minorité dans *le Bulletin Intérieur*, n° 1. Dans la réponse la majorité du C.C.I. ne le nie pas.

C'est déjà ce qui est arrivé à Lambert* ; dirigeant d'une tendance hostile aux « élucubrations doctrinales » du C.C.I., il avait été exclu du C.C.I. pour « attitude irresponsable dans les tâches qui lui avaient été confiées »¹⁹⁵. Le P.O.I. avait jugé que le principal motif de cette exclusion était politique et avait refusé de l'exclure du parti. Après s'être opposée à la constitution du C.C.I. en fractions, la minorité du C.C.I. en constitue une à son tour avec les militants d'Octobre : cette fraction publie une plateforme qui occupe le n° 2 du *Bulletin intérieur* ; elle considère qu'elle représente « authentiquement » le nouveau parti¹⁹⁶.

La majorité du P.O.I. refuse de constituer une troisième fraction. Elle compte sur sa cohésion politique, sur le respect des thèses de la conférence européenne et sur sa propre supériorité dans le travail de masse.

Cette belle confiance va être battue en brèche. D'abord sur le plan politique. L'unification traîne en longueur : des séances interminables du Comité central sont consacrées à la répartition des tâches ; les représentants du C.C.I. veulent occuper toutes les responsabilités importantes et bloquent les décisions. Pendant ce temps *la Vérité* continue à paraître comme organe du P.O.I. Or, sous le titre « les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges » un éditorial de Spoulber (Marcoux) écrit :

*L'armée de l'U.R.S.S. n'écrasera pas les soviets de Berlin, de Budapest et de Paris. Ce sont les soviets au contraire qui rappelleront à l'armée russe qu'elle est une armée soviétique... Demain, l'Europe s'embrasera dans l'incendie révolutionnaire*¹⁹⁷.

Ce messianisme lyrique suscite les réactions de nombreux militants qui y voient avec inquiétude la même tendance au verbalisme que dans le C.C.I.

La cohésion du P.O.I. est plus gravement ébranlée encore par un échec d'organisation. La direction du P.O.I. s'efforce de s'implanter dans les groupes armés. En janvier, nous l'avons vu, Parisot a été arrêté et Craipeau blessé par la Gestapo en essayant de prendre contact avec un groupe de partisans. Au début de mars une opération militaire à Paris échoue et entraîne l'arrestation de sept militants dont un jeune mécanicien de Montrouge : Maurice Laval.

Ces arrestations donnent au C.C.I. l'occasion qu'il attendait pour prendre le parti en mains. Il réclame l'arrêt de l'unification dans la

* Ancien militant des J.C.R. (groupe la Commune) Lambert avait milité pendant toute la guerre dans les rangs du C.C.I. Il avait été exclu pour « attitude irresponsable, paralysant le travail de l'organisation et tendant à la désagréger par des attaques constantes à ses règles de travail et aux principes sur lesquels elle s'était constituée » (B.I. N° 9). Il sera membre du Comité Central au premier congrès, actuellement militant syndicaliste à F.O. et militant dirigeant de l'O.C.I. (Organisation Communiste Internationaliste).

région parisienne sous prétexte de sécurité, le remplacement du comité central par un organisme de trois membres pour épurer le parti (en fait le P.O.I.) et le réorganiser. Le secrétariat européen n'accepte pas de confier au seul C.C.I. la direction mais il suspend le Comité central et le comité régional et décide de prendre en charge la réorganisation du parti dans la région parisienne, avec un comité consultatif de trois membres. En tant que responsable militaire du P.O.I., Y. Craipeau est suspendu en attendant les résultats de l'enquête. Pendant un mois décisif — celui de la mise en place du parti et de sa presse, les dirigeants du C.C.I. assument l'essentiel des responsabilités, organisent l'épuration et installent leur fraction à plusieurs des leviers de commande. Leur comportement suscite une violente réaction du groupe Octobre qui dénonce « les graves dangers que présentent, pour un parti révolutionnaire, les conceptions infantiles, staliniennes et sectaires, des camarades de la direction du C.C.I. »¹⁹⁸

C'est la revanche du groupe de « La Commune » que l'Internationale avait exclu en 1936 à la demande de Trotski. Elle écarte bon nombre de militants et marque les premiers pas du parti unifié. *La Vérité* contrôlée par le C.C.I. souligne qu'elle n'a rien à voir avec les soixante-quatre numéros précédents (elle repart du numéro un). Elle se consacre essentiellement à la propagande contre les alliés. On y retrouve du reste les thèses du C.C.I. sur l'impossibilité du deuxième front :

*Le deuxième front n'est qu'une sinistre duperie. Le seul front que les impérialismes américain et anglais soient résolus à établir, c'est le front contre la classe ouvrière*¹⁹⁹.

Le 10 avril enfin, trois mois après la conférence européenne, les organismes réguliers du parti sont rétablis. *La Vérité* paraîtra désormais en rappelant les numéros antérieurs (soixante-cinq, nouvelle série numéro 5) sous la direction de Spoulber et Prager. Mais le parti reste corseté par une fraction qui, quoique toujours très minoritaire, infléchit toute sa politique.

Le P.C.I. pourra-t-il peser sur l'événement ?

Toute organisation de révolutionnaires professionnels présente un danger : ses militants finissent par vivre entre eux, par se séparer du monde réel, par juger de l'état d'esprit des masses selon des schémas théoriques que viennent confirmer leurs relations sélectives avec une étroite frange de travailleurs sympathisants ou proches. En période d'illégalité profonde, la situation est plus grave encore pour les dirigeants, dont les contacts sont réduits à quelques responsables, eux-mêmes sans rapports directs avec la masse.

Les circonstances qui les séparent pendant un temps de l'organisation, les amènent à prendre contact avec la réalité. C'est ainsi que Lambert prend conscience de la réalité du rapport des forces : la plateforme de la minorité du C.C.I. attaque les conceptions du C.C.I. selon laquelle la révolution est un processus automatique qui porterait nécessairement l'avant-garde au moment donné : « on ne saurait trouver caricature plus grande du marxisme ». Le parti n'est encore que « l'embryon du parti révolutionnaire ». Son rôle est de « féconder le mouvement », de « fournir aux ouvriers les objectifs clairs de leur combat en même temps qu'il se liera dans la lutte à leurs meilleurs militants ». Pour le moment le Parti communiste français est totalement hégémonique dans les luttes. C'est lui qui en assumera la direction, en la personne de ses militants ouvriers. L'avenir dépend du rôle que joueront ses militants :

Le nationalisme des masses est superficiel et vole en éclats dès que le combat s'engage. Toute lutte des ouvriers, que ce soit pour des revendications élémentaires ou contre l'exploitation allemande, les oppose directement d'abord aux patrons et à l'État français, opérant ainsi une scission dans la « nation », dans le bloc d'unité nationale qu'entend cimenter le parti stalinien avec la bourgeoisie française. C'est en partant de cette situation objective : appréciation du conflit entre l'idéologie nationaliste superficielle et l'instinct de classe fondamental des ouvriers qui reprend fatalement le dessus dès qu'ils se mettent en mouvement, que la IV^e peut dès maintenant, en s'intégrant au courant des masses, gagner déjà à son drapeau les couches d'ouvriers les plus avancées ²⁰⁰.

Lambert compte sur la grève générale pour accentuer le divorce entre les militants communistes qui ont « la volonté de mener le prochain combat jusqu'au bout » et leur direction qui voudra les contenir dans le cadre de l'union sacrée. Il faut « penser masses et non plus en petit noyau » écrit Lambert. Mais « penser masses » exige de comprendre les aspirations réelles des masses en Europe occupée. En se berçant de l'illusion que leurs aspirations nationales constituent un vernis artificiellement plaqué par la direction du P.C.F., on risque de fabriquer une nouvelle mythologie : le débordement du P.C.F. par sa base et la valeur magique de la grève générale.

C'est du moins ce que pense Y. Craipeau, de retour au Comité central. Il a utilisé ses vacances forcées pour reprendre contact avec divers milieux ouvriers et paysans. Il a pu constater l'isolement des internationalistes (généralement ignorés), les progrès foudroyants de la propagande et de l'organisation stalinienne. Il a pu constater que les masses aspiraient avant tout à se débarrasser des nazis et de leurs satellites et qu'elles nourrissaient de profondes illusions sur la libération par les Alliés. Il est désormais convaincu que les masses ne

pourront faire leur expérience qu'au cours même de la lutte contre les fascistes, en la prenant en charge, en établissant leurs propres organismes de pouvoir à la place des organismes vichystes. Il pense qu'elles pourront faire leur expérience du caractère contre-révolutionnaire des Alliés et de leurs agents, seulement au cours de cette lutte, qu'enfin en ce moment décisif tout se règlera par les armes. Le Parti ne pourra intervenir dans les événements, en entraîner l'avant-garde, que s'il dispose lui-même de groupes armés ou s'il influence des groupes armés.

Pour rendre possible cette orientation, tout en participant à la rédaction de *la Vérité*, Craipeau se consacre désormais aux problèmes militaires avec le nouveau spécialiste militaire du Parti : Marc Laurent (Henri Molinier).

Mais, le Parti n'est pas prêt à une telle politique. Qu'on en juge par quelques échantillons des critiques lancées par des cellules (cécéistes) contre le numéro de juillet. *La Vérité* titrait :

« *Comment en finir avec le fascisme et la guerre* ». C'est un titre que ne désapprouverait pas un stalinien, commente la cellule 62. Est-ce à nous à rappeler au Comité de rédaction de *la Vérité* que la IV^e a toujours lutté pour montrer aux masses que le fascisme c'est l'expression du capitalisme pourrissant, que sortir du fascisme ne signifie rien, que c'est bon dans la bande de Léon Blum ou Marty qui lui opposent la Sacro-sainte Démocratie, pas dans celle (sic !) des B.L. Il faut également, écrit la cellule 51, que la majorité avec les bonnes vieilles habitudes du P.O.I., se réclame de son passé anti-fasciste. Elle devrait plutôt se taire ; ce n'est pas à son honneur.

Sur le débarquement, la même cellule :

Le rôle du Parti au moment du débarquement est non pas de pousser par des mots d'ordre les ouvriers dans la voie de la Révolution, mais de les armer contre le danger contre-révolutionnaire des U.S.A. Tous les problèmes de la révolution se ramènent à un seul : expliquer patiemment ».

La cellule 62 attaque le mot d'ordre de Comités d'usines :

« *Lancer de tels mots d'ordre c'est risquer de jeter la classe ouvrière dans une aventure... Quant au mot d'ordre de libération des emprisonnés, il est purement provocateur...* »²⁰⁰

Il est vrai qu'à l'inverse, d'autres militants, comme Séverin (Schmidt), ancien responsable militaire du P.O.I., invite le parti à passer aux actes par une participation effective d'ouvriers des groupes clandestins aux coups de mains sur les prisons et camps d'internés administratifs, au repérage et à l'exécution des mouchards, à la constitution de stocks d'armes et de munitions²⁰¹.

Mais le Parti ne fait pratiquement rien dans cette voie.

L'activité du P.C.I. se borne le plus souvent à la propagande et à l'action dans les entreprises. Il dispose désormais de nombreux locaux. Les liaisons de la région parisienne s'effectuent dans un petit théâtre, camouflées par l'activité dramatique.

La Vérité paraît régulièrement (trois numéros en mai, deux en juin et juillet, trois en août). De même, *Quatrième Internationale* et le *Bulletin Intérieur*. Par contre, nous ne trouvons trace ni du *Militant*, ni de la *Jeune Garde*. Les publications d'entreprises augmentent en nombre : chaque cellule s'efforce de publier son journal. Il est difficile d'apprécier l'écho que rencontrent les publications régionales ou d'entreprises. Un rapport qui nous est parvenu est pourtant significatif encore que sans doute optimiste. C'est celui de la région nantaise (4ème région) en mai 1944.

« Le journal Front Ouvrier reste le seul journal clandestin de la région nantaise. Il est bien connu et exerce une influence croissante sur les travailleurs. Ainsi, les ouvriers des chantiers de Penhoët grognaient contre la gestion scandaleuse de leur cantine. A la suite d'un article de Front Ouvrier les protestations prennent corps. Les gars envoient leurs délégués à la direction. Les ouvriers des établissements C. qui étaient hostiles aux syndicats se syndiquent en masse suivant les mots d'ordre du « Front Ouvrier ». A Batignolles, les ouvriers de certains bâtiments devaient travailler le 1^{er} mai. Le Front Ouvrier avait lancé le mot d'ordre de chômage total. Il est suivi à la lettre. L'accueil réservé au journal est tel que les ouvriers, découvrant un paquet de Front Ouvrier le distribuent spontanément dans leur boîte ou l'introduisent dans les usines où nous n'avons absolument aucune liaison, poussant le luxe jusqu'à le glisser dans les poches de leurs camarades. Le patronat croit avoir affaire à une organisation formidable, au point de porter plainte auprès de la Gestapo et de la police française : c'est le cas de la direction des Batignolles et de celle des Chantiers de Penhoët. D'une façon générale, les agents de maîtrise, ingénieurs, directeurs, changent d'attitude envers les ouvriers dès que leur nom est publié dans Front Ouvrier. Ce journal contribue puissamment à la radicalisation des masses ouvrières et à la démoralisation du patronat²⁰⁰.

Mais le rapport insiste sur les « traits négatifs ». Il n'existe de groupes ouvriers que dans quelques usines importantes. Les militants du P.C.I. travaillent en général dans des petites boîtes, moins exigeantes pour les papiers. De plus ils manquent de formation théorique. La propagande reste au niveau des luttes immédiates. Au point que « beaucoup croient que c'est le P.C. qui édite *Front Ouvrier* ».

Les « groupes ouvriers » ne sont en fait que des groupes de sympathisants. Le mot d'ordre de « front ouvrier » reste propagandiste.

Pour la première fois à l'occasion du 1^{er} mai 1944, le P.C.I. se risque à lancer un mot d'ordre général. Le gouvernement a décidé de « célébrer le premier mai, dimanche 30 avril ». Le P.C.I. appelle la classe ouvrière à débrayer à 10 h le lundi 1^{er} mai. Mais il précise : *Si la C.G.T. illégale ou le parti stalinien appellent au débrayage pour une autre heure de la journée de lundi, le P.C.I. se rallie à leur directive. Contre les patrons, unité de la classe ouvrière* ²⁰².

Mais le gouvernement a peur des manifestations et des grèves. Il renonce à faire travailler le 1^{er} mai et le déclare jour férié. *Après avoir décrété que le 1^{er} mai aura lieu cette année... le 30 avril, le gouvernement de Vichy, craignant les manifestations dans les usines pour le lundi 1^{er} mai annonce maintenant que cette journée devra être chômée. Cette décision constitue un recul extraordinaire du gouvernement sous la pression du mécontentement général des masses laborieuses et de la combativité de la classe ouvrière.*

Malgré leur armée de flics, de miliciens et de mouchards, la bourgeoisie et son gouvernement craignent de laisser les ouvriers à l'usine le 1^{er} mai et ne savent que faire pour empêcher la colère ouvrière d'éclater. On cesse subitement de parler dans la presse de la relève ; les rafles des flics ralentissent comme par hasard à la veille du 1^{er} mai et, outre les discours solennels, on promet... une livre de sucre supplémentaire et d'autres denrées pour la « fête du travail » à la mode de Vichy. Ce sont là de piètres moyens pour amadouer les travailleurs.

Si les événements leur en laissent le temps, les négriers de Vichy vont procéder à des expéditions en masse vers l'Allemagne pour décapiter la classe ouvrière et empêcher tout mouvement de masse dans les centres industriels. La relève, qui a pour but de remplacer les ouvriers allemands qui sont envoyés à la boucherie contre l'U.R.S.S., marque en même temps la solidarité de classe du capitalisme international contre le régime issu de la Révolution d'Octobre. Il n'y aura pas d'autre moyen, pour la classe ouvrière, de résister à l'assaut conjugué de l'impérialisme mondial si elle ne prépare pas dès maintenant sa riposte par la grève générale ²⁰³.

Les communistes entrent au gouvernement

En 1936, les communistes français avaient décliné l'offre que leur faisait Léon Blum de participer au gouvernement. En 1944, ils s'engagent, comme les socialistes, dans le gouvernement d'union sacrée.

Ils ont été précédés dans cette voie par les Italiens. Après avoir

aidé Badoglio à domestiquer les comités d'entreprises, le P.C.I. a accepté de déléguer au gouvernement cinq des siens, dont son leader Ercoli (Togliatti). Participation ministérielle d'autant plus paradoxale qu'il s'agit d'un gouvernement de cette monarchie que dénonçait le P.C.I., que le roi était ce même Victor Emmanuel qui avait appelé au pouvoir Mussolini et dirigé l'Italie avec lui pendant vingt-deux ans, et qu'enfin le chef du gouvernement restait le général Badoglio, ancien haut dignitaire fasciste. Voici comment Togliatti justifiait cet extraordinaire retournement :

L'Italie a besoin aujourd'hui non pas de professeurs et de politiciens, mais de généraux et d'amiraux, et les communistes doivent, pour le moment, mettre de côté leurs convictions républicaines, pour travailler à la constitution d'un vaste gouvernement populaire ²⁰⁴.

De leurs convictions révolutionnaires, il n'était même pas question.

Cette orientation correspondait bien entendu à celle de l'U.R.S.S. C'est ce que l'ambassadeur Bogomolov déclare à De Gaulle le 28 avril 1944 :

Dès le début de l'entretien, M. Bogomolov fait part de ses impressions d'Italie. A son avis, les affaires ne marchent pas mal là-bas. Badoglio a l'air de renforcer sa situation. La question de la monarchie se tasse. D'ailleurs, le gouvernement soviétique ne fait pas d'opposition au régime monarchique ²⁰⁵.

En ce qui concerne la France, les choses étaient plus simples encore. En 1943, l'U.R.S.S. avait reconnu le Comité National gaulliste comme « l'organe directeur de la France combattante, ayant seul qualité pour organiser la participation des citoyens et des territoires français (c'est-à-dire métropole et colonies) à la guerre ».

Le Parti communiste avait rallié la résistance gaulliste et délégué Fernand Grenier à Alger pour prêter allégeance au général. Pendant ce temps, raconte De Gaulle, « A Moscou, André Marty venait voir et revoir notre délégué Garreau pour lui dire qu'il se tenait à ma disposition ».

Bien entendu, De Gaulle se méfie des communistes : *(Au Conseil National de la Résistance) ils parvinrent à faire en sorte que, parmi ses quinze membres, cinq fussent de leur obédience notoire ou dissimulée. Ce conseil lui-même déléguait ses attributions à un bureau de quatre membres, dont deux étaient des communistes et instituait pour s'occuper des questions militaires, un comité dit « d'action », que dominaient des hommes du « parti ».*

Il a de violentes altercations avec Giraud qui, pour jouer un rôle personnel et « par manque de discernement » a envoyé les armes dont il disposait au Front National de Corse, dirigé par le communiste Giovanni.

Mais il sait qu'il a besoin de tenir le Parti communiste en lisière pour empêcher toute mise en cause de son pouvoir et de « l'État National » (c'est-à-dire de l'État bourgeois).

*Et les Communistes ? La part qu'ils prennent à la résistance ainsi que mon intention de faire en sorte que leurs forces s'incorporent à celles de la nation, au moins pour la durée de la guerre, m'ont conduit à la décision d'en mettre deux au gouvernement*²⁰⁶.

Autrement dit, il s'agit de les domestiquer pendant qu'on a besoin d'eux et on doit pouvoir le faire à bon marché : De Gaulle leur offre « le ministère de l'Air » (là au moins ils ne risquent pas d'être dangereux) et un « commissariat d'État » sans fonction définie.

Depuis la fin du mois d'août (1943), le parti pressenti a volontiers promis le concours de plusieurs de ses membres. Mais, au moment de s'exécuter (le mot de De Gaulle est admirable !) toutes sortes de traverses viennent empêcher ceux que j'appelle au Comité de la Libération de me donner une réponse positive. Tantôt la délégation du parti m'en propose d'autres, tantôt elle insiste pour que les siens reçoivent tels portefeuilles déterminés. Bientôt, indisposé par ce marchandage prolongé, j'interromps les pourparlers.

De Gaulle interprète ainsi ces tergiversations :

En réalité deux tendances divisent la délégation. Il y a celle des violents (sic) qui, à la suite d'André Marty, voudrait que le parti ne se liât à personne et, à travers la lutte contre l'ennemi, préparât d'une manière directe l'action révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Il y a celle des manœuvriers qui vise à pénétrer l'État en collaborant avec d'autres et, d'abord, avec moi-même ; l'inspirateur de cette tactique étant Maurice Thorez, toujours à Moscou et qui adjure qu'on lui permette d'en revenir...

Mais, en mars 1944, les communistes se décideront. Ils laisseront Fernand Grenier et François Billoux prendre les postes que je leur offre : le ministère de l'Air au premier, un secrétariat d'État au second.

Non seulement le P.C. rompt avec les principes communistes mais il accepte les strapontins qu'on lui offre sans pouvoir même décider qui les occupera.

La Vérité commente :

C'est bien un État bourgeois que les communistes se déclarent prêts « à servir », comme le dit le nouveau ministre Grenier ; c'est le programme prôné par tous les impérialismes, celui de la « victoire » (de l'impérialisme) et de « l'union complète de la France avec ses territoires d'outre-mer », c'est-à-dire la continuation de l'oppression

coloniale, que ces deux « communistes » se préparent à appliquer au nom de leur parti.

Il faut toute la déstinvolture d'un bureaucrate cynique pour oser aujourd'hui tenir un tel langage à la classe ouvrière exaspérée par cinq années de guerre impérialiste ! La bureaucratie de Staline, qui a trahi la révolution mondiale et a poussé dans les pays « alliés » les débris de l'Internationale Communiste dans l'Union Sacrée, donne ainsi les garanties à la bourgeoisie internationale de sa volonté de s'opposer à la Révolution et de maintenir le capitalisme. Les nouveaux laquais en livrée de ministère, les Billoux et les Grenier, agents de l'impérialisme français, ne représentent que les intérêts d'une bureaucratie restreinte et non ceux de la classe ouvrière. Ils se dirigent désormais vers une fusion complète avec la politique nationale-libérale de l'impérialisme. Nous marchons ainsi vers une séparation nette et tranchante entre les « communistes patriotes », épaves de la défunte III^e Internationale et les communistes internationalistes...

L'article se termine par une interrogation :

Mais les ouvriers conscients, ceux qui ont rempli les geôles et les camps des impérialistes français (avant de remplir celles des nazis), qui veulent en finir avec la barbarie capitaliste, ne se détourneront-ils pas avec dégoût des nouveaux traîtres ? Voudront-ils encore rester dans le parti des Grenier et des Ercoli, dans les partis de Messieurs les Ministres²⁰³ ?

La réponse n'est pas si simple. Ceux qui ont accepté l'Union sacrée, la participation à la résistance bourgeoise sous la houlette de De Gaulle, le tournant vers le chauvinisme antiboche, comment n'accepteraient-ils pas la participation gouvernementale qui en est la suite logique ?

Entre les dirigeants du P.C.F. les divergences ne portent pas sur les principes, mais sur la tactique. Les uns n'excluent pas que le Parti puisse utiliser sa prédominance dans la lutte nationale pour prendre le pouvoir. Les autres acceptent de pousser jusqu'au bout la logique de leur participation à l'État — bourgeois et colonialiste — réservant à une autre étape la domination du Parti. Nous retrouverons ce conflit — le plus souvent sous une forme larvée — pendant et après la libération.

Les Internationalistes se nourrissent d'illusion quand ils espèrent soulever l'indignation des militants communistes contre la participation de leurs chefs au gouvernement, par le simple rappel des principes révolutionnaires. Les militants, les travailleurs, retrouvent dans le gouvernement de De Gaulle comme un écho du Front Populaire. Or ils n'ont pas tiré les leçons de 36 — qui leur apparaît comme

la période heureuse. Pour eux le Front populaire a été trahi, plutôt qu'il ne les a trahis.

Effectivement le gouvernement d'Alger est une variante du Front populaire. Une variante de droite, où la bourgeoisie gaulliste remplace la bourgeoisie radicale, sombrée corps et biens dans la tourmente de la guerre. Une variante conforme au projet de « Front des Français », préconisé par Thorez en 1937, avec une forte représentation de l'aile réactionnaire nationaliste, âpre à faire valoir ses « droits » territoriaux contre l'Italie, et qui s'entend parfaitement avec Staline dans ses projets de dépècement de l'Allemagne ²⁰⁶.

L'objectif de De Gaulle, c'est d'empêcher une explosion révolutionnaire. Il ne le perd pas de vue quand il réfléchit à ce qu'il fera en France : « Bloquer à la fois les avoirs, les billets, les salaires et les prix, ce serait faire sauter la chaudière... Cela provoquerait des secousses sociales ». Son plan prévoit : « Accorder aux salaires et aux traitements une augmentation substantielle — de l'ordre de 30 % — on évitera par là la crise sociale ²⁰⁵ ».

Il s'agit de chloroformer la classe ouvrière. C'est à cette politique que le P.C.F. prête la main. Mais la bourgeoisie ne lui fait pas confiance.

La bourgeoisie se prépare pour la guerre civile

Les divergences entre les communistes et les stratèges d'Alger apparaissent essentiellement tactiques — voire techniques : « Faut-il constituer des maquis de masses ou des masses de maquis ? » Les plateaux du Vercors ou des Glières étaient-ils militairement défendables ? Tillon explique, dans son histoire des F.T.P. :

Pour l'État-major de De Gaulle et pour les militaires anglo-saxons, les maquis concentrés avaient l'avantage capital de tenir en mains les effectifs armés et de préparer le retour aux méthodes classiques d'encadrement qui rendent le soldat apte à se battre sans se soucier des motifs. L'uniforme de drap reste prématuré, c'est certain, mais n'est-il pas possible d'uniformer les « sans uniforme », de tenir en mains, en un mot de « régulariser » déjà ces troupes « irrégulières ».

On continuera donc à refuser l'armement aux F.F.I. « irréguliers » mais c'est parce que sans doute on n'en refusera pas à ceux qui sont considérés comme l'armée régulière en formation ²⁰⁶.

Mais un peu plus tard Tillon met quelques points sur quelques i : *La politique des grosses concentrations vise davantage à créer des forces de maintien de l'ordre que des forces de combat contre l'ennemi... Ces forces à caractère militaire classique, coupées des masses et gardées en réserve ne devaient-elles pas, dans l'esprit de*

certaines, être établies pour imposer leur politique au moment du reflux des Allemands ? Ne serait-ce pas une des missions de l'Aigoual, à proximité du bassin minier du Gard et non loin de Marseille ?

Et n'a-t-on pas fait le même calcul pour la vallée industrielle de l'Isère, à mi-chemin entre Lyon et Marseille, les armées alliées devant dominer la zone nord de la France ? Enfin, l'espoir d'une tentative d'insurrection communiste ne hantait-il pas aussi l'esprit de ceux qui espéraient une négociation possible avec des généraux capables de remplacer enfin Hitler par un autre pouvoir ?

Sujet de méditation pour les « psychologues de la guerre révolutionnaire », en retard de plusieurs « communes ».

La peur d'une insurrection ouvrière — dirigée par le P.C.F. — ou plus précisément la crainte de l'occupation du pouvoir par les travailleurs à l'occasion de l'effondrement de « l'État français » — cette peur hante en effet toute la bourgeoisie, de Pétain à De Gaulle. La bourgeoisie se prépare à coordonner ses forces entre Vichystes et gaulistes pour essayer d'y faire face. Pour Tillon, cette peur devient un « espoir » de la bourgeoisie. Les Versaillais de Vichy et d'Alger en seront pour leurs frais de préparatifs. Les communistes de 1944 ne sont pas des Communards. Ils sauront bien faire cause commune avec les Versaillais jusqu'au bout.

Le P.C.F., en fait, compte bien utiliser les forces armées dont il dispose. Non pour aider les travailleurs à s'emparer du pouvoir, ni pour préparer les conditions ultérieures de cette prise du pouvoir. Mais, pour exercer une pression sur l'État bourgeois, pour qu'il fasse une bonne place aux communistes dans son gouvernement et qu'il suive une politique extérieure conforme aux intérêts de l'Union Soviétique. Cette politique exige que le P.C.F. apparaisse comme un allié sûr de la bourgeoisie nationale et qu'il ne déçoive à aucun moment la confiance — encore très relative — qu'elle lui accorde.

Sous le drapeau tricolore des maquis, camouflées par le mot d'ordre commun de la « libération nationale », se mènent en réalité trois guerres différentes :

1. Celle de la majorité des hommes du maquis, de la jeunesse, de nombre de militants communistes : pour eux la « libération de la France » sera en même temps une libération sociale, qui purgera le pays des exploités et qui ouvrira la voie au socialisme, comme le promet du reste le programme du Comité National de la Résistance. Pour nombre de militants communistes — comme Guingouin, dans le Limousin, le maquis s'emparera du pouvoir et ne le lâchera pas.
2. Celle du B.C.R.A., des généraux et de la bourgeoisie : le maquis est pour eux l'embryon de l'armée régulière, non seulement comme force

« nationale », mais comme force d'intervention contre la révolution — c'est-à-dire aussi contre les maquis révolutionnaires.

3. Celle du Parti Communiste : le maquis doit jouer un rôle essentiel dans l'insurrection nationale qui remettra en place les organismes « nationaux » mais en même temps permettra au Parti communiste d'y peser avec force.

Les maquis sont donc le lieu d'une guerre civile larvée mais acharnée — confuse, puisqu'aucune force réelle n'y exprime consciemment et clairement les objectifs prolétariens et révolutionnaires et que pratiquement tous admettent un but national commun — c'est-à-dire l'Union sacrée.

La Vérité s'efforce d'intervenir pour en éclairer les termes²⁰⁷ : Au mois de décembre dernier, la Vérité a publié plusieurs documents qui montraient la collaboration des bourgeois de toutes tendances pour organiser la guerre civile contre la classe ouvrière. Nous avons notamment publié un procès-verbal de la direction des Milices fascistes. Nous avons publié aussi le récit d'une entrevue entre Pétain et un général mandataire d'Alger, venu lui demander de céder le pouvoir à De Gaulle, comme seul moyen d'écraser une Commune prolétarienne.

Aujourd'hui nous citerons de nouvelles preuves à l'appui. C'est l'Humanité qui les fournira. Le numéro du 15 mars 1944 est consacré à un grand article de Duclos : « la peur du peuple et la trahison de la patrie ». Duclos y dresse le réquisitoire suivant : certains éléments ont laissé tomber des tonnes d'armes aux mains de l'ennemi, au lieu de les distribuer aux F.T.P. Ils ont tenté le débouchage de résistants groupés dans certaines organisations pour les enrôler dans d'autres. La peur du peuple leur fait tourner le dos à l'insurrection nationale. Nous avons connu des responsables qui étaient disposés à négocier avec Vichy la protection de leur maquis.

Et Duclos ajoute : Cette peur du peuple peut aller jusqu'à pousser les hommes du Comité des Forges à tenter de se servir de la résistance pour constituer une armée de guerre civile contre les patriotes au nom du « maintien de l'ordre ». Les criminels dont Pucheu était naguère l'un des principaux agents peuvent même se flatter de disposer de 500 autos-mitrailleuses.

Les militants du Parti Communiste se sont sans doute demandés : Pourquoi L'Humanité ne précise-t-elle pas quelles organisations de la « Résistance » préparent ainsi la guerre civile contre la classe ouvrière ? L'Humanité ne peut pas les dénoncer ouvertement parce qu'ils font partie des mêmes centres « patriotiques » que le Parti Communiste et le Front National. Mais les trotskistes, eux, n'ont aucune attache avec toutes ces organisations anti-ouvrières. La Vérité peut les dénoncer ouvertement.

La plus typique de ces organisations anti-boches « résistantes » gaullistes qui préparent la guerre civile contre la classe ouvrière s'appelle : « L'organisation Civile et Militaire » (O.C.M.). Son chef était le comte de Vogüe, gros manitou du champagne, que les Allemands ont condamné à mort pour espionnage et, paraît-il, grâcié en vertu des services rendus contre la classe ouvrière. L'O.C.M. n'est pas seule à s'armer contre les ouvriers. Il faudrait dénoncer l'Armée Secrète elle-même dans le plus grand nombre des départements, notamment dans la Région Parisienne. Les vieilles culottes de peau, calotins ou francs-maçons, P.S.F. ou cagouleurs, qui en constituent les cadres, stockent un peu partout les armes parachutées. Ils veulent s'en servir pour empêcher les ouvriers de prendre les usines. Pendant ce temps, ils organisent leur maquis avec la complicité de Vichy, ils font la chasse aux réfractaires communistes ou révolutionnaires et se préparent à écraser une nouvelle Commune. Mais alors, se demandera tout travailleur conscient, qu'y a-t-il de commun entre ces gens-là et nous autres, ouvriers révolutionnaires ? Comment peut-on dire que nous nous battons pour les mêmes intérêts et sous les plis du même drapeau ? Comment pouvons-nous avoir un état-major commun ?*

Les Milices Ouvrières Patriotiques

Au début de l'année, le P.C.F. avait décidé de constituer dans les usines des groupes armés ouvriers, « les milices ouvrières patriotiques ». Une manchette du *Métallo*, en janvier, en définit l'objectif : *Formez vos milices, embryons de l'armée nationale pour la libération... Au moment où la formidable offensive aérienne des Alliés détruit systématiquement l'arsenal guerrier hitlérien, les métallos ne resteront pas à l'écart de ce gigantesque combat ; fiers de leur passé de lutteurs, ils y apporteront leur contribution active et efficace.*

La Vérité du 29 avril 1944 dénonce ce « piège nationaliste » : *Les travailleurs n'ont pas à prendre parti dans cette guerre... pas davantage à se former en milices patriotiques, embryon de l'armée nationale.*

* Le 25 juillet à l'Assemblée Consultative d'Alger, Marty donnera d'autres précisions. « Par exemple n'y a-t-il pas en France, dans un certain département du Centre-Ouest, un homme qui s'intitule lui-même chef militaire du Comité des Forges ? Cet homme n'a-t-il pas déclaré voici plusieurs mois que « son armée secrète » — car c'était cela l'Armée secrète — avait comme but essentiel de « maintenir l'ordre au moment de la libération, l'ordre fasciste, l'ordre de Pucheu et de Darnan ? Il racontait même à qui voulait l'entendre le nombre d'auto-mitrailleuse dont il disposait, qui provenaient de l'ancienne armée de l'Armistice, et dont naturellement il ne se servait pas contre les allemands ». (*Cahters du Communisme*, mai-juin 46).

Le Parti va-t-il se contenter une fois de plus d'une dénonciation platonique de la politique stalinienne ? Si une opposition ouvrière doit se manifester contre cette politique de collaboration de classe et de contre-révolution, où peut-elle se manifester mieux que dans l'élite de la classe ouvrière, parmi ceux qui assument le risque de constituer leurs milices ouvrières au sein-même des entreprises. « Patriotiques » ou non, comment de telles milices pourraient-elles faire autrement, au moment décisif, que de protéger l'occupation de l'usine par les travailleurs et de porter secours aux usines voisines ? Si les communistes internationalistes restent hors de ces milices, comment peuvent-ils établir un contact avec l'avant-garde ouvrière (dans sa grande majorité influencée par le P.C.F.), et comment peuvent-ils espérer les influencer dans un sens révolutionnaire ? Il se trouve que ces milices se mettent en place lentement — ce qui se comprend car dans la stratégie du Parti communiste, axée sur les maquis, elles n'occupent qu'un rôle secondaire et auxiliaire. Pour les communistes internationalistes, les usines constituent au contraire l'élément décisif de leur stratégie, puisque cette stratégie vise à la révolution prolétarienne. Le retard de l'organisation des milices dans les usines leur permet d'en prendre l'initiative dans certains cas, ou au moins de participer à leur constitution. C'est pourquoi, critiquant le numéro d'avril, Y. Craipeau propose un tournant : utiliser le mot d'ordre du P.C.F. pour constituer les milices ouvrières, constituer les milices ouvrières patriotiques pour s'efforcer de leur donner un objectif révolutionnaire.

Tel est le tournant qu'amorce *la Vérité* du 26 mai. Elle ne se contente pas de conclure : « face à l'offensive bourgeoise, armement ouvrier ». Elle appelle à rejoindre les Milices Ouvrières Patriotiques. *La grande offensive contre la classe ouvrière se prépare fébrilement. Pétain profite de l'arrêt graduel de l'industrie dans la région parisienne pour préparer une gigantesque razzia des ouvriers et les disperser à des travaux de guerre pour Hitler. De Gaulle promet de les mobiliser immédiatement, pour empêcher des troubles. La milice de Darnan arme. L'O.C.M. arme, la police arme. Les organisations « résistantes » bourgeoises arment.*

Sous peine de se voir écrasée par les forces de réaction, la classe ouvrière aussi doit s'armer.

Rejoignez les milices de vos usines !

Les ouvriers comprennent de plus en plus impérieusement cette nécessité. Dans les usines, des milices se constituent. Le plus souvent, c'est à l'appel du P.C. Le P.C. appelle à constituer des Milices Patriotiques d'usines. Nous avons dit ce que nous pensons de cette politique. Nous ne pensons pas que la classe ouvrière doit s'armer afin d'aider le travail des forteresses volantes et de servir de chair à canon pour Eisenhower. Nous pensons qu'elle doit s'armer

pour se défendre contre les fascistes et les bourgeois de toutes couleurs ; pour assurer la liberté dès que faiblira la poigne contre-révolutionnaire ; pour conquérir le pain en s'emparant des usines ; pour imposer la paix en abattant le capitalisme fauteur de guerre. Mais, nous avons confiance en la classe ouvrière. Nous savons qu'on réussira difficilement à l'embrigader pour une cause capitaliste. C'est pourquoi nous disons aux ouvriers : rejoignez les milices de vos usines, quelle que soit leur étiquette et faites-en effectivement des milices ouvrières.

La Vérité propose l'exemple d'une usine — qu'elle ne précise pas, pour des raisons évidentes de sécurité :

La principale usine de la région est transformée en un puissant bastion ouvrier dont un tiers des ouvriers est armé, dont plusieurs centaines sont armées de mitraillettes et de F.M. Ces ouvriers sont organisés en groupes de deux cents et en trentaines. Disciplinés dans l'action, ils se réunissent en petits groupes clandestins d'hommes sûrs (trop nombreux encore à notre avis) pour discuter l'action revendicative et l'orientation de l'action militaire. Ils refusent d'être au service d'aucune culotte de peau. Les officiers, ou en tout cas les commissaires qui les contrôlent et décident de l'action à entreprendre, doivent être élus démocratiquement par leurs hommes. Que veulent-ils faire de leur milice ? Ils nous le disent dans l'un de leurs journaux : « La milice ouvrière a les objectifs suivants : — défendre les revendications ouvrières ; libérer le territoire ; instaurer le socialisme.

Seul le second point est encore équivoque ; le « territoire », il faut le libérer non seulement de la Gestapo, des S.S., des miliciens et des G.M.R., mais de toute la police bourgeoise, de tout l'appareil capitaliste. Il faut le dire clairement : la milice ouvrière ne doit être mise au service d'aucun des camps impérialistes : elle doit servir uniquement la cause du prolétariat, de son allié soviétique et de la révolution socialiste.

C'est la volonté profonde des masses. C'est pourquoi par exemple, les ouvriers armés de la région se refusent à faire le jeu de Hitler, de Roosevelt et du patronat français, en traitant en ennemis les soldats des troupes d'occupation. Ils fraternisent avec eux et les appellent à tourner leurs armes, avec eux, contre les bourgeois de tous les pays. C'est ça la voie d'une véritable milice ouvrière.

Dans vos usines, exigez partout la remise immédiate des stocks d'armes aux ouvriers, l'élection démocratique des chefs, des réunions clandestines de miliciens ouvriers pour décider de l'action.

La Vérité met en garde ensuite contre les actions prématurées : Les ennemis de la classe ouvrière, Hitler, Roosevelt, chercheront à les entraîner dans des aventures prématurées où ils briseront leurs

cadres. C'est ainsi qu'en septembre 1943, pour faire croire à un débarquement imminent dans les Balkans, le Haut Commandement allié jeta les partisans et les ouvriers grecs dans l'aventure d'un soulèvement. Puis il laissa tranquillement les S.S. écraser dans le sang le soulèvement, comme ceux de Milan (30 000 morts) et de Naples. Les ouvriers ne se laisseront pas prendre une fois de plus à un tel piège. Ils ne se laisseront pas provoquer. Ils garderont leurs armes pour leur propre lutte, celle de la classe ouvrière et du socialisme.

Enfin, *la Vérité* donne des consignes : s'armer, s'organiser, parfaire son instruction militaire — s'organiser en groupes ouvriers dans l'usine, établir la liaison entre les usines — établir la liaison avec les quartiers et les cités ouvrières, établir la liaison avec les partisans rouges, avec les paysans pauvres, avec les éléments révolutionnaires de l'armée allemande...

Les consignes du Comité Central sont précisées par un *Bulletin intérieur spécial*²⁰⁸. La priorité est désormais celle du travail dans les milices : *Avec le mûrissement de la situation le mot d'ordre « Formons nos milices ouvrières » est devenu le mot d'ordre central de notre agitation.*

En aucun cas — même dans les cas exceptionnels où ils ont une influence décisive dans l'usine — les communistes internationalistes ne doivent constituer une milice « trotskiste ». Il s'agit de conserver à la milice son caractère de masse.

En fait, les rapports de forces obligent les « trotskistes » à une double clandestinité :

Pour la première fois, les B.L. vont se trouver aux côtés des ouvriers dans des organisations dépassant le cadre des partis traditionnels, où les masses peuvent commencer à faire l'expérience de l'opposition qui existe entre leurs aspirations et les plans staliniens. Mais, ceci ne signifie pas que les ouvriers ont déjà retiré leur confiance aux staliniens, ni surtout que les B.L. vont apparaître comme le Messie sur simple présentation de leur programme.

En réalité, il ne faudra pas perdre de vue un instant, et ceci pour toute une période, que nous devons travailler clandestinement par rapport aux staliniens. Tout notre travail doit être dominé par la compréhension du rôle contre-révolutionnaire du P.C., qui se manifestera le plus concrètement par la volonté d'éliminer physiquement les trotskistes, non pas seulement ce que nous appelons trotskistes, mais ce qu'eux appellent ainsi, c'est-à-dire les ouvriers révolutionnaires.

Il faut :

1. « prendre les initiatives les plus larges possibles pour la constitu-

tion des milices ouvrières », le document donne des exemples et précise comment agir.

2. « amener à y adhérer le plus grand nombre possible d'ouvriers », la meilleure structure semblant celle de groupes de quatre, organisés selon les structures de l'usine.

3. « pousser à la démocratisation la plus étendue de la milice ; donner le plus possible d'initiatives à la base ». Mais on met en garde contre les propositions irréfléchies qui porteraient atteinte à la sécurité.

4. veiller à maintenir la liaison intime entre la milice et l'ensemble des luttes de la classe ouvrière.

Le document donne des directives précises sur la manière de se procurer, de transporter et de stocker les armes, sur les tâches à proposer, sur l'organisation de l'usine en bastion, sur la liaison avec les partisans, sur la manière d'établir la fraternisation, sur le rôle des spécialistes — y compris ceux des F.T.P. — sur la manière de perfectionner les connaissances militaires.

Chaque région devra désormais désigner un responsable militaire.

Chose étrange : ce tournant du P.C.I. semble adopté à l'unanimité : tous en comprennent la nécessité. Les critiques porteront sur la formulation des articles et sur les textes d'application. Les cellules « cécéistes » veulent que la milice ouvrière se constitue en embryon de soviet et considère comme secondaires ses tâches militaires. *Aujourd'hui, l'aile marchante (de la bourgeoisie) est celle qui soutient les démocrates du Comité d'Alger. C'est contre elle que doivent être concentrés les feux de notre propagande*²⁰⁰.

Essel (Lessart) répond, au nom de la majorité :

*L'idée que nous devons préconiser la milice comme organisation unique des luttes est déterminée en droite ligne par cette conception... selon laquelle la bourgeoisie et ses agents forment pour nous un bloc unique. Il ne faut pas confondre les fronts de lutte*²⁰⁰.

Malgré ces divergences, les trotskistes s'engagent, pour la première fois en somme, dans un travail de masse. Le résultat sera assez remarquable : dans un certain nombre de grandes usines — notamment dans la banlieue-ouest de Paris, deux mois plus tard, ils occuperont un certain nombre de postes responsables des Milices Ouvrières. Mais nous verrons les limites de ces succès : les militants n'auront pas eu le temps de transformer en crédit politique leur crédit personnel ; d'autre part, ils sont isolés dans leurs entreprises : le parti ne dispose pas de forces militaires à l'extérieur pour transformer le caractère de l'action des milices ouvrières : celles-ci resteront cantonnées dans le rôle que leur assigne le P.C. dans sa stratégie, c'est-à-dire un rôle très secondaire.

Vers la Grève Générale

A partir du 29 avril, le mot d'ordre de grève générale tend à devenir le mot d'ordre central des communistes internationalistes — avec celui des milices ouvrières et de la fraternisation.

Le 1^{er} mai est conçu comme une répétition générale : un « premier mai de préparation à la grève générale contre la relève ». C'est autour de la grève générale que peut s'articuler la riposte ouvrière. C'est ce qu'indiquent les consignes données aux travailleurs par le P.C.I. pour le débarquement ²⁰⁹ : « d'abord rester libres », ne pas se laisser mobiliser ni « par Laval et l'état-major allemand pour travailler sous la schlague à des travaux de guerre » ni par Eisenhower et De Gaulle ; « ouvrir les prisons et les camps » avant que les S.S. aient pu assassiner les prisonniers ; déclencher la grève générale. *Comptez sur vous-mêmes aussi pour vous libérer de l'oppression capitaliste. N'attendez pas que les patrons se rassaisissent et appellent à l'aide les baïonnettes d'Eisenhower. Dès que faiblira l'étreinte hitlérienne, déclenchez la grève générale, plus unanime, plus irrésistible encore qu'en juin 1936, non pas pour servir de grooms à Eisenhower, mais pour reconquérir et élargir les conquêtes de juin 1936 : les 40 heures, les congés payés, un salaire vital et l'échelle mobile, des conditions humaines de travail, le contrôle de l'embauche et du débauchage par les délégués ouvriers, le contrôle par eux des comptes et de la gestion de l'usine. Si les patrons essaient de s'opposer à votre contrôle, vous prendrez directement en mains la production avec la collaboration de vos camarades techniciens. Laissez aux hitlériens et aux « démocrates » les bavardages hypocrites sur le socialisme. Réalisez-le.*

La grève entraîne l'occupation des usines et des mines, la constitution de comités d'entreprises :

C'est dans vos entreprises que vous êtes forts. Rappelez-vous juin 36. Occupez les usines et les mines ! Elisez démocratiquement vos délégués d'ateliers, de puits, d'entreprises comme en juin 36. Mais cette fois, il ne s'agira pas d'organiser des bals. Il s'agira d'organiser une âpre lutte jusqu'à la victoire finale. Que vos délégués se constituent en comités d'entreprises, comme les ouvriers russes en 1917, comme les ouvriers italiens en 1943. Votre conseil d'entreprise organisera immédiatement la défense, le ravitaillement et la propagande. Il contrôlera l'instauration des conquêtes sociales, l'embauche, la gestion des entreprises. Ses membres seront révocables à chaque instant par l'assemblée des ouvriers. Il entrera immédiatement en rapport avec les autres usines de la localité et de la région pour constituer les comités ouvriers locaux et

régionaux qui, alliés aux conseils de quartiers et de village, deviendront les organes du pouvoir ouvrier.

Les autres mots d'ordre précisent les premiers : armez les milices ouvrières ; contrôle ouvrier et paysan sur le ravitaillement. Contrôle ouvrier sur le logement (les sinistrés sont en effet nombreux). Justice populaire :

C'est au peuple à juger les bourreaux fascistes, les policiers assassins, les tueurs de la milice de Darnan, les spéculateurs, les responsables de la guerre et de la famine. La classe ouvrière n'a aucune confiance dans les juges d'Eisenhower. Elle n'a aucune confiance dans les juges bourgeois qui condamnent à mort et aux travaux forcés, par milliers, des travailleurs communistes, révolutionnaires ou anti-fascistes...

Fraternisez avec les soldats allemands, anglais et américains. Enfin, solidarité internationale et ouverture vers les États-Unis Socialistes d'Europe.

En fait, les mouvements ouvriers n'ont plus pour objectif la lutte contre la relève. Le chaos devient tel que par la force des choses, les nazis renoncent à recruter pour l'Allemagne une main-d'œuvre qu'ils ne peuvent plus transporter. Les luttes se développent de plus en plus sur les problèmes de ravitaillement dont les difficultés de transport et la spéculation sur les denrées (le marché noir) font un problème de survie.

C'est le manque de pain qui déclenche la grève à Marseille le 24 mai. Elle devient rapidement générale. *La Vérité* en rend compte par la note suivante ²¹⁰ :

Depuis plusieurs jours, la situation était très tendue. L'inscription pour le pain chez les boulangers, devenue obligatoire le 24 mai, déclenche la grève. Le 25, métallos et dockers entrent en grève. Violente manifestation où les femmes sont au premier rang. La police et les pompiers dirigent contre la foule les lances d'incendie. Les bandits du P.P.F. tirent. Le vendredi (26 mai) la grève est générale. Les usines, les magasins, les maisons de commerce, tout est fermé. Tout trafic est arrêté. Les tramways et les chemins de fer sont en grève. Les officiers allemands ont fait poster des mitrailleuses aux principaux carrefours de la ville, mais ils se sont gardés d'intervenir.

Là-dessus, le samedi 27, le bombardement est venu « liquider » la situation, bien à propos pour les autorités, en créant une « diversion d'envergure ». C'est ainsi que les Américains commencent à briser les grèves avant même d'occuper le pays.

Cela l'*Humanité* de l'époque se garde bien de l'écrire. Mais, dans une optique différente, Ch. Tillon confirmera plus tard ce récit ²⁰⁶ : *Marseille, que l'ennemi avait cru terroriser en janvier et février 1943*

(destruction du quartier du Vieux Port, immenses rafles, deux mille déportés) a déclenché une grève générale le 25 mai 1944.

Le 20 mai, le préfet Maljean a réduit à l'extrême la ration de pain et imposé l'inscription dans les boulangeries. La colère gronde. Le 24 mai, le Parti communiste, la C.G.T., l'U.F.F., les F.T.P.F. (et plusieurs syndicats légaux contrôlés par les résistants) lancent le mot d'ordre de grève pour le pain. Le soir même, les débrayages commencent. Le 25, les métallos, les dockers cessent le travail. Des cortèges se forment dans les quartiers et marchent sur la préfecture en scandant « Du pain ! du pain ! ».

Le 25 et le 26, les patrouilles nazies parcourent les rues, armées de grenades et de lance-flammes, le doigt sur la détente de la mitrailleuse.

Le général allemand Boie et l'intendant de police Mathieu font arrêter (dans la nuit du 26 au 27) quatre cents syndicalistes connus. Résultat : au matin du 27 mai, toute la ville soutient la grève et semble être « descendue » dans la rue. Les trains s'immobilisent dans les gares... Cette mobilisation de masse à son stade spontané va s'enfler et on peut supposer qu'elle va placer Allemands et Vichystes dans une situation grave.

Tout à coup, vers 10 heures, des avions américains occupent le ciel et déversent leurs bombes sur la population disputant la rue à l'occupant ! Les quartiers ouvriers sont les premiers touchés : la Belle de Mai, Saint-Lazare... Bilan : près de dix mille maisons sont atteintes ; quelque cinq mille victimes sous les décombres. Aucun objectif ennemi égratigné.

Les Marseillais n'ont plus qu'à déblayer les ruines sous lesquelles agonisent les leurs. Ainsi se trouve brisé un mouvement populaire contre lequel Hitlériens allemands et de langue française se trouvaient impuissants.

La grève de Marseille était riche d'enseignements. C'est sur des objectifs populaires (le pain) que les militants du P.C.F. ont déclenché le mouvement, et non sur des objectifs nationalistes. Sur ce mot d'ordre, la grève s'est spontanément développée en grève générale. A ce stade, les forces policières et les forces d'occupation sont impuissantes : les Américains peuvent impunément écraser le mouvement sous les bombes précisément parce qu'ils n'occupent pas le pays. Le 27, c'est le problème du pouvoir qui est posé aux masses — comme il le sera au mois d'août à Paris — mais dans un contexte entièrement différent. La grève de Marseille donne enfin un avertissement que la région toulousaine du P.C.I. (et non celle de Marseille) s'efforcera de comprendre : les communistes internationalistes n'ont eu aucune part à l'initiative et restent coupés des masses ²¹¹.

La grève tend peu à peu à se généraliser, mais dans une situation

particulière — celle du chaos économique : les sabotages, les bombardements, les alertes, les déraillements paralysent progressivement l'industrie. Les trains circulent de plus en plus difficilement avec d'incroyables détours. Les usines cessent d'être approvisionnées en matières premières et les machines s'arrêtent. Le ravitaillement ne parvient plus et les grandes villes sont au bord de la famine. Les mouvements ouvriers se multiplient. *La Vérité* en relate une centaine d'avril à juillet. Autant qu'on puisse en juger, les journaux régionaux en mentionnent bien davantage.

Les revendications portent désormais sur le ravitaillement et le paiement des heures perdues. Par exemple, à la Radiotechnique (Suresnes) :

Contre les salaires de famine qui résultent des alertes et des interruptions d'électricité, les ouvriers se sont mis en grève samedi 27 mai et ont refusé les bons de paye. Le patron a dû céder au bout d'une demi-heure, malgré les terre-neuves du Comité Social. Les ouvriers obtiennent le paiement de 75 % des heures d'alerte, sans récupération, et la promesse de 75 % pour les heures perdues ²¹².

Même les immigrés, les plus écrasés par la répression, se mettent en grève :

Marseille. *Au début du mois de juin, au camp de Mazargues, (1 000 ouvriers indochinois environ) les travailleurs indochinois ont déclenché une grève doublée de la grève de la faim pour protester contre la diminution des rations alimentaires. Le commandant du camp, un colonel français nommé Yung, les a menacés d'appeler les troupes de répression allemandes pour fusiller deux cents parmi les manifestants. Les ouvriers indochinois ont continué la grève et ont finalement obtenu satisfaction.*

Précédemment, pendant la grève générale de Marseille, les tirailleurs indochinois, requis dans l'organisation Todt, ont participé coude à coude avec leurs frères de classe français à la grève générale.

Les ouvriers français doivent comprendre que nous, coloniaux, avons le même ennemi qu'eux : la bourgeoisie, qui nous exploite encore plus terriblement qu'eux. Pour nous, travailleurs indochinois, nous suivons la voie tracée par notre camarade Ta Thu Thau et « La lutte » de Saïgon, persécutés parce qu'ils combattent pour la libération des peuples coloniaux, pour le communisme et la IV^e Internationale.

Un groupe d'ouvriers indochinois ²¹³.

Dès la fin du mois de mai, la grève commence à gagner les cheminots, contraints à rouler sous les bombardements et au milieu des sabotages. Les cheminots communistes internationalistes appuient le mouvement et dans certains dépôts en prennent l'initiative.

Le 1^{er} juillet leur organe « *La Lutte des cheminots* » appelle à préparer l'action :

Dans les gares, les dépôts, les entretiens, formons rapidement nos groupes ouvriers clandestins, renforçons et armons la Milice Ouvrière. Dressons le front ouvrier.

Mais la grève des cheminots souligne que la préparation de la grève générale correspond à trois stratégies entièrement opposées.

a) *Une stratégie purement militaire* : désorganiser les transports de l'armée allemande et des supplétifs de la milice, arrêter la production dont a besoin la Wehrmacht. Le mot d'ordre de grève générale sera repris par Radio-Londres dès le débarquement. Mais le gouvernement d'Alger craint les concentrations ouvrières. C'est pourquoi il s'est d'abord employé à obtenir l'évacuation des villes, sous des prétextes de sécurité. Tillon écrit :

Dès la fin de 1943, le général de Jussieu Pontcarral (premier chef de l'État-Major Nord des F.F.I.) préconise l'abandon de Paris par les F.F.I. (la même proposition qui sera acceptée à Lyon). Le 12 mai 1944, un délégué du « Comité Français pour la libération nationale » invite les jeunes à quitter les villes et notamment Paris. L'ordre venant du B.C.R.A. était de se replier loin des villes pour se rassembler dans des « maquis mobilisateurs » où les volontaires seraient encadrés et armés.

... Ce que désirait précisément le B.C.R.A., c'était faire passer les F.F.I. sous son commandement, les séparer des masses et paralyser ainsi l'insurrection populaire ²⁰⁶.

b) *Une stratégie militaire et politique* : Le P.C.F. a, au contraire, pour objectif de lier le mouvement populaire à la stratégie militaire coordonnée avec les alliés. En plus de l'objectif militaire que lui assignent Alger et Londres, la grève générale dont la C.G.T. lance l'ordre a donc un objectif politique : rendre disponibles les masses ouvrières et assurer la prédominance du P.C.F. dans l'alliance.

c) *Une stratégie sociale et révolutionnaire* : permettre aux travailleurs de se rendre maîtres de l'appareil économique et construire les éléments de leur propre pouvoir. Cette perspective est celle d'un certain nombre d'ouvriers — y compris du P.C.F. — mais elle n'est consciemment exprimée que par la petite minorité internationaliste. Non seulement les internationalistes sont peu nombreux, mais les conditions objectives les desservent ; les travailleurs seront maîtres d'usines mortes.

QUELLE LIBÉRATION ?

Au début d'août 1944, sur tout le territoire français, les troupes allemandes reculent en désordre, sous la pression conjuguée des armées alliées et des partisans. Les jours sont comptés pour l'occupation hitlérienne et les fantoches de Vichy. Mais que sera cette libération ?

Les travailleurs, la plupart des combattants du maquis, espèrent qu'on n'en reviendra pas à la société capitaliste de 1939. Ils aspirent à une société qui mettra fin au pouvoir de l'argent et donnera la parole au peuple. Ce sont ces aspirations que reflète, en termes vagues, le programme du Comité National de la Résistance qui annonce « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ».

Mais, comme l'écrit C. Tillon, « un programme ne vaut que par les moyens mis en œuvre pour son application ». Comment les « féodalités économiques et financières » pourront-elles être brisées, alors que le P.S. et le P.C.F. se rangent, au nom de l'union nationale, sous la bannière de De Gaulle, qui entend bien restaurer la puissance économique de la bourgeoisie et son État ? Le P.S.-S.F.I.O., renaissant de ses cendres, n'a pas d'autre objectif qu'une démocratie bourgeoise ressuscitant la IIIe République. Pour le P.C.F., le socialisme, c'est la nationalisation de l'économie, plus le contrôle du pouvoir par « le parti de la classe ouvrière ». Mais le moment n'en est pas venu. Le Parti compte sur la pression des masses et des maquis pour occuper le plus possible de leviers de l'État, afin de se rendre maître, plus tard, de tout l'appareil d'État.

Peu nombreux sont les militants révolutionnaires pour lesquels la libération doit aboutir au pouvoir des travailleurs. Épars dans les mouvements de libération, ils sont paralysés par leur idéologie nationaliste. Ou bien, constitués en petits groupes comme le P.C.I., pratiquement sans armes, ils continuent à marcher contre le courant et

mettent leurs espoirs dans le soulèvement des masses populaires en Allemagne. De quel poids pourront-ils peser sur l'événement ?

L'idéologie nationaliste implique l'union nationale. L'union nationale conduit à la restauration de la bourgeoisie qui, après avoir collaboré avec les Nazis, recouvrera tous ses pouvoirs, économiques, sociaux et politiques.

Dans *la Libération confisquée*, nous verrons comment elle utilise ses inconfortables alliés sur tous les terrains — depuis la Libération elle-même jusqu'au moment où, en 1947, elle sera assez forte pour se débarrasser d'eux.

En fait, dès la fin de l'occupation, on peut prévoir le dénouement. Pour le dernier acte de la tragédie de la guerre, les acteurs sont déjà en place et ils ne pourront guère s'écarter de leur rôle. Ils accuseront la fatalité, comme dans Sophocle. Mais la tragédie n'est pas celle de la fatalité. Elle est celle des hommes, celle des travailleurs, quand ils renoncent à prendre eux-mêmes leurs affaires en main.

Notes bibliographiques

Chapitre I. Avant la guerre

1. Léon Trotski : *Sur La Deuxième Guerre mondiale*. Recueil établi par Daniel Guérin (éd. La Taupe-Bruxelles) ; article : « Après Munich, Staline cherchera un accord avec Hitler ».
2. Léon Trotski : même recueil ; « La Capitulation de Staline », 11 mars 1939.
3. Lire par exemple, Ph. Robrieux : *Maurice Thorez* (éd. Fayard, Paris).
4. Y. Craipeau : *le Mouvement trotskiste en France* (éd. Syros, Paris) ; extraits du sténogramme de la discussion entre jeunes socialistes anti-trotskistes et dirigeants de l'Internationale communiste des jeunes. Voir le récit vivant qu'en donne Fred Zeller : *Trois points c'est tout* (éd. R. Laffont).
5. Daniel Ligou : *Histoire du socialisme en France* (éd. des P.U.F., Paris).
6. J. Rabaut : *Tout est possible* (éd. Denoël-Gonthier, Paris).
7. Léon Trotski : *le Mouvement communiste en France*. Recueil établi par P. Broué (éd. de Minuit, Paris).
8. Léon Trotski : préface à la brochure de Fred Zeller, *la Voix des socialistes révolutionnaires*, novembre 1935. Voir *le Mouvement communiste en France*.
9. Lettre de Marceau Pivert publiée dans *Révolution*, organe des Jeunesses socialistes de la Seine, août 1935.
10. D. Guérin : *Front populaire, révolution manquée* (éd. Maspéro, Paris).
11. Y. Craipeau : « Charlatans de la paix », avril 1939 ; « Les pacifistes de M. Bonnet et le parti révolutionnaire », mai 1939, dans *la Voie de Lénine*, numéros 1 et 2.
12. *Juin-36*, numéro 57 ; ainsi que toutes les autres motions proposées au congrès de Saint-Ouen.
13. Henrik (H. Kunstlinger) : « Le devoir historique absolu », dans *la Voie de Lénine*, n° 2.

14. *Réveil syndicaliste*, 2 janvier 1939.
15. *Ibid*, 10 avril 1939.
16. *Ibid*, 31 juillet 1939, n° 40 et dernier.
17. *Le Libertaire*, 3 août 1939.

Chapitre II. La drôle de guerre

18. Daniel Lizou : *Histoire du socialisme en France*.
19. *Juin-36*, 4 décembre 1939.
20. Daniel Guérin : *Front populaire, révolution manquée*, éd. Maspéro. Il donne des précisions dans un article de *Sous le drapeau du socialisme*, n° 41, septembre/octobre 1967.
21. Lettre de Daniel Guérin à Marceau Pivert (archives d'Amsterdam). Les autres renseignements sont fournis par diverses lettres de Daniel Guérin à Yvan Craipeau.
22. Lettre à Y. Craipeau (1969).
23. Lettre de G. Vereeken, 1969. Lire la *Guépéou dans le mouvement trotskiste* de G. Vereeken (éd. la Pensée universelle, 1976).
24. Lire à ce sujet la biographie de A. Nin par W. Solano dans *les Mouvements d'émancipation nationale*, A. Nin (éd. Syros, 1975).
25. Trotski : *le Mouvement communiste en France* (éd. de Minuit), textes rassemblés par P. Broué.
26. A. Lecœur : *le Parti communiste français et la Résistance*, (éd. Plon).
27. *L'Humanité*, 10 avril 1940.
28. Sur toute cette période, on consultera l'ouvrage de l'ancien communiste A. Rossi : *les Communistes français pendant la drôle de guerre* (éd. les Iles d'or, 1951). violemment hostile au P.C.F. d'un point de vue social-patriote, il fournit nombre de documents authentiques.
29. L. Laurat : *Histoire du syndicalisme français*.
30. Cf. *L'Étincelle*, 15 décembre 1939.
31. Léon Trotski : « Après la paix impérialiste de Munich », dans *Sur la Deuxième Guerre mondiale* (éd. de la Taupé).
32. *L'Humanité*, 25 avril 1940.

Chapitre III. L'Occupation

33. H. Noguères : *Histoire de la Résistance en France* (éd. Robert-Laffont).
34. *Humanité*, n° 55, 17 juin 1940.
35. A. Lecœur : *le P.C.F. et la Résistance* (éd. Plon).
36. Lettre du P.C.F. à la Propaganda-Staffel, 25 juin 1940.
37. *Humanité*, 25 juin 1940.

38. *Humanité*, 4 juillet 1940.
39. *Le Parti communiste dans la Résistance*. De la guerre à la Libération (éd. Sociales, Institut Maurice-Thorez).
40. Daniel Guérin : *Front populaire...*, cf. aussi *Mémorial de l'Insurgé* (Imprimerie nouvelle lyonnaise).
41. *La Révolution française*, juillet 1940.
42. Maurice Jaquier : *A propos du mouvement national révolutionnaire*, notes et documents rédigés en collaboration avec J. Rous et Fred Zeller (avril 1974).
43. Bruno Rizzi : *la Bureaucratiation du monde* (Paris 1939). Voir la polémique de Trotski et de Rizzi dans P. Naville : *la Bureaucratie et la révolution* (éd. Anthropos).
44. Burnham : *l'Ere des organisateurs* (titre de la traduction française).
45. Broué : *la Révolution en Allemagne* (éd. Minit).
46. Léon Trotski : *Notre Voie reste inchangée*, 30 juin 1940, dans *Sur la Deuxième Guerre mondiale*, textes rassemblés et préfacés par D. Guérin (éd. de la Taupe). Ce texte n'est pas connu en Europe occupée pendant la guerre.
48. Documents publiés dans le *Bulletin de la IV^e Internationale*, septembre 1940.
49. *La lutte contre la Deuxième Guerre mondiale*, novembre 1940.
50. *La Vérité*, 15 décembre 1940.
51. *La Vérité*, numéros 2, 3 et 4.
52. *Ibid*, 30 août 1940.
53. *La Vie ouvrière*, organe clandestin des syndicalistes C.G.T. du P.C.F.
54. *La Vérité*, 30 août 1940.
55. *Ibid*, 15 octobre 1940 ; manchette.
56. *Ibid*, 15 septembre 1940.
57. *Que Faire*, n° 5, réponse à Y. Craipeau.
58. Madeleine Riffaud : *les Carnets de Charles Debarge*, (éd. sociales).

Chapitre IV. Hitler attaque l'U.R.S.S.

59. Léon Trotski : *Sur la Deuxième Guerre mondiale* (éd. La Taupe).
60. *La lutte contre la Deuxième Guerre impérialiste mondiale*, novembre 1940. Brochure.
61. Rapportées par *La Vérité*, 5 décembre 1941.
62. Henri Noguères : *Histoire de la Résistance en France* (éd. Robert Laffont).
63. De Gaulle : *Mémoires de guerre*.

64. *Loustanau-Lacau : Mémoires d'un Français rebelle* (éd. R. Laffont).
65. C. Pineau : *La Simple Vérité* (éd. Julliard) ainsi que les citations suivantes.
66. Citations, d'après H. Noguères, du livre de Charles Tillon : *Les F.T.P.* (éd. Julliard) (p. 198). Ces appréciations ont disparu dans l'édition en livre de poche.
67. *Le Populaire*, 15 juillet 1942.
68. Félix Gouin : *Mémoires*. Inédits cités par H. Noguères.
69. Témoignage cité par H. Noguères, op. cit.
70. *Les Cahiers du bolchevisme*, (2^e et 3^e trimestre 1941).
71. *La Vérité*, décembre 1941.
72. Debu-Bridel : Témoignages cités par H. Noguères, op. cit. t. II.
73. A. Lecœur : *Le P.C.F. et la Résistance*, 1968 (éd. Plon).
74. Rémy : *Mémoires d'un agent secret de la France Libre* (éd. France-Empire).
75. Charles Tillon : *Les F.T.P.* (Livre de Poche).
76. Témoignage cité par H. Noguères, op. cit.
77. *La Vérité*, 15 mars 1942, article d'Y. Craipeau.
78. De Gaulle : *Mémoires* : le mot « ouvertement » a été ajouté dans la version définitive.
79. Rapport cité par H. Noguères.
80. *Soldat in Westen*, novembre 1942.
81. *Les Trotskistes sous la terreur nazie*, brochure du P.C.I. 1945.
82. « Trois Thèses », *Quatrième Internationale*, n° 25-26, décembre-janvier 1946.
83. *Quatrième Internationale*, mars-mai 1948. Rapport d'activité du Secrétariat international, adopté par le deuxième congrès mondial. On trouvera quelques indications complémentaires à l'occasion de la conférence européenne de février 1944.
84. Laroche : témoignage recueilli par Y. Craipeau, 1969.
85. Barta (Korner) : témoignage recueilli par Y. Craipeau, 1969.
86. *La Seule Voie* : n° 3, juillet 1942, article daté de décembre 1941.
87. *La Seule Voie* : n° 5/6, octobre, novembre 1942.
88. *Libertés* : n° 44, septembre 1944. Cf. note 29.
89. *Nos Combats* : n° 13, janvier 1942, « Le socialisme révolutionnaire devant la crise actuelle ».
90. *Ibid.* n° 15, mars 1942, « L'évolution du mouvement ouvrier anglais ».
91. *Ibid.* n° 16, « Comment venger nos camarades assassinés ».
92. *Libertés* : n° 17, mai 1942.
93. *Mémorial de l'Insurgé* présenté par Fernand Rude (Imprimerie Nouvelle Lyonnaise) ainsi que les citations suivantes.

94. *L'Insurgé*, n° 4 juin 1942.
95. *Ibid.* n° 6, août 1942, « Faire le Point ».
96. *Ibid.* n° 8, octobre 1942, numéro spécial « Comités d'usines ».
97. *Ibid.* n° 7, septembre 1942, « Aspirations du peuple français ».
98. *Ibid.* n° 10, novembre 1942, « Le peuple français doit lui-même décider de son sort ».

Chapitre V : 1943 : Le tournant

99. *La Vérité*, n° 40, 15 janvier 1943. De même les citations suivantes.
100. *La Vérité*, n° 40. « Contre la misère et la guerre : front ouvrier ».
101. *La Seule Voie*, n° 7, mars 1943. Le résumé reprend les termes de la résolution.
102. *Jeunesse d'Octobre*. Paraît ronéoté sur quatre pages, sans indication de date ni d'origine.
103. *La Seule Voie*, n° 8, avril 1943 : article de discussion.
104. *Rapport sur l'organisation*. Brochure ronéotée.
105. *Fraternisation prolétarienne*. Feuille ronéotée recto-verso. Un petit groupe s'en sépare ensuite (Hirzel) pour publier *l'Étincelle* dont l'orientation est « bordiguiste ».
106. *La Lutte de classe*, n° 7, 20 janvier 1943.
107. *La Lutte de classe*, n° 10, 28 février 1943.
108. *La Vérité*, 1^{er} janvier 1943.
109. *La Seule Voie*, n° 8, « De la Révolution d'Octobre à la révolution mondiale ».
110. *La Vérité*, n° 46, 20 juin 1943.
111. *La Vérité*, 31 mars 1943.
112. *Octobre*, n° 2, 15 septembre 1943. Organe du P.O.I. du Sud-Ouest. « Où va l'U.R.S.S. ? ».
113. *La Vérité*, 20 juillet 1943. « De Staline à Vlassov ».
114. *La Vérité*, 15 août 1943. « Staline tend la main à la bourgeoisie allemande ».
115. *L'Insurgé*, n° 17, juillet 1943, numéro spécial.
116. *L'Insurgé*, n° 22, janvier 1944. « Le patriotisme français à la croisée des chemins », G. Martinet.
118. *L'Insurgé*, n° 21, dernier trimestre 1943. « Est-ce un nouveau front populaire qui s'affirme à Alger ? » G. Martinet.
119. *L'Insurgé*, n° 20, septembre 1943. « Pour le pain et la liberté », G. Martinet.
120. *Mémorial de l'Insurgé*.
121. *La Vérité*, 31 mars 1943.
122. *Ibid.*, 20 juillet 1943. « Alger, un avertissement ».
123. *La Lutte de classe*, n° 14, 13 juin 1943.

124. De Gaulle : *Mémoires*.
125. *La Vérité*, 17 février 1944. « La baudruche d'Alger la Rouge ».
126. *Ibid*, 17 février 1944. « Alger et nous » (discussion fraternelle avec *l'Insurgé*).
127. *Ibid.*, 15 août 1943.
128. *Ibid.*, 30 août 1943. « Si tu veux la liberté, balaie la vermine fasciste ».
129. *Ibid.*, 15 décembre 1943.
130. *Ibid.*, 30 juillet 1943.
131. *Ibid.*, 15 janvier 1943. « Contre la misère et la guerre : front ouvrier ».

Chapitre VI : Lutttes ouvrières et lutte armée

132. *La Vérité*, 10 février 1943.
133. *Ibid.*, 20 mai 1943.
134. *Ibid.*, 1^{er} mars 1943.
135. *Le Soviet*, 14 septembre 1943.
136. *La Vérité*, 31 mars 1943.
137. *La Lutte de classe*, 5 février 1943.
138. *La Vérité*, 1^{er} mars 1943 : « Les ouvrières organisent la lutte pour ralentir la production ».
139. *La Vérité*, 20 novembre 1943.
140. *Ibid.*
141. *Le Soviet*, 14 septembre 1943. Autres informations sur la même usine, dans *la Vérité* du 15 janvier 1944.
142. *La Vérité*, n° 53, 15 octobre 1943.
143. *Octobre* : organe du P.O.I. du Sud-Ouest, 1^{er} octobre 1943.
144. *La Vérité*, 15 janvier 1944.
145. *Ibid.*, 31 mars 1943 : « Partir est-ce trahir ? Pour la révolution européenne ».
146. *La Lutte de classe*, n° 11, 27 mars 1943 : « Qui a du fer et du pain ».
147. *La Jeune Garde*, mars 1943.
148. « Masse de maquis ou maquis de masse », in *les F.T.P.*, Charles Tillon.
149. *La Vérité*, juillet 1943.
150. *Ibid.*, 25 septembre 1943.
151. « *Les Trotskistes sous la terreur nazie* ».
152. *La Vérité*, 15 février 1944 : « Au secours des gars du maquis ! »
153. Rapport au 5^e Congrès du PC yougoslave, (éd. Le livre yougoslave, Belgrade).
153. ^{bis} *IV^e Internationale*, n° 3, janvier 1944.
154. *L'Insurgé*, n° 23 (février 44).

155. Supplément au numéro 13 de *la Lutte de classe*.
156. *La Lutte de classe*, 13 juin 1943.
157. *La Vérité*, n° 46, 20 juin 1943 : « Staline dissout la III^e Internationale... La Quatrième vaincra », p. 1.
158. *La Vérité*, n° 49, 30 juillet 1943 : « Feue la III^e Internationale ».
159. A. Azzaroni, P. Naville, I. Silone : *Blasco* (éd. Azione Comune, éd. Polyglotes).
160. *La Vérité*, 13 mai 1943 : « Déportation en Haute Silésie ».
161. David Rousset : *Les Jours de notre mort* (éd. du Pavois).
162. *La Vérité*, 20 novembre 1943 : « La libération de Puy-en-Velay ».
163. *Ibid.*, n° 47, 5 juillet 1943. Le compte-rendu comporte des inexactitudes volontaires, pour contrecarrer les recoupements de la police.

Chapitre VII : Premiers craquements en Europe.

164. *La Vérité*, 1^{er} mars 1943 : « Un débarquement italien... en Italie ».
165. *Ibid.*, 25 septembre 1943 : « La révolution italienne continue ».
166. *Ibid.*, 20 juin 1943 : « Chemises noires en solde ».
167. *Ibid.*, 30 juillet 1943.
168. *Ibid.*, numéro spécial ronéoté du 30 juillet 1943 ; le numéro imprimé, rédigé avant les événements paraît le même jour.
169. *La Lutte de classe*, 4 août 1943.
170. *La Vérité*, 15 août 1943.
171. *La Stampa*, 16 août 1943, citée par le Bulletin d'information et de presse du C.C.I. (décembre 1943).
172. *La Seule Voie*, novembre 1943.
173. *Soldat im Westen*, numéros cités : 16, novembre 1942 (imprimé) ; 21, janvier 1943 ; 25, mai 1943 ; 28, août 1943 (imprimé) ; 30, septembre 1943.
174. *Der Arbeiter*, organe des comités allemands de soldats, cité par *la Vérité* du 15 octobre 1943.
175. *La Vérité*, 15 octobre 1943 : « Alerte aux agents de la réaction ».
176. *Ibid.*,
177. *Ibid.*, 10 décembre 1943 : « Vichy se prépare à faire peau neuve ».
178. R. Aron : *Histoire de Vichy*, tome II (éd. A. Fayard).
179. *La Vérité*, 10 décembre 1943 : « Ceux qui ont rasé Nantes ravitaillent l'Allemagne en essence ».
180. *Ibid.*, 15 janvier 1944 : « Une guerre de forbans capitalistes : Roosevelt ravitaille Hitler ».

181. *Ibid.*, 27 février 1944 : « Une guerre de forbans capitalistes : après le pétrole, les minerais ».
182. *Ibid.*, n° 44-45 (le numéro 44 était un numéro spécial).
183. *Ibid.*, 1^{er} mars 1943 : « De Lénine à Casablanca ».
184. « Résolution du S.W.P. », publiée dans la *IV^e Internationale*, septembre-novembre 1944.
185. *La Lutte de classe*, 6 février 1943 : « Les plans américains de Casablanca ».
186. *La Vérité*, 15 janvier 1944 : « La paix made in U.S.A. ». Les mots d'ordre en Allemand : « Nous ne sommes pas les ennemis de l'Allemagne. Nous voulons les États-Unis socialistes d'Europe ».
187. *Ibid.*, 15 janvier 1944 : « Un plan esclavagiste ».
188. *Ibid.*, 15 janvier 1944 : « Les États-Unis et la guerre ».

Chapitre VIII : Vers la « libération »

189. *Quatrième Internationale*, n° 4-5 (février 1944), ainsi que toutes les citations des documents de la Conférence.
190. Citations reproduites dans *la Vérité* du 15 janvier 1944, publiées dans *la Voie de Lénine*, organe du P.C.R. belge dans les numéros du 15 novembre et du 15 décembre 1943.
191. *Bulletin intérieur spécial* (janvier 1944). « Principe d'organisation du P.C.I. ».
192. Les problèmes de la construction de la *IV^e Internationale*, brochure de *Lutte ouvrière* (1969). Elle donne les deux citations précédentes sans références.
193. Bulletin intérieur du P.O.I., n° 20, repris par un article de la région lyonnaise dans le *Bulletin intérieur* du P.C.I. (N° 3).
194. *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n° 1 et *Bulletin intérieur du P.C.I.* n° 1. Les idées de la minorité du P.O.I. seront développées dans ce texte de février : « La Question nationale pierre de touche de la politique révolutionnaire », publié par le *B.I.* n° 7 (octobre 1944).
195. *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n° 1 : « Mise au point sur la déclaration de l'ex-groupe Octobre » (minorité du P.C.I.).
- 196 *Bulletin intérieur*, n° 2 (mai 44) : La révolution mondiale, en France, et les tâches du P.I.C.
197. *La Vérité*, n° 58 (10 février 1944).
198. *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n° 1.
199. *La Vérité* (nouvelle série, n° 1), 25 mars 1944.
200. *Bulletin intérieur*, n° 6 (juillet 1944).
201. *Bulletin intérieur*, n° 3 (juin 1944).
202. *La Vérité*, (numéro spécial du 1^{er} mai).

203. *La Vérité*, (nouvelle série n° 2), 29 avril 1944.
204. Cité dans *la Vérité*, n° 2.
205. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome II, ainsi que les citations suivantes.
206. Charles Tillon, *les F.T.P.*
207. *La Vérité*, n° 65 (26 mai 1944, « La Bourgeoisie prépare la guerre civile, formons nos milices ouvrières » d'Yvan Craipeau).
208. *Bulletin intérieur spécial* (juin 44), rédigé par H. Molinier (Marc Laurent) et Y. Craipeau.
209. *La Vérité*, n° 67 (22 juin 1944).
210. *La Vérité*, n° 68 (1^{er} juillet 1944, « Les travailleurs coloniaux en lutte »).
211. *Bulletin intérieur* de juillet 1944, « Résolution du Comité régional toulousain ».
212. *La Vérité*, n° 67 (22 juin 1944).
213. *La Vérité*, n° 68 (1^{er} juillet 1944, « Les Travailleurs coloniaux en lutte »).

Achévé d'imprimer le 11 avril 1977
sur les presses de l'imprimerie S.E.P.C. à Saint-Amand-Montrond

Dépôt légal : 2^e trimestre 1977

I.S.B.N. : 2-85930-014-7

Printed in France